LE DÉJEUNER

Un de ces derniers matins, le poète Paul Lorsay descend l'avenue des Champs-Élysées. Il boite fort à la suite d'une blessure reçue, l'an passé, en défendant Verdun. Il rencontre un ami, et la conversation suivante s'engage :

L'AMI DE LORSAY.

Bonjour! je suis heureux de vous rencontrer, car je vais vous demander ce qui s'est passé chez cette philosophe, votre amie, le jour où l'abbé Cibon, le professeur Granclère, le romancier Paganès, et vous-même, y déjeuniez.

LORSAY.

Vous m'abordez là, cher ami, à peu près comme Glaucon, il y a vingt-trois siècles, abordait Apollodore de Phalère, à propos d'un célèbre banquet.

L'AMI DE LORSAY.

Si vous voulez... Répétez-moi donc ce qui fut dit à ce déjeuner. Sans doute, la conversation roula sur la philosophie?

LORSAY.

Oui, sur la philosophie et sur la guerre.

L'AMI DE LORSAY.

Racontez! racontez! Outre le profit que je trouve à entendre parler philosophie, il n'y a rien au monde à quoi je prenne

tant de plaisir; tandis que je me meurs d'ennui, au contraire, dans ces réunions où les gens ne parlent que de leurs affaires, de leurs intérêts, ou bien échangent mille potins sur les uns et les autres. Répétez-moi donc les discours qui furent tenus chez cette philosophe.

LORSAY.

Volontiers; les voici à peu près; ou, plutôt, prenons les choses dès le commencement. Le déjeuner était pour midi et demi. Je sonnai à midi et quart à la porte de la modeste villa que Mlle Lanëo habite à Saint-James avec sa famille. On vint m'ouvrir; je traversai un jardin où deux ravissantes petites filles jouaient sous la surveillance d'une jeune femme qui tricotait; puis j'entrai dans un salon simplement meublé, de plain-pied avec le jardin. Là, je saluai Mlle Lanëo qui causait avec un homme d'une cinquantaine d'années. La doctoresse me présenta au romancier Paganès (car c'était lui), qui s'informa avec une grande bienveillance des circonstances dans lesquelles j'avais été blessé. Lui ayant répondu de façon à le satisfaire, je lui demandai, selon l'usage et tout en rougissant intérieurement de cette banalité, « s'il nous préparait quelque chose, s'il n'avait rien sur le chantier? » Il sourit avec tolérance et me répondit que s'il écrivait en ces temps-ci, il ne pourrait rien écrire qui ne fût de, par et sur la guerre; mais que, d'un autre côté, cette guerre dépassait tellement la littérature qu'il n'osait pas y toucher.

— A l'heure actuelle, ajouta-t-il, je ne puis qu'observer, étudier, prendre des notes; je me sens incapable d'imaginer et de composer. Imaginer, c'est-à-dire être au-dessous de la réalité; composer, c'est-à-dire être adroit, habile, malin : je m'en sens incapable. Nous vivons au jour le jour et même, entre deux communiqués, au matin le soir. Et je dirais volontiers que jamais l'avenir n'a été moins à personne, si l'on pouvait employer ce temps passé avec l'idée du futur. Bien fol est celui qui bâtit sur le sable; mais que dire de celui qui bâtirait sur des flammes?

— Pourtant, intervint Mlle Lanëo, il faut bâtir, il faut créer, il faut faire comme Zizi.

— Zizi? interrogea le psychologue.

— Oui, Zizi, ma nièce; c'est cette jeune femme qui est assise

dans le jardin, sous ce marronnier qui refleurit. Son mari est aux armées, sergent, et elle surveille les ébats de ses deux petites filles, en tricotant quelque objet de layette, car elle en attend un troisième; je dis *un* troisième, parce que nous espérons bien qu'à cette fois ce sera un garçon et, déjà, il donne de bons petits coups de pied dans le ventre de sa maman.

— Hélas! observa l'homme de lettres, les meilleurs fils ont toujours commencé par battre leur mère.

Sur ces derniers mots, M. Granclère était entré; Mlle Lanëo lui fit un accueil rayonnant. Après les présentations, elle dit au célèbre professeur :

— M. Paganès m'a avoué tout à l'heure qu'il était tout troublé, tout ému à l'idée de se trouver devant un philosophe tel que vous.

—Oh! protesta M. Granclère, la véritable philosophe, c'est vous : vous êtes la philosophie elle-même.

Nous en tombâmes d'accord.

— Il est à remarquer, renforça Paganès, combien les femmes se sont révélées, depuis quelques années, aptes à la philosophie.

— Elles l'ont toujours été, corrigea Granclère.

On en chercha les raisons dans l'intuition et la curiosité; Mlle Lanëo dit que ces raisons étaient essentiellement dans l'amour. Et elle expliqua :

— Je prépare beaucoup de jeunes filles à divers examens; toutes ne sont pas portées vers la philosophie; mais celles qui s'y sentent portées se donnent à cette science tout entières. Or, se donner, tout est là. La morale surtout les passionne : c'est une question de sensibilité. La logique les séduit moins. J'ai fait la classe de philosophie à de jeunes garçons ; chez eux, c'est le contraire : ils montrent en général plus d'intelligence que de sentiment, et la morale les intéresse moins que la logique; ils peuvent traiter convenablement une question sans l'aimer, tandis qu'une jeune fille ne peut discourir sur un sujet qu'autant que ce sujet lui plaît.

— Même si c'est un mauvais sujet, murmura Paganès.

— Mais alors, continua Mlle Lanëo qui n'avait pas entendu, le plus souvent c'est charmant. Et cela ne rendrait-il pas compte...

Mais elle s'interrompit pour aller au-devant d'un prêtre qui

venait d'entrer. L'abbé Cibon s'excusa d'arriver en retard; il réclama l'indulgence, et il s'écria :

— Quel joli mot et quelle jolie chose, l'indulgence! Et nous en avons tous tellement besoin! Comme nous devrions tous être indulgens!

Et, tout en serrant la main de chacun, il répétait : *Indulgentia! Indulgentia!* avec une gaieté d'enfant. Derrière ses lunettes, riaient ses yeux clairs pleins de curiosité spirituelle et de bonté éveillée et, au-dessus de son front, comme une flamme blonde et soyeuse, une mèche révoltée semblait rire aussi.

Une servante annonça que le déjeuner était servi; les convives passèrent dans la salle à manger; la jeune femme qui tricotait sous le marronnier était venue nous rejoindre. L'abbé Cibon, après avoir dit un *Benedicite* mental, avait pris place à un bout de la table, en face de Mlle Lanëo qui avait à sa droite Granclère et à sa gauche Paganès; Zizi et moi, nous étions à droite et à gauche de l'abbé... Mais je m'aperçois que pour vous répéter les propos qui furent tenus pendant ce déjeuner, cela va être bien lourd, si je continue à employer la forme narrative; cela va être bien embarrassé de : « dit-il, interrompit-elle, observa-t-il, etc. » Si vous le permettez, j'emploierai désormais une forme résolument dialoguée.

L'AMI DE LORSAY.

J'allais précisément vous le demander.

LORSAY.

Ces propos, je les ai jetés, l'autre jour, sur quelques feuillets, en rentrant au logis. Je les ai par hasard sur moi. Je vous les lirai donc, en prenant le soin de vous nommer au fur et à mesure le personnage qui parle, comme ont coutume de faire les auteurs, lorsqu'ils lisent à un directeur quelque comédie.

L'AMI DE LORSAY.

J'en serai enchanté.

LORSAY.

Voulons-nous nous asseoir? Tenez, là... sur ce banc... dans cette allée déserte... sous ce marronnier qui refleurit.

L'AMI DE LORSAY.

Comme Zizi... C'est exactement la proposition que j'allais vous faire.

Ils se sont assis; Lorsay, ayant tiré de sa poche un petit cahier, lit ce qui suit.

MADEMOISELLE LANËO.

Vous avez un déjeuner de guerre... deux plats très simples.

PAGANÈS.

Arrosés de pain noir.

L'ABBÉ CIBON.

Nous avons mangé notre pain blanc le premier.

MADEMOISELLE LANËO.

Mais qu'est-ce que cela fait? Je suis toujours indignée, quand j'entends des gens récriminer contre la fermeture des thés et des pâtisseries, contre les deux jours sans viande, contre le blutage à 80, contre tout. Je trouve que nous ne souffrons pas assez à l'arrière et nous devrions accepter de bonne humeur les quelques restrictions qu'on nous impose et qui sont un reflet bien pâle des privations qu'endurent nos soldats prisonniers en Allemagne.

PAGANÈS.

Oui, des restrictions, des diminutions, cela vous semble naturel à vous, mademoiselle; mais il paraît que, dans les quartiers populeux comme dans les quartiers riches, on n'a jamais mangé tant de gâteaux. Quelle jolie scène de revue : « Attention à la soudure! » crie du haut de la tribune le ministre du ravitaillement. « Tarte à la crème! » répond une jeune et jolie dame, en songeant à son goûter. « Quantité d'hectares n'ont pu être ensemencés, » écrit un économiste distingué. « Tarte à la crème! » grogne un vieux monsieur porté sur sa bouche. « Des navires chargés de blé ont été coulés, » annonce un noir pessimiste. « Tarte à la crème! tarte à la crème! » hurle, pour étouffer sa voix, le chœur optimiste des gourmands.

MADEMOISELLE LANËO.

Comment peut-on songer à bien vivre en ces temps-ci, quand on s'étonne de pouvoir vivre? Et l'on vit pourtant! Dans les premiers temps de la guerre, s'il venait à pleuvoir, la nuit, je songeais à nos soldats sans abri et je ne pouvais fermer l'œil. Maintenant, je m'en veux, je m'en veux, mais je puis tout de même dormir. Ai-je donc moins d'amour, moins de reconnaissance pour nos soldats, moins de pensées vers eux?

GRANCLÈRE.

Non; mais on s'adapte, il le faut bien : autrement on succomberait sous le poids de l'horreur. Vous dormez, mais vous travaillez aussi.

MADEMOISELLE LANËO.

Et vous, monsieur Granclère, pouvez-vous travailler?

GRANCLÈRE.

Oh! très difficilement : je ne puis pas penser plus de dix minutes à autre chose qu'à la guerre; je ne puis rien entreprendre; j'ai le sentiment que c'est mal, que je fais mal; il me semble que je me désintéresse de ce qui se passe.

L'ABBÉ CIBON.

Pourtant, il faut que la vie continue et le philosophe doit faire de la philosophie...

GRANCLÈRE.

La faculté de philosopher est contre la nature.

L'ABBÉ CIBON.

Comment cela?

GRANCLÈRE.

La pensée philosophique est un retour en arrière et le cerveau est un obstacle à cette pensée. Naturellement, le cerveau concentre notre attention sur les choses de la vie sensible, sur l'action; il est l'organe de la pensée discursive, de la pensée utilitaire et pratique; il nous met des œillères. Spéculer est

donc un effort tout à fait contraire à la nature, et comment faire cet effort, quand la vie sensible nous entraîne dans un tel mouvement?

L'ABBÉ CIBON.

Écoutez donc... c'est le canon?

MADEMOISELLE LANÉO.

Oui, ce sont des exercices de tir, au Mont-Valérien.

L'ABBÉ CIBON.

Et ce gros bourdonnement?

MADEMOISELLE LANÉO.

C'est un hydravion, sur la Seine.

L'ABBÉ CIBON.

Hélas! les hommes sont insensés : nous vivons à l'envers; le monde est sens dessus dessous. Croyez-vous, du moins, que cette guerre sera une leçon pour le monde?

GRANCLÈRE.

Nous ne pouvons pas encore bien juger cette guerre; mais quand on pourra la saisir dans son ensemble, quand on en saura les origines, quand on en verra apparaître les conséquences dont nous ne nous doutons même pas, quand on aura établi le total des ruines et des deuils, quand on connaîtra la somme et le détail de l'horreur, oui, cette guerre pourra bien être une leçon pour l'humanité... Et, pourtant, nous devions la faire, puisque nous étions attaqués.

L'ABBÉ CIBON.

Alors, vous pensez que, par son horreur même, cette guerre sera la dernière?

GRANCLÈRE.

Je l'espère... il faut l'espérer.

L'ABBÉ CIBON.

Mais comment empêcher les guerres dans l'avenir? Une

Société des Nations pourra-t-elle se former? Il y a des gens sceptiques à cet égard.

GRANCLÈRE.

Celui qui, dans l'antiquité, songea à supprimer l'esclavage fut certainement traité d'utopiste par ses contemporains. Pourtant, c'était un homme de génie : il avait pu imaginer une société sans esclaves.

PAGANÈS.

Il y aura toujours des esclaves dans une société et même parmi les maîtres.

L'ABBÉ CIBON.

J'entends des gens dire que c'est une ère de guerres qui commence, que nous allons voir de singuliers jeux d'alliances et de contre-alliances, que l'Europe, la terre entière et les mers continueront d'être des champs de carnage, et que nous en avons pour vingt, trente, cinquante et même cent années, avant que les questions soulevées soient aplanies, les frontières fixées, les haines éteintes.

PAGANÈS.

Se trouvera-t-il encore des penseurs, après ce cataclysme, pour soutenir que la guerre est un mal nécessaire, et qu'elle relève le niveau de l'humanité, parce qu'elle permet l'épanouissement des plus belles vertus? Mais peut-on dire qu'un incendie est nécessaire parce qu'il contient la possibilité pour un pompier ou quelque citoyen courageux d'arracher aux flammes une femme ou un enfant? Laissons à Hegel la théorie hegelienne de la guerre. Cette guerre était inévitable, puisque nos ennemis la préparaient, la voulaient et qu'ils nous l'ont déclarée « claire et joyeuse, » comme on se souhaite la nouvelle année « bonne et heureuse! » Ces gens sont vraiment charmans. Mais j'imagine que les Boches eux-mêmes en sont revenus sur la clarté et la joie du cataclysme que leur orgueil et leur gloutonnerie ont déchaîné.

MADEMOISELLE LANËO.

Oui, nous assistons à un cataclysme épouvantable; mais il ne suffit pas d'être des spectateurs émus : il faut préparer les

grands remèdes à de si grands maux; il faut aider les hommes à retrouver le sens de la vie qu'ils ont perdu par une suite d'erreurs, de folies, d'orgueil, et aussi de leurs inventions et de leurs découvertes. Par le mécanisme, par le machinisme, ils se sont écartés de plus en plus de la nature. L'humanité n'a-t-elle pas dépassé son point de science?

GRANCLÈRE.

Où serait-il situé, ce point de science? La science ne peut pas s'arrêter; mais l'homme est libre de n'en point faire ces applications diaboliques où les Allemands excellent. L'homme est libre de ne pas se servir de la science pour tuer l'homme et pour dénaturer la nature.

PAGANÈS.

Alors si la science ne doit pas s'arrêter, il faut chercher une morale qui soit à sa hauteur.

MADEMOISELLE LANËO.

Oui, une morale de paix, de bonté, de beauté, de bonheur universel.

L'ABBÉ CIBON.

Et c'est cette morale-là que nous demandons au philosophe.

GRANCLÈRE.

A moi?... Pourquoi à moi?

L'ABBÉ CIBON.

Parce qu'on l'attend des hommes comme vous. Je me rends bien compte que la foi religieuse n'est pas dans toutes les âmes. La religion aura-t-elle gagné à cette guerre? Alors je me tourne vers le philosophe pour lui demander une morale.

GRANCLÈRE.

Oh! c'est bien embarrassant. A l'heure actuelle, si l'on ne veut pas revenir à la vieille morale traditionnelle, une morale ne peut guère se fonder que sur une théorie de la vie. En tout cas, elle ne peut pas, sans risquer de manquer de force, demeu-

rer indépendante. Les morales anciennes s'appuyaient sur une métaphysique : elles ont échoué; si cette métaphysique venait à son tour à s'appuyer sur une science biologique complète, peut-être alors y aurait-il quelque chance de succès. Mais la science biologique est la moins avancée de toutes les sciences...

L'ABBÉ CIBON.

Et puis, sera-t-elle jamais complète ? Et en attendant qu'elle le soit !... Comment faire ? que faire ?

PAGANÈS.

Dire que la morale doit s'appuyer en partie sur la biologie, cela ne revient-il pas à dire que la morale est à base d'hygiène et de bonne santé ?

MADEMOISELLE LANÉO.

Aussi.

PAGANÈS.

Bien se porter pour se bien comporter. L'autre matin, j'ai vu entrer chez moi Garguille, le comédien. Il a cinquante ans passés, il en paraît trente et, comme je le complimentais sur cette différence, il m'a dit : « C'est que je fais de la culture physique, et l'on ne s'imagine pas quels services pourrait rendre à la nation, à la race, la culture physique. Par les exercices du corps, les jeunes gens se préparent aux exercices moraux. Un gymnase, un stade, ce sont des écoles de sobriété, de chasteté, d'honneur, de chevalerie, de vertu. Que de jeunes gens se sont laissé entraîner, faute d'entraînement ! Je le sais je le vois, je le constate à chaque instant. Mais ce sont des gens comme vous qui devraient dire ces choses-là. Moi, Garguille, on ne m'écoute pas et, pourtant, je suis sûr que j'ai raison. » Il parlait avec conviction, avec feu, et j'étais ému d'entendre ces paroles dans la bouche d'un comédien. Il est vrai que, dans les premiers temps de la guerre, il s'occupait, comme sergent, de préparation militaire. Cet artiste est un athlète et un brave homme; il a un cœur excellent aussi bien au point de vue de la circulation que des sentimens. Il avait raison, la morale est une ascèse. Si l'homme, d'après les théosophes, est corps, âme et esprit, et si l'âme remplit le corps à la façon dont

un fluide remplit un vase, il n'est pas indifférent que le vase soit parfait. Quand, au lendemain de la guerre de 1870, Renan écrit un beau livre sur la Réforme intellectuelle de la France, à aucun moment il ne parle de la réforme physique. Mais ce grand homme, comme la plupart des penseurs de son temps, méprisait la gymnastique. Chaque année, il allait passer les mois d'été à Rosmapamon, en Louannec, au bord de la mer bretonne. Dans cette douce retraite, il écrivait ses remarquables ouvrages d'histoire et de philologie; on ne le voyait jamais marcher le long du rivage, ni faire de longues courses dans la campagne. Une personne de son entourage m'a dit qu'il considérait la marche comme un restant de barbarie.

MADEMOISELLE LANËO.

Il admirait la science et il était une victime du machinisme. A quoi bon marcher, quand on a le bonheur de vivre au siècle de la vapeur et des chemins de fer?

PAGANÈS.

Mais il aimait les beaux voyages et, alors, par curiosité, il pouvait supporter toutes sortes de fatigues.

L'ABBÉ CIBON.

Cher monsieur Paganès... cher monsieur Paganès... alors vous croyez qu'il faut marcher?

PAGANÈS.

Cher abbé Cibon... je crois que c'est indispensable!

L'ABBÉ CIBON, ayant réfléchi.

Vous avez raison. « Lève-toi et marche! » Ce sont les premières paroles du Christ à Lazare le Ressuscité. Et il dit encore aux paralytiques : « Vous êtes guéri, marchez! » Lui-même est considéré comme Celui qui est toujours en marche. Il parcourait la Palestine en tous sens, dans ses vêtemens blancs; il se rendait de ville en ville; il allait le long des rivages de la Mer Morte; il gravissait les montagnes; il marchait sur les eaux! Et ses disciples étaient envoyés aux quatre coins du monde. La vie est mouvement, la marche est la vie. Vous avez raison : il faut marcher. Marchons!

PAGANÈS.

Marcher, courir, sauter, grimper, nager, selon la méthode du lieutenant Hébert.

L'ABBÉ CIBON.

Ça, je ne vous le promets pas; il m'est bien tard pour commencer.

MADEMOISELLE LANËO.

Ah! quand j'ai donné toute la journée des leçons à mes petites; quand, vers le soir, je me sens le cerveau bien las, il faut que je marche deux bonnes heures, d'un bon pas. Alors, le sang circule; au bout de quelques minutes on éprouve une sensation d'euphorie; on est optimiste; la vie entière, le passé, le présent, l'avenir, prennent le rythme de la marche et, après le dîner, on peut encore travailler allégrement jusqu'à minuit. Et, pendant les vacances, ce que j'aime, c'est un pays de montagnes où l'on peut faire des ascensions : côtoyer des abîmes, mettre le pied sur un sommet, voilà la joie sans mélange... c'est une ivresse!

PAGANÈS.

Il faut donc attacher une grande importance à la bonne condition physique. Je crois à la réaction continuelle du corps sur l'âme et de l'âme sur le corps; ce ne sont pas deux élémens séparés; mais ils se pénètrent, s'enveloppent et réagissent sans cesse l'un sur l'autre : les douleurs physiques dépriment l'âme et les douleurs morales dépriment le corps. Les stoïciens ne faisaient-ils pas de la tempérance la vertu essentielle? Et rappelez-vous ce que Philon dit des Esséniens : « Ils mangent pour n'avoir plus faim et boivent pour n'avoir plus soif; et ils abhorrent l'assouvissement comme l'ennemi et le destructeur du corps et de l'âme... Ils disent que le vin est un poison qui rend l'âme folle et insensée, et que les viandes si bien apprêtées et si délicieuses ne servent qu'à irriter la concupiscence qui est la plus insatiable de toutes les bêtes. »

MADEMOISELLE LANËO.

C'est admirable!

PAGANÈS.

Et Philon appelle les Esséniens : des *athlètes* de vertus. Il y a entre la morale et l'hygiène des liens étroits. Nous mangeons trop, nous buvons trop. Le peuple boit, alcoolisme ; le bourgeois mange, arthritisme. Il n'y a pas d'athlètes gras. Si j'écrivais une *Politique*, ce ne seraient pas les poètes et les artistes que je bannirais de la République, mais les citoyens gras.

L'ABBÉ CIBON.

Alors, pour vous, la graisse est immorale, ennemie de la vertu ?

PAGANÈS.

En général, oui : graisse, faiblesse, mollesse. Le comédien Garguille avait raison : il faudrait que ces idées fussent exposées en haut lieu. Le plus souvent, les bienfaits du sport sont vantés par des spécialistes qui n'ont aucune autorité en dehors d'un monde spécial ; mais si la nécessité de la culture physique était démontrée en chaire, par des hommes comme vous, monsieur Granclère, ou comme vous, monsieur l'abbé, cela atteindrait un plus grand nombre de personnes ; cela revêtirait un caractère philosophique et sacré ; cela prendrait la force d'un impératif.

GRANCLÈRE.

Il est évident que dans les questions que nous traitons : conscience, perception, liberté, mérite, démérite, intention, intuition, etc., nous supposons un homme, c'est-à-dire une âme et un corps ; mais nous nous occupons fort peu des qualités, de la condition de ce corps ; nous avons peut-être tort. Nous le supposons normal, voilà tout.

PAGANÈS.

Normal, c'est bientôt dit ; mais cela devient très rare d'être normal par le temps qui court.

L'ABBÉ CIBON.

Quant à l'Église, longtemps elle a négligé le corps ; elle l'a

méprisé même. N'est-il pas de la matière qui doit retomber en poussière et devenir la proie des vers du tombeau?

MADEMOISELLE LANËO.

Et, pourtant, puisque Dieu l'a créé, ce corps, ne faut-il pas le soigner, le laver et même le parer, le tenir, autant que possible, en bon état, agilité, force et souplesse?

L'ABBÉ CIBON.

Oui! nous pourrions bien, de temps en temps, entretenir les fidèles de ces choses-là.

GRANCLÈRE.

Les littérateurs, les auteurs dramatiques pourraient aussi écrire là-dessus; le roman, le théâtre surtout peuvent avoir une telle influence!

PAGANÈS.

Il faudra bien que tout le monde s'y mette. Après la guerre, même les hommes vieux ne pourront pas se reposer; il faudra qu'ils se conservent sains et forts pour travailler, pour remplacer tant de jeunes gens disparus, hélas! La France sera comme une grande convalescente. Que demande-t-on aux personnes convalescentes et aux enfans? On leur demande avant tout de se bien porter. Chaque journée est toute une vie, entre le réveil qui est naissance et le sommeil qui est mort. Considérons, pendant la première heure du jour, que nous sommes des enfans : consacrons-la à nous bien porter.

L'ABBÉ CIBON.

Il faut donc toujours redevenir des enfans : « Si vous ne redevenez enfans, vous n'entrerez point dans le royaume des cieux! » Moi, je songe toujours à la jeunesse : c'est elle qui me préoccupe. Je suppose un jeune homme qui se conforme aux règles de l'hygiène; il fait du sport, de la culture physique : il marche, il court, il saute, grimpe, nage, lutte, lance le poids, bref, il constitue un excellent terrain de culture morale... c'est ce que vous prétendez?

PAGANÈS.

C'est ce que je prétends.

L'ABBÉ CIBON.

Et, avec un éclair dans les yeux, un ferment intérieur, ce jeune homme vient trouver M. Granclère, et il lui dit : « Maître, donnez-nous une morale. » Que lui répondrez-vous?

GRANCLÈRE.

Je ne sais pas... c'est bien embarrassant... Tout d'abord, je reconnais que M. Paganès m'a convaincu et je suis heureux d'avoir affaire à un jeune homme ainsi préparé. Le seul fait qu'il vienne me trouver indique qu'il reconnaît la nécessité d'une loi... tout être raisonnable sent la nécessité d'une loi; mais il est possible que la pratique des sports ait développé chez ce jeune homme cette idée de la nécessité d'une règle, d'une discipline. D'autre part, M. l'abbé suppose que ce jeune homme vient me trouver avec un éclair dans les yeux, un ferment intérieur : c'est la preuve qu'il est sensible. Or, il y a dans notre sensibilité une tendance à orienter notre vie de telle manière que nous n'ayons jamais à regretter ce que nous avons fait. La morale doit être avant tout, n'est-ce pas? une règle d'action ; elle donnerait le critérium du bien. Pratiquement serait bien ce qui ne susciterait pas le sentiment douloureux du regret. La morale consisterait donc à ne point regretter sa vie.

L'ABBÉ CIBON.

Vous établiriez une morale sur le seul sentiment du regret?

GRANCLÈRE.

Le regret est un sentiment purement humain : c'est l'état d'une âme qui revient sur son passé, comme pour défaire ce qu'elle a fait. Mais, parce que le passé est irréparable, il y a dans le regret quelque chose de profondément douloureux, et c'est cette douleur que notre sensibilité, se projetant dans l'avenir, veut éviter.

PAGANÈS.

Mais ce sentiment douloureux du regret, tout le monde n'est pas susceptible de l'éprouver... tout le monde n'est pas capable de remords. Il y a des criminels endurcis, des jouisseurs impénitens.

MADEMOISELLE LANËO.

Il me semble qu'à certains momens de réflexion, de solitude, d'abandon, de tristesse, de détresse, d'angoisse, de misère... ou d'amour ! le scélérat le plus farouche doit regretter ce qu'il a fait.

PAGANÈS.

Vous êtes pleine d'illusions, mademoiselle; vous et M. Granclère tombez dans l'erreur noblement égoïste où tombent, en général, les moralistes : ils jugent les autres hommes d'après eux-mêmes qui cherchent la morale; mais ils ne la chercheraient pas, s'ils ne l'avaient pas trouvée. Vous prêtez au scélérat le plus farouche votre éducation, vos sentimens généreux, vos aspirations, et votre puissance de contrition.

L'ABBÉ CIBON.

En outre, il n'y a pas que les grands crimes ; il y a la foule des vices courans et des péchés moyens, marinés dans l'habitude, l'habitude qui donne tant de force à toutes les faiblesses; il y a des veuleries coriaces et des mollesses indurées. Il y a des pécheurs qui n'éprouvent jamais de regrets.

MADEMOISELLE LANËO.

M. Granclère et moi, nous sommes donc optimistes; mais comment expliquer que le prêtre n'ait pas plus d'illusions que le païen ?

PAGANÈS.

Cela tient aux gens que nous fréquentons, les uns et les autres. M. Granclère ne voit que des savans et des penseurs comme lui, dont la vie laborieuse est pure et simple, parce qu'elle est toute consacrée à la recherche de la vérité. Vous,

mademoiselle Lanëo, vous vivez aussi dans un monde spécial, avec vos petites, comme vous dites, vos chères étudiantes que vous préparez de tout votre cœur et de toute votre intelligence à des examens difficiles vers lesquels elles s'élancent avec une ardeur magnifique.

MADEMOISELLE LANËO.

Il est vrai que c'est un monde spécial et charmant. Ces petites, elles sont vraiment admirables de volonté et de charité. J'en connais une qui s'est faite infirmière, pour gagner de quoi vivre et continuer ses études, et elle trouve encore le moyen de s'occuper de plus malheureuses qu'elle. Il n'y en a pas une qui, en dehors de ses cours, de ses études, ne s'emploie à soulager quelque misère. Elles sont admirables!

GRANCLÈRE.

C'est dans ce monde d'étudiantes, d'institutrices, de petits professeurs qu'on a trouvé les plus beaux dévouemens.

PAGANÈS.

Vous vivez tous les deux dans des cercles choisis, tandis que je vois toutes sortes de gens. Sans doute, nombreux sont à l'arrière les honnêtes citoyens et les bons Français ; mais on voit aussi des indifférens à la guerre, et, catégorie détestable, des profiteurs de la guerre, et encore des gens trop préoccupés de leurs coupons. M. Granclère ne voit que des penseurs spéculatifs ; je vois des spéculateurs pensifs.

GRANCLÈRE, souriant avec tolérance.

Et voilà un de ces jeux de mots comme en enseignent les sophistes !

L'ABBÉ CIBON.

Il faut être indulgent pour les jeux de mots. Pourquoi les mépriser ? N'y en a-t-il pas, à chaque instant, dans Aristophane, dans Shakspeare qui, pourtant, n'étaient pas des plaisantins de tables d'hôte.

GRANCLÈRE.

Il y en a même dans le divin Platon; exemple : Παυσανίου δέ παυσαμενοῦ.

L'ABBÉ CIBON.

Il y en a même dans les Évangiles; exemple : *Tu es Petrus et super hanc petram...*

PAGANÈS.

Et vous, monsieur l'abbé, que constatez-vous chez vos ouailles ?

L'ABBÉ CIBON.

En fait de jeux de mots?

PAGANÈS.

Non, en fait de préoccupations morales.

L'ABBÉ CIBON.

Mon Dieu, c'est bien simple : mes ouailles veulent jouir de la vie... Oui, une grande ardeur à jouir de la vie, voilà ce que je constate d'une façon générale chez mes ouailles... bien plus même qu'avant la guerre. L'amour, surtout, l'amour ! je ne vois que ça, je n'entends parler que de ça... C'est effrayant! Et encore... l'amour? ne profanons pas ce mot-là; disons: le désir.

PAGANÈS.

On en arrive à penser que la morale sexuelle pourrait être renouvelée sur ce commandement : l'œuvre de chair ne désireras qu'en amour seulement.

GRANCLÈRE.

Il en a toujours été ainsi dans les époques troublées, grandes périodes de guerre ou révolutions. Cela semble une loi de compensation : lorsque la mort fauche de toutes parts, l'amour s'efforce à combler les vides.

PAGANÈS.

C'est dans ce dessein que des couples se forment; le but n'est pas toujours atteint, mais tout se passe comme s'il devait l'être. Et, entre deux permissions du poilu de leur cœur, combien de pauvres petites femmes se demandent, anxieuses, si elles pourront faire la soudure!

GRANCLÈRE.

Chose curieuse, on a observé le même dérangement, au point de vue sentimental, pendant les tremblemens de terre.

PAGANÈS.

Nous sommes dans un tremblement de civilisation, et tout le monde ne peut pas garder son sang-froid, comme ce voyageur qui se trouvait à San-Francisco, lors de la dernière grande secousse sismique. Un matin, se sentant étrangement secoué dans son lit et voyant les meubles de sa chambre s'agiter, il sonna le garçon. « Sauvez-vous, sauvez-vous vite, lui cria ce dernier, c'est un tremblement de terre. — Ah! fit le voyageur, vous me rassurez : je croyais que j'avais un étourdissement. »

L'ABBÉ CIBON.

Mais quand tous ces pauvres appareils que nous sommes ne seront plus influencés, affolés par le cataclysme; quand les hommes pourront enfin entendre la voix de la raison, que leur direz-vous? J'en reviens toujours à mon jeune homme de tout à l'heure, car il m'intéresse énormément, que lui direz-vous?

GRANCLÈRE.

Encore une fois, je lui dirai d'agir toujours de telle façon qu'il n'ait point à regretter sa vie. Oui, pour moi, le regret est le critérium : lorsque je regarde ma vie passée, il y a des choses que je regrette, que je voudrais ne pas avoir faites. Et ces choses-là, quelque positives qu'elles soient, m'apparaissent alors comme négatives.

L'ABBÉ CIBON.

Cette crainte du regret se ramènerait facilement à la crainte

de la douleur. Évite la douleur. Ne pourrait-elle pas paralyser l'action, conduire à faire moins?

MADEMOISELLE LANËO.

Ou bien à faire davantage. Du moins, c'est ainsi que je comprends ce qu'a dit M. Granclère : il faudrait que, dans notre vie, pour qu'elle fût vraiment morale, il n'y eût pas, à un moment donné, le sentiment d'une diminution, d'une vie au négatif, du vide. Est-ce bien cela?

GRANCLÈRE.

Oui : mal vivre, c'est sentir quelque chose de négatif; quand on a mal vécu, on a moins vécu.

MADEMOISELLE LANËO.

Mais ce sentiment du vide, du manque, du regret peut inspirer celui du mieux, et toute la morale ne serait-elle pas dans ceci : toujours se surpasser?

L'ABBÉ CIBON.

Ah! nous retrouvons bien là la grimpeuse de montagnes, l'amie de l'effort...

PAGANÈS.

Notre-Dame des Sommets! J'ai connu, dans le Midi, une sorte de colosse au service d'un entrepreneur de jardins; sa spécialité était de défoncer des terrains; mais il n'aimait à piocher que dans le rocher; s'il avait à remuer une terre légère, il déposait ses outils et déclarait que ce travail ne l'intéressait pas!

L'ABBÉ CIBON.

Rara avis!

MADEMOISELLE LANËO.

Eh! bien, il faut aimer à piocher dans le rocher.

PAGANÈS.

Mais se surpasser, c'est aussi bien dangereux; c'est là qu'on

peut se tromper. Don Juan vivait en intensité, Bonnot aussi et Wilhelm II se surpasse, ou les mots n'ont plus de sens. Il n'y a pas jusqu'au simple amoureux, s'il est en état de passion, qui ne croie vivre en plénitude. Et, pourtant, l'objet de sa passion peut être indigne et le mener aux pires catastrophes.

L'ABBÉ CIBON.

Nous voilà bien! Oh! que tout cela est difficile! Et le canon tonne toujours et l'hydravion vrombit et, à chaque minute, des hommes sont tués! Et nous cherchons toujours une morale! M. Paganès dit : marcher; M. Granclère dit : ne pas regretter; Mlle Lanëo dit : se surpasser. Et nous arrivons aux passions. Ah! ces passions! quoi leur opposer? que faire pour lutter contre leur torrent furieux?

GRANCLÈRE.

La morale qui matera définitivement les passions n'existera jamais. Mais, de même qu'on ne combat un sentiment que par un autre sentiment, à une passion mauvaise et égoïste il faut opposer une autre passion, celle-ci bonne et généreuse. L'enthousiasme peut élever les cœurs. Il y a eu un moment, à l'automne de 1914, après la victoire de la Marne, où la France fut une haute collectivité morale; elle était en état d'enthousiasme. Elle venait d'échapper au plus grand péril qu'elle eût jamais couru et, d'avoir surplombé l'abîme, d'en avoir mesuré la profondeur, cela avait fait fleurir sur son sol les plus belles vertus. Ceux de l'arrière tâchaient à se rendre dignes de ceux du front. Il y avait partout de la décence, du dévouement, du désintéressement, de la fraternité. A ce moment-là, la politique elle-même aurait pu être idéaliste; et si l'on avait demandé aux civils tous les sacrifices nécessaires, ils les auraient consentis.

PAGANÈS.

L'enthousiasme ne peut durer : s'il durait, il tuerait l'homme; c'est un paroxysme. L'habitude, l'adaptation, la lassitude même, tout cela fait que l'enthousiasme s'éteint et tombe. Alors que reste-t-il?

MADEMOISELLE LANËO.

Il reste le souvenir d'une passion généreuse.

PAGANÈS.

Mais quelle est la force d'un souvenir?

GRANCLÈRE.

Il y a des passions qui ne laissent point de regrets.

L'ABBÉ CIBON.

Le regret, le regret! Mais s'il faut attendre le sentiment du regret pour savoir si l'on a bien vécu, la morale ne ferait donc son apparition qu'après expérience faite. Alors, comment s'en tireront les jeunes gens? Je pense toujours à mon jeune homme qui entre dans la vie, qui n'a pas d'expérience.

MADEMOISELLE LANËO.

Il aura l'expérience des autres.

PAGANÈS.

Ah! l'expérience des autres! C'est comme si vous demandiez à un jeune homme d'être chauve ou chenu!

MADEMOISELLE LANËO.

Quand vous voyez sur un flacon une étiquette avec le mot: poison, ne vous détournez-vous pas avec horreur? Cette étiquette, c'est la science humaine, c'est l'expérience des autres.

PAGANÈS.

Oui, mais mettez cette étiquette sur une femme pleine de grâces et de charmes, sur l'éternelle Manon Lescaut, vous verrez si le jeune homme de M. l'abbé s'en détournera avec horreur, s'il n'aura pas envie d'y goûter!

GRANCLÈRE.

Dans le premier cas, il s'agit de la mort physique, d'une mort certaine, tandis que, dans le second cas, on n'envisage que la possibilité d'une blessure au cœur... c'est une chance à courir. Et puis une femme pleine de grâces et de charmes n'est pas nécessairement du poison; elle peut inspirer un pur et

noble amour, et un grand amour peut accomplir des merveilles; il vous met en état d'enthousiasme.

PAGANÈS.

La morale future est peut-être entre les mains de la femme. Quelques-uns prétendent que la femme va jouer un grand rôle et que son règne arrive. Regardez-les : elles s'émancipent à vue d'œil, et je m'en réjouis dans mon cœur... Elles ont l'intelligence et la hardiesse des créatures longtemps opprimées, mais pas opprimées toutefois au point nécessaire pour que les plus belles qualités soient détruites.

GRANCLÈRE.

Mais pour savoir si on regrettera un acte, est-il indispensable de l'avoir accompli? Est-il indispensable que nous tuions ou que nous volions, pour savoir que nous regretterions d'avoir tué ou volé? Notre répulsion au meurtre, au vol, au mensonge, à l'ivrognerie, à toutes sortes de crimes et de vices ne vient-elle pas de notre instruction, de notre éducation? La morale est aussi une question d'éducation.

PAGANÈS.

L'éducation augmenterait alors la liste des actes à regretter.

GRANCLÈRE.

Et pour l'éducation, les instituteurs pourraient faire beaucoup, s'ils étaient mis à leur vraie place. Ils ont, ils peuvent avoir une telle influence!

L'ABBÉ CIBON.

Une influence considérable : ils ont entre les mains toutes les promesses, la fleur de la nation; on leur confie le futur citoyen à l'âge où il est impressionnable, plastique, à l'âge où il est le plus capable d'enthousiasme, où il a des besoins esthétiques.

GRANCLÈRE.

Malheureusement, on ne demande pas assez à des instituteurs d'être des éducateurs, des exemples; mais on leur demande

de savoir l'orthographe qui est la plus bête de toutes les sciences, l'orthographe qui change sans cesse et que de grands esprits ont fort mal mise. Ah! quelle mission est celle de l'instituteur et comme elle est méconnue ! Quand on songe aux difficultés de leur carrière, à la vie d'efforts, de dévouement qu'on leur demande, puis au salaire dérisoire qu'on leur octroie!

PAGANÈS.

Oui, il faudrait d'abord les payer; mais dans nos sociétés civilisées, ce sont ceux qui sèment le grain pour la nourriture essentielle du corps et de l'esprit, les laboureurs et les instituteurs, qui sont le plus mal rétribués.

MADEMOISELLE LANËO.

Et, pourtant, la destinée d'une nation repose tout entière sur la valeur morale des individus, et cette valeur ne s'improvise point, mais se prépare lentement dans les couches profondes de la masse, à commencer par les tout petits.

L'ABBÉ CIBON.

Et il est si facile de parler aux enfans! D'abord, il faut redevenir soi-même enfant.

GRANCLÈRE.

Je suis sûr, monsieur l'abbé, que vous écririez une excellente pédagogie.

L'ABBÉ CIBON.

Il n'y a pas besoin d'être magister ni pédagogue. Ah! grand Dieu, ma pédagogie serait simple : regarder, respirer l'air, les fleurs; contempler la nature; apprendre à connaître les vertus des plantes. Les vertus des plantes, comme ce mot est joli! Oh! les enfans, je m'en charge. Mais c'est mon jeune homme, mon pauvre jeune homme, qui n'a pas encore de morale, et qui est toujours là devant M. Granclère.

GRANCLÈRE.

La morale est une chose complexe; il n'y a pas une règle unique... il ne peut pas y en avoir, c'est une science ouverte

qui n'a pas dit son dernier mot. La morale dit bien ce qu'il ne faut pas faire... Pour le reste, on est dans le vague, et c'est à peine à regretter. Un système philosophique, c'est un philosophe, et cela depuis que les philosophes philosophent. En général, ils ont été des hommes vertueux. Pareillement, chaque homme est l'auteur de sa morale, suivant sa sensibilité, sa volonté et sa raison. S'il a le goût de se connaître soi-même, c'est-à-dire de penser, peser, juger, raisonner, comparer ses actions, il y a des chances pour qu'il soit un citoyen honnête, un homme vertueux.

PAGANÈS.

Alors, pour que l'humanité devînt morale, il faudrait qu'elle devînt philosophique?

MADEMOISELLE LANËO.

Platon dit : La société ne sera heureuse que quand elle sera gouvernée par les philosophes.

GRANCLÈRE.

Il pourrait entrer dans le gouvernement une forte proportion de savans et de philosophes. Tout le monde, M. l'abbé le reconnaissait tout à l'heure, n'a pas la foi religieuse. Il est certain que la vie ou l'expérience religieuse peut donner un solide appui à la vie morale. En dehors de toute confession, il y a dans la religion, dans la vie qu'elle crée, un ensemble de règles, une évocation de sentimens qu'il serait bon aussi d'utiliser pour une morale laïque. Mais il y a des personnes qui n'acceptent pas le surnaturel, le miracle, la révélation, l'hypostase et qui, pourtant, ont le sentiment de l'idéal, un désir de perfection, un besoin d'ordre et d'harmonie supérieurs. La philosophie peut leur venir en aide, les guider, les fortifier.

PAGANÈS.

Mon cher maître, avant de venir ici, et bien que je susse vous y rencontrer, j'ai parcouru le cours de philosophie que vous professiez, il y a une vingtaine d'années, au lycée H. Je l'ai trouvé très attrayant, très clair et je crois le comprendre *maintenant*; mais l'aurais-je compris, quand j'avais dix-huit ans? Croyez-vous que tous vos élèves l'aient compris?

GRANCLÈRE.

Je n'ose l'espérer. Et, pourtant, ils passaient leur baccalauréat; ils pouvaient disserter sur n'importe quelle question; ils étaient à la fois les obligés et les victimes de leur mémoire, et les examinateurs, soit nonchalance, soit aveuglement, en étaient les dupes. Cela tient aux méthodes d'enseignement, aux sottes exigences des programmes.

MADEMOISELLE LANËO.

Peut-être, puisque nous reconnaissons tous l'utilité de la philosophie, pourrait-on apprendre de très bonne heure aux hommes à philosopher, c'est-à-dire à étudier les rapports des choses au bien.

PAGANÈS.

M. Granclère ne disait-il pas que philosopher est contre nature? Demanderez-vous un tel effort à de jeunes enfans?

MADEMOISELLE LANËO.

Tout est dans la manière d'enseigner. On peut trouver une manière simple, naïve, fleurie, imagée, d'enseigner la philosophie.

L'ABBÉ CIBON.

Ah! oui... des images, des images! nous demandons des images.

PAGANÈS.

C'est le peuple et les poètes qui ont trouvé les plus belles images pour exprimer ou pour expliquer nos sensations, nos aspirations, nos états psychologiques. On rencontre, à chaque instant, dans le langage courant, des expressions qui ne sont que la traduction populaire de concepts philosophiques.

GRANCLÈRE.

De même que certains concepts philosophiques ne sont que la traduction obscure de l'observation et de la réflexion communes.

L'ABBÉ CIBON.

Ah! si la philosophie doit rendre l'humanité meilleure, répandez, répandez la philosophie; rendez-la attrayante, imagée, colorée, musicale et littéraire. Oui, rendez-la accessible, même aux enfans. Je vois très bien Mlle Lanëo enseignant la philosophie comme M. de Genève enseignait le catéchisme aux petits enfans, chaque dimanche et pendant le carême, le samedi après dîner. Une heure avant, un héraut faisait le tour de la ville, couvert d'une casaque violette, sonnant une clochette et criant : « A la Doctrine chrétienne! A la Doctrine chrétienne! On vous enseignera le chemin du Paradis! »

PAGANÈS.

Si vous voulez, mademoiselle, je serai votre héraut.

MADEMOISELLE LANËO, riant.

Vous aurez une casaque violette?

PAGANÈS.

Et une clochette, et je crierai : « A la Philosophie! A la Philosophie! On vous enseignera le chemin du bonheur! »

MADEMOISELLE LANËO, rêveuse.

Le chemin du bonheur, oui... le pur bonheur est-il de ce monde? Mais si le cerveau est l'organe de la pensée utilitaire, pratique, sa destruction ne serait-elle pas la libération de la pensée pure?... Et alors...

PAGANÈS.

Alors?

MADEMOISELLE LANËO, interrogeant d'un regard anxieux le philosophe.

Ce serait l'immortalité de l'âme assurée.

GRANCLÈRE, parlant très lentement.

Oui... la mort marquant, d'une part, la dissolution du cerveau, pourrait bien marquer, d'autre part, la libération d'une pensée, d'une âme!...

Il se fait alors un grand silence. Le canon du Mont-Valérien tonne toujours.

LORSAY.

Ici s'arrêtent mes notes. Le déjeuner était fini; Mlle Lanëo avait donné le signal de se lever de table. Nous passâmes dans le salon où les deux petites filles que j'avais vues jouant dans le jardin vinrent nous rejoindre. Tout en prenant le café, on s'occupa d'elles, on les fit parler; puis chacun descendit dans Paris, vers ses occupations.

L'AMI DE LORSAY.

Mais que disiez-vous? Que disait la jeune dame appelée Zizi? Il me semble que ni l'un ni l'autre n'avez pris la parole, pendant ce déjeuner.

LORSAY.

Nous écoutions. J'écoutais ces gens de bonne foi qui causaient, et je constatais quelle différence existe entre la conversation et les livres. Le philosophe n'établissait pas un traité, un système; l'homme de lettres ne composait pas un roman à thèse. Ils n'écrivaient pas, ils causaient avec tout ce que la conversation comporte de va-et-vient, de redites, d'imprévu et d'approximatif. Au surplus, ce n'était pas le Banquet; c'était un déjeuner.

L'AMI DE LORSAY.

J'entends bien.

LORSAY.

J'observais ces personnes réunies autour de cette petite table, et j'étais un témoin passionné de leurs efforts pour chercher une morale. Je comprenais bien que le prêtre, lui, ne cherchait plus : il avait trouvé son idéal de beauté et de bonté, et c'est tout inondé d'une lumière intérieure qu'il allait vers la vie extérieure. Mais il savait aussi que la foi est un effet de la grâce, et il n'abusait pas de sa croyance; il n'accablait pas ses interlocuteurs de sa certitude; il les interrogeait sans malice et les écoutait avec attention et bienveillance. Pour parler fami-

lièrement, il était sûr de son affaire, mais il ne triomphait pas. Il était simple, au contraire. En le regardant, en l'écoutant, je pensais à ce que Sainte-Beuve écrit de saint François de Sales, dans *Port-Royal* : « ... Nature affectueuse, suave, amoureuse, expansive; moins un théologien qu'un praticien accompli..., un diseur aimable et moral de cette science des âmes qu'une infusion première et l'observation de chaque jour lui avaient enseignée. »

L'AMI DE LORSAY.

Je le vois d'ici. Et Granclère?

LORSAY.

Simple aussi était le philosophe, bien qu'il eût étudié tous les systèmes, pris à son compte toute l'expérience de l'humanité, plié sa pensée à toutes les pensées, les suivant à travers les siècles, dans les efforts qu'elles ont faits généreusement pour éclairer l'inconnaissable, acceptant ou rejetant tout ce qui lui paraissait viable ou non, d'après une critique sévère. Malgré tout cela, il n'était pas dogmatique; il n'affirmait pas de cette façon qui donne une envie irrésistible de contredire. Il parlait lentement; il hésitait; il avançait sur une idée, comme un alpiniste sur un glacier en pente, et qui, au fur et à mesure qu'il progresse, taille dans la glace une encoche où mettre son pied. Petit, mince, maigre même, il était tout esprit : chez lui, le corps était le prétexte de l'âme, et ses yeux clairs semblaient deux flambeaux bleus à pénétrer l'ombre et percer le mystère.

Mlle Lanëo se plaçait entre le prêtre et le philosophe. Elle était enthousiasme et amour. Chrétienne et métaphysicienne, l'au-delà, l'infini, l'éternité des récompenses et des peines la préoccupaient, la tourmentaient. Avec quelle anxiété tout à l'heure elle avait interrogé Granclère, et quelle émotion l'avait envahie quand le philosophe avait conclu à l'immortalité de l'âme! C'était l'espérance de revoir les êtres qu'on a aimés, le règne de la justice redevenu possible, et le bénéfice des sacrifices faits sur la terre. Mais la vie sensible l'occupait aussi : il fallait qu'elle la gagnât pour elle et pour les siens. Elle en connaissait les nécessités, les réalités, étant en contact jour-

nalier avec des jeunes filles, pauvres pour la plupart, qui lui confiaient leurs tribulations. Dans cette vie sensible, elle aimait tout ce qui constitue une sobre élégance. D'une sensibilité extrême, d'une charité ardente, d'une volonté stoïcienne, avec son visage coloré et jeune encore sous des cheveux déjà blancs, avec ses yeux tour à tour rieurs et graves, ses mains aux doigts effilés de spiritualiste, elle était le lien entre la réalité vraie, pour parler son langage, et la réalité des apparences.

L'AMI DE LORSAY.

Et Paganès? parlez-moi de Paganès!

LORSAY.

J'y arrive... Laissez-moi le temps. Paganès était assez plaisant à voir et à entendre. On le sentait osciller entre deux pôles d'attraction, du dedans, du dehors, de l'intelligible, du sensible. On se rendait compte que par l'hérédité, l'éducation, le milieu, la profession, mille liens l'attachaient à la terre, le retenaient dans le siècle. Ces liens étaient de toutes dimensions, mais il ne parvenait pas à rompre les petits, parce qu'ils étaient trop nombreux, ni les gros parce qu'ils étaient trop gros. Ce n'était pas sa faute. Il avait été élevé dans une bourgeoisie à l'esprit voltairien sans l'esprit de Voltaire, et quand il avait eu vingt ans, l'âge où la littérature à la mode impressionne fortement un jeune homme, l'école naturaliste triomphait. Comme il avait vu beaucoup de monde, comme il avait pas mal vécu, c'est-à-dire assez mal vécu parmi les hommes et les femmes et qu'il était assez bon psychologue, il n'avait plus beaucoup d'illusions sur la nature humaine. L'attrition entre la société et lui devenait douloureuse. « Cher monsieur Paganès! » L'abbé Cibon le regardait avec attendrissement, car cet incroyant était plein de bonne volonté; mais de même qu'avoir bon caractère n'est pas avoir du caractère, de même avoir de la bonne volonté n'est pas avoir de la volonté. Cependant, il y avait de la ressource : il croyait à la toute-puissance de l'amour et qu'on pouvait arriver au bien par le culte de la beauté, sous toutes ses manifestations; créature, œuvre d'art, coucher de soleil, ciel étoilé. Mais il ne séparait pas l'âme du corps et s'efforçait

d'accorder dans le même archétype Vénus terrestre et Vénus Uranie.

L'AMI DE LORSAY.

Il ne vous reste plus que Zizi à me faire connaître.

LORSAY.

La charmante femme ! Elle écoutait, elle aussi; sans doute, elle pensait à sa prochaine maternité. Fille ou garçon, elle nourrirait cet enfant, comme elle avait nourri les deux autres. Oh! sa vie à elle était toute tracée, toute droite, tout unie: elle fondait sa morale sur quatre amours simplement.

L'AMI DE LORSAY.

Quatre?

LORSAY.

Pas un de moins. Son mari était aux armées; elle tremblait pour lui qui ne tremblait pas; mais elle n'eût pas supporté qu'il ne fît pas son devoir. Elle aimait son mari, ses enfans; elle était croyante et bonne Française et ces quatre amours, conjugal, maternel, divin, patriotique, s'unissaient dans son cœur. Elle n'avait qu'à obéir à leur injonction; aucun de ces amours ne lui enjoignait rien qu'elle pût jamais regretter. Elle ne cherchait pas non plus à se surpasser et ses pensées habituelles et ses occupations journalières remplissaient sa vie, comme une eau claire remplit un vase transparent... Mais midi sonne à toutes les horloges. Je vous dis au revoir. Je déjeune tout à l'heure à la Villette avec un camarade qui fut blessé le même jour que moi, à côté de moi, qui est maintenant chauffeur de taxi, et avec qui je suis resté en amicales relations.

Ils se serrent la main, et chacun s'en va de son côté.

MAURICE DONNAY.

LA
RIVE GAUCHE DU RHIN

I

LA RÉSISTANCE A LA CONQUÊTE
(1815-1848)

Après 1815, tandis que les États du Sud de l'Allemagne continuaient à vivre de leur existence nationale et s'isolaient dans leur particularisme, la rive gauche du Rhin (1) dut subir les conséquences du démembrement que lui avaient imposé les puissances. Partagée entre la Prusse, qui en reçut la plus grosse part, la Bavière, la Hesse et l'Oldenbourg, elle cessa d'obéir à un souverain unique. Or, les Rhénans, par des actes solennels, s'étaient donnés à nous sans esprit de retour. Le 21 mars 1793, la Convention rhéno-germanique de Mayence avait voté à l'unanimité l'annexion à la France. Une délégation, présidée par Forster, avait été chargée de porter cette résolution à Paris, où elle fut reçue le 30 du même mois. Puis des revers militaires avaient fait ajourner la réunion. Mais après de nouvelles victoires, la question s'était posée encore une fois, et, en 1795, de nouvelles adresses avaient réclamé l'incorpora-

(1) Je comprends dans cette étude la région de Düsseldorf, sur la rive droite : elle fait partie de la province prussienne ; très pénétrée par l'influence française, elle a appartenu avant 1814 au grand-duché de Berg.

tion à la France. Quand le traité de Campo-Formio eut été signé, les pétitions recommencèrent, ardentes et enthousiastes. La Convention, par le décret d'octobre 1795, avait déjà indiqué de quelle manière elle entendait régler le sort de ses conquêtes. La rive gauche du Rhin devint française.

Les traités de 1815, auxquels on avait dû se plier sous la contrainte de la force, n'apparaissaient pas comme définitifs, et l'on était convaincu que la force saurait bien les détruire. En Hesse, en Birkenfeld (Oldenbourg), dans le Palatinat, il semblait que les gouvernemens considéraient leurs conquêtes comme très précaires, car ils n'intervenaient qu'assez mollement dans les affaires des pays annexés. Ce n'est pas que l'opinion publique se résignât de bon cœur au nouvel état de choses. La douceur relative du régime ne modifiait pas les sentimens. On sait que Quinet prit pour femme Minna More, originaire de Grunstadt, dans le Palatinat. Or, son beau-père était un homme de 1792, un citoyen du département du Mont-Tonnerre, l'ami et l'hôte de Desaix, devenu notaire de village après avoir été ministre protestant dans sa jeunesse. Ses convictions françaises étaient restées intactes. « Le père de Minna, écrit Quinet le 8 avril 1830, est bien un peu triste que la Bavière du Rhin tarde à se réunir à la France. »

Ce qui n'était que de l'impatience chez les habitans du Palatinat se tournait en véritable fureur dans les régions occupées par la Prusse. Les sujets de Frédéric-Guillaume III s'installaient dans le pays comme s'ils avaient voulu s'y fixer pour toujours, et de hauts fonctionnaires laissaient bien entendre que l'occupation n'avait rien de provisoire. De là une tension latente qui se trahissait quelquefois par de brusques éclats, et que nourrissait d'ailleurs la volonté souvent exprimée par les Français de reprendre le bien perdu.

Chez nous, en effet, personne n'avait oublié. Les manifestations se succédaient. Anéantir les traités de 1815 était l'objectif non seulement des bonapartistes, mais aussi des républicains et des libéraux. Il suffit de lire les articles d'Armand Carrel ou les discours de Mauguin pour s'en persuader. Les militaires, eux non plus, n'abdiquaient pas. « Le Rhin, écrivait le maréchal Gouvion-Saint-Cyr dans ses *Mémoires*, est le vrai champ de bataille des Français ponr défendre leurs frontières du Nord et de l'Est, comme les Alpes et les Pyrénées pour

celles du Midi. La ligne de nos places fortes, autrefois redoutable et suffisante, ne l'est plus aujourd'hui qu'elle est entamée par les effets du traité du 20 novembre... La rive gauche est une position défensive inexpugnable, la seule qu'il convienne à la France de prendre quand elle est en guerre avec l'Allemagne, et qu'elle doit se procurer à tout prix. » De son côté, le gouvernement de la Restauration avait été pénétré de ces mêmes idées, et il avait attendu avec impatience le moment favorable, afin de poursuivre le but qui avait été celui de nos rois. Sous le ministère Polignac, Chateaubriand avait composé un Mémoire où il réclamait pour la France, comme agrandissement éventuel, la rive gauche du Rhin : « C'est là, disait-il, que tôt ou tard la France doit poser ses frontières, tant pour son honneur que pour sa sûreté. Les guerres de Napoléon ont divulgué un fatal secret : c'est qu'on peut arriver en quelques jours de marche à Paris après une affaire heureuse, c'est que ce même Paris est beaucoup trop près de la frontière. La capitale de la France ne sera à l'abri que quand nous posséderons la rive gauche du Rhin. » On sait que Polignac avait secrètement prié la Russie de l'aider à rentrer en possession des territoires que Talleyrand, à Vienne, avait dû céder. Sans doute, le 4 septembre 1829, il esquissa un mouvement de recul, craignant que l'acquisition des provinces rhénanes ne nous donnât « une position toute menaçante et agressive contre l'Allemagne. » Il s'en fallait pourtant de beaucoup que la France eût renoncé. La monarchie de Juillet n'abandonna pas ce projet, qui se traduisit non seulement dans les discours et articles des membres de l'opposition, mais encore dans bien des paroles échappées à des hommes de gouvernement, comme Thiers, voire au duc d'Orléans. On ne s'étonnera donc pas que l'opinion rhénane, ainsi tenue en haleine, ait manifesté une aversion profonde pour le régime qu'elle devait subir.

I. — LES SENTIMENS ET LES INTÉRÊTS CONTRE LE RÉGIME NOUVEAU

A en croire certains historiens prussiens, la chute de Napoléon et l'évacuation de la rive gauche du Rhin par les Français avaient été pour les populations la source d'un infini bonheur. « Ce fut un pur et radieux printemps, s'écrie lyriquement Sybel en 1865, que celui qui se leva il y a cinquante ans

sur les régions rhénanes... Ces provinces reçurent tout d'un coup, comme une pluie fécondante, la somme et la plénitude de ce que la Prusse avait produit pendant sept années d'un dur et pénible labeur. Elles s'unissaient de nouveau à la patrie allemande, elles entraient dans le courant de la culture allemande; elles voyaient s'ouvrir les voies de relations naturelles; elles avaient la perspective d'une libre constitution. Tous ces présens, dont chacun était d'une valeur inestimable, firent ressembler le commencement de l'année 1815 à un incomparable printemps des peuples, qui s'épandait sur le pays rhénan dans toute sa splendeur et dans toute son abondance. »

Or, ces phrases pompeuses sont d'une complète inexactitude. On pourrait même les qualifier d'impudent mensonge. Que les Prussiens, dans leur orgueil, aient pu envisager les choses comme Sybel, cela n'a rien qui nous étonne. Les populations annexées montrèrent pour eux beaucoup moins d'enthousiasme. C'est à Clèves qu'ils furent le moins mal accueillis, car on se souvenait encore que le roi de Prusse avait été souverain du duché avant la Révolution. En Wallonie également, il n'y eut pas trop d'opposition ; dans cette contrée de langue française, on consentit à l'expérience que commandaient les événemens, et, dès 1816, confiant dans les promesses du monarque, le peuple criait déjà : « Vive le Roi! » Ailleurs, dans les villes comme dans les campagnes, les nouveaux maîtres rencontrèrent des inimitiés très vives, et qui durèrent fort longtemps. Quand ils prirent possession du pays, on les connaissait fort peu, car les relations étaient pour ainsi dire nulles entre Berlin et Aix-la-Chapelle; mais ils avaient très mauvaise réputation. « *Jesses, Maria, Josef,* » s'écria dans son patois le vieux banquier Schaafhausen, lorsqu'il apprit, à Cologne, que Frédéric-Guillaume III annexait la province, « Jésus, Marie, Joseph, voilà Hérode! » Cette antipathie si naïvement exprimée était celle de presque tous les Rhénans. Ne pouvant rester Français, ils auraient sans doute consenti à être Allemands, mais ils ne voulaient pas être Prussiens, et leur aversion, dans les années qui suivirent, fut si manifeste qu'elle força l'attention des observateurs et provoqua des aveux. En 1866, Bismarck lui-même ne se faisait aucune illusion sur leurs sentimens.

Sans en venir encore à une époque aussi récente, il suffit d'énumérer une certaine quantité de témoignages concordans.

Ils prouvent que les Rhénans, en dépit de Sybel, ont été peu touchés des bienfaits que leur apportait la Prusse. Dès le mois d'août 1816, le conseiller de gouvernement Schwerz signale de Coblence à Hardenberg que les annexés sont déjà mécontens. « Il n'y a plus ici une seule personne, dit-il, qui ne remercierait Dieu à deux genoux, si les Français redevenaient les maîtres du pays. » En 1817, dans un rapport adressé au chancelier, le ministre Altenstein reconnaît que les habitans de la rive gauche ne sont presque pas Allemands et que « le caractère de la nationalité s'est chez eux effacé en grande partie. » Dans une lettre du 29 septembre 1818, écrite au cours d'un voyage sur la rive gauche du Rhin, Genz découvre que les Prussiens sont universellement haïs par les populations. Le 28 octobre 1830, au milieu de la crise provoquée par notre révolution de Juillet, le général Rochus von Rochow, qui vient d'inspecter la province, exprime toute sa défiance pour les habitans dans l'une de ses *Lettres confidentielles :* « En termes modérés, mais pourtant sérieux, j'ai fait remarquer qu'aucun Rhénan ne devait être commis à la garde des forteresses. Car si notre armée, un jour à venir, devait avancer vers la frontière ou vers les Pays-Bas, les citadelles du Rhin seraient exposées aux plus grands dangers, tant qu'elles seraient occupées par des troupes rhénanes. » En 1840, Venedey, natif de Cologne, mais personnellement converti à l'idée allemande, avoue que ses compatriotes haïssent les Prussiens; il confesse que beaucoup, « mus par un vil sentiment d'égoïsme, » seraient enclins à favoriser les projets de la France.

Une autre déposition non moins digne d'intérêt est celle de Karl Schurz. Celui-ci est né en 1829 près de Cologne et a joué un certain rôle auprès de Kinkel pendant la révolution allemande de 1848. Émigré plus tard en Amérique, il y a occupé de hautes situations politiques et il a écrit ses mémoires bien après la guerre de 1870, à une époque où la gloire de l'empire bismarckien éblouissait les imaginations. Les souvenirs de jeunesse de Schurz reposent donc sur des impressions qui remontent aux environs de 1848. Or, il constate lui aussi l'antipathie des Rhénans pour la Prusse et leur attachement à la France. « La rive gauche, dit-il, dont la population enjouée aime la vie facile, avait passé, pendant un laps de temps relativement court, par des destinées diverses. Avant la Révo-

lution, elle avait vécu sous la domination aimable et dissolue des archevêques-électeurs. Ensuite, conquise par les armées françaises, elle avait appartenu un certain temps à la République et à l'Empire. Enfin, en 1815, on l'avait *collée* à la Prusse. De ces trois maîtres, dont la rapide succession n'avait pas permis à un véritable loyalisme de prendre naissance, ceux que les Rhénans aimaient le moins, c'étaient les Prussiens. Leur autorité sur les bords du Rhin faisait l'effet d'une domination étrangère, et dès le premier jour, comme c'est presque toujours le cas, elle se heurta au sentiment des habitans. »

Il est inutile d'accumuler les témoignages. Ceux qu'on vient de lire ne laissent rien à désirer. Ils sont clairs et même peu suspects, puisqu'ils émanent d'Allemands. Mais il nous reste à entrer dans le détail des faits, et à exposer les motifs d'une antipathie aussi opiniâtre. On notera d'ailleurs que Sybel lui-même, quoi qu'il en eût, n'osait pas nier les bienfaits de l'administration française. Dans ce même discours où il faisait l'apologie de la Prusse, il reconnaissait, en se donnant à lui-même un singulier démenti, que les Rhénans, dans les années qui précédèrent immédiatement 1815, avaient joui d'énormes avantages. La Révolution, concédait-il, les avait libérés dans leur travail et leur industrie ; elle leur avait apporté l'indépendance sociale ; elle avait jeté dans le domaine public les biens de mainmorte et les propriétés féodales ; le pays tout entier avait prospéré.

Et c'est bien cela qui fut la raison première de la résistance. Dès l'annexion, les Rhénans se nommèrent eux-mêmes *Muss-preussen*, ou Prussiens par nécessité. Puis leur protestation prit des formes plus actives et se fit plus pressante. Ce furent d'abord des placets en nombre infini, des réclamations d'un ton très vif qui prenaient chaque jour le chemin de Berlin. Mais ces placets n'étaient honorés d'aucune réponse. La fermentation devint si vive qu'en 1817 le roi de Prusse se décida à promettre une enquête. Ce fut Hardenberg qui arriva : il était chargé d'examiner les causes du mécontentement et de calmer les esprits. Avertis de sa venue, les adversaires du nouveau régime s'étaient groupés. Parmi eux se trouvait Goerres. En 1797, il avait été de ces Rhénans qui avaient voulu fonder une république cisrhénane. En 1798, il avait approuvé en termes enthousiastes l'annexion par la France. Le Consulat avait fait de lui

notre ennemi. On l'avait vu en 1806 professeur à l'Université de Heidelberg, puis il était revenu à Coblence en 1808, avait salué l'invasion comme une délivrance, et approuvé les traités de 1815. Pour récompenser son zèle, la Prusse l'avait nommé directeur général de l'enseignement dans le Rheinland. Mais l'accord n'avait pas duré, et depuis quelque temps déjà, il menait une vigoureuse campagne dans son journal le *Merkur*. C'est lui qui se présenta devant Hardenberg, à la tête d'une délégation, et porteur d'une pétition pour laquelle il avait réuni 5000 signatures. L'entrevue eut lieu à Coblence au printemps de l'année 1818. Hardenberg répondit aux réclamations par de bonnes paroles. On lui demandait l'accomplissement des promesses de 1815, l'appointement des deux clergés, l'amélioration de l'enseignement primaire, l'adoucissement de la conscription prussienne, la protection de l'industrie et du commerce. Le gouvernement ne fit rien : il infligea seulement un blâme au président supérieur de la province, coupable d'avoir toléré la quête des signatures, faisant ainsi comprendre que les remontrances lui déplaisaient. Goerres redoubla. Peu de temps après, il manifesta son opposition en applaudissant à l'assassinat de Kotzebue, puis il publia en 1819 un violent factum : *L'Allemagne et la Révolution*. Comme on le menaçait d'arrestation, il prit la fuite et se réfugia... en France, à Strasbourg. Il y montra assurément encore quelque insolence, mais il était dorénavant l'ennemi juré de la Prusse.

L'armée prussienne surtout irritait les Rhénans. Elle s'était rendue impopulaire du jour où elle avait mis le pied sur la rive gauche. Pour ses débuts, dans les premiers mois de 1814, elle avait réquisitionné des chevaux, fait verser de l'argent, et levé des hommes. A Clèves, malgré les bonnes dispositions de la ville, on ne voulait pas oublier les exactions auxquelles s'était livré un certain major von Reiche, qui s'y était établi à la tête d'un corps franc. Depuis, on se plaignait d'un service militaire trop lourd, imposé sans ménagement. On s'y soumettait par la force, dans l'impossibilité de s'y soustraire, mais la mort dans l'âme. L'ancien citoyen français, dont le fils était incorporé dans les troupes du Hohenzollern, parlait de lui comme d'un bien qu'on lui avait ravi. *Er ist bei den Preussen*, disait-il : « il est chez les Prussiens, » et cette seule phrase fait exactement comprendre quel abîme séparait les deux peuples. Dans les villes, les

conflits avec les civils étaient extrêmement fréquens; à chaque instant, des collisions et des rixes troublaient la paix des rues. A Mayence, où plusieurs contingens de la Confédération se trouvaient réunis, les Prussiens surtout étaient détestés. Le docteur Bockenheimer avoue qu'ils étaient poursuivis par les quolibets des habitans : eux, au contraire, persuadés qu'ils étaient les soldats de la première armée du monde, se raidissaient dans leur dignité et prenaient fort mal les plaisanteries dont ils étaient l'objet. Ce n'est pas une caricature que ce *Feldwebel* Rinke dont Clara Viebig nous a tracé l'inoubliable figure (1), sanglé dans son uniforme, pétrifié devant ses supérieurs, incorruptible dans le service, mais injurieux pour ses subordonnés, de misérables Rhénans qui ne veulent pas apprendre le pas de parade, et ne voient nul honneur à porter la tunique de Sa Majesté.

Les événemens qui se passèrent à Cologne en 1846 jettent une lumière très crue sur les rapports des annexés et des conquérans. Le 2 août, jour de la fête patronale de l'église Sainte-Brigitte, des policiers et des gendarmes en grand nombre occupèrent les rues de la ville. Le 3, comme les enfans leur avaient lancé des pétards, ils chargèrent la foule sabre au clair. Cinquante hommes du 28e régiment d'infanterie accoururent, puis cinquante encore, et une compagnie du 16e; baïonnette au canon, ils firent évacuer la place du Vieux-Marché et barrèrent les rues en distribuant des coups de crosse, accueillis d'ailleurs par une grêle de projectiles. L'un des chefs de l'opposition, le marchand de cigares Raveaux, reçut des coups de sabre, et les perquisitions commencèrent. Un nommé Herbertz, aubergiste, demanda à la police d'entrer chez lui, afin de bien prouver que de son immeuble personne n'avait lancé de pierres sur les soldats. Pendant que l'on visitait son appartement, la troupe à son tour voulut forcer la porte. Le dialogue qui s'engagea entre Herbertz et l'officier commandant le détachement, tel qu'il nous est rapporté par le procès-verbal (2), est caractéristique. « Je ne laisse passer personne, car la police est déjà chez moi, et de plus je donne ma parole d'honneur que de ma maison aucune pierre

(1) Clara Viebig : *Die Wacht am Rhein.*

(2) *Bericht über die Ereignisse zu Köln vom 3en und 4en August 1846 und den folgendem Tagen* (Mannheim, chez H. Hoff, 1846). On croirait lire le récit des événemens de Saverne en 1913.

n'a été lancée. — Votre parole d'honneur? Vous êtes un imbécile. — *Je crois que la parole d'honneur d'un bourgeois de Cologne vaut bien celle d'un lieutenant prussien.* »

Le 4, deux cent cinquante soldats sont encore là, commandés par un major. Les collisions recommencent; un citoyen est tué, et un officier insulte la foule : « Canailles, chiens, gredins. » Les charges à la baïonnette se succèdent; il y a des blessés; les habitans protestent par une lettre adressée au procureur général Berghans, personnage bien vu de la population, et ils se plaignent de l'acharnement « barbare » dont la troupe a fait preuve. La chasse aux Colonais, échevelée et folle, se poursuit pendant toute la journée. Le 5 au matin, la ville présente un aspect lamentable; des flaques de sang, des touffes de cheveux arrachés parsèment les rues; beaucoup de maisons sont endommagées; un grand nombre de blessés légers ont regagné leur domicile; les grands blessés ont été transportés dans les hôpitaux; la population, exaspérée, achète des armes et aiguise des faux. Alors les principaux citoyens se réunissent, et le procureur général essaie de les calmer, mais sans succès. Le conseil municipal décide la création d'une garde nationale, afin d'enlever aux Prussiens tout prétexte d'intervention. Les fantassins rentrent dans leurs casernes, et la tranquillité se rétablit aussitôt, mais dix mille personnes assistent à l'enterrement du Colonais tué par les soldats. Le 10 septembre, les ministres de la guerre, de l'intérieur et de la justice, lancent à la population un avertissement courroucé. La mairie répond par une protestation non moins violente. Le 4 octobre, le roi, de Sans-Souci, lance un Ordre de Cabinet foudroyant. Il blâme les mots français qui émaillent la pétition du conseil municipal, et regrette qu'une garde nationale ait été formée, ce qui donne à son gouvernement une apparence de faiblesse. Il est à la fois dur et provocant, et donne raison à son armée. « Tout soulèvement contre l'autorité publique est un crime grave dont les conséquences sont incalculables, surtout dans une ville qui passe avec raison pour être l'un des boulevards de l'Allemagne. Je désapprouve donc que, dans l'adresse que j'ai reçue, l'on ait désigné comme *insignifiante* la cause pour laquelle les troupes sont intervenues. Bien au contraire je juge que l'émeute, dans les conditions où elle s'est produite, devait être étouffée par la force des armes, ce qui ne m'empêche pas

de déplorer qu'une telle répression n'ait pu avoir lieu qu'au prix d'une vie humaine et de cruelles blessures. D'ailleurs mes soldats, comme les rapports en font foi, ont montré un sang-froid louable et de la modération, si bien que le général commandant en chef a reçu l'ordre de leur exprimer ma satisfaction. »

L'antipathie des populations ne va pas seulement à l'armée; elle est bien plus universelle. Les annexés étaient de caractère souriant, légers, avec la gaieté des régions du vin et ces manières faciles propres aux pays démocratiques. Goerres a fait ressortir, dans ses pamphlets, en quelle opposition foncière ils se trouvaient avec des Prussiens, et il s'est plaint que ceux-ci n'aient rien fait pour se mettre à l'unisson. « *Litthauer seid ihr!* leur clamait-il indigné, vous êtes des Lithuaniens! » En effet, les sujets de Frédéric-Guillaume apportaient sur la rive gauche du Rhin leur accent inconnu, leur raideur, leur orgueil, et prenaient des attitudes insultantes. A Cologne, à Düsseldorf, à Aix-la-Chapelle, à Coblence, partout où ils se trouvaient en nombre, ils se conduisaient comme en terrain conquis. Nous avons vu, à propos des émeutes de 1846, en quel style le roi écrivait à ses sujets. Mais ses ministres, ses fonctionnaires, des plus élevés aux plus humbles, proféraient eux aussi des paroles sans aménité et se donnaient des allures cassantes. Alors dans les rapports journaliers entre les envahisseurs et les envahis, les injures se croisaient : « *Rheinische Lümmel*, Brutes rhénanes! » disaient les premiers, et les seconds répliquaient : « *Preuss, hungriger Preuss*, Prussien, Crève-la-faim de Prussien! » « Le mot de Prussien, écrit Karl Schurz, avait dans la bouche du peuple la valeur générale d'une insulte passablement offensante. En fait, quand dans une dispute d'écoliers l'un avait traité l'autre de *Prussien*, alors il lui était difficile de trouver mieux. » L'opposition, toujours très âpre, était nourrie par des pamphlets venus du Palatinat ou de la Hesse, comme ce libelle intitulé *Félicité rhénoprussienne*, imprimé en 1832 chez Ritter, à Deux-Ponts, et que signale à Berlin le général Rochus von Rochow en indiquant qu'il est propre à soulever le Rheinland.

Donc la Prusse s'était donné pour tâche d'inculquer aux Rhénans la discipline militaire et l'application au travail, mais elle les trouvait frondeurs, entêtés dans la résistance, et fort peu disposés à obéir : elle les méprisait. Alors les sentant

rebelles, elle s'ingéniait, par une étrange erreur, à les défier et à les provoquer. Elle les blessa en publiant, le 3 novembre 1817, l'ordonnance sur la conduite administrative des affaires, où l'opinion publique aperçut aussitôt une preuve de la mauvaise volonté prussienne. Les années qui suivirent ne manifestèrent aucune détente. La noblesse rhénane, systématiquement, fut mise à l'écart, comme aussi la haute et la moyenne bourgeoisie. Les annexés étaient faits pour servir, mais en aucun cas ne devaient commander. Se comparant à des esclaves, ils se voyaient exclus de toutes les places, évincés de tous les postes, soit qu'on leur en défendît brutalement l'accès, ou qu'ils prissent eux-mêmes le parti d'y renoncer, à cause des obligations qu'on leur imposait hypocritement. Goerres, en 1822, reprochait à la monarchie prussienne de ne pas gouverner avec les Rhénans, mais contre eux. Dans toute la période qui nous occupe, aucun Rhénan ne fut admis dans la maison du roi ni dans les charges de la cour. Ils ne furent pas appelés aux grands emplois administratifs. On n'en vit pas dans les ministères, ni comme chefs de division, ni comme chefs de section. Ils ne devinrent ni conseillers d'État, ni présidents de province, de régence, ou même de district. Les exceptions du moins sont très rares.

Dans les fonctions subalternes, le même ostracisme frappait les Rhénans. Quelques-uns parvenaient bien à entrer dans l'administration et la magistrature, mais on avait grand soin de leur refuser les postes importans; l'on veillait à ce qu'ils fussent toujours en très grande minorité et privés de toute influence. Quant aux petits emplois, l'accès en était permis aux anciens sous-officiers qui avaient accompli douze années de service dont trois comme soldats, et neuf comme gradés. Mais les Rhénans avaient une telle aversion pour l'armée prussienne, avec les servitudes qu'elle leur imposait, que tous quittaient le régiment avant de remplir les conditions requises : en conséquence, les places étaient attribuées aux immigrés. Enfin la monarchie des Hohenzollern avait pris le parti, dans un État où les cinq douzièmes des troupes étaient catholiques, de ne donner des grades qu'aux protestans, ou peut s'en faut, ce qui éliminait d'avance les Polonais, les Silésiens et les Rhénans. A une époque où les fonctionnaires d'un rang élevé étaient généralement choisis parmi les officiers, il n'était guère possible aux annexés de forcer les portes défendues : aucun

pour ainsi dire ne dépassait le rang de major; rares étaient ceux qui devenaient capitaines; on leur accordait tout au plus quelques charges inférieures.

D'autre part, la Prusse avait pris l'habitude de ne jamais consulter la nouvelle province sur ses propres affaires. Elle lui imposait ses décisions de très haut, les lui infligeait d'autorité, sans solliciter un avis ou tolérer la moindre observation. Le 5 juin 1823, elle lui avait concédé une assemblée provinciale, qu'elle destinait uniquement à enregistrer les volontés de Berlin. En quatorze ans, ce *Rheinischer Landtag* ne délibéra sur rien de ce qui intéressait les habitans du pays, sauf sur le mode d'application de lois promulguées par le souverain, sur les règlemens d'une maison de fous, et sur quelques ordonnances touchant la chasse. Le 14 juin 1837, lassé du mépris qu'on lui témoignait, il envoya à la couronne une retentissante protestation : « D'après la loi du 5 juin 1823, toutes les lois concernant la province devaient être communiquées au Landtag pour en délibérer, ainsi que les projets de lois générales qui ont rapport à l'État, aux droits des personnes, à la propriété et à l'impôt. Néanmoins, une grande partie des lois et ordonnances qui, d'après cette loi, auraient dû être soumises à la délibération du Landtag, ont été promulguées sans cela... Dans ce moment même, nous avons à délibérer sur un projet de loi d'après lequel le mariage cesse d'être un pacte civil; et l'on ne nous permet pas de discuter sur la loi elle-même, mais seulement sur la manière la plus opportune de l'exécuter... Pas un seul budget provincial n'a été mis sous les yeux des députés, pas un seul compte sur l'emploi des deniers provinciaux ne leur a été soumis. »

En fait, les instincts démocratiques des Rhénans se heurtaient chaque jour aux tendances féodales de la Prusse, et le Rheinland était l'un des pays où l'esprit de l'ancien régime luttait le plus violemment contre celui de la Révolution. Les prescriptions françaises sur la chasse avaient été vite remplacées par une ordonnance très impopulaire aux termes de laquelle toute commune affermait annuellement tout son territoire au plus offrant; ainsi le possesseur du sol se voyait enlever le droit de tirer le gibier vivant dans son domaine, et ne pouvait empêcher l'adjudicataire de chasser chez lui : cela paraissait incompatible avec le principe de la propriété privée.

La place prise dans le royaume par l'aristocratie était la source d'un mécontentement toujours accru. On voyait que la Prusse, malgré toute sa défiance de la noblesse rhénane, s'efforçait peu à peu de reconstituer la grande propriété foncière abolie après 1789, et la tentative soulevait d'autant plus d'inquiétude que les ventes de biens nationaux, qui avaient enrichi tant de particuliers, semblaient menacées. Un Ordre de Cabinet du 18 janvier 1826 abrogea les dispositions françaises qui ne reconnaissaient ni dignités, ni qualifications, ni armoiries, ni privilèges nobiliaires, et invita les nobles à faire les preuves de leurs titres.

Ce n'est point tout. On a noté avec quelle énergie le Landtag, parmi tant d'autres griefs, avait réclamé en 1837 le contrôle des impôts. C'était là l'un des points les plus brûlans de la situation. Le peuple, pour se défendre, aurait voulu que ce contrôle fût exercé par une représentation issue de lui. Il aurait désiré, pour mieux résister à un pouvoir arbitraire, la liberté de la parole et de la presse. Or, tout cela lui était refusé. Aux contributions françaises se surajoutaient, dans les premières années, des contributions prussiennes, et Goerres, dans sa pétition de 1818, n'avait pas manqué de protester. Une nouvelle organisation était survenue, apportant avec elle l'ordre et l'harmonie. Mais il importait peu que l'administration financière fût bonne, du moment que les taxes demeuraient très lourdes. D'ailleurs, la législation fiscale prussienne, introduite en 1821 dans le Rheinland et en Westphalie, n'avait pas supprimé l'impôt foncier français non plus que les centimes additionnels. Que l'octroi fût aboli, cela sans doute était appréciable, mais les charges n'en étaient pas diminuées, bien au contraire. Un fonctionnaire, von Reiman, président du cercle d'Aix-la-Chapelle, voulut prouver que du temps de Napoléon les contributions étaient plus élevées d'un tiers. Benzenberg, de Clèves, présenta des calculs analogues ; il affirma que, dans le gouvernement d'Aix-la-Chapelle, les habitans, en 1813, payaient 5 thalers, 2 groschen d'argent et 8 pfennigs par tête, et qu'en 1822 ils versaient seulement 4 thalers, 8 groschen d'argent et 6 pfennigs, dont 14 groschen d'impôts communaux.

Mais ces démonstrations officielles ne persuadèrent pas les Rhénans. Ils comptaient en 1830 qu'ils acquittaient par an 49 726 621 francs d'impositions directes, tandis que Napoléon

ne leur en avait jamais demandé plus de 7 500 000. De Düsseldorf à Sarrebrück, ils remarquaient que l'administration prussienne coûtait deux fois plus cher que l'administration française, et ils se plaignaient que la province payât des contributions bien plus fortes que le reste du royaume. En 1833, Hansemann consacra à la question un gros travail. Son livre ambigu (1), où le nouveau régime, — sans doute par prudence, — est jugé dans l'ensemble d'une manière favorable, présente dans le détail une série de condamnations implacables. Avec une extraordinaire sûreté et une complaisance visible, l'auteur met à nu les fautes des conquérans. Sans doute, dit-il, le Rheinland est administré à bon marché; mais en temps de paix et sous la domination prussienne, il verse des impôts bien plus élevés que jadis sous le gouvernement d'un homme de guerre français. D'une façon générale, les charges fiscales sont plus lourdes en Prusse qu'en France. Si l'on considère que l'organisation militaire coûte à la première de ces puissances 27,17 pour 100 de ses dépenses totales, et seulement 24,13 pour 100 à la seconde, il est évident que de nombreuses économies seraient possibles. Elles devraient porter sur les frais de l'administration civile, sur les services de la police et de la justice, sur l'armée, de manière à amortir les dettes de l'État. En conséquence, Hansemann propose le renvoi de 60 000 soldats et fonctionnaires qui pourraient alors se livrer à un travail productif. Des mesures sagement conçues réduiraient les dépenses de 16 millions et demi de thalers, les contributions de 11 millions.

Le gouvernement finit par convenir que la nouvelle province payait de plus forts impôts que les anciennes, mais il n'en continua pas moins à faire vivre la Prusse tout entière aux dépens des pays annexés, sous prétexte que ceux-ci coûtaient très cher, et qu'il fallait construire des forteresses pour les protéger. De là chez les Rhénans des doléances jamais apaisées et une amertume que rien ne désarmait. Leurs maîtres s'étaient emparés d'eux par la force, des maîtres durs, sans esprit ni générosité, mais qui de plus étaient pauvres, avides comme des loups affamés, et qui poussaient l'injustice jusqu'à se faire nourrir par leurs victimes. Si encore le commerce eût été floris-

(1) Hansemann : *Preussen und Frankreich* (Leipzig, 1833), cf. en particulier la préface, et les p. 315, 327 et sq., 376.

sant, peut-être eùt-on beaucoup pardonné; mais à Berlin on s'occupait des intérêts de la Prusse agricole, et l'on négligeait ceux du Rheinland industriel. Jusqu'en 1830, la situation de la province rhénane fut extrêmement difficile, et dans la suite elle ne s'améliora que lentement. La crise économique s'étendit même au Palatinat et à la Hesse, où le nombre des mendians s'accrut dans des proportions considérables. L'année 1817 se signala par une atroce famine. En 1831, le maire de Trèves indiquait que dans la région la détresse et la misère des habitans atteignaient un degré inouï. Une seule culture était d'un intérêt vital pour les Rhénans, celle de la vigne, mais celle-là justement était ignorée de la bureaucratie prussienne ; le ministère avait dégrevé le consommateur, mais il frappait la production; en 1828, il avait augmenté de 42 000 thalers l'impôt foncier dans le seul cercle de Trèves, et en même temps il avait conclu avec la Hesse une union douanière qui lésait les vignerons.

Une domination qui avait eu de si fâcheux commencemens ne pouvait devenir populaire à bref délai, et les désastres qui en avaient marqué le début, même quand des mesures judicieuses eurent rappelé la richesse, laissèrent dans les esprits une impression qui ne devait pas s'effacer de sitôt. Victor Hugo, en 1840, traduisait très exactement l'opinion des Rhénans, aussi bien que celle des Français, quand il jugeait en ces termes l'œuvre des traités de Vienne : « Jamais opération chirurgicale ne s'est faite plus à l'aventure. On s'est hâté d'amputer la France, de mutiler les populations rhénanes, d'en extirper l'esprit français. On a violemment arraché des morceaux de l'empire de Napoléon... On n'a posé aucun appareil, on n'a fait aucune ligature. Ce qui saignait il y a vingt-cinq ans, saigne encore. » L'analogie est très grande entre la rive gauche du Rhin après 1815 et l'Alsace-Lorraine après 1870 : chez les conquérans, des violences raisonnées et des brutalités systématiques; chez les annexés, des indignations douloureuses et l'espoir invincible dans une réparation qu'ils croyaient prochaine.

II. — LA LUTTE POUR LE CODE

De toutes les institutions que le pays rhénan devait à la France, celle qu'il appréciait le plus était sans doute le Code.

Quand les souverains allemands prirent possession de la rive gauche, ils n'eurent garde de modifier aussitôt la législation existante, et même ils donnèrent leur parole qu'ils la respecteraient. Ainsi les Rhénans conservaient une conquête qu'ils jugeaient précieuse, et ils pensaient bien que l'état de choses créé par les traités de Vienne ne serait que provisoire, puisque les engagemens des princes, jusqu'à un certain point, le laissaient apparaître tel. Ce Code, dans l'opinion publique, était une défense contre l'arbitraire, et en même temps, comme il était fait pour de libres citoyens, il s'accordait merveilleusement avec les tendances démocratiques du pays. Au civil, il confirmait l'abolition des privilèges, l'égalité des nobles et des roturiers. Au criminel, il empêchait les abus du pouvoir et les violences de l'autorité, puisqu'il édictait la publicité des débats, la liberté de la défense, et que, dans les causes relevant des cours d'assises, un jury d'hommes honorables, non pas le tribunal lui-même, prononçait sur la culpabilité. Les Rhénans voyaient dans leur législation le boulevard qui les séparait du reste de l'Allemagne, le lien qui les rattachait à la France, le monument impérissable et solide qui leur rendait toujours présent le souvenir de Napoléon. A défaut d'autres avantages, et si la domination des nouveaux souverains devait durer, le Code était la garantie d'un particularisme qui ne voulait pas abdiquer. En fait, il maintenait les personnes elles-mêmes sous l'influence française. Je n'en veux comme exemple que ce président du tribunal de Mayence, Pittschaft, que Gutzkow aperçut en 1840. Il émaillait ses discours d'expressions françaises, avait toutes les manières des avocats et des juges français, en un mot il ressemblait à un Français annexé : selon l'expression de l'écrivain, les lois qu'il appliquait étaient pour lui « la raison écrite. » Ce sont elles qui l'avaient formé intellectuellement : il leur avait voué sa reconnaissance et son respect.

La Bavière, la Hesse et l'Oldenbourg, du moins pendant très longtemps, ne songèrent pas à modifier le Code Napoléon. Il en fut de même du grand-duché de Bade, où il était en vigueur depuis 1809 sous la forme d'une traduction officielle. La Prusse au contraire manifesta bien vite d'autres intentions. Le gouvernement de Frédéric-Guillaume III s'irrita de voir la monarchie coupée pour ainsi dire en deux, avec, à l'Ouest, des tribunaux spéciaux et une législation inconnue au reste du

royaume. On prouva aux populations que l'on considérait ces tribunaux comme des organes d'un rang inférieur, en n'accordant pas aux juges qui y siégeaient le même rang et le même traitement qu'aux magistrats de la vieille Prusse. Mais le mépris ne suffisait pas, et l'on entreprit de faire table rase d'un passé gênant. Le Rheinland, seul parmi les onze provinces, possédait une cour d'appel, et celle-ci continuait d'être liée par les décisions d'une cour de cassation qui délibérait à Paris. Cela, la bureaucratie de Berlin, animée d'un esprit unitaire et centralisateur, ne pouvait le permettre. C'était donc aux lois elles-mêmes, au droit français qu'elle devait s'attaquer : c'était lui qu'elle devait faire disparaître. Elle se mit bientôt à l'œuvre. Depuis 1815, il y avait une *Commission immédiate de justice* qui exerçait les fonctions du ministre pour les territoires de la rive gauche. En 1818, elle reçut la mission d'étudier les conditions d'un changement de législation. En 1825, elle se prononça pour le maintien de la législation française et fut brusquement dissoute. En 1826, le gouvernement annonça que le droit prussien serait introduit à la fin de 1828. La mesure fut alors différée, mais les projets se succédèrent : les menaces de changement reparurent en 1837, en 1839, en 1843 et en 1845. De ces tentatives, la plus complète fut celle de 1843. Cette année-là, le Landtag de Düsseldorf se vit présenter un code criminel qui devait être appliqué dans toute la monarchie et qui devait abroger dans le Rheinland deux des cinq Codes de Napoléon; les autres auraient été supprimés ensuite, si l'essai avait réussi. Il fallut y renoncer.

Toutefois, en même temps que l'on essayait de forcer l'obstacle par une attaque de front, on l'assaillait aussi de biais, et l'on s'efforçait de détruire la législation française en détail, article par article. Les deux manœuvres furent concomitantes, et l'échec répété de la première ne fit jamais renoncer à la seconde. Celle-ci ne rencontra pas une moindre impopularité que celle-là, car le sentiment public, dans toute modification apportée à l'œuvre juridique du grand empereur, voyait le péril de coups plus rudes et d'innovations plus hardies.

Il serait un peu long, et peut-être fastidieux, d'énumérer toutes les mesures, tantôt obliques, et tantôt brutales par lesquelles la Prusse s'efforça de substituer, dans les pays rhénans, le droit prussien au Code Napoléon. Cet effort obstiné n'alla pas

du reste sans d'innombrables et énergiques protestations de la part des pays annexés.

On peut dire qu'au moment où se clôt la période que nous étudions, l'attachement des populations rhénanes à la législation française n'a fléchi en aucune façon. En Prusse, le gouvernement a marqué une capitulation provisoire, mais la défiance est éveillée, et l'on se prépare à repousser des tentatives dont on sent planer la menace. Dans le Palatinat, les institutions napoléoniennes conservent toute leur faveur et sont chéries d'une population qui y voit le gage de ses libertés. En Hesse, les Codes impériaux ont résisté à l'attaque dirigée contre eux, et le ministère a dû s'avouer vaincu. Au plus fort de la lutte, K.-A. Schaab, vice-président du tribunal de Mayence, a publié l'histoire de cette même ville, et il en a profité pour faire un éloge vibrant du droit français. La page qu'il lui consacre est si enthousiaste, elle reflète si bien l'opinion du pays tout entier que nous ne saurions nous dispenser de la citer : « Il est vrai, il est indéniable, lisons-nous (1), que la législation et les institutions établies par suite de l'union de la rive gauche du Rhin avec la France, ont amené un changement total dans tous les rapports politiques et sociaux. Quoique émanant d'une république et d'un peuple étranger, elles n'ont eu qu'une bonne influence sur le caractère allemand et les mœurs allemandes; bien plus, elles ont fait leurs preuves pendant un demi-siècle... Elles étaient essentiellement basées sur l'égalité de toutes les classes de la société devant la loi et devant le juge, et aussi sur la liberté du citoyen et de l'homme... Des débats publics et oraux dans les affaires criminelles et civiles, la suppression de tous les conflits de compétence, la défense par des spécialistes que l'accusé choisit lui-même, la séparation sévère de la justice et de l'administration étaient des principes fort appréciables. Le système d'impôts nouvellement introduit habitua à l'ordre et à l'exactitude. On accorda aux actes de l'état civil l'importance qu'ils méritaient; on chargea les autorités municipales d'en prendre soin sous le contrôle des tribunaux. Le Code civil paru en 1804 se signala par sa dignité juridique et par de saines idées. Il abaissa la limite de la majorité, octroya aux femmes non mariées les mêmes libertés

(1) K.-A. Schaab, *Geschichte der Stadt Mainz* (1847), t. III, p. 127.

qu'aux hommes et les émancipa également, ne soumit pas trop durement à leur mari celles qui étaient mariées et reconnut aux deux époux les mêmes droits quant aux acquêts de la communauté. Il établit encore une protection contre les actes arbitraires des employés de l'État, et contre les arrestations injustifiées. Il n'admet en effet ni tribunaux spéciaux pour des citoyens privilégiés, ni classes sociales non soumises à la loi. Qui voudrait faire adopter ce qu'il rejette, commettrait un crime contre l'époque à laquelle nous vivons. »

En vérité, aucun Français n'a mieux écrit que cet Allemand.

III. — LA GUERRE RELIGIEUSE.

La chute du régime français a déterminé en Allemagne une longue crise confessionnelle dont les juifs et les catholiques ont été les victimes. Les premiers, qui avaient été émancipés par l'empereur Napoléon, ressentirent durement la perte de leur protecteur. Sans doute Hardenberg et Metternich, au Congrès de Vienne, avaient pris position en leur faveur, mais la réaction ne se fit pas attendre. A Francfort, on leur enleva leurs droits politiques et la subvention qu'ils recevaient pour leurs écoles : quelques concessions, consenties en 1824, ne les désarmèrent pas. En Prusse, et par conséquent sur la rive gauche du Rhin, il leur fut interdit de devenir professeurs d'université et de gymnase ou de prétendre aux grades d'officiers ; une société protestante, dont le roi Frédéric-Guillaume III approuva l'activité, se fonda bientôt afin de les convertir et de les baptiser. Cette politique de défiance et de vexations a eu pour résultat que les Juifs, pendant de longues années, ont pris la tête du mouvement libéral et se sont fait remarquer par leurs sympathies françaises.

L'histoire des agressions subies par les catholiques dans certaines contrées de l'Allemagne, quoiqu'elle soit déjà connue par les belles études, parues ici même, de M. Georges Goyau, mérite d'être exposée en détail, à cause de la signification politique qu'elle revêt. Le règne de Napoléon n'avait pas été exempt de difficultés. Après la protestation du Saint-Siège contre les *Articles organiques*, d'autres différends s'étaient élevés ; le pape avait été interné à Fontainebleau, et s'était refusé à instituer les évêques nommés par l'empereur, de telle

sorte que plusieurs diocèses se trouvèrent vacans. Mais ces querelles étaient surtout politiques; elles se passaient entre catholiques et ne suscitèrent aucun trouble intérieur. Il allait en être autrement en Prusse, où les annexés appartenaient à une autre religion que les conquérans.

Sur la rive gauche du Rhin, les difficultés commencèrent de très bonne heure entre la monarchie des Hohenzollern et les annexés. Avant 1815, le pays ne contenait qu'un petit nombre de protestans. C'étaient des indigènes ou des réfugiés de l'Édit de Nantes, répartis en masses assez denses sur quelques points du territoire, dans les régions de Clèves au Nord, puis dans celles qui s'étendent entre Sarrebrück et Kreuznach. La population les désignait sous l'appellation commune de *Calviner* (1) ou Calvinistes; ils vivaient en bonne entente avec elle; dans la suite, ils manifestèrent le même esprit d'opposition : sauf les immigrés, déclare un auteur anonyme de 1842, « les habitans protestans, en général assez tièdes, sont presque aussi hostiles à la Prusse que les catholiques. Comme ceux-ci, ils la repoussent de toute la force de leurs idées libérales... Loin d'applaudir aux persécutions religieuses, ils les ont hautement réprouvées. » Or le royaume de l'Est, essentiellement luthérien, avait acquis ses premiers sujets catholiques au XVIIIe siècle, par la conquête de la Silésie, puis par le partage de la Pologne; il venait d'en augmenter considérablement le nombre, en vertu des traités de Vienne. Allait-il renoncer à la politique strictement confessionnelle qu'il avait adoptée jusque-là, et tenterait-il d'établir l'union intérieure en appliquant un large programme de paix religieuse? S'il l'avait fait, il semble bien que sa tâche d'assimilation en eût été facilitée. En 1815, le romantisme catholique représenté par Goerres et Schlegel, quoique libéral, était nationaliste allemand, ébloui par le passé du Saint-Empire et par la splendeur des cathédrales gothiques, celle de Cologne, par exemple, dans lesquelles il croyait voir une création originale du génie des Germains. La Prusse ne sut point profiter de ces bonnes dispositions. Elle ne comprit pas qu'elle devait se départir de son intolérance haineuse et de son fanatisme. Imbue de l'idée que la religion de Luther devait être celle de l'État tout entier, elle vit en Rome, puissance à la fois crainte

(1) C'est le nom qu'indique K. Schurz : *Lebenserinnerungen*, I, p. 32. « *Ein Calviner, wie dort die Protestanten gewöhnlich genannt wurden.* »

et méprisée, une menace redoutable pour sa propre domination.

Il importe donc de définir les positions respectives. La monarchie des Hohenzollern ne laisse pas ignorer qu'elle défend un certain système confessionnel et qu'elle le considère comme un moyen de contrainte, comme une garantie de son autorité. « Ce ne sont ni les garnisons ni les villes de guerre, déclare en 1818 le ministre Ancillon, ce ne sont pas les forteresses fédérales *qui nous couvriront contre la France*, protectrice des catholiques, mais le mur d'airain du protestantisme. » D'ailleurs, les Rhénans se sont très vite convaincus que la Prusse était le soldat d'une religion ennemie de la leur. Pour expliquer l'antagonisme des annexés et des envahisseurs, Karl Schurz n'hésite pas à mettre le doigt sur la plaie : « La population, dit-il, était presque exclusivement catholique, tandis que le mot de Prusse est synonyme de protestantisme. » Les paroles d'Ancillon, rapprochées des événemens qui ont suivi, prennent une valeur très significative. A ses yeux, comme à ceux du souverain et de la haute bureaucratie berlinoise, le catholicisme est la religion des Français refoulés en 1815 : il est également celle du grand empereur vaincu à Waterloo. On ne saurait donc s'étonner que la guerre confessionnelle se soit en fait colorée d'une teinte d'opposition nationale. Comme à leur Code, les Rhénans se sont attachés à leur Église ; ils ont vu en elle le lien qui les unissait à la France et le sûr retranchement où la Prusse ne pouvait jamais les forcer.

Il n'y a en effet aucune exagération à prétendre que, sur la rive gauche du Rhin, l'idée française et le catholicisme ont été en connexion étroite. Les persécutions coïncident avec le mouvement d'opinion qui, en Allemagne ainsi que chez nous, tend à considérer Napoléon comme le défenseur de la foi romaine. L'année de sa mort, ses vétérans de Mayence célèbrent en lui le catholique accompli. Ils le font parler en vers :

Nicht Philosoph, nicht Atheist
Verscheide ich als guter Christ.
In meiner Väter Glauben schreit'
Ich in die Welt der Ewigkeit;
Das Erdenglück, das ich erzielt,
Hat mir der böse Geist verspielt.
Vergebe, göttliche Geduld !
All' meinen Feinden ihre Schuld.

« Je meurs non pas en philosophe, non pas en athée, mais en bon chrétien. Fidèle à la religion de mes pères, je pénètre dans le royaume de l'éternité. Le bonheur terrestre que j'ai atteint, l'esprit malin me l'a fait perdre. Pardonne, indulgence divine, leurs fautes à tous mes ennemis ! » D'autre part, les chefs de la résistance, l'archevêque de Cologne, Clemens August von Droste-Vischering, le vicaire général Fonck, les curés Nellesen d'Aix-la-Chapelle, et Binterim de Düsseldorf, adversaires de la Prusse protestante, sont en relations avec Montalembert et les catholiques français. Ils s'allient en outre aux libéraux qui de leur côté sont animés d'une égale aversion contre la monarchie des Hohenzollern. Qu'il nous suffise de citer ici ce qu'écrit un historien allemand pour la période qui précède 1848 : « Avec une inquiétude croissante, on s'apercevait à Berlin que l'opposition confessionnelle, attisée dans le Rheinland par les ultramontains et l'archevêque lui-même, se confondait avec l'esprit particulariste de cette province, toujours étrangère et défiante vis-à-vis de la Prusse. Depuis que la domination ecclésiastique avait disparu, les Rhénans s'étaient trop fortement ancrés dans la conviction qu'ils appartenaient à la France pour se sentir facilement bons Prussiens. » Ces lignes sont de P. Flathe. Il indique aussi que la législation et la situation géographique s'ajoutaient à la religion pour élever comme une haute muraille entre la rive gauche et les anciens territoires du royaume.

Mais il faut maintenant exposer les faits. De 1815 à 1848, le gouvernement prussien a prouvé qu'il conservait toutes ses préventions luthériennes. « J'honorerai et protégerai votre religion, ce que l'homme a de plus sacré, avait déclaré Frédéric-Guillaume III en prenant possession du pays ; je chercherai à améliorer la situation matérielle de ses serviteurs, afin qu'ils maintiennent mieux la dignité de leur charge. » Or, les marques de la malveillance royale furent infinies, tandis que celles de sa bienveillance, presque toutes insignifiantes, se signalèrent par leur rareté. Sans doute, on vit quelquefois les nouveaux évêques prendre possession de leur siège sous l'escorte déférente des autorités. Sans doute le ministère concéda à l'Université de Bonn une faculté de théologie catholique et permit dès 1818 de célébrer à Cologne la Fête-Dieu par une procession solennelle. Il faut ajouter encore à ces manifesta-

tions conciliantes l'engagement de respecter la parité entre les deux religions. Mais l'État, pour contre-balancer la faculté catholique, la flanqua d'une faculté protestante. Quant à la parité, il n'eut d'autre souci que de la violer sans merci ni trêve et de la sacrifier sans cesse à son fanatisme intransigeant. La convention signée avec le Pape en 1821 ne le fut que sous l'empire d'une nécessité politique, dans l'intérêt du gouvernement bien plus que des populations. Une ordonnance du 6 mai 1817 avait défendu aux catholiques de s'adresser directement au Saint-Siège pour tout ce qui concernait la religion, à moins qu'ils n'eussent au préalable l'autorisation du ministre de l'Intérieur, qui se chargeait de transmettre à Rome les requêtes. Le 18 septembre 1818, il avait été interdit aux évêques de composer de nouveaux mandemens ou d'accepter ceux d'un supérieur étranger sans la permission de l'État. La correspondance avec le Pape ne devint libre qu'en 1841.

En somme, les catholiques, dans ce pays rhénan où ils formaient une écrasante majorité, étaient persécutés par le pouvoir. Bien avant que la crise eût atteint sa plus grande acuité, des voix narquoises ou douloureuses se firent entendre. En 1819, Goerres railla les prétentions de la monarchie prussienne : dans les provinces de l'Est, habitées par des protestans, il était peut-être naturel que le souverain se considérât comme le premier évêque de son royaume, mais aux bords du Rhin, où l'on était de foi romaine, il devait lui suffire d'être à la fois généralissime, juge suprême, directeur général de la police et propriétaire du sol, sans qu'il eût besoin de joindre à toutes ces qualités celle de *pontifex maximus* et de gouverner les consciences. On se souvenait qu'au temps de la domination française, infiniment plus libérale, Napoléon avait envoyé à Karlsruhe une note énergique pour exiger que les catholiques eussent autant de droits que les protestans. Or ce n'était point là la manière prussienne. L'archevêque de Cologne, von Spiegel, de 1829 à 1834, se plaint dans ses lettres que l'intolérance luthérienne du ministère s'accroisse de jour en jour : on a sans doute l'intention, à Berlin, d'abolir les libertés de l'Église catholique, et les agens du gouvernement ne cachent pas leur haine.

Ces doléances sont justifiées. Administrativement, l'oppression est combinée par des volontés expertes. Le 30 avril 1815, une ordonnance royale place les évêques au-dessous des consis-

toires. Cette mesure est bientôt abrogée, mais le 23 octobre 1817, une instruction ministérielle remet entre les mains des gouverneurs provinciaux, tous protestans, le soin de décider sur les affaires de l'Église catholique. Ils la soumettront donc à des vexations sans cesse renouvelées, tout en ayant l'air de la protéger. Ce sont eux qui se chargent de censurer, avant leur publication, les catéchismes et les lettres pastorales des évêques, et bien souvent ils confient ce travail à des pasteurs luthériens. Ils surveillent les journaux catholiques déjà existans, s'opposent autant qu'ils le peuvent à ce qu'on en fonde d'autres, et s'efforcent d'empêcher la diffusion de ceux qui paraissent à l'étranger. Avec les années, l'abus devient de plus en plus flagrant, surtout après l'exposition de la Sainte-Tunique en 1845. Les catholiques, qui ont lié partie avec les libéraux, réclament comme ceux-ci la liberté de la presse, et les pétitions se succèdent. Le conseil municipal de Trèves en envoie une en 1843 au Landtag rhénan. Deux ans plus tard, il joint sa protestation à celles de nombreuses villes de la rive gauche. Il demande que les censeurs ne soient plus exclusivement protestans, et que l'exercice de la censure soit commis aux tribunaux. La contrainte religieuse ne se borne d'ailleurs pas à la vie civile; dans l'armée, le soldat ou l'officier catholique qui veut se marier a besoin d'une espèce de permis que délivre après enquête un ministre évangélique; le sous-officier qui a des enfans, quelle que soit la confession à laquelle il appartient, doit les envoyer obligatoirement dans une école de garnison dont l'inspecteur est toujours le pasteur protestant de l'armée. Aussi le Rhénan, pour se soustraire à cette inquisition, renonce-t-il à solliciter des grades; il quitte le régiment au plus vite dès qu'il a terminé son service militaire.

L'invasion des fonctionnaires vieux-prussiens, que les auteurs les plus variés, de Goerres à Treitschke, en passant par Spiegel, Karl Schurz et bien d'autres, signalent comme une des sources du mécontentement populaire, outre qu'elle a pour but de germaniser les pays annexés, trouve son explication dans la défiance que nourrit le ministère de Berlin à l'égard des catholiques. Le refoulement de ceux-ci hors des divers postes de l'administration est constaté, dès le 19 juillet 1816, dans un rapport que l'*Oberpräsident* Vinke, de Münster, adresse à Hardenberg. Tous les agens que nomme le ministère dans le

Rheinland sont luthériens; comme tels, ils semblent seuls offrir des garanties suffisantes, car ils appartiennent à la même confession que le roi; dans la pensée du gouvernement, ils ont une mission religieuse qui est inséparable de leur mission politique. Quant à la malheureuse population soumise à leur autorité, elle gémit et s'indigne. Parfois même elle ose se plaindre ouvertement que la parité reste dans le domaine de la théorie. En 1845, le baron von Loë prend la parole au Landtag rhénan, et, dans un discours bourré d'une masse de faits et de chiffres, prouve combien peu les droits des catholiques sont respectés, tandis que les coreligionnaires du souverain sont favorisés au delà de toute mesure. Un journal bavarois publie ce discours : le baron von Loë est immédiatement traduit devant les tribunaux pour avoir violé la loi qui interdit de publier les délibérations des États provinciaux.

A l'oppression matérielle s'ajoutent encore les outrages. Il est toujours permis aux ministres protestans, du haut de leur chaire ou dans leurs journaux, d'attaquer la foi romaine, mais les prêtres et les évêques ne jouissent pas des mêmes libertés. En 1822, Goerres raconte que le directeur du gymnase de Coblence, où le ministère s'est empressé de nommer un grand nombre de professeurs protestans, a été obligé de quitter son poste parce qu'un des maîtres, un catholique parlant à des élèves catholiques, a blâmé Luther et la Réforme. Les injures, qui atteignent parfois un degré de violence inouï, sont de tous les instans, et revêtent dans l'esprit public un caractère presque officiel. Tel jour, c'est un immigré qui dénonce avec fracas l'obscurantisme des catholiques ; tel autre jour, c'est un autre immigré qui fait le procès de leurs superstitions. Les prêtres sont en butte à un espionnage continuel, et l'on guette sans répit les jugemens qu'ils portent sur le gouvernement. En 1845, lors de l'exposition de la Sainte-Tunique à Trèves, Sybel et Gildenmeister, tous les deux professeurs à l'université de Bonn, avec un lourd appareil d'érudition, publient un pamphlet où ils tournent en ridicule l'objet de la piété populaire.

De plus, le pays, religieusement, est colonisé comme une terre d'infidèles au grand avantage du protestantisme. Aussitôt qu'une ville contient un petit nombre de luthériens, venus d'au delà du Rhin, l'État fonde un temple protestant, et la présence d'une garnison, si infime soit-elle, lui sert toujours

de facile prétexte ; même il n'hésite pas à saisir les édifices catholiques pour les affecter à son culte : c'est ainsi que, le 25 février 1819, il s'empare à Trèves de l'église des Jésuites. Pour cette besogne de conquête confessionnelle, il n'est jamais à court d'argent. Il subventionne grassement la religion luthérienne, mais ce sont les catholiques qui doivent faire tous les frais de la leur, et qui doivent payer pour l'entretien et les réparations des bâtimens où ils prient. A cet effet, en vertu d'un Ordre de Cabinet du 13 avril 1825, ils sont soumis à des taxes spéciales ou *Kathedralsteuer ;* ils versent 25 pfennigs pour chaque baptême, 50 pour chaque mariage, 15 pour chaque service funèbre. Ce sont là des impôts supplémentaires que leur vaut leur qualité de non protestans.

Au fond, comme le remarque l'archevêque von Spiegel, tout le travail de la Prusse tend à établir une religion d'État et à anéantir le catholicisme dans le Rheinland. Quelques mesures d'un caractère tout spécial le démontrent avec la dernière évidence. Sans doute le gouvernement ne favorisera pas ouvertement l'hérésie de Ronge où il découvre une entreprise révolutionnaire, et il ne la reconnaîtra officiellement qu'en 1848, sous la pression des événemens. Du moins faut-il signaler plusieurs tentatives où percent ses intentions.

Le 27 septembre 1817, paraît un Ordre de Cabinet qui réunit en une seule *Église évangélique chrétienne,* — c'est le nom qu'elle a reçu, — les Églises luthérienne et réformée, dans l'espoir d'y adjoindre plus tard le catholicisme : la liturgie évangélique, publiée en 1821 et retouchée en 1822, pénètre en 1843 dans la principauté de Birkenfeld. Puis la monarchie prussienne profite de ce que l'armée doit se plier à une obéissance toute passive pour forcer les troupes à recevoir un enseignement confessionnel uniforme. Un Ordre de Cabinet du 2 février 1810 exige que les soldats catholiques assistent une fois par mois à l'office protestant, afin de les habituer à l'indispensable respect qu'ils doivent témoigner à la principale religion de l'État (1). Une ordonnance de 1832 confirme cette décision, observée jusqu'en 1840, atténuée dans la suite par diverses dispenses, après que les deux Landtags de Westphalie et de Prusse rhénane ont fait entendre leur protestation. Cette même

(1) Textuellement : « *Um sie an die nöthige Achtung für die Hauptreligion des Staates zu gewöhnen.* »

année 1832, le 12 février, le gouvernement publie de nouvelles dispositions touchant l'organisation religieuse de l'armée. Il établit un clergé militaire protestant, mais non pas un clergé militaire catholique : tout au plus un prêtre, dans chaque ville de garnison, était-il parfois désigné *par le Consistoire évangélique* pour remplir les fonctions d'aumônier. « En temps de paix, aucun ecclésiastique catholique ne peut être attaché spécialement à l'armée. »

Il semble bien aussi que la monarchie prussienne, à l'Université de Bonn, ait soutenu et encouragé l'hermésianisme. Le fondateur de cette doctrine, Georges Hermès, né à Dreierwalde, professeur à Bonn depuis 1819 et mort dans cette même ville en 1831, soutenait, dans ses cours et dans la revue qu'il avait créée, des idées toutes particulières, qui n'étaient pas sans analogie avec le protestantisme. Il avait construit une théorie de la connaissance qui conduisait au catholicisme avec une certaine nécessité, et il faisait un emploi positif de la philosophie pour prouver l'existence de Dieu et la vérité de la religion; expliquée par lui, la foi romaine devenait une pure affaire d'intelligence et de raison. Sous son influence et sous celle de ses deux principaux disciples, Braun et Achterfeldt, l'Université de Bonn était devenue peu à peu le foyer d'un mouvement assez dangereux, puisque les jeunes prêtres de la province y recevaient leur instruction. Les catholiques bon teint considéraient donc avec quelque inquiétude l'activité de la faculté de théologie, et même ils soupçonnaient la Prusse de se servir d'elle pour ruiner leur religion. Qu'y a-t-il de vrai dans ce grief? Il est infiniment probable qu'il ne contient rien d'exagéré. Les hermésiens, il est vrai, se défendirent et alléguèrent qu'ils avaient toujours été les fils soumis de leurs supérieurs ecclésiastiques. Même le gouvernement n'avait-il pas supprimé leur revue pour un article qui lui avait déplu? Toutefois eux-mêmes ont fait l'aveu que le ministère les avait protégés (1); il les défendit encore pendant son différend avec l'archevêque von Droste-Vischering, même après que, de Rome, le Pape eut lancé contre eux son bref *Dum acerbissimus*. Finalement il dut

(1) *Sind die Hermesianer Werkzeuge in den Händen der preussischen Regierung zur Dekatholisierung der Rheinprovinzen* (Cologne, 1839). Cf. p. 31 : « *Allerdings stand Hermes und seine Schule früher in hohem Ansehen bei der preussischen Staatsregierung.* »

les abandonner et consentir à ce que la faculté de théologie de Bonn relevât du siège de Cologne.

L'affaire capitale, celle qui fait le mieux éclater l'esprit de prosélytisme de la monarchie prussienne, et qui mit le plus violemment aux prises les Rhénans et leurs nouveaux maîtres, est celle des mariages mixtes. Pour conquérir moralement le pays, l'État avait encouragé les alliances matrimoniales entre les immigrés et les jeunes filles indigènes; protestans d'une part, catholiques de l'autre, quel devait être le statut religieux d'unions ainsi formées? Dans l'esprit du roi et de ses ministres, la confession luthérienne devait profiter de ces fusions des deux peuples, et c'était là le gage d'un loyalisme futur. Une décision du 21 novembre 1803 avait prescrit que, dans les mariages mixtes, tous les enfans fussent baptisés selon la foi du père. Pendant les premières années de la domination prussienne, cette disposition resta lettre morte dans la province rhénane, soit que le gouvernement ne sentît pas son pouvoir suffisamment affermi ou qu'il s'en remît au temps qui devait servir sa politique. Mais l'aversion était grande contre les conquérans, et le clergé menait la résistance. Le roi Frédéric-Guillaume III, par un Ordre de Cabinet du 6 avril 1819, signifia qu'il briserait les obstacles. Il se plaignait et menaçait. Les prêtres faisaient des difficultés pour bénir les mariages mixtes, et, lorsqu'ils étaient accomplis, troublaient la conscience des conjoints appartenant à la religion catholique : conduite inexcusable et que le roi ne pouvait tolérer. Au besoin, il romprait les négociations en cours avec Rome, — c'était avant l'accord de 1821, — et il cesserait de s'intéresser à l'amélioration de la situation matérielle des ecclésiastiques. Il invitait à dénoncer immédiatement ceux qui persévèreraient dans leur attitude, et il se réservait de les relever de leurs emplois; il était même disposé à agir avec la dernière rigueur contre les évêques qui toléreraient de tels abus.

Ces remontrances n'eurent aucun succès. Le souverain revint à la charge; il confirma la décision de 1803 par un rescrit du 7 décembre 1822, puis par un Ordre de Cabinet du 17 août 1825, qui étendait à tous les territoires de l'Ouest les dispositions précitées. La lutte aussitôt devint très âpre. Les immigrés, fidèles à la volonté royale, essayèrent d'imposer leur religion. Les prêtres, sauf dans l'Est de la monarchie où ils se

montrèrent assez dociles, ne voulurent point céder à l'intimidation. Ils n'accordèrent pas aux fiancées catholiques l'absolution qu'elles leur demandaient, ou bien ils refusèrent de publier et de bénir les mariages mixtes si les futurs époux ne leur donnaient pas au préalable des promesses suffisantes sur la religion dans laquelle seraient élevés les enfans à venir. Beaucoup d'unions projetées se rompirent devant ces difficultés. Le gouvernement, blessé et hors de lui, cita des prêtres devant les tribunaux criminels; mais ils furent acquittés parce que leur délit ne tombait pas sous les articles du Code, et cela accrut encore l'irritation de la monarchie contre la législation napoléonienne. On tenta d'agir par le moyen des évêques, mais ils discutèrent si subtilement que l'affaire menaçait de ne jamais devoir finir. On se tourna alors vers le Pape, à qui l'on dépêcha Bunsen, ministre au Vatican. Grégoire XVI, de bonne composition, voulut se montrer conciliant : le bref *Literis altero abhinc anno* abandonnait toute censure ecclésiastique contre les catholiques qui faisaient élever leurs enfans dans la confession protestante : ils ne seraient plus exclus des sacremens. En même temps les prêtres étaient invités à donner une assistance purement passive aux mariages mixtes contractés sans présenter les garanties nécessaires, lorsque les futurs époux persisteraient dans leur résolution.

Le gouvernement se considéra comme battu, mais ne voulut pas accepter sa défaite. Il aurait désiré la cérémonie, sans réserve du clergé. De plus, l'avertissement aux fiancés sur les dangers que couraient les enfans élevés dans la religion du père lui déplaisait. Il s'adressa de nouveau aux évêques : ne seraient-ils pas disposés à adoucir cet avertissement aux fiancés avant l'assistance passive, et à célébrer le mariage sans promesse formelle d'éducation catholique des enfans? Leur réponse ne donna pas toute satisfaction, mais on espéra qu'avec le temps et sous une pression habile, ils capituleraient. Puis, tout à coup, l'archevêque von Spiegel fut mandé à Berlin pour conférer avec Bunsen. Le ministère, implacablement, poursuivait donc l'affaire avec une rare ténacité, et mettait tous les moyens en œuvre. Spiegel, lassé par cette obstination, signa avec Bunsen la convention du 19 juin 1834 : il renonçait à la promesse d'éducation catholique des enfans et admettait que l'assistance passive serait réduite à des cas très peu nombreux. Les autres

évêques du Rheinland, le 4 août 1834, acceptèrent cet accord. Mais beaucoup de prêtres, étonnés de voir des questions religieuses se régler d'une manière administrative, résistèrent sans tenir compte du pacte conclu à Berlin. La crise coïncidait d'ailleurs avec la querelle de l'hermésianisme.

Sur ces entrefaites, Spiegel mourut le 2 août 1835. Il eut comme successeur au siège de Cologne l'archevêque von Droste-Vischering, une âme inflexible que le désir de plaire ne fit jamais transiger. Il prit connaissance des instructions données conformément à l'accord de 1834, et remarqua qu'elles différaient beaucoup du bref pontifical. Vers la même époque, Josef von Hommer, évêque de Trèves, un prélat aimable qui avait mûri dans l'entourage de Dalberg, céda aux reproches de sa conscience, et, comme il était sur son lit de mort, communiqua à Grégoire XVI, jusque-là tenu dans l'ignorance, la convention signée par Bunsen et Spiegel. Le Pape, courroucé de ce qu'on l'eût indignement trompé et furieux de la trahison de Bunsen, signifia qu'il maintenait sa décision. De son côté, Droste, qui prenait en même temps l'offensive contre les hermésiens, déclara que la question des mariages mixtes ne recevrait d'autre solution que celle indiquée par le bref du Pape. Aussitôt, tous les prêtres, qui avaient cédé par déférence pour Spiegel et son vicaire général, revinrent à l'avertissement et à l'assistance passive.

Le conflit allait se développer. En Westphalie, les évêques de Münster et de Paderborn ne se révoltaient pas encore, mais ils étaient hésitans. Le ministère, que l'obstacle exaspérait, somma Droste d'obéir. Il fit entendre qu'en matière religieuse, il ne reconnaissait que l'autorité de Rome. On l'invita à se démettre. Il refusa. Alors on l'arrêta. Ce fut une scène mémorable où la Prusse, une fois de plus, dévoila son véritable visage, car en même temps que le prélat, c'était l'opposition rhénane qu'elle entendait briser. Ce jour-là, le 20 novembre 1837, les troupes furent consignées ; de bon matin, les soldats barrèrent les rues de Cologne, tandis que des canons étaient braqués autour du palais épiscopal pour contenir la foule que l'on savait hostile à la Prusse. Des gendarmes poussèrent dans une voiture Droste, à qui l'on ne permit même pas d'emmener son secrétaire. On l'interna dans la forteresse de Minden et l'on jeta son vicaire général dans les casemates de Magdebourg. Quant à l'archevêché, il reçut un curateur.

A partir de ce moment, l'affaire reçut une portée politique considérable. Le gouvernement, dans une publication officielle, accusa le prélat d'être un révolté qui méprisait les lois de l'État et narguait l'autorité royale. Tandis que le Pape, dans une allocution du 10 décembre 1837, prenait fait et cause pour Droste, toutes les forces luthériennes se mobilisèrent contre le catholicisme, et la Vieille-Prusse, l'injure à la bouche, se leva contre la Nouvelle pour appesantir sur elle sa haineuse oppression. Le directeur du *Kanonischer Wächter* écrivit un pamphlet insultant que son pédantisme chargea d'un titre pesant : ce fut : *L'archevêque de Cologne en conflit avec le chef de l'État prussien, ou nouvel exemple de la révolte ouverte et de la résistance opiniâtre contre la suprématie religieuse du gouvernement, avec des considérations sur les multiples intrigues révolutionnaires du parti de la réaction catholico-romaine* (1). Un autre pamphlet (2) accusa les catholiques d' « arrogance canonique, » de « fanatisme novateur, » d' « obstination mesquine, » d' « opiniâtreté égoïste, » de « menées ambitieuses dangereusement empoisonnées par des alliances conclues avec les ennemis de l'État, même à l'étranger... » J'en passe. Le professeur Krug, un Prussien qui enseignait à Leipzig, se distingua par de plates insolences : « Le droit ecclésiastique des catholiques, considéré comme tel, a pour les protestans aussi peu de valeur que le droit ecclésiastique juif, musulman ou païen, et un gouvernement protestant, comme d'ailleurs tout protestant, n'a du Pape, en tant que soi-disant chef de l'Église catholique, qu'une connaissance historique, semblable à celle qu'il peut avoir du grand muphti turc, du Dalaï-Lama thibétain et du Dairo-Soma japonais. Dans ses mesures administratives, il n'a pas besoin de tenir compte de lui le moins du monde, s'il ne le veut pas. » Le roi à son tour, le 9 avril 1838, lança un Ordre de Cabinet par lequel il enjoignait à la police d'arrêter immédiatement, et, selon les cas, d'interner dans une forteresse, sans préjudice d'une instruction judiciaire et de peines sévères, toutes les

(1) Exactement : *Der Erzbischof von Cöln in Opposition mit dem preussischen Staatsoberhaupte, oder neuestes Beispiel der offenen Auflehnung und starren Reaktion wider die Kirchenhoheit der Staatsregierung, mit Rückblicken auf die vielfach vereinigten revolutionären Umtriebe der römisch-katholischen Reaktionspartei.*

(2) Ce pamphlet est intitulé : *Wem ist es zu trauen, der Krone oder der Bischofsmütze ?*

personnes de condition ecclésiastique ou autre, qu'elles fussent ou non de nationalité prussienne, qui transmettraient à des sujets prussiens, ou qui répandraient, ou qui soutiendraient, soit par la parole, soit par la plume, les décisions des chefs spirituels étrangers, ainsi que celles de leurs agens et de leurs représentans.

L'effervescence, dans tout le pays rhénan, fut considérable. Tandis que le ministère trouvait dans les chanoines de Cologne des fonctionnaires soumis et dociles, le clergé des villes et des campagnes obéit à son archevêque, soutenu par la population. En Wallonie prussienne, les habitans se départirent de l'attitude loyaliste qu'ils avaient eue jusque là. A Ahrweiler, le curé de l'église Saint-Rémy avait refusé de reconnaître le curateur de l'archevêché Hüsgen, et avait déposé sa charge. Son premier vicaire, invité à administrer la cure, refusa. Le second vicaire accepta, mais à la sacristie pendant le catéchisme, et le soir, comme il était en chaire, des voix s'élevèrent qui l'appelèrent traître et Judas. Le jour de la fête de Droste, à Cologne, beaucoup de maisons furent illuminées par les particuliers, et, les soldats de la garnison ayant voulu faire éteindre ces illuminations, il en résulta des scènes de désordre.

De toutes les parties de l'Allemagne, les ennemis de la Prusse répondirent aux pamphlets luthériens. En premier lieu il faut mentionner les catholiques : de Munich, où il s'était réfugié, Goerres lança ses *Triarier* et son *Athanasius*, où il adjurait ses coreligionnaires rhénans et westphaliens de rester fermement attachés à leur Église et de défendre leur particularisme. Les libéraux, si nombreux dans l'Allemagne du Sud, où la France jouissait d'un très grand prestige, profitèrent de l'occasion pour accabler la monarchie de l'Est. En Bade, où dix années plus tard Buss devait signaler la communauté des intérêts catholiques en France et en Allemagne, ce fut un protestant, Rotteck, dont la mère, une Poirot d'Orgeron, était Lorraine, qui se chargea de mener l'assaut. Il le fit dans une vigoureuse réponse au professeur Krug (1). Il ne partageait pas absolument les idées intransigeantes de l'archevêque Droste, et il trouvait bon que la loi contînt des dispositions précises touchant l'éducation religieuse des enfans issus

(1) Rotteck : *Die Cölnische Sache, betrachtet vom Standpunkt des allgemeinen Rechtes* (1838).

de mariages mixtes, mais encore fallait-il accorder aux fiancés le droit d'agir autrement, si telle était leur volonté, et observer l'égalité confessionnelle. Ce n'était pas l'affaire des gouvernemens de s'immiscer dans les choses de la foi, ni surtout de persécuter une religion qui avait une existence légale : pouvaient-ils en effet demander aux catholiques de respecter l'épiscopat évangélique des princes, si les protestans faisaient profession de mépriser l'autorité du pape? Quant à l'archevêque de Cologne, la façon dont il avait été traité était contraire à toutes les règles du droit public. « Considéré comme citoyen, personne ne peut contester qu'on lui ait apporté un grave préjudice : *ceux-là surtout en seront convaincus qui compareront le procédé avec la législation française encore en vigueur dans la Prusse rhénane.* Nous ajouterons, ce qui à notre grand étonnement n'a pas encore été relevé, que son grand vicaire Michaëlis subit un sort pareil et même plus dur. Lui aussi est citoyen, mais il languit dans les cachots de Magdebourg, sans que la nation, à part quelques imputations ou accusations vagues, ait jamais eu connaissance des causes qui l'ont fait incarcérer. »

Il ne reste qu'à indiquer l'épilogue de ce drame, et à conclure. Droste, dans sa prison, conserva une attitude inébranlable. Comme le pape, de son côté, refusait de céder, il fallut négocier avec lui. La Prusse, aussi bien, reconnut qu'à persévérer dans ses provocations, elle courait le risque d'une irrémédiable défaite. Pour administrer provisoirement l'archidiocèse, on nomma donc un coadjuteur; puis l'État, en même temps qu'il renonçait à favoriser l'hermésianisme, déclara qu'il se désintéressait des mariages mixtes et permit la libre correspondance des évêques avec Rome.

Cette affaire fit une victime. Ce fut Droste lui-même, qui ne remonta jamais sur son siège, et auquel succéda son coadjuteur Geissel. Quant à la Prusse, elle paya justement le prix de ses fautes. Elle sortit du débat moralement diminuée, et l'antipathie tenace du peuple qu'elle opprimait s'accrut encore de lourdes rancunes. Assurément la monarchie des Hohenzollern ne renonça ni à ses méthodes, ni à ses desseins autoritaires. Même elle continua à peser sur le pays par ses policiers et ses soldats. Mais elle n'était maîtresse que par le fait de son occupation militaire, et la révolution de 1848, par la tournure qu'elle prit dans le pays rhénan, devait lui montrer à quel point

les Rhénans demeuraient hostiles. Sur le moment ce qui apparut le plus clairement, c'est que la France profita des persécutions religieuses. Chez nous, en effet, depuis quelques années déjà, les divers ministères de Louis-Philippe s'étaient départis, à l'égard du clergé, de la malveillance qui avait signalé les débuts du règne. Les Rhénans, offensés et frémissans encore, comparèrent le régime auquel ils étaient soumis avec celui que nous garantissait le Concordat de Napoléon. Heine, très averti sur l'état de l'opinion allemande, écrivit que les catholiques étaient amis de la France, et que, s'ils avaient le pouvoir, ils lui abandonneraient la rive gauche du Rhin. Venedey, dans un texte déjà cité par M. Goyau, fit la même constatation, et son témoignage est d'autant plus précieux qu'il émane d'un Germain convaincu : « L'antipathie des provinces rhénanes à l'égard de la Prusse, avoue-t-il en 1840, antipathie qui s'est changée en haine profonde depuis l'enlèvement de l'archevêque de Cologne, semble augmenter les chances favorables à la France pour sa rentrée en possession de ces provinces. » Ainsi, dans toutes les entreprises où la Prusse s'était dépensée pour s'assimiler le pays rhénan, le bilan de son activité accusait une faillite. Les échecs succédaient aux échecs, tandis que l'opinion publique, impatiente du joug, souhaitait une délivrance et se cherchait un sauveur. Dans l'universel malaise, beaucoup d'yeux se tournaient vers l'antique protectrice, toujours forte et respectée, car il n'échappait à personne que les nouveaux maîtres semaient le trouble et soulevaient la révolte sur des territoires où la domination française avait fait régner la paix.

Julien Rovère.

(A suivre.)

UN ÉTÉ A SALONIQUE

AVRIL-SEPTEMBRE 1916

IV (1)

Juin 1916.

L'été!...

Il est venu, en dépit du calendrier, avec les derniers jours de mai, splendide et torride. Le printemps dure si peu, dans ce pays! Quelques orages, des matins délicieux, des soirées tièdes, une floraison folle de toutes les roses, le temps de goûter une douceur qui, tout de suite, s'achève dans l'universel embrasement, et c'est fini, le printemps n'est plus : l'été règne. Des brasiers blancs croulent du ciel décoloré; l'atmosphère devient quelque chose de sensible qu'on croit soulever quand on respire, qui pèse sur les yeux éblouis, sur les tempes serrées, sur toute la chair moite. Les choses n'ont plus la même figure; le vent n'a plus le même goût. La pensée souffre et se fait plus lente. L'obligation du travail régulier torture les gens qui n'ont pas réussi à s'acclimater ou qui prétendent vivre comme en France. Chaque jour on en voit, des plus courageux, qui cèdent, vaincus par l'insommie épuisante, par l'anémie aux mille formes, par les insidieuses maladies propres à cette contrée exécrable. La dysenterie, le paludisme commencent à sévir. Le service de santé n'a pas attendu ce moment pour déclarer

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier, 1er avril et 1er juin.

la guerre aux moustiques. Médecins, hygiénistes, bactériologistes, travaillent à détruire ces légions innombrables, plus dangereuses, actuellement, que l'armée bulgare. Mais il faudrait assécher un espace immense, toute cette marécageuse vallée où s'infiltrent les eaux du Vardar, où les eaux des étangs se répandent, cachées sous de fausses prairies qui sont des roseaux pressés d'où monte un relent de vase.

Ici, l'ennemi le mieux armé, le plus constant et le plus féroce, c'est l'été. Combien de Français ne s'en doutaient pas, qui ont fait le voyage gaiement, et qui ne prendront jamais le bateau du retour! Combien d'autres, là-bas, en France, ne s'en douteront jamais, qui attribuent la lenteur des opérations militaires aux délices de la Capoue macédonienne... Ceux-là écrivent : « Il paraît que la vie est charmante à Salonique et que l'on s'y amuse beaucoup... » Je leur souhaite d'y goûter, quelques jours seulement, à cette vie charmante!

Je me rappellerai toujours les réveils dans la chambre que la nuit n'a pu rafraîchir. A six heures, sous la moustiquaire, je sens déjà l'oppression de la chaleur qui menace. Les petites souris qui trottinaient jusque sur la table à thé, pendant mon sommeil, ont regagné leurs trous; les moustiques, collés aux murs, ont cessé leur danse et leur fanfare ; mais les mouches, excitées par la clarté qui filtre entre les persiennes, quittent le plafond, se précipitent sur tout ce qu'il y a de plus fragile et de plus frais, sur les fleurs, sur le linge blanc, sur les morceaux de sucre et les miettes de biscuit...

Dehors, les pouilleux qui ont dormi à même les dalles s'étirent paresseusement et n'ont pas encore la force de s'injurier. La lumière est encore limpide; elle baigne d'or léger et de fluide azur les pierres du quai, l'eau soyeuse qui se plisse à peine contre la coque rouge et noire des cargos. Les tramways glissent et grincent, les camions tressautent; des soldats défilent. Néanmoins, le quai sans flâneurs semble vide et c'est l'heure où l'on aimerait marcher, avec l'illusion du silence et de la fraîcheur. Passent les pêcheurs chargés d'ancres et de longues rames, le laitier turc, coiffé du turban, poussant son âne qui porte deux outres jumelles faites de peaux cousues, où l'on reconnaît la forme du bouc. Il s'arrête sous ma fenêtre, prend une tasse d'étain qu'il remplit, en faisant gicler le lait de l'outre, d'un geste antique. Les vagabonds, vautrés, tendent

un *lepta*, et boivent, chacun à son tour, le lait qui sent l'odeur âcre de la bête, et qui suffira, pour de longues heures, à les rassasier...

Souvent, je vais, à cette heure matinale, jusqu'aux abords du quartier turc. Les rues sont jolies, avec la féerie des couleurs qu'y mettent les boutiques des limonadiers et celles des marchands de légumes. Les limonadiers ont de grandes carafes pleines de pierreries liquides, rubis, grenat, topaze brûlée et topaze claire, protégées par des bouchons d'or qui sont des citrons. Les marchands de légumes entassent, sur le sol, des courgettes et des melons d'eau, verts comme les grès de Gallé ou d'un jaune de lune levante ; des aubergines en satin violet, des cerises d'un rouge translucide, des prunes en agate, des pêches aux joues fardées et de petits poivrons qui semblent les parens lointains de la fleur de grenadier, car ils ont le même ton de cinabre. Et que d'autres étalages bariolés et comiques retiennent ma flânerie ! C'est le magasin du mercier qui se pavoise de cotonnades imprimées avec paysages et inscriptions : « Souvenir de Salonique. » C'est le vendeur de cartes postales; monumens helléniques et couples d'amoureux bien frisés dans des attitudes suaves. C'est le confiseur qui embaume la rue d'une odeur de loukoum. Entrerai-je chez les derviches, dans le jardin frais et funèbre, où des tombes brisées gisent parmi les herbes hautes, où des petites filles jouent autour d'une vasque habitée par des cyprins, où le prêtre affable et cérémonieux m'offrira une chaise sous la tonnelle qu'un jasmin léger voile et parfume? Irai-je me reposer dans la pénombre glaciale de Saint-Demètrios, devant la chatoyante splendeur des mosaïques byzantines?

Il ne faut pas beaucoup de temps pour que le vacarme quotidien se ranime, à tous les coins de la ville, et dès neuf heures, le soleil mord, l'air est poussiéreux et brûlant. La promenade que j'ai tentée devient une fatigue. Je cherche l'ombre des rues étroites pour regagner l'hôtel. Déjeuner dans la longue salle à manger vitrée comme une serre. Aux petites tables, des officiers grecs en dolman de toile blanche, avec leurs épouses corpulentes; des Français qui essayent de rire, des Anglais qui se sont mis à l'aise en réduisant leur vêtement au minimum : chemise kaki ouverte jusqu'au creux de l'estomac, culotte de toile guère plus grande qu'un caleçon de

bain, bas qui n'atteignent pas le genou. Quelques-uns, énormes gaillards blonds et blancs, étalent vraiment beaucoup de chair nue, et cette exhibition fait un contraste comique avec l'enfantine placidité de leurs visages. En revanche, les Serbes, sanglés, boutonnés jusqu'au col, étouffent héroïquement.

Après le déjeuner, — agneau, courgettes, poisson fade et fruits pas mûrs, — chacun s'en va à ses affaires, et l'affaire principale de cette saison, c'est la sieste. Excepté les militaires français qui s'obstinent à circuler par les rues ou qui fondent de chaleur dans les bureaux, excepté nos infirmières qui cuisent à petit feu sous les tentes et les baraquemens, tout ce qui peut dormir doit dormir. On ne conserve un peu de force et de santé qu'à ce prix.

Et Salonique dort, sous la lumière qui la couvre d'un linceul de plomb brûlant. Les barques dorment, au ras du quai, sur l'eau grasse, moirée de taches huileuses. Les débardeurs dorment contre les tonneaux déchargés, auprès de ces jarres de terre rouge ornées d'un dessin blanc, dont la forme et la décoration sont telles qu'au temps d'Alexandre. Les mendians, les tsiganes, les cochers, les vendeurs de journaux, les marchands ambulans, les vieilles en guenilles, les enfans presque nus, tout le peuple du pavé semble vouloir rentrer dans les murs, couché, pressé, en tas multicolores et malodorans, dans le liséré d'ombre qui borde les maisons. Et cette ville de la Belle-au-Soleil-dormant restera ainsi, frappée de torpeur, jusqu'à cinq heures, jusqu'au coup de vent qui n'apportera pas de fraîcheur, mais rebroussera l'eau du golfe, crêtera d'argent les vagues verdâtres, fera danser les barques rondes et les torpilleurs mouillés devant la Tour Blanche.

Salonique n'est vraiment elle-même qu'au déclin de l'après-midi, lorsque la place de la Liberté retentit des cris des vendeurs qui annoncent : « *Indépendant... Nea Alithia... Hellas...* » Les feuilles, encore humides, dont l'encre déteint sur les doigts qui les déplient, sont enlevées en quelques minutes et vont porter partout les nouvelles souvent douteuses. Que de paroles mystérieuses sont chuchotées autour des tables de café ! A six heures, le bout de la rue Venizelos, la place de la Liberté, le quai jusqu'à la rue de Salamine, sont vraiment le cœur de la cité, où la vie afflue et palpite. Les belles dames juives ou grecques apparaissent alors, parées de toilettes claires, au

balcon du Cercle, à la terrasse de l'Olympos, devant la pâtisserie Floca. Le Cercle, où fréquente la bonne société de Salonique, et qui accueille les étrangers de passage, est ouvert aux dames trois fois par semaine. Elles y invitent leurs amies et c'est leur plaisir que de dîner sur la terrasse, en contemplant la magnificence des soleils couchans, le mouvement des bateaux en rade et le va-et-vient des promeneurs...

Les plaisirs du soir sont modestes et toujours les mêmes. On va dîner au restaurant de la Tour Blanche, puis on s'assied dans le jardin qui borde la mer et l'on reste, accablé par la lourde nuit, à goûter des boissons glacées et à regarder les gens qui passent. Sur l'écran d'un cinématographe en plein air, des images démesurées s'agitent tristement, au bruit que fait un pauvre petit orchestre, tandis que les tsiganes du restaurant jouent des tangos surannés, et que plus loin, derrière une haute palissade, montent les éclats de voix criardes et les bravos d'un café-concert... La mer, toute noire, n'a pas un frisson, pas un soupir. Au loin, les feux rouges et verts des signaux clignotent, s'éclipsent, se ravivent, et les bâtimens qui gardent l'entrée de la rade causent silencieusement dans la nuit. Des barques chargées de promeneurs s'éloignent un peu de la rive, dans les limites qu'un règlement sévère leur assigne. Elles passent, avec un bruit de rames et de chansons sans gaîté, traînantes chansons, dont le rythme monotone engourdit nos rêves... Ainsi, les heures coulent, et quand il faut rentrer, le quai, obscur sous le ciel obscur, nous rappelle les avenues parisiennes, menacées, elles aussi, par les zeppelins, et qui comptent presque autant de dangereux caniveaux, de pavés traîtres et de tranchées imprévues...

***

D'autres soirs, on va dîner dans les petits restaurans grecs ou dans les « popotes » amies.

Des gourmets, curieux de cuisine exotique, ont fait des découvertes, à leur profit personnel et au profit de quelques initiés. On vous annonce, mystérieusement, qu'il y a un Samos remarquable ou un merveilleux Santorin à six sous le verre, dans une boutique de la rue Bulgaroctone; qu'un restaurateur de la rue Ignatia possède un vin de Crète fort délectable, et que, pour goûter les meilleurs plats grecs, il ne faut pas aller

dans les établissemens fastueux, mais au boulevard Olga, chez Socrate...

Je connais Socrate. Son petit restaurant ressemble à tous les autres : quelques tables brutalement éclairées par une lampe à l'acétylène; au mur, le portrait du roi en face du portrait de Venizelos, des chromolithographies en couleurs tendres offensées par les mouches, et, dans de vieux cadres ternis, des images populaires représentant des Palikares de 1820. Au fond de la salle, le fourneau avec cinq ou six bassines de cuivre où mijotent les plats du soir : courgettes, tomates, ragoût d'agneau, soupe au poisson. A l'ordinaire, le client fait lui-même son menu, non d'après un papier, mais d'après nature, en humant le parfum des fricots. C'est l'usage dans tous les restaurans de cet ordre. Il en va autrement chez Socrate. Grand, maigre, la tête grise, le nez majestueux, le front barré de rides, vêtu d'un gilet et d'un vieux pantalon, sans veste et sans tablier, Socrate opère lui-même — je devrais dire qu'il officie, — et ne permet à personne l'approche de ses fourneaux. Il accueille les gens qui lui plaisent et n'a jamais de place pour ceux dont la figure ne lui convient pas. Demandez-lui ce qu'il prépare pour votre dîner. Il répondra que c'est son affaire et que vous n'avez pas à l'interroger. Vous n'avez qu'à vous asseoir, attendre, et manger ce qu'on vous servira.

« Je suis le ministre de l'estomac. Je sais ce qu'il lui faut. »

Asseyez-vous donc, et attendez. Socrate, pour réjouir vos yeux et vos narines, mettra sur la table un petit bouquet de basilic. Il vous apportera une carafe d'eau glacée et du raki, en guise d'apéritif; des poissons salés, du saucisson, des olives noires, simples bagatelles bonnes à ouvrir l'appétit. Un potage aux herbes suivra, puis des boulettes de farce et de riz, roulées dans une feuille de vigne, l'inévitable ragoût d'agneau, des tomates à l'huile, le *yahourt* bulgare, quelque fromage aromatique, des fruits mûrs et du café turc. Avec cela, un vin de Crète rouge, du Mavrodaphni, ou du Santorin qui se laisse boire et chauffe sournoisement la tête de ceux qui se fient à sa douceur. Le repas révèle les soins d'un esprit attentif et d'une main experte aux savans dosages; il est coloré, si j'ose dire, haut en saveur, truculent sans grossière abondance. Il est digne d'être estimé par des Français, connaisseurs délicats qui, dans toutes les contrées du monde, regrettent la cuisine, l'incompa-

rable cuisine de leur pays. Socrate reçoit l'éloge qu'il espérait. Il est digne, un peu attendri, il proclame ses opinions vénizélistes et ses sympathies pour la France.

— Une grande nation, messieurs, une nation que j'aime... Une nation qui a produit des génies, des philosophes, des penseurs, des Voltaire, des Victor Hugo, des Pasteur, des Jules Verne!

... Les autres restaurateurs de Salonique, plus élégans, ne valent pas Socrate, au double point de vue culinaire et poétique; mais certaines « popotes » s'enorgueillissent de leurs cuisiniers. J'ai des amis, rue Ayos-Triados, qui m'invitent souvent et poussent la délicatesse jusqu'à s'informer de mes préférences. Je réponds toujours :

— Je voudrais des pommes de terre frites.

C'est que les hôteliers grecs ne connaissent pas, ne soupçonnent pas la pomme de terre frite, cette merveille! Aussi mes compatriotes me gâtent... Bien que j'aie échappé jusqu'ici aux maladies endémiques, je me trouvai souffrante pendant quelques jours, et le médecin me mit au régime... Légumes verts, œufs frais, — trésors introuvables!... Une bonne grosse dame grecque, ma voisine, étant venue prendre de mes nouvelles, me dit que j'allais probablement mourir de faim. Mais l'amitié veillait sur moi. Et la dame grecque vit arriver un matelot porteur d'un bouquet superbe enveloppé de papier blanc, un bouquet non pas de roses, mais de petits artichauts tendres à longues tiges; peu après, un soldat de la légion étrangère me remit une boîte à bonbons, remplie de pommes de terre nouvelles cultivées à Vatiluk... Enfin, un jeune rabbin, aumônier de l'armée, animé d'un esprit charitable, m'apporta quelques œufs frais, découverts chez un Israélite de la vieille ville, après un débat de style biblique, en judéo-espagnol... Et la dame grecque, rassurée sur mon avenir, soupira :

— Comme ils sont polis, les Français ! Comme ils sont polis !...

Elle croisait ses mains grassouillettes sur sa poitrine plantureuse et levait vers le plafond des yeux de Junon placide. Bonne M[me] Protopappas! Elle songeait peut-être à son mari, un fringant capitaine qui la délaisse, sous prétexte de service, et fréquente les dames cosmopolites des music-halls. Un soir, cette épouse indignée, mais résignée, avait fait des confidences à une de mes amies, sur le danger que court une honnête

bourgeoise d'Athènes lorsqu'elle épouse un lieutenant aux yeux bleus, à la moustache retroussée, à la taille pincée par le dolman strict, un beau lieutenant sans fortune. Et elle avait conclu par cette réflexion mélancolique :

— Autrefois, les mœurs étaient plus pures et les mariages plus heureux. Maintenant, les hommes veulent de l'argent et trompent leurs femmes. Les pères de famille sont bien fous de rechercher des militaires comme gendres, parce que c'est la mode... Ils donnent des cent mille francs pour un petit officier qu'on aurait eu pour trente mille, il y a quelques années... Ah! bientôt Athènes sera plus corrompue que Paris...

Cette ingénue Mme Protopappas était persuadée que Paris est la sentine de tous les vices. Elle m'a posé la question classique :

— Vous allez souvent au Moulin-Rouge?

Elle a été fort surprise parce que je ne connaissais pas mieux qu'elle ce lieu de délices aujourd'hui consumé par le feu purificateur. Les prévenances dont mes compatriotes m'ont entourée, pendant quelques jours de maladie, ont achevé de renverser ses idées sur les mœurs françaises. Déjà, elle avait marqué un étonnement sans bornes en voyant le portrait de mes enfans. Elle supposait qu'en France, les femmes du peuple, seules, ont plus d'un enfant. Les autres femmes ne daignent... Ainsi détrompée, Mme Protopappas inclina peu à peu vers le scepticisme et elle opposa même aux enthousiasmes germanophiles de son époux cette idée simpliste, mais juste, « que tout ce qu'on raconte n'est pas vrai, que ni les Français ni les Françaises ne ressemblent aux êtres abominables qu'on voit dans certains romans à couverture jaune ou dans certaines pièces de théâtre ; qu'ils ne passent pas leurs nuits au Moulin-Rouge, que les femmes ne sont pas forcément des mères dénaturées et que les maris ne sont pas plus infidèles ni pas moins fidèles que les maris grecs... Et si l'on débitait des mensonges à propos des mœurs, on en devait débiter également à propos de la politique !... » Raisonnement bien féminin, mais logique, mais irréfutable! J'ignore si M. Protopappas fut convaincu, mais je suis sûre qu'au fond du cœur, Mme Protopappas est devenue francophile, par sentiment, par instinct, — peut-être aussi par esprit de contradiction...

Il ne faudrait pas tomber dans ce même défaut de jugement que nous reprochons aux étrangers. Dieu me garde d'assimiler

tous les Grecs à M. Protopappas et toutes les dames grecques à son épouse. J'ai vu des types très différens, dans les salons de Salonique où l'on essaye de vivre un peu la vie mondaine.

Ces salons ne sont pas très nombreux. Plusieurs familles riches sont en deuil. D'autres, épouvantées par la menace bulgare, sont allées en Vieille-Grèce. Quelques dames courageuses restent encore, qui ouvrent volontiers leur maison, sans grande cérémonie, donnant ainsi aux artistes amateurs l'occasion de se produire. On joue le bridge; on écoute un peu de musique; on entend les racontars du jour. Des hommes qui portent en France des noms célèbres se retrouvent là, sous l'uniforme, avec des chefs militaires glorieux, des médecins, des aviateurs, quelques officiers permissionnaires venus du front, des mamans tranquilles et des jeunes filles élevées à l'occidentale, moins timides que nos provinciales de France et très bien renseignées sur notre littérature et notre théâtre. On voit aussi dans ces salons deux ou trois officiers serbes, un ou deux marins italiens, des consuls de Puissances alliées avec leurs femmes; quelquefois une infirmière qui a bien gagné une soirée de repos et de détente. Les civils, ce sont les Saloniciens, qui, dans cette minuscule Babel, parmi tous ces uniformes, semblent être les personnages anormaux et imprévus!

***

Il n'y a pas de véritable vie intellectuelle à Salonique, en dehors de la vie scolaire. Il n'y a pas d'artistes, de savans, d'écrivains. Toute l'activité des hommes est tournée vers la politique ou les affaires qui, avec les incidens de chaque jour, fournissent le thème ordinaire des conversations. En revanche, que d'intrigues se nouent et se dénouent qui mettent en jeu l'ambition avouée ou secrète, les intérêts de toutes sortes, la passion du gain! Ici, les choses et les gens se prêtent à tous et ne se livrent à personne, ce qui trouble désagréablement l'Occidental et lui ôte la sensation de pleine sécurité. Un peuple composite, instruit par une expérience séculaire, regarde en spectateur l'histoire qui se fait, sur son propre sol, à son profit ou à son détriment, mais jamais par sa volonté libre et ses mains. Il considère avec scepticisme les maîtres de l'heure, sachant bien que l'heure passe, et qu'une étrange fatalité, en ce coin du monde, ne permet pas au conquérant une définitive

conquête. Entre les hommes d'affaires israélites et les fonctionnaires grecs, grouillent des êtres singuliers qui ne sont ni juifs, ni grecs, ni « ententophiles, » ni germanophiles, qui changent de nationalité et de religion comme un reptile change de peau, servent qui leur est utile tant qu'il leur est utile, ont des cartes dans tous les jeux, des complices dans tous les partis, des travestissemens et des opinions pour toutes les circonstances.

Un officier français, obligé de traiter une affaire avec un de ces personnages, qu'il croyait être sujet grec, montra de l'étonnement lorsque le personnage en question se déclara citoyen de la libre Amérique. Il crut voir en lui un de ces émigrans qui ont séduit la fortune et assuré leur situation en réclamant le droit de cité. Bonnement et sans ironie, il demanda à cet Américain quelques détails sur les choses d'Amérique. Mais l'autre s'excusa de son incompétence, en l'expliquant par ce fait qu'il n'était jamais allé aux États-Unis.

— Pourquoi donc, fit le Français naïf, vous êtes-vous fait Américain?

— Monsieur, je suis né à Salonique et je n'ai jamais quitté Salonique. Mais depuis cinq ans seulement, monsieur, depuis l'année 1912, j'ai vu ici l'armée turque d'abord, puis l'armée grecque et l'armée bulgare; puis l'armée grecque toute seule; puis l'armée française, l'armée anglaise, l'armée serbe, et demain peut-être, j'y verrai l'armée russe et l'armée italienne... Eh bien! j'en ai eu assez, monsieur, j'en ai eu assez, et pour être sûr de vivre tranquille, au milieu de toutes les armées qui pourraient venir, je me suis fait Américain!

C'est ainsi que tout le Levant est rempli de ces gens qui, pour être tranquilles, — et surtout pour éviter le service militaire, — se sont rattachés à de lointaines Puissances et, dans ce pays de leurs ancêtres, se sont faits sujets français, espagnols, italiens, roumains, ou anglais. Certains ont fait preuve de loyalisme, et je sais des protégés français qui ont donné leur amour et leur sang à leur patrie d'élection. A ceux-là va notre amitié fraternelle. Mais il n'en est pas moins vrai que cette facilité de rattachement à des nations protectrices, impliquant la facilité d'échapper aux lois et aux charges qui pèsent sur le pays d'origine, favorise des calculs sans noblesse.

A Salonique, en particulier, le sentiment patriotique est

totalement ignoré par un grand nombre de gens. Ceux-là sont devenus Grecs comme ils seraient devenus Autrichiens ou Ottomans, selon que le sort des armes en aurait décidé. Leur patrie, c'est, avant tout, leur famille et leur comptoir; c'est, tout au plus, leur ville. On prétend qu'ils conservent chez eux des drapeaux de toutes les nations balkaniques, afin qu'aucune éventualité ne les prenne au dépourvu. Ils n'aiment pas le Bulgare, qu'ils considèrent comme un maître avide et brutal; ils n'aiment pas davantage le Serbe auquel ils dénient la faculté de gouverner et d'organiser. Ils redoutent le Grec, dangereux concurrent commercial. Au fond, ils regrettent le Turc, tyran bénévole, et peut-être appellent-ils, de leurs vœux secrets, l'Autrichien, cet éternel amant de la « ville convoitée. »

Je disais que Salonique est un foyer d'intrigues; c'est aussi une grande usine à fausses nouvelles, soigneusement fabriquées dans les officines des germanophiles, expédiées en Vieille-Grèce et beaucoup plus loin. Tout le monde bavarde, dans cette cité où les pires adversaires se coudoient sans cesse et vivent les uns contre les autres, où les récits tendancieux, jetés dans la potinière que sont les cafés, les promenades, les bureaux, les lieux de plaisir, circulent et grossissent, et, même démentis, laissent après eux des émotions troubles. On ne peut faire vingt pas sans rencontrer des figures de connaissance. Une femme ne saurait mettre un chapeau neuf ou causer avec un aimable voisin sans que la nouvelle n'en soit portée, le jour même, de Betchinar à Calamari. Nul n'ignore ce qu'ont dit et fait les plus grands personnages et les moindres, de quelle humeur est le généralissime, quels furent les invités de l'amiral anglais, pourquoi tel officier va rentrer en France, pourquoi tel médecin-major veut quitter son hôpital, quel conflit s'éleva entre tel et tel service. Et l'on apprend aussi que les Portugais vont débarquer, que Venizelos se cache, dans une maison truquée d'un faubourg, ou se promène déguisé en marchand d'oranges; que Verdun tombera cette nuit, que Sarah Bernhardt arrive demain, et que le roi Constantin, — qui adore la France, — va se mettre à la tête de ses troupes et nous offrir l'aide de son génie militaire, « le plus grand qui ait paru depuis Napoléon, » cela demain, après-demain, ou la semaine prochaine au plus tard...

Potins d'un jour, qu'on débite sans y croire, mais qui ne sont jamais inoffensifs et brouillent les lignes déjà trop confuses

des réalités, potins qui changent les figures les plus caractéristiques en caricatures outrancières, dénaturent les sentimens, sèment des fermens de panique périlleuse ou des germes d'illusions... Bien des fois, l'on m'a mise en garde contre les faux renseignemens ou les invitations au bavardage qui tendent, par des moyens contraires, au même résultat. Connaissant un peu l'Orient, je savais sur quel malentendu vivent les gens du pays et les étrangers. Les uns ne disent jamais toute leur pensée et se font honneur d'une dissimulation qui est devenue en quelque sorte la vertu nationale, après des siècles de servitude; les autres se font gloire, au contraire, de dire tout ce qu'ils pensent et de croire tout ce qu'on leur dit. La belle confiance, faite de bienveillance naturelle, d'un peu de vantardise et de quelque étourderie, la confiance qui incline trop facilement aux confidences, qui s'exprime par des déclarations à voix haute, en lieu public, chez un peuple qui semble aimer la France parce qu'il parle volontiers français, cette confiance imprudente nous a fait ici beaucoup de mal...

Mais qui empêchera des Français, des jeunes gens, de parler quand ils en ont l'envie et le besoin? Ils sont les plus sociables des hommes et ils sont exilés, et ils meurent d'ennui. Ils sont arrivés, pleins de souvenirs classiques nourris depuis le collège, aimant la Grèce, aimant les Grecs, sûrs d'en être adorés. On les recherche : on les invite; les femmes et les jeunes filles leur font bon accueil, dans cette société mêlée où tant de figures demeurent énigmatiques ou ne sont même plus équivoques... Il y a, parmi les soi-disant amis de la France, des gens qui seront peut-être expulsés demain. Il y en a qui devraient être expulsés déjà, car leurs relations avec nos ennemis sont certaines. Habiles à retourner leurs casaques, ils portent aujourd'hui nos couleurs, mais l'envers de l'habit a d'autres couleurs, allemandes ou autrichiennes. Et que dire de nombreux officiers grecs, germanophiles de sentiment et de désir, qui rongent leur frein, sourient, patientent, observent et nous haïssent!

***

Le colonel S..., qui m'avait reçue le mois dernier, dans le village ruiné de K..., sur la frontière, lors de cette randonnée en automobile qui m'amena tout près du front, est venu me rendre ma visite à Salonique. Il a changé de cantonnement.

Avec ses zouaves et ses légionnaires, il est installé dans un village habité par des réfugiés de toutes races, au bord d'un charmant petit lac.

« Il faudra, m'avait-il dit, que vous demandiez l'autorisation de venir voir ces pauvres diables qui ne valent pas cher, probablement, mais font pitié... Mes soldats les nourrissent, et j'ai quelquefois, à mes trousses, des bandes de gosses qui espèrent des croûtons... En somme, le village vit sur nous, et redoute notre départ comme la peste... Oui, venez voir ça. Vous pourrez répondre aux Grecs qui racontent des histoires horrifiques sur les « atrocités françaises en Macédoine... »

Une occasion se présenta pour le colonel de renouveler son invitation et pour moi de l'accepter. Deux officiers du ***, venus à Salonique pour des affaires qui concernaient le régiment, m'offrirent une place dans leur automobile. L'autorisation nécessaire me fut gracieusement accordée, et je partis, de bon matin, sans autres bagages qu'un petit sac, puisque nous devions être à D... pour le déjeuner et que la voiture me ramènerait le soir même.

Il faisait un temps orageux, assez pénible, avec un ciel troué de bleu, et ce soleil blanc, dont la réverbération est si douloureuse pour les yeux et la morsure si cuisante. J'avais acheté, en passant, chez un confiseur de la rue Venizelos, plusieurs kilos de chocolat et de pâtisseries destinées aux mioches qui attendaient ma visite et qui sont sensibles, je le sais, à cette forme spéciale de propagande. Nous sortîmes de Salonique par la route qui traverse les camps de Zeitenlik, et qui est l'empire de la stérile déesse Poussière. Passé le petit fleuve au lit de cailloux desséchés, passés les cimetières turcs hérissés de chardons et de cyprès, passés les camps avec leurs baraques et leurs tentes, nous roulons vers Topsin. La route est mauvaise. A chaque instant, des cahots nous jettent les uns contre les autres, et les paquets de provisions démarrent sous nos pieds. La chaleur, qui monte rapidement, ne me laisse plus supporter mon voile. Néanmoins, je m'accommode avec bonne humeur de ces petits inconvéniens, car, — mes deux compagnons de voyage m'en ont prévenue, — ce sera bien autre chose dans la région des lacs où la route n'est plus qu'une piste et où l'on se guide d'après les ornières.

Un peu avant Topsin, nous rencontrons d'immenses trou-

peaux, conduits par des bergers aux tuniques de laine blanche brodées de noir, aux grandes houlettes de forme antique. Dans la plaine foisonnante d'herbe grise et de coquelicots, sous le soleil dévorateur, les bêtes pressées piétinent, soulevant un nuage suffocant. Elles descendent de la haute Macédoine, chassées par les armées qui occupent leurs terrains de pâture, et elles suivent cette vallée du Vardar qui marque la voie séculaire des invasions. Ailleurs, des caravanes défilent, avec des ânes et des mulets surchargés de ballots, de tapis, d'ustensiles, de provisions, que recouvrent des étoffes noires et rouges. Des enfans sont juchés sur cet édifice qui branle au pas de la bête. Les femmes, aux vêtemens bariolés, la tête voilée de blanc, marchent en arrière, courbées sous des fardeaux. Par endroits, la horde pastorale s'est fixée, pour quelques jours; elle a planté ses tentes sombres et lâché ses troupeaux en liberté. Ces hommes et ces femmes qui semblent les survivans d'un autre âge, les éternels fuyards que pousse l'éternelle invasion venue du Nord, à dates quasi régulières, comme une marée, tournent à peine leurs yeux vers nous et restent debout et silencieux, tandis qu'aboient éperdument leurs chiens sauvages.

Notre route doit contourner le lac Amatovo. Nous remontons la vallée du Vardar, qui s'élargit à notre gauche. Le fleuve, gonflé par la fonte des neiges et les grandes pluies du printemps, luit avec un reflet d'étain autour des bouquets de saules qui naguère marquaient son lit et que les eaux débordées baignent comme des îlots de verdure. Des montagnes bleuâtres surgissent, par vastes plans superposés, dans la chaude brume orageuse. Il n'y a plus, maintenant, aucune trace de vie civilisée, pas un champ cultivé, pas une maison intacte. Les guerres balkaniques ont passé en trombe sur cette contrée qui pourrait être une des plus riches du monde. La terre, grasse et molle, sans un caillou, pétrie et pénétrée par les eaux, se prête malaisément au tracé des routes, mais elle recèle une puissance de fécondité prodigieuse; à peine travaillée, sans fumure, elle peut, dit-on, donner chaque année double moisson, blés de printemps et maïs d'automne. Abandonnée, elle se couronne d'herbes épaisses, de fleurs folles : les mauves croissent, par touffes énormes, sur de larges espaces qu'elles empourprent d'une douce couleur rosissante; le bleu des orchis rappelle les émaux persans; la nielle foisonne dans l'orge verte, et partout

les coquelicots mettent leur joyeuse note écarlate et leur vague relent opiacé.

Avec des bonds subits et des écarts inquiétans, l'automobile, haut sur roues, traverse les pistes que suivit, sept mois plus tôt, l'armée française en retraite. Nous longeons d'anciens campemens où mes deux compagnons retrouvent les souvenirs de leur passage, en novembre 1915. Ce sont des espèces de cirques creusés dans la terre, comportant des abris pour les canons et pour les hommes, de véritables cités de troglodytes, que la nature efface déjà comme elle efface les vieilles tombes dans les cimetières oubliés... Tout à coup, la voiture s'arrête. Le chauffeur fait des signes d'incertitude. On s'informe. Y a-t-il une panne?... Non, c'est pire : il n'y a plus de route. Plus de route, est-ce possible?... C'est vrai, pourtant. Notre guide a dû se tromper, à quelque croisement; il a pris un sentier qui ne va nulle part. Nous n'avons pas de cartes et l'heure avance... Rebroussant chemin, nous allons vers quelques soldats territoriaux qui font des travaux de terrassement. La chemise ouverte, un mouchoir de couleur noué sur la tête, à la façon des moissonneurs de France, ils manient la pelle et la pioche avec lenteur. Ce sont des paysans quadragénaires, aux figures ridées, aux cheveux gris, qui ne parlent guère et ne chantent pas en travaillant, comme les jeunes hommes. Ils ne peuvent pas nous renseigner; ils ne savent pas où est le lac Amatovo, ils ne savent même pas comment s'appelle le lieu où ils travaillent; ils savent seulement que « c'est un bien sale patelin et qu'on s'y fait vieux... »

— Tournez par là, dit un caporal, vous trouverez un poste où il y a du monde. Toujours tout droit, et bonne chance!

Nous tournons, et toujours tout droit nous apercevons bientôt une maisonnette qui s'esquisse au milieu de la plaine, entourée de quelques arbres. Un puits. Un factionnaire dont l'arme brille. L'automobile stoppe. Un des officiers descend, mais le factionnaire l'arrête et demande, par gestes, le laisser-passer, — par gestes, car ce soldat consciencieux est un tirailleur annamite, menu, propret, et qui ne rit pas sous son chapeau pointu. Il n'entend pas le français; il ne comprend rien aux papiers qu'on lui montre; il ne connaît rien que sa consigne.

— Il doit y avoir un sous-officier par ici! Où est le sous-officier? crie le lieutenant.

Un soldat qui tirait l'eau du puits s'avance. Va-t-il nous renseigner?... C'est un grand diable très maigre, l'air fatigué et nonchalant : un Serbe! Rencontres bizarres, ce Serbe et cet Annamite isolés dans la plaine de Macédoine, avec un sous-officier français que nous découvrons enfin et qui s'excuse de ne pouvoir nous être utile!... Arrivé depuis trois jours, il ne connaît pas le pays... Je pense que la conversation doit languir quand il se trouve seul entre son Serbe et son Annamite!

A tout hasard, nous continuons dans la direction du Nord... Hélas! notre erreur initiale se décèle, quand nous approchons du lac Amatovo. Ce lac, aux limites incertaines, qui se prolonge en immenses forêts de roseaux, a débordé dans la plaine, et se confond avec les ruisseaux qui l'alimentent. Or, nous l'avons contourné du mauvais côté. Il nous faut refaire vingt kilomètres en arrière, ou risquer la traversée d'une espèce de rivière, sur un pont inachevé que construisent des sapeurs du génie. Va donc pour la traversée, que nous faisons, à pied, sur les solives branlantes du pont, et que l'automobile exécute à son tour, tant bien que mal. Mais au delà du pont, la route est si détrempée, qu'à cinquante mètres à peine l'automobile s'embourbe et s'enfonce, enlizé jusqu'aux essieux!

Vains efforts pour démarrer! Les soldats du génie nous prêtent main-forte, et le chauffeur, les officiers, tous, s'acharnent après la voiture dont le moteur frémit d'ardeur inutile, et qui ne bronche pas... On m'a priée d'attendre, sur le bord du chemin, et j'attends, bien sage, abritée par mon ombrelle. Ce bord du chemin n'est qu'un talus de vase durcie, qui cède sous mes pieds. Je ne suis pas bien lourde, mais si je reste en place, je ferai comme la voiture : je m'enlizerai. Je marche donc, avec prudence, sur la croûte de terre qui couvre le marécage. De chaque côté, les roseaux forment une petite forêt très drue, d'un vert triste, qui sent la boue. Des oiseaux aquatiques s'envolent. Une grosse couleuvre se détortille et fuit. Le redoutable soleil de deux heures tombe, verticalement, implacablement, sur cet agréable paysage et sur ma pauvre ombrelle qu'il traverse! Je me sens fondre; j'ai l'âme pleine de pitié pour mes infortunés compagnons et pour les soldats qui tentent le sauvetage de notre char embourbé...

— Il faut y renoncer, dit le lieutenant. On ne sortira jamais de là si l'on ne trouve pas des mulets.

Où les prendre, les mulets? Il y en a, paraît-il, dans les environs : des mulets du génie. On ira les chercher... Pas tout de suite. Nous sommes à moitié morts de chaleur, de soif et de faim. Et le colonel S... qui nous attend pour déjeuner !

Les deux lieutenans se confondent en excuses, comme si je pouvais leur tenir rigueur d'une erreur bien involontaire, et quand nous avons pris le parti de rire de cette aventure, nous empruntons aux provisions si heureusement réservées, de quoi faire un repas frugal. On repasse le pont à moitié construit, on traverse un ravin, et l'on gagne, non sans peine, le poste le plus voisin où cinq ou six militaires nous accueillent avec un réel ahurissement. Ils s'attendaient à tout, sauf à recevoir une dame ! une dame française !

Pauvre petit poste ! un toit de joncs, quatre murs de terre : un lit de sangle, une table et deux bancs. Pas de cheminée, le foyer sur le sol même. La fumée a tout noirci ; elle pique mes yeux et me fait tousser, mais elle ne gêne pas les mouches, les innombrables mouches, qui ne craignent rien et gâtent tout. On étale sur la table les pâtisseries saloniciennes, un peu gluantes et collantes, et nos hôtes nous offrent du pain de troupe et du café dans des quarts, et l'inévitable *gnole*... Et puis, ils demandent des nouvelles, car ils ne voient personne et ne savent rien de ce qui se passe.

— On est là depuis sept mois ! soupire le cuistot penché sur la marmite au café, depuis sept mois !...

Pendant que les autres vont à la recherche des fameux mulets, je reste seule, sous la protection de ce brave homme qui me raconte ses petites affaires. Il est de la Saône-et-Loire, « un beau pays, bien industriel, » pas comme cette affreuse Macédoine...

— Non, regardez un peu c'te pays ! Quel chameau de pays ! y a rien à voir que des serpens et des cigognes ! En v'là core une, de cigogne !... Entendez si elle claque du bec !... Et les mouches ! Saletés de mouches ! Faut que je vous les épouste, ces mouches !... Allons, madame, core un peu de café !...

Et d'un ton prudent :

— Quoi qu'on dit là-bas? Ça va t-il finir bientôt, c'te guerre?

La fumée me chasse dehors. Je me délasse à marcher dans l'herbe haute, étoilée de marguerites blanches et de jaunes anthémis. Les montagnes farouches qui semblent toutes voi-

sines se drapent de flottantes vapeurs. Il pleut, pas très loin, et tout à coup, brusque et brutal, le vent galope à travers la plaine, apportant l'orage...

L'orage éclate. Réfugiée dans la cahute de boue, avec l'homme de la Saône-et-Loire qui me vante les splendeurs de son pays « bien industriel, » je regarde tomber l'averse violente et brève. Un arc-en-ciel se forme et se dissout. Le soleil reparaît. Et voilà qu'un bruit de moteur et de trompe annonce l'arrivée de l'automobile, un peu boueux, mais sauf.

...Nous dûmes refaire en sens contraire une partie du chemin parcouru. Vers le soir, dans un paysage plus accidenté, raviné de torrens et de roches, nous vîmes une église abandonnée, avec son campanile où nichaient des cigognes, et son petit cimetière envahi par la verdure et tout paré de grenadiers merveilleux. Quand le ciel se fana sur les montagnes occidentales, apparurent des champs de pavots, qui semblaient refléter le crépuscule. Par milliers, les fleurs lourdes de pluie, presque mourantes, courbaient leurs corolles effeuillées par l'orage et dont les pétales amollis se détachaient, au moindre frisson. La beauté funéraire de ces fleurs, la noblesse des hauts pistils verts et nus, cassettes scellées où mûrit le trésor des graines noires, le parfum d'opium qui s'en exhalait, me faisaient penser à quelque vallée élyséenne, à des enfers sans tourmens, royaume du souvenir, du songe et de la mélancolie.

L'odeur maléfique, traînée par le vent, s'affaiblit autour de nous et bientôt nous vîmes bleuir le lac Ardzan au pied des montagnes qui séparent la Macédoine de la Serbie. Le village de Dr..., traversé par un ruisselet torrentueux, rassemble, sur un terrain mouvementé et jusqu'au bord du petit lac, ses humbles maisons de terre sèche. Il n'a, pour ornemens, que son église et son konak dont le toit conique et débordant sur une galerie circulaire prend je ne sais quel air chinois. Une maison blanche, plus blanche et plus belle que les autres, s'élève un peu isolée, non loin d'un platane qui est le seul arbre important du pays. Cette maison, autrefois gendarmerie grecque, abrite aujourd'hui le colonel S... et son état-major.

Ce ne fut pas une mince surprise pour le colonel S... que de nous voir débarquer devant sa maison. Il ne nous attendait plus et il croyait que nous n'avions pu quitter Salonique ou que nous avions eu quelque fâcheux accident. Il me

présenta ses officiers que j'avais aperçus déjà, presque tous, à K..., et me déclara que le dîner ne vaudrait pas le déjeuner. On avait mangé les plats les plus succulens et les brochets du lac, des brochets comme on n'en voit pas sur les tables de Salonique. Il s'excusa aussi sur l'hospitalité qu'il était forcé de m'offrir et que j'étais trop heureuse de trouver, puisque je ne pouvais repartir dans la nuit. La petite chambre qu'il mit à ma disposition était bien rudimentaire, au point de vue du mobilier, et comme on était tout près des lignes, on entendait la sourde musique du canon. Rien de tout cela n'était pour me déplaire, pas même la menace des avions ennemis, qui rendent, paraît-il, de fréquentes visites nocturnes au village.

Pendant que l'on préparait le dîner, le colonel me fit faire le tour du propriétaire. Il me montra le moulin à eau, ingénieusement organisé par un paysan sourd-muet, l'église fermée à cette heure, le konak, et une grande cour de ferme où des zouaves chargeaient les mulets d'un convoi de ravitaillement. Cependant, à notre vue, les indigènes de D... donnaient des signes d'émotion. La marmaille, enhardie par des distributions de pain et de soupe, piaillait de bonheur et devenait familière. Dix enfans, puis vingt, puis cinquante, nous faisaient escorte, les plus grands traînant les plus petits. Les pères se montraient à distance respectueuse. Quant aux mères, elles se risquaient à peine sur le seuil de leurs maisons.

Je demandai au colonel si ces femmes de D... étaient jolies. Il me répondit qu'on n'en pouvait guère juger, d'abord parce qu'elles évitaient les hommes, et puis parce qu'elles étaient horriblement sales. Il me dit encore que, dans toute la Macédoine, les femmes étaient ainsi timides et distantes, par tradition, par prudence surtout, parce que leurs hommes les battent si elles osent regarder un étranger. Cette austérité des mœurs macédoniennes a déçu bien des Français qui rêvaient de romantiques aventures.

Cependant, le bruit de ma visite s'était répandu dans le village, et ce fut pour les dames du pays une occasion inespérée de rompre avec la coutume. J'étais à la fois la raison et le prétexte d'une curiosité qui s'adressait un peu à moi et beaucoup à mes compagnons. Par petits groupes, les vieilles femmes arrivèrent, puis les jeunes, toutes en guenilles, pieds nus dans la boue, se grattant la tête et tendant vers moi des mains

suppliantes, affectueuses et crasseuses. Une grand'mère, atteinte d'une espèce de gale, voulut même me caresser la joue... Le colonel intervint; le pope se fâcha, et les bonnes femmes se contentèrent alors de toucher ma robe et mon chapeau, d'admirer mes bagues, et de me demander combien j'avais d'enfans.

Le pope n'était pas moins curieux. Comme les femmes, très excitées, parlaient toutes à la fois, il leur imposa silence et tenta d'interroger le colonel pour son compte particulier. Il savait tout juste quinze ou vingt mots français, et le colonel baragouinait un fantastique patois gréco-serbo-bulgare.

Le pope voulait savoir ce qu'était la dame française. Il supposait que c'était peut-être la femme du colonel. On essaya de lui expliquer comment j'étais venue en Macédoine et jusqu'à Dr..., « pour voir les malheureux, pour secourir les enfans, et leur apporter des gâteaux, du chocolat... » Le mot de « chocolat » suscita un vif enthousiasme, et le pope résuma ainsi l'opinion de ses paroissiennes :

« C'est la femme de France qui a le plus d'argent!... »

Et cette affirmation, — combien fausse! — me valut la considération générale.

***

Le dîner était servi dans une chambre blanchie à la chaux, tout égayée de fleurs et de feuillage. Le luminaire n'était pas éblouissant et la nappe n'était pas très fine. L'argenterie et les cristaux précieux ne la couvraient pas. Mais fiez-vous à des Français pour embellir de grâce et d'esprit le plus humble décor. La chère était délicieuse, les convives animés de gaîté sympathique, et l'étrangeté même du lieu, du temps, de la situation, nous divertissait tous. La présence du colonel ne gênait pas ses subordonnés qui conciliaient à merveille le respect dû aux galons et l'amitié inspirée par l'homme. Ce chef, énergique et bon, savait être comme un jeune père ou un frère aîné. On sentait qu'il encourageait ses officiers à la confiance, sans que son autorité en fût affaiblie, et qu'il favorisait cette gaîté souvent puérile en apparence, qui est le meilleur remède au cafard. Il voulut que chacun montrât ses talens. « Je m'enorgueillis, disait-il, de posséder quelques artistes dans mon régiment, et parmi mes officiers, deux poètes! Vous voyez que nous ne sommes pas encore des soudards abrutis, et que, dans notre

désert, nous gardons le culte de la beauté, sous ses formes les plus nobles. » Les deux poètes présens à cette table laissèrent violenter leur modestie. Chacun récita plusieurs poèmes qui valaient mieux que les exercices ordinaires des amateurs.

On raconta aussi des histoires de guerre... Ces histoires-là, qui commencent parfois gaiement, sont toujours à la fin un peu douloureuses. Les souvenirs évoqués par des soldats qui avaient combattu en France, aux Dardanelles, en Serbie, appelaient sur leurs lèvres des noms de camarades inconnus pour moi. J'imaginais ces figures disparues; je les voyais presque pareilles à celles de mes hôtes, et je sentais que les morts de la grande guerre ne cessent pas d'être les camarades invisibles des vivans... Chacun de nous se tournait vers eux, en les nommant comme pour leur demander témoignage, comme pour les faire entrer dans notre petit cercle élargi tout à coup, et la pauvre maison sans rideaux, sans meubles, éclairée par de tremblantes bougies, emplie du mystérieux parfum des feuillages et des pavots blancs, accueillait tous ces fantômes.

Un peu plus tard, je fis quelques pas sur le chemin, dans la nuit sombre et splendide, avec le colonel S... Il me dit avec simplicité que c'était son habitude de quitter ses jeunes officiers avant la fin de la veillée pour leur laisser une liberté complète.

— Il me semble pourtant, lui dis-je, qu'ils ne se gênent pas devant vous et que vous n'avez pas un ton de croquemitaine.

— Oui, fit-il, mais j'ai, malgré tout, plus d'années qu'eux et plus de galons. J'ai beau rire et plaisanter avec eux, ils ont toujours de petites choses à se dire qu'ils disent plus librement quand je ne suis pas là... C'est bien naturel. Ce soir, nous avons prolongé la conversation, à cause de vous et pour notre plaisir commun, mais les autres soirs, je me retire de bonne heure... Je m'en vais dans ma chambre ou dans ce qui me sert de chambre, seul, avec mes pensées et mes souvenirs... Ah! ce n'est pas toujours gai!... J'ai une femme et des enfans que je n'ai pas vus depuis plus d'une année, et la mer est grande, et la France est lointaine...

Il me parla longuement de ceux qu'il aimait et il ajouta, gravement :

— Vous avez compris, n'est-ce pas, que je considère comme un devoir d'être gai, ce qui est une façon de rester fort. La discipline et l'autorité n'y perdent rien. J'ai de la poigne quand

il en faut avoir. Mais je ne veux pas de tristesse et de rêvasserie autour de moi. La tristesse est une maladie pire que le paludisme. Je veux maintenir ici l'entrain, l'élan, la gaîté. Je le dois. Et c'est pourquoi je n'ai pas le droit d'être triste...

***

Ma chambre était vraiment fort belle!... C'était une vraie chambre avec un lit pliant, une table et une chaise! une chambre que décorait magnifiquement le drapeau. Quand je me trouvai seule, j'admirai, à la lueur de ma bougie, la belle soie lourde de ses franges d'or, qui semblait éclairer doucement la pénombre. C'était ce même drapeau que le général d'Amade avait remis au régiment nouvellement formé, lors d'une grande revue près d'Aboukir, en mars 1915. Mon ami P..., qui avait assisté à cette cérémonie et me l'avait contée, dans une lettre, ne prévoyait pas qu'un beau soir je verrais de si près ce glorieux emblème et que je reposerais véritablement sous sa protection. Bien que je commence à ne plus m'étonner de l'extraordinaire, et que la vie m'apparaisse comme un roman chargé d'invraisemblances, je sentis vivement, ce soir-là, tout ce que ma situation avait d'imprévu. Je me disais : « Est-ce bien moi qui suis là, dans une maison, au fond de la Macédoine, pas très loin de la ligne où l'on se bat, parmi des gens nouveaux, inconnus hier, qui me sont pourtant fraternels parce que nous sommes de la même race et qui me défendraient contre tout? » Cette amitié délicate et respectueuse qui dépasse ma personne, qui voit surtout la femme et la Française, me toucha profondément. Aussi calme, aussi confiante qu'un enfant parmi les « grandes personnes, » je m'endormis en toute sécurité.

Nul méchant aéroplane ne troubla mon sommeil. Malgré les vagues choses volantes qui rôdaient autour de la moustiquaire, et la timide incursion d'une souris sur la table où j'avais disposé les objets de toilette que contenait, par bonheur, mon sac à main, je reposai fort tranquille et m'éveillai, dans le bleu du matin.

La fenêtre disloquée me montra le plus doux paysage, des chaumes, des vergers, des vignes, des prairies d'un vert velouté, le petit lac avec sa ceinture de roseaux, les hautes crêtes vaporeuses, striées d'ombres mauves qui marquaient les cols et les défilés. Une cigogne blanche et noire, vue à revers et planante,

semblait peinte sur le fond gris et bleu du ciel et des monts comme sur la soie d'un écran japonais. Un coq chantait, des chiens aboyèrent. J'eus la sensation exquise d'un réveil non pas « en campagne, » mais « à la campagne, » dans la nature fraîche et naïve, aussi loin que possible de la guerre... Quand je descendis, cela me parut singulier de voir des zouaves dans l'escalier et autour de la maison. Ces braves gens vaquaient à leurs besognes du matin, et déjà les mioches du village cherchaient pâture. J'avais vu des petites scènes presque identiques, lors des manœuvres d'automne, dans les hameaux du centre de la France, où les enfans, guère moins sales que ces petits Macédoniens, sont comme eux pieds nus dans la boue. Le colonel S... vint me saluer, et me demanda si je n'avais pas eu peur en entendant la canonnade. Je lui avouai mon impression du réveil qui n'était pas précisément dramatique et guerrière...

— Voyez pourtant, me dit-il, sur les sommets des collines qui bordent le lac, ces grands nuages soulevés par l'éclatement des marmites. La guerre est tout près... Nos avant-postes se battent et les Bulgares nous harcèlent chaque jour, sans répit. Demain, peut-être, nous quitterons ce village où nous prenons un repos relatif, et nous irons, en montagne, Dieu sait où! Vous nous voyez dans un moment d'accalmie. Tout peut être changé d'une heure à l'autre...

Nous allâmes visiter les soldats chez eux. Ils campaient sous des tentes basses qui arrêtent bien la pluie et la lumière, mais semblent retenir la chaleur. Il est impossible, par les nuits torrides, de reposer dans ces étouffoirs. On n'y est pas défendu contre la vermine volante et rampante, et contre ces dangereuses vipères qui pullulent en Macédoine. Aussi, la plupart des hommes préfèrent-ils dormir à la belle étoile.

Je vis encore les tentes des officiers, et retrouvai, peu à peu, les convives du joli dîner de la veille. Le lieutenant Jean R..., qui devait précisément aller en permission à Salonique et m'y accompagner, se présenta sans que je le reconnusse. Il avait coupé sa barbe, une barbe épaisse et superbe qui lui donnait la mine grave d'un homme mûr, et il apparaissait comme un tout jeune homme, à figure enfantine, très timide, malgré sa taille immense. Cela provoqua les commentaires et les plaisanteries de ses camarades. Il fut accusé de coquetterie et d'intentions séductrices... Les beautés saloniciennes n'avaient qu'à

bien se tenir! Mais le lieutenant me confia que ces propos étaient calomnieux, que ses desseins étaient sages et purs, et que, s'il avait obtenu vingt-quatre heures de permission, c'était pour aller à K..., où son père, le général R..., devait être décoré par le général Sarrail.

Ce jeune lieutenant R... a vingt-trois ans, une stature formidable, un visage paisible aux yeux clairs, la voix et les manières les plus douces, un air timide, deux blessures et la croix de guerre vaillamment gagnée. Il est le Benjamin du petit état-major, et il me fait penser à ce jeune officier d'un conte de Kipling, qu'on appelle le *Baby*, un baby géant!... Sa mère est Anglaise, mais je crois qu'elle l'a élevé à la française, avec une sollicitude tendre et des soins infinis. Il est un de ces jeunes hommes chez qui l'influence et l'empreinte maternelles restent sensibles, et qui font honneur à leur mère autant qu'à leur père, de leurs plus hautes qualités. Il adore ses parens et ne s'en cache point. On sent que la guerre, en les séparant, ne les a pas désunis, que leurs trois cœurs battent toujours au même rythme.

... Le village attend maintenant ma visite. Nous trouvons les femmes rassemblées auprès de la maison du pope, les enfans pendus à leur jupon. Le pope est un grand diable noir, maigre, chevelu, édenté, d'une saleté abominable et d'une rare faconde. Il a prévenu ses paroissiennes de mes bonnes dispositions à leur égard, car elles m'accueillent par des bénédictions. Ces femmes grecques, serbes, bulgares, — toutes les races sont mêlées en cette région, et l'on ne peut faire un choix entre ces malheureux qui ont fui, pêle-mêle, leurs villages dévastés, — ces femmes ont des épaules faites à porter les fardeaux, des reins solides, des figures rustiques et résignées. Elles sont vêtues de chemises en grosse toile, de jupes foncées qu'enserre le tablier pesant comme un tapis et rayé en travers de dessins multicolores. Un petit voile, noué sous le menton, couvre leurs cheveux. Seules, les jeunes filles laissent pendre leurs tresses ou les relèvent en couronne. Ce sont des êtres tout à fait primitifs, entièrement soumis au joug du mâle, — et il ne faut pas prendre le mot « joug » dans le sens métaphorique, car elles travaillent comme des bœufs. Évidemment, elles ne soupçonnent rien du monde, et la guerre, la misère, la brutalité des choses et des hommes sont pour elles des calamités nor-

males, qui affligèrent leurs ancêtres et qui affligeront leurs descendans. Elles me regardent avec une curiosité sans jalousie, comme un phénomène imprévu, et m'examinent de la tête aux pieds. L'idée très confuse qu'elles se font de la France et des êtres qui l'habitent s'associera désormais à mon souvenir. Elles comprennent difficilement que les officiers me traitent avec déférence, bien que je sois cette créature inférieure : une femme!

L'une d'elles veut me montrer sa maison. J'entre dans une pièce basse et presque vide, qui a pour tout mobilier une natte, une icône, un chaudron et un berceau d'enfant, en bois brut, suspendu par des cordelettes. La maîtresse de céans, jeune femme courte et râblée, au front bombé, au type un peu hunnique, dépose dans le berceau son nourrisson de cinq à six mois, gainé comme une chrysalide dans ses langes; puis elle me fait signe d'attendre et disparaît. Je devine qu'elle est allée chercher quelque broderie pour me la faire admirer. L'enfant s'agite dans le berceau, crispe sa petite face jaune et fixe sur moi ses yeux pâles. Il a peur, ou faim, ou froid. Il va pleurer. Pour l'apaiser, je balance doucement la couchette en forme de crèche, et le petit se calme tout à coup. Ses yeux vagues, couleur de fleur flétrie, suivent tous mes gestes; sa bouche pâle ébauche un sourire. Je pense au destin de ce pauvre être, que le hasard m'a mis entre les mains pour un instant, un enfant comme furent mes enfans, que je berce comme je les ai bercés, et qui, pourtant, est si loin, si loin de moi, si totalement étranger à ce que sera ma vie! Que deviendra-t-il, et par quelles routes s'en ira-t-il vers la fin commune? Sera-t-il un paysan de Macédoine, fanatique et borné, voué à subir les exactions des fonctionnaires et la férocité des *comitadjis?* Ou bien, s'il est né fille, pour son malheur, mènera-t-il une existence de femelle épuisée par la fécondité, de bête de somme usée bientôt par le travail?... De ce qui fait, pour nous, le prix de la vie, de la beauté, de l'art, de la pensée, que saura-t-il? Quelques grossières superstitions, quelques images dorées dans une église, quelques chansons transmises par la tradition populaire; peut-être, à vingt ans, une obscure émotion tendre mêlée à l'instinct animal, et très vite oubliée...

C'est à cela que je songe, tout en berçant le petit bébé balkanique, plutôt qu'à le « pouponner, » car je ne suis pas très « pouponnière » par goût, et je ne me précipite pas sur les

enfans de cinq mois pour les couvrir de baisers et de caresses. Mais je ne serais pas femme et mère, si je ne m'attendrissais pas sur eux, laids ou jolis, frais ou un peu répugnans même, et si émouvans d'être condamnés à cette tragique aventure qu'est la vie.

... La jeune femme au type hunnique revint avec deux tabliers qu'elle avait sans doute tissés elle-même, car elle les montrait orgueilleusement. Je lui donnai toutes les louanges qu'elle attendait, et après avoir jeté un coup d'œil sur la maison du pope, nous achevâmes la tournée par l'église, le konak et l'école.

L'église, comme toutes celles de ce pays, possède un porche aux piliers de bois qui soutiennent un auvent. L'intérieur, sans caractère, orné d'une iconostase aux couleurs criardes, avait l'humidité d'un caveau. Nous nous hâtâmes d'en sortir. Le konak ne se distinguait que par son toit conique et sa galerie circulaire. L'école m'intéressa davantage. Elle me rappela tout à fait ce que devaient être les écoles du moyen âge : au premier étage d'une maison si vermoulue que le plancher menaçait de crever sous nos pieds, une trentaine d'enfans étaient assis sur des bancs. Les plus âgés, ou les plus instruits, avaient devant eux une table pour écrire. Les autres se contentaient de lire au tableau et d'écouter l'instituteur.

— Ce maître d'école est un brave garçon, me dit le colonel. Il commence à parler le français, et nos rapports avec lui sont excellens. Il s'occupe très consciencieusement de ses mioches, pour la magnifique somme de dix drachmes par mois qu'il lui faut aller chercher à Salonique! Nous l'aidons un peu. Il sera navré de notre départ, et je crois qu'il inspirera l'amour de la France à ses écoliers.

Notre entrée dans la classe avait été saluée par un branle-bas général des bancs et des tables. Filles et garçons s'étaient levés. Le maître m'offrit une chaise et continua sa leçon. Un gamin se mit à lire, tout haut, je ne sais quelle histoire de la Grèce légendaire, tandis que ses camarades en guenilles, nu-pieds, la tête hérissée et inquiétante, restaient bien sagement les bras croisés. Des hirondelles qui nichaient dans la classe même, sous les solives pavoisées par les araignées, entraient et sortaient, avec des cris aigus. Le soleil riait aux fenêtres. J'apercevais les hautes branches d'un arbre de Judée,

qui semblait de corail mauve, des pigeons sur un mur, une grave cigogne qui marchait dans un pré, en levant ses pattes lentement, comme une vieille demoiselle précautionneuse. Et toujours, toujours, la basse profonde et la secousse amortie de la canonnade continuait au delà du lac...

— *Zito stratos!... Zito « colonoun!... » Zito Kyria* (1)!...

Les écoliers nous acclamèrent ainsi, sur l'invitation de l'instituteur, et je crois même qu'ils essayèrent un petit chant qui voulait être *la Marseillaise*. Le bon maître, enchanté de notre visite, nous reconduisit en nous recommandant de bien prendre garde à l'escalier plein de trous. Je ne fus pas médiocrement surprise de découvrir, du palier, une autre classe, encore plus délabrée que la classe principale, une chambre nue où, sur un banc, cinq ou six enfans en bas âge, les bras croisés sur la poitrine, attendaient d'un air très digne qu'on voulût bien s'occuper d'eux... C'était « la Maternelle!... »

* * *

Après le déjeuner qu'égaya un concert donné par la musique du régiment, je pris congé de mes hôtes et leur renouvelai tous mes vœux de bonne chance et d'heureuse gloire. Il y a toujours un peu d'émotion dans ces adieux-là... Je ne m'en défendis pas, et je repartis, en automobile, emportant de jolis menus peints à l'aquarelle, des balles bulgares gravées de dessins délicats par un artiste improvisé, des bagues d'aluminium, un gros bouquet de pavots et des souvenirs qui resteront à jamais dans ma mémoire... Le lieutenant Jean R... fut mon compagnon de route, et notre voyage s'accomplit sans incidens. Un peu avant six heures, nous étions à Salonique où régnait une animation anormale. J'appris alors la nouvelle que les journaux du matin avaient annoncée : l'occupation du fort de Ruppel par les Bulgares.

L'événement a une grosse importance, puisqu'il ouvre à nos ennemis la Macédoine orientale, de par la volonté du roi Constantin. Ce n'est pas seulement l'armée franco-anglaise, ce sont des populations hellènes qui sont mises en péril. Ruppel commande Demir-Hissar, et Demir-Hissar commande la route de Drama, Serrès et Cavalla, la route de la mer! La garnison

(1) Vive l'armée!... Vive le colonel!... Vive Madame!...

grecque a livré le port sans résistance. Les Bulgares n'ont eu que la peine de s'y installer et de hisser leur drapeau à la place du drapeau hellénique. Il faut savoir quels souvenirs les Bulgares ont laissés en Macédoine, pour comprendre la terreur qui s'est emparée de tout ce pays... L'amitié du roi Constantin, — dit naguère le Bulgaroctone, — n'empêchera pas les soldats du roi Ferdinand de contenter leurs instincts bien connus. Les Bulgares en Macédoine, c'est l'incendie, le viol et l'assassinat, avec de savantes atrocités. Ajoutons que c'est le déshonneur éclatant de la Grèce officielle, la seule qui compte pour le moment.

Le lendemain matin, la population salonicienne était convoquée par affiches à l'église Sainte-Sophie, pour une grande manifestation. Vers onze heures, je pus voir, de ma fenêtre, une foule considérable défiler sur le quai, aux cris de « Vive la France !... Vive la Serbie !... Vive Venizelos !... A bas Ferdinand !... » Sur la masse houleuse des têtes se dressaient les drapeaux blancs et bleus, et des portraits de Venizelos. Les manifestans applaudissaient les officiers français et serbes qui se tenaient aux fenêtres ou devant la porte du *Splendid*.

On racontait que les gendarmes du colonel Troupakis avaient voulu défendre au cortège l'entrée de Sainte-Sophie. Un peloton de gendarmes français à cheval, qui occupait un coin de la place, s'ébranla tout à coup, en voyant un commencement de bagarre. La foule crut que les Français se joignaient aux Grecs pour charger, mais elle poussa des clameurs de joie lorsque les cavaliers français et crétois lui laissèrent, d'un même accord, la place libre. Aux cris de « Vive la France ! » elle força la grille de l'enclos qui précède l'église, et des venizelistes se précipitèrent vers la corde de la grande cloche que les gendarmes leur enlevèrent des mains, cinq ou six fois. Après une lutte héroï-comique, les Pandores grecs abandonnèrent la partie, et la cloche, gagnée au venizelisme, chanta la gloire d'Éleuthère et appela les citoyens au *meeting*.

Des discours furent prononcés à la Tour Blanche et à la Préfecture, où une délégation se présenta pour remettre au préfet, M. Athénogénis, la résolution votée par les manifestans. Cette résolution, adressée au Roi et à Venizelos, — inséparables encore dans le cœur des Grecs, même après Ruppel, même en pleine crise de mécontentement et d'anxiété, — blâmait la poli-

tique du gouvernement et réclamait « une collaboration du Souverain et du chef des libéraux pour la gloire de la patrie. » Telle quelle, M. Athénogénis refusa de la recevoir, déclarant qu'elle était conçue en termes violens et exagérés. Le Préfet ajouta qu'il couvrait entièrement le colonel Troupakis.

Vers midi, Salonique s'apaisa. Le soleil a, dans ce pays, le même effet qu'a la pluie, en France : il disperse et dissout les émeutes. Chacun s'en fut déjeuner, et je retrouvai, au restaurant Bastasini, des amis qui m'avaient invitée. Ce sont de « vieux Orientaux, » je veux dire des vétérans du corps expéditionnaire et de la division navale des Bases. Presque tous ont connu Alexandrie, Moudros, Seddul-Bahr, et ils ont compté parmi les premiers débarqués à Salonique. Il y a beau temps que leurs illusions se sont envolées ! Ils évoquent le souvenir du sinistre automne dernier, où, tandis que nos troupes battaient en retraite, les Allemands et les Autrichiens de Salonique coudoyaient les Français dans cette même salle de Bastasini ; où le consul de Bulgarie buvait du champagne en l'honneur des victoires annoncées, avant de s'en aller, sur les quais, surveiller les renforts qui arrivaient de France et les bâtimens qui repartaient... Pourquoi l'action de l'Entente a-t-elle été si hésitante et si faible ? Pourquoi ménage-t-on le roi qui nous trahit après avoir trahi les Serbes ? La leçon de Ruppel sera-t-elle perdue, comme tant d'autres, moins éclatantes, mais non moins significatives ?

Dans l'après-midi, j'allai au petit arsenal de Beau-Rivage où le bon chansonnier Lucien Boyer, qui se prodigue infatigablement, amusa un auditoire de matelots par d'étourdissantes fantaisies montmartro-saloniciennes. Pendant ce petit concert, un orage éclata, rapide, et je rejoignis l'Escalier de marbre dans une embarcation qui dansait sur les vagues glauques. La ville était calme. Peu de monde dans le salon du *Splendid*, mais un groupe d'officiers grecs entourant un colonel qui rayonnait de joie !... Je me demandai si, par hasard, l'armée hellénique avait repris le fort de Ruppel ! Les journaux du soir, — encadrés de deuil, — n'annonçaient rien de pareil, et l'ostensible satisfaction du colonel P... me parut incompréhensible...

— Eh quoi ! fit un de mes convives du soir, à qui j'exprimais ma surprise, ne savez-vous pas que le colonel P... éprouve l'orgueil du prophète qui voit ses prophéties s'accomplir ? Tout

ce qui arrive aujourd'hui, il l'a prévu, et même il l'a préparé. C'est lui qui fut naguère envoyé d'Athènes pour signifier au général Sarrail la volonté du roi Constantin et l'avertir que, si les Bulgares pénétraient en territoire hellénique, les troupes grecques se retireraient devant eux. Dès alors, la reddition de Ruppel était décidée, comme beaucoup d'autres choses que nous verrons avant peu, à moins...

— A moins que la Grèce ne se débarrasse du Roi?

Mon interlocuteur hausse les épaules :

— Vous n'avez donc jamais causé avec les Grecs?... Ils tiennent à leur roi. Ils le considèrent comme un grand homme, et même les partisans de Venizelos n'osent toucher à cette idole qu'avec prudence et révérence. Ce matin, vous avez entendu crier : « A bas le gouvernement! » Vous n'avez pas entendu crier : « A bas le Roi! » Constantin bénéficie encore du prestige que lui ont donné les guerres balkaniques. Interrogez tel et tel Grec, parmi les plus acharnés contre Skouloudis, Gounaris, Dousmanis, etc. Il vous dira :

« Notre roi n'est pas un grand politicien. »

Ou bien :

« Notre roi subit l'influence de sa famille et de son état-major, deux pestes pour la Grèce. Mais ses intentions sont excellentes. Il se trompe de bonne foi. »

Ou bien :

« Notre roi a des idées très arrêtées... Il n'est pas très perspicace... Peut-être même n'est-il pas très intelligent... Il assassine la Grèce en voulant la sauver... »

Et pour conclure :

« Notre roi est, malgré tout, un grand homme, et il a gagné des batailles qui effacent Salamine et Marathon. Nous voulons Venizelos, mais nous voulons aussi le Roi. Pas l'un sans l'autre. C'est cela que l'Entente ne comprend pas très bien... »

— Voilà, reprend mon ami, ce que disent les Grecs, quand on les pousse un peu. Ils tiennent à leur roi, parce que... parce que l'Allemagne est bien puissante, parce qu'elle a fait ici une propagande inouïe, parce que nous n'avons pas encore partie gagnée, parce que nous avons blessé au vif les ambitions grecques en promettant Constantinople aux Russes... Et ils tiennent aussi à Venizelos, les Grecs, parce que Venizelos est l'artisan de la plus grande Grèce, parce que la France croit en

lui, parce que si l'Entente est victorieuse, il faudra bien trouver grâce devant elle... Venizelos sauvera la patrie compromise par le roi. Il lui conservera ses conquêtes, et qui sait, en cas d'intervention tardive, ce qu'il pourrait lui assurer?...

— Cela revient à dire que la Grèce a des intérêts dans les deux camps et joue sur les deux tableaux?

— Exactement.

— Ce n'est pas très élégant, mais c'est très habile... Il faudra choisir, cependant!

— Fiez-vous à Venizelos! Il ne connaît et ne connaîtra jamais que l'intérêt de la Grèce...

* * *

Les jours suivans apportèrent de mauvaises nouvelles : les Bulgares occupaient Demir-Hissar; ils descendaient vers Serrès. Des convois de réfugiés reprenaient, à travers la Macédoine orientale, leur exode lamentable. En même temps, des bruits alarmans se répandaient : Verdun allait tomber... on n'était plus en sécurité à Salonique... l'armée des Alliés serait bientôt jetée à la mer...

Quelques personnes pusillanimes, effrayées par tous ces racontars et ne sachant plus distinguer le vrai du faux, partirent pour la Vieille-Grèce. Le propriétaire de la guinguette : *A l'imprenable Verdun,* avoua, un jour, à de fidèles cliens, qu'il méditait une petite modification de son enseigne, et qu'il se proposait de remplacer « imprenable » par « glorieux. »

— Parce que, n'est-ce pas? Verdun, il sera toujours glorieux, même s'il est pris, déclara cet homme subtil...

Autre symptôme du grand trouble des consciences : un brave garçon de capitaine grec, qui a d'énormes moustaches et une âme sensible, et qui aime bien la France où il a fait ses études, a retrouvé ici, dans l'armée française, des camarades de promotion. Ces camarades, chers à son cœur, sont quelquefois un peu compromettans. Le capitaine Z... voudrait bien n'avoir pas d'ennuis... Aussi, selon les jours, les lieux et les circonstances, emploie-t-il un langage toujours aimable, mais diversement nuancé... Les affaires de l'Entente sont-elles bonnes? « Bonjour, mon cher ami, comment vas-tu, mon cher ami?... » dit Z... avec effusion. La chance tourne-t-elle contre nous? « Bonjour, vous allez bien? » dit le capitaine.

— Z... est mon baromètre, me disait P...

— Annonce-t-il le beau temps?

— Ma foi! je le crois au « variable, » car, hier, dans la même phrase, coupée par l'arrivée de son chef, cet excellent Z... m'a dit *tu* et *vous*, sans hésiter...

Cela résume l'attitude de la Grèce... Elle aussi nous dit *tu* et nous dit *vous*.

Et dans le malaise général, la bonne ville de Salonique voit approcher la fête onomastique du Roi. Les journaux annoncent un *Te Deum* solennel à Sainte-Sophie et une retraite aux flambeaux, et tous implorent Sa Majesté qui porte le nom du dernier empereur de Byzance et du premier fondateur de Constantinople, afin qu'elle fasse le beau geste attendu : qu'elle renvoie Skouloudis et conduise elle-même sa vaillante armée contre les Bulgares...!

*
* *

Pendant que la ville se revêt de blanc et de bleu, comme une Enfant de Marie vouée aux couleurs de la Vierge, pendant qu'on prépare les orgues pour le *Te Deum* et les torches pour la retraite, les Serbes achèvent de débarquer à Mikra.

En dépit des mines et des sous-marins, en dépit des espions qui infestent les îles de l'Archipel et les côtes découpées du Péloponnèse, notre marine a réalisé ce miracle de transporter toute une armée de Corfou à Salonique, sans perdre un bateau, sans perdre un homme! Le peuple martyrisé, assassiné, dont on disait : « Il ne revivra jamais plus pour la guerre, » achève sa résurrection. En vérité, c'est un beau jour que celui-ci, où le dernier contingent serbe arrive en Macédoine, dans ce coin de terre qui va de Sédès à Mikra et qui est maintenant la Serbie.

Car, elle est là, vivante devant nous, vivante en son armée encore douloureuse et meurtrie, mais vaillante. C'est pour l'aider à renaître que nos marins ont dragué la mer, que nos soldats ont remué le sol, que l'on a fait surgir les baraques, les hangars, les appontemens, dans la baie solitaire, et plus loin, sur le sol ondulé, les champignons bruns et blancs des tentes. La Serbie est là! Comme une guerrière blessée s'assied au bord de la route et se repose avant de repartir vers le combat, la Serbie fait ici une halte suprême, — après Santi-Quaranta, après Corfou! — et son âme tressaille en regardant, par-dessus les montagnes, les crêtes lointaines du Balkan.

Aujourd'hui, le 15e régiment d'infanterie serbe célèbre sa fête, — la *Slava*, — en l'honneur de son patron Stevan Sindjélitch. On a bien voulu m'inviter à cette cérémonie où quelques femmes seulement étaient admises, avec les généraux des armées alliées, Sarrail, Milne, Boïovitch, et le général grec Moschopoulos.

Sous le ciel ardent et voilé, des montagnes d'un bleu opaque limitent la plaine et s'allongent en promontoires autour de la baie couleur de plomb. Quelques arbres çà et là, des étendues en friche, des espaces cultivés autour de rares maisonnettes, des pavots écarlates, par traînées, dans le vert poussiéreux des champs, des moutons qui paissent, des tsiganes qui mendient, des paysans qui passent, écrasant de leur poids de tout petits ânes, la vie intense du camp surpeuplé, et près du point de débarquement, le grouillement des hommes qu'on nettoie, qu'on nourrit, qu'on habille, qui se promènent les uns presque nus, les autres en simple chemise, les autres vêtus de l'uniforme français et coiffés du bonnet serbe... Un cargo noir sur le gris d'étain de la mer; un cuirassé mouillé plus loin : tel est le cadre du tableau. Le centre, c'est la prairie où nous sommes. Vaste, herbeuse, elle monte, fermée d'un côté par une haute palissade de roseaux qui supporte un auvent de feuillage. De longues tables, parallèles à la palissade, sont dressées sous cet auvent. Au milieu de la prairie, une autre table, petite, couverte d'un linge blanc, figure un autel et supporte les livres, les vases sacrés, et un gros pain bis en couronne. Sur la droite, s'élève une stèle, décorée d'un cartouche où sont inscrits les noms des officiers et soldats défunts; au bas de la stèle, un trophée naïvement composé : des armes, un vieil uniforme, une mitrailleuse. Le 15e régiment, massé par sections, avec sa musique et son drapeau, occupe trois côtés de la prairie. Dès que les généraux ont quitté leurs voitures, *la Marseillaise* et l'*Hymne serbe* les saluent. Ils remontent la pente, suivis de leur cortège, et se rangent derrière l'autel. Et la cérémonie commence.

Slava, ce mot signifie « gloire. » La fête militaire d'aujourd'hui est, en effet, une glorification. Depuis des siècles, chaque famille serbe a coutume de fêter, à la date fixée par le calendrier, le saint qu'elle a choisi comme patron domestique, et qui est toujours un saint national. Suivant cette tradition, toutes les associations corporatives, tous les régimens de Serbie, ont un

patron religieux ou héroïque, pris dans la légende ou dans l'histoire, et qu'on fête avec grande piété et grande pompe.

Le patron du 15e régiment est le héros Stevan Sindjélitch, qui combattit avec trois mille hommes contre les quatre-vingt mille Turcs de Kourchid Pacha, et fit sauter la citadelle de Nich, le 19 mai 1809, anéantissant, sur les corps de ses derniers soldats mourans, un grand nombre d'ennemis et lui-même.

La *Slava*, qui commémore ce héros, comporte un programme très varié : office divin, discours du commandant, banquet, exercices de gymnastique, chants et danses. Cela peut rappeler les fêtes viriles de la Grèce, avec leurs soldats devenus athlètes, musiciens et chorèges. Pour moi, c'est au moyen âge chevaleresque et féodal qu'un tel spectacle me ramène; j'oublie le paysage macédonien, et les évocations classiques, et je crois vivre un épisode de nos chansons de geste.

La cérémonie religieuse est très belle. Trois popes s'avancent, éclatans de couleurs splendides. L'un est tout de soie crème à fleurs bleues; l'autre est tout d'or jaune, et le troisième semble une large fleur violette, une large pensée de velours chatoyant et sombre. Ils sont debout, près de la table, et leur grave psalmodie s'élève vers le ciel orageux qui s'éclaire lentement et s'ensoleille; un chœur de voix mâles répond par une supplication répétée, insistante. La Serbie gémit par ces voix. Elle demande miséricorde, sans se lasser, à la Puissance mystérieuse qui doit être toute pitié, mais aussi toute justice. Puis, trois hommes viennent se placer en face des popes : le colonel du régiment, le plus ancien sous-officier, le plus ancien soldat. Un prêtre leur remet le pain rond qu'ils prennent en leurs mains rapprochées et font tourner lentement, lentement, et qu'ils baisent enfin, avec respect, têtes penchées et mains unies.

Quelqu'un me dit : « C'est un très vieux rite qui existait déjà lorsque la Serbie était païenne. Il s'est perpétué à travers les âges et s'est associé aux rites du culte chrétien. »

Sans doute, c'est le symbole de la fraternité nationale par la communion du pain, l'accord des hommes du même sang pour vénérer la terre maternelle dans le froment pur, aliment premier, nourriture essentielle des races. Belle cérémonie qui paraît plus auguste en ces jours d'épreuve et parle profondément au cœur. Avant de gravir son Calvaire, le Christ voulut « rompre le pain » avec ceux qu'il aimait. La Serbie a déjà souffert sa

Passion; déjà, elle a porté sa croix de douleur, bu le fiel et le vinaigre, connu l'amertume des trahisons. Sa souffrance n'est pas finie. Avant l'ultime sacrifice et la victoire, elle célèbre encore une fois la Cène et elle atteste, en rompant le pain, l'union de tous ses fils. Dans une joie grave et voilée comme le ciel, sur ce sol étranger, elle affirme son invincible espérance, car les peuples méritent de vivre quand ils n'ont pas craint de mourir et, pour celui-là, se lèvera un jour, bientôt, le soleil de Pâques.

L'office se termine par une commémoration des morts, auprès de la stèle pavoisée. Un officier dénombre et nomme les glorieux morts du régiment. Il invite leurs camarades, agenouillés dans l'herbe, à se rappeler toujours « ceux qui sont dispersés dans les abîmes et les neiges du Monténégro et de l'Albanie, » et à prier pour l'éternelle félicité de leurs âmes.

Il y a ensuite une revue passée par les généraux, un discours du colonel qui redit l'histoire épique de Stévan Sindjélitch, puis des exercices de gymnastique exécutés avec une sûreté et une grâce extrêmes par des soldats. Enfin le repas rustique, servi sous l'auvent de feuillage et composé de plats serbes un peu surprenans pour le goût français, mais agréables, quoique très chargés en poivrons. Une dépêche du prince régent est lue, au dessert, et l'on porte des toasts aussi nombreux qu'enthousiastes. L'éloquence du capitaine Milan V. G... ne tarit pas. Cet officier de forte corpulence et de haute taille, à la voix sonore, au geste facilement affectueux, le meilleur garçon du monde et le plus liant, adore les cérémonies où sa place est marquée. Il faut le voir, toujours occupé des autres, présentant celui-ci à celui-là, expliquant aux dames les mystères de la politique et le sens des coutumes serbes, racontant ses souvenirs de diplomate et ses aventures de guerrier, disant ses vingt-trois batailles, ses blessures, ses décorations, pêle-mêle avec ses impressions de Paris et de Constantinople, jamais fatigué d'improviser un discours, de faire un conte, de tourner un compliment, de danser la kolo nationale. On ne conçoit pas une fête serbe sans le capitaine Milan V. G...

Pendant le banquet, un soldat est venu réciter un poème : *La tombe de Sindjélitch*, qu'il a composé pour la circonstance, et qu'il récite avec un art instinctif et des manières très nobles.

« Le temps a passé, mais l'on s'en souvient encore, de ce

jour glorieux! Les vieillards en parlent toujours... Alors, la petite Serbie regardait vers son aurore et son avenir! On se souvient du temps où Kara-George se dirigeait vers la cité de Siénitza, quand Sindjélitch allait vers Nich, quand tous les Serbes, se rassemblant, l'épée en main, s'élancèrent vers le combat et la vengeance...

« Près de Nich, le voïvode arrive; il se retranche sur la colline de Kamenitza, attendant l'heure de combattre les Turcs... Les vagues de cavaliers couvrent le champ de bataille, s'approchent en tourbillonnant. La terre tremble, les sabres étincellent, la foudre tonne... Stévan Sindjélitch ricanait avec ses camarades en criant : « Regardez, mes faucons!... C'est la gloire! Vous verrez bientôt une montagne de cadavres : les corbeaux noirs boiront leur sang!... »

« Et la lutte terrible commence. La balle siffle, le sang ruisselle. Les premières lignes tombent, mais les Turcs féroces ont soif de meurtre et s'élancent... Sindjélitch crie : « Courage, mes frères! Tenez-vous bien, par Dieu, pour la liberté et l'honneur! La vie en esclavage n'est rien! Il faut mourir ou vaincre. Encore un moment, mes faucons! N'épargnez pas la poudre! Hourra!... Hourra!... »

« Et trois cents héros, descendans de Marko Kraljévitch, répondirent : « Hourra!... Hourra!... » mais en vain! Sindjélitch vit bien qu'il devait mourir. Il jeta un coup d'œil vers le ciel, fit le signe de la croix, prit son pistolet et dit : « Pardonnez-moi, mes faucons! » Puis il descendit vers la poudrière...

« Les Turcs arrivaient déjà... Ils sautent dans la tranchée, en grinçant des dents, comme des loups affamés, avides de chair et de sang. C'est le carnage...

« C'était la fin!... L'explosion terrible projette tout dans les airs; les ténèbres enveloppent le sol, et l'on entend des cris : « Allah!... Allah!... »

« Le silence règne... Le brouillard se dissipe lentement, et le soleil radieux brille sur le champ de bataille... Mais à la place de la tranchée, il n'y avait plus qu'un même tombeau pour les Serbes héroïques et les Turcs immondes... »

Ainsi chante, — car sa déclamation est un chant, — le soldat-poète Dragomir Brzac, tandis que les chefs serbes l'écoutent, sous le toit de feuillage. Ainsi nos trouvères, dans les festins guerriers, après batailles et tournois, devant les clercs et les

dames, devant les chevaliers au simple cœur, disaient les hauts faits des paladins et leur mort pieuse. Ainsi Taillefer « qui moult bien cantoit » et qui, devant le duc, allait chantant :

...De Charlemagne et de Roland
Et d'Olivier et des vassaux
Qui moururent à Roncevaux...

Cette poésie serbe, devinée ou plutôt sentie à travers la traduction naïve qu'on a remise à chaque invité, n'a-t-elle pas le mouvement, l'allure et presque la forme de notre *Chanson de Roland?* Ce n'est pas un exercice de littérature, l'œuvre académique, conçue dans la paix des bibliothèques, par un érudit amoureux du passé; c'est un fragment d'une épopée nationale qui se compose, jour par jour, strophe par strophe, depuis Karageorge et Sindjélitch. Chaque mot est riche de sève, rouge de sang; chaque image a ses couleurs primitives; chaque corde vibre, avec sa neuve et pleine sonorité; rien n'est fané, rien n'est usé; l'émotion n'est pas rétrospective; elle sort des douleurs et des gloires vivantes. Bruit des armes, hourras, choc des cavaliers, tonnerre des explosions, ce n'est pas, pour ceux qui sont assis à cette table, un écho des temps héroïques; c'est la musique terriblement connue et familière, d'hier et de demain. Et je songe à l'époque future où la grande guerre prendra la beauté de la légende, où, dans une autre fête, en Serbie, un autre poète chantera pour les arrière-petits-fils des soldats martyrs, la suite de l'épopée, —l'histoire du vieux roi qui fuit dans la neige avec son peuple, vers la mer libératrice, le salut apporté par les Français sur leurs vaisseaux, et la résurrection de la Serbie...

MARCELLE TINAYRE.

(A suivre.)

CHEZ LES NEUTRES DU NORD

I

DE PARIS EN HOLLANDE

Vendredi 2 février.

Cinq heures du soir, gare Saint-Lazare. C'est le départ pour le Havre. Sur le quai mal éclairé, dans le froid perçant de cette fin d'hiver glaciale, un peu d'oppression nous saisit, mon compagnon et moi, au moment des adieux. Ces ténèbres, approfondies encore par les halos lumineux qui les jalonnent, sont pareilles à celles qui enveloppent le sort de notre multiple voyage, et la réussite de notre pacifique mission (1). On se demande, avec une pointe d'anxiété : « Dans quelle disposition d'esprit allons-nous les trouver, ces « neutres du Nord » vers lesquels on nous envoie? Que pensent-ils de la France? Que sentent-ils à son sujet? Et, si leurs sentimens sont prononcés dans un sens peu

(1) Vers la fin du mois de janvier 1917, le Comité protestant de propagande à l'étranger, d'accord avec le ministère des Affaires étrangères, désigna pour une « visite amicale » chez les neutres protestans du Nord, deux délégués, un membre du clergé protestant de Paris, et un membre de l'Université : M. Edouard Soulier, pasteur de l'église luthérienne de la Rédemption, et M. Samuel Rocheblave. Les deux voyageurs devaient parcourir la Hollande et les États Scandinaves. La durée de leur absence était estimée à deux mois et demi. Elle dépassa quatre mois, en raison de diverses circonstances. Ce sont les principales impressions de ce voyage que l'on trouvera ici notées.

favorable, qu'est-ce qu'une ou deux voix isolées, pour corriger ce mal, pour réaliser un peu de bien? » Pourtant, qui sait si la France est aussi méconnue que certains le prétendent, dans ces pays du Nord eux-mêmes assez mal connus chez nous, et parfois jugés très faussement? La seule vérification mériterait certes le voyage. Et malgré tout, au fond de nos cœurs, il y a l'espoir. L'espoir patriotique, tenace nous arme de volonté. Mais la conscience du peu que nous sommes nous replie sur nous-mêmes, et la crainte d'être inégaux à la grande tâche pèse à notre âme. La voilà, l'obscurité momentanée. Elle ne se dissipera que peu à peu, dans l'action. Ce moment est éloigné encore...

Cependant le train roule à pleine vitesse. On n'est déjà plus avec ceux qu'on a quittés. C'est le bond vers l'attirance de l'inconnu, maintenant. Et on file, on file ; Rouen est traversée en trombe, dans un amical grouillement anglo-français, où l'on distingue pourtant l'équipe anglaise allant placidement à *son* fourgon dégager *son* courrier, et nous voici au Havre, à 9 heures, exactement. Sans désemparer, à travers la ville endormie et les réverbères en veilleuses, nous allons au bateau. Là, presque totale indigence de lumières. Examen minutieux de nos papiers, contrôle de nos personnes, observation défiante, silence. Le bateau est anglais. Très rapidement, il s'encombre de gens, de colis, de « valises. » Change de monnaie; renseignemens polyglottes. Cabines étroites, sans confort : dame! le paquebot-navette, vieux routier de la Manche, vaut mieux ici qu'un transatlantique. Et nous apercevons, pour la première fois, le type spécial de Cerbères en jupons, à qui est dévolu le service intérieur de ces petits navires. La mer du Nord nous en offrira d'autres échantillons, tous dignes de Dickens.

On part, vers minuit, pour Southampton. Et, tout de suite, la protection anglaise frappe les yeux. Nous sommes au lendemain de la proclamation du blocus maritime par l'Allemagne. Sitôt le port franchi, que voyons-nous? A perte de vue, à droite et à gauche, une double haie de navires, dont les feux, les signaux se répondent sous un ciel d'hiver éclairé par la lune, et bellement étoilé. La flotte anglaise monte la garde sur ce boulevard d'eau. Nous sommes enveloppés de force, de sécurité. Et ceci nous prépare au spectacle de l'Angleterre elle-même.

Cependant, vers le matin, le brouillard monte, s'épaissit. Il faut stopper, des heures, puis approcher comme à tâtons. Enfin voici Southampton. Le contrôle des voyageurs est fait par un grand vieillard sec, dont les manières disent le haut gentilhomme, sans doute un volontaire du service national. Peu après, c'est Londres, et tout de suite la police, bien entendu. Non seulement il ne faut pas s'en plaindre, mais il faut s'en applaudir. Tout de même, l'enquête anglaise déploie un luxe minutieux qui n'est qu'à elle. Et nous sortons du commissariat guéris de ce premier préjugé, que la France détient le record des « formalités. »

VISIONS ANGLAISES

3-9 février.

Malgré notre vif désir d'atteindre la Hollande au plus vite, nous n'avons pu brûler l'étape de Londres. Déjà la guerre nous impose ses haltes imprévues. Arrivés le samedi 3 au soir, nous ne pourrons repartir que le matin du vendredi 9 pour le port que l'on nous désignera. Nous sommes entre les mains de l'amirauté. Tout d'ailleurs, ou presque, est entre ses mains; et, ce que l'amirauté anglaise tient, elle le tient bien. Nous sentons maintenant le mystérieux, et même le romanesque de notre situation. Il faut demeurer le plus possible consignés au gîte, valises bouclées, prêts à disparaître sans bruit sur un signe. Et ce signe, ordre oral ou avis téléphonique voilé, doit être obéi aveuglément : « tel train, telle heure, pour telle ville. Là, vous saurez la suite. » La suite, c'est le commissariat et les agens maritimes du port d'embarquement qui la fournissent, avec des délais, des renvois, des réticences qui distillent le mystère au compte-goutte. Dans la morne chambre d'hôtel de Londres, on rêve déjà du vaisseau-fantôme qui vous emportera... quand il lui plaira.

Du reste, tout est « fantomal » en ce moment, dans le Londres étrange qu'a créé la guerre. Cet aspect est dû au brouillard sans doute, qui jamais nulle part ne fut plus pesant, plus accablant, plus glaçant, transperçant les organes et poussant sa pointe cruelle jusqu'à l'âme la mieux armée de volonté. Mais il est dû aussi à cette activité muette, sombre, qui se développe comme inexorable à travers cette brume, et qu'on sent tout

entière polarisée par une idée fixe. Les spectres solides qui émergent de l'ouate encrassée de la Tamise sont porteurs de résolution, d'énergie. Il suffit de les voir passer pour comprendre où ils vont. Tous, ils vont à quelque acte, à quelque emploi qui serve à la guerre, et qui tende à son but. Quand le soleil pâle a pompé suffisamment la bruine et dégagé les murs suintans de leur enveloppe opaque, on lit en clair les formules de la décision nationale, sur les enseignes, sur les affiches, sur les placards; les appels, les rappels vous accrochent partout : aveugle et sourd serait celui qui pourrait s'y dérober. Le « devoir » de l'Anglais lui est crié par les cent voix de la publicité insulaire. Et il obéit à ces bouches muettes, muet lui-même ; et rien, pour un Français, n'est plus saisissant. Toute cette énergie nationale qui, chez nous, a besoin, pour s'entretenir, se raviver, de spectacles extérieurs, de manifestations, d'acclamations, n'a besoin en Angleterre, pour se soutenir, que du mot essentiel, de la formule concise placardée partout. Ce mot d'ordre obsédant se détache des murs et entre au fond des consciences les plus fermées. Il est, à la longue, irrésistible. Et ces hommes qui vont et viennent, sérieux, absorbés, mais non pas tristes, ni nerveux, ni excités, portent au plus secret de leur vouloir une idée immuable, qui guide chacun de leurs gestes. Redoutable entre toutes est une nation moralement ainsi constituée. Rien ne l'abat, rien ne la détourne.

En attendant l'ordre de départ, nous n'avons pas assez d'yeux pour observer. L'heure est intéressante. Londres est plein de soldats, métropolitains ou coloniaux. Des recrues australiennes, canadiennes, apprennent la marche cadencée, sans armes, en pleine rue ; d'autres, armées, vaquent à leur service. Des permissionnaires circulent, entrent dans les restaurans gratuits à eux destinés, ou s'offrent des douceurs. Beaucoup, comme chez nous, sont accompagnés, guidés. A Westminster Abbey, un groupe de coloniaux admiratifs est piloté par une dame, qui leur explique les plus célèbres tombeaux, et renseigne leur patriotisme novice. Tous ces monumens ne sont d'ailleurs pas visibles : les plus précieux pour le sentiment national sont protégés par des sacs de terre. Londres a été déjà bombardé. Quand tous les musées, sauf la National Gallery et le South Kensington, sont fermés, que sur tous les

bâtimens publics s'est abaissée la clôture de guerre, seul le Panthéon anglais garde ouvertes ses nefs dont toutes les travées professent d'augustes leçons. Et Westminster Abbey ne désemplit pas.

Au dehors, tous les détails de la vie matérielle convergent vers un but moral. A l'hôtel, la précarité du luminaire, du chauffage, le dosage de l'alimentation, les invitations à l'économie déposées, imprimées, sur la table, ne vous laissent perdre à aucun instant l'idée de contribution à la guerre, de solidarité, de coopération par la privation personnelle. On se refuse tout ce qu'on peut donner au pays. On se rationne méthodiquement dans le civil, pour que le soldat vive dans l'abondance. La vue d'une table copieuse ferait scandale. C'est la grande beauté de l'Angleterre en ce moment, du haut en bas de l'échelle sociale. D'ailleurs, la réserve froide, et la discrétion partout. Même dans les manifestations patriotiques. Le 7 février, nous étions sur le passage du Roi et de la Reine, à midi, pour l'ouverture du Parlement. Une foule attendait, déférente, silencieuse, où çà et là un uniforme belge, ou français, piquait une faible note de couleur. On salua les souverains avec respect, et l'on applaudit quelque peu. Mais pas un cri, pas de démonstrations. « A Marseille, me souffle mon compagnon, ce serait un four. » Et même à Paris! Pourtant rien n'était plus résolu que la nation à ce moment. L'emprunt du 16 février, qui devait obtenir un si grand succès, se préparait. A Trafalgar-Square, les hôtels monumentaux criaient, de leur sommet, sur des bandes de toile gigantesques : « La marine compte sur vous! » — « L'armée de terre compte sur vous! » Et Nelson, du faîte de sa colonne, présidait à la leçon clamée sur le piédestal en lettres de vingt pieds : « Avant le 16 février, l'Angleterre compte que vous ferez de votre argent une arme! » Et, les jours suivans : « Dans sept jours, dans six jours, l'Allemagne aura son compte! » Et l'Allemagne fut depuis, en effet, bombardée par les milliards anglais, à Vimy, à Messines, et en d'autres lieux.

Malgré l'impatience qui nous ronge, de tels spectacles sont trop attachans pour ne pas nous faire paraître brève la fuite des heures. On voudrait voir davantage, savoir plus, écouter, ausculter à l'aise le cœur de l'admirable nation qui bat ici son pouls ferme, intrépide, majestueux. Mais nos journées d'attente tirent à leur fin. Un bref ordre de départ nous arrache à notre

contemplation absorbante, et, au lieu de dire : « Enfin! » nous disons : « Déjà ? » Vite, utilisons les momens extrêmes. Je cours une dernière fois au South Kensington, pour voir, dans la galerie du sous-sol à droite, la sculpture française. Et je tombe en arrêt, au coin d'une fenêtre, devant le buste de fillette, en marbre, dont j'ai poursuivi, en France, la terre cuite chez un amateur, et le moulage au petit musée de Châlons, sous une attribution fausse... Cette enfant coiffée de trois tresses, c'est la fille de Mme de Pompadour, Alexandrine d'Étioles; et l'auteur, Jacques Saly, n'a rien fait de plus savoureusement français que le buste original du musée de Londres. Cette petite découverte (mais en est-ce une?) met une joie d'art dans cette dernière journée. Une joie d'autre sorte, joie du cœur, est le contact définitif pris avec le noble soldat (il portait encore l'uniforme) qu'une heureuse conjonction de circonstances me donne pour compagnon de route, et qui va devenir en Hollande mon guide combien précieux, et mon ami. Gustave Cohen, professeur français de l'Université d'Amsterdam, mobilisé en 1914 comme sergent, blessé de dix blessures en Argonne, retourne à son poste d'université, réformé, avec neuf éclats de fer encore logés dans le corps, invalide pour le combat, héroïquement valide d'âme et d'esprit pour la défense morale de la France à l'étranger. Il rentre en Hollande appuyé sur deux cannes, officier maintenant, avec la croix de guerre et deux citations, après des mois et des mois de tortures auxquelles il aurait succombé sans la femme d'élite qui veillait à son chevet. Ensemble, nous faisons les plans de cette nouvelle et pacifique campagne dont l'objet est si simple : montrer le vrai visage de la France à ceux qui l'ont peut-être oublié, et le faire aimer un peu plus de ceux qui s'en souviennent encore. Et maintenant, en route! Enfin, demain à Hull, après-demain à Rotterdam! Ainsi raisonne notre ingénuité d'avant-guerre.

9-12 février.

Le vendredi 9, à neuf heures du matin, joyeuse bousculade à la gare de Kings-cross. On s'empile comme on peut dans les voitures d'un rouge rutilant. Tout est bondé. Le soleil, pour une fois levé de bonne heure, rit sur la plaine neigeuse. On roule en pays plat, plat. En passant, je salue les tours et les clochetons de la célèbre cathédrale de Péterborough. Voici

Doncaster, où l'on change de train, puis Brough. Nous approchons de Hull. Sur la gauche, la plaine se ponctue de ces moutons tout ronds, tout floconneux de stalactites de laine, qui ressemblent à des manchons à pattes, seulement un peu grumeleux de malpropreté. Quand ils trottent, le vent fait bouffer ces loques légères. Cela nous amuse un instant. Mais l'arrivée brusque à Hull, et la perspective de nouvelles palabres avec les diverses polices du port nous rappelle au sérieux. Il est trois heures. A peine débarqués, à peine véhiculés d'un premier office maritime à un second office maritime, le flegme et le formalisme nous enveloppent partout de leur glace. Après d'interminables attentes, exhibitions de papiers, explications, rectifications, méditations des divers préposés (tous serviables, polis, avec l'inévitable pipe odorante entre leurs lèvres serrées), on rentre à l'hôtel, à un hôtel indiqué, imposé, par le commissariat du port, au « Terminus » de l'endroit. Le départ? Geste vague du dernier bureaucrate à pipe. Pas aujourd'hui, ni sans doute demain. On ne sait pas. On dira. On téléphonera. *Well!* on téléphonera. Attendez...

Et le brouillard, laissé à Londres, tisse de plus belle ses lourdes toiles à l'embouchure de l'Humber. Il est jaunâtre, il est verdâtre; une vraie glu atmosphérique, qui colle partout, pénètre partout.

L'attente durera trois jours pleins, et l'on partira le quatrième. Usons le temps! Ici encore l'énergie anglaise apparaît, bien que la ville, énormément accrue et gonflée par la guerre, soit surtout ville de commerce maritime et d'industrie. Mais la note guerrière y résonne aussi. Wilberforce, du haut de sa colonne de bronze noir, et le monument de Victoria, d'une sculpture fade, voient défiler plus d'uniformes que de bourgerons, autour de leurs socles. Fifres et musique, voici justement qu'un régiment se masse sur la place de la gare, devant notre « station hotel, » autour d'un autre monument élevé à la gloire des coloniaux anglais. La foule s'empresse. Les uniformes moutarde forment un carré dense. C'est une remise de décorations, et de décorations françaises. Un officier français, que voilà, est venu les apporter. L'état-major parcourt les rangs, en compagnie d'un grand homme noir, en tuyau de poêle et collier d'argent, au médaillon central brimballant sur sa poitrine, — le lord-maire de Hull. La foule applaudit et même crie « Hurrah! »

à la fin. Ces troupes, encore un peu novices, frappent par leur bonne mine et leur air résolu. Il y a des papas un peu bedonnans, mais surtout de la jeunesse sèche et vigoureuse. De petits jeunets, sorte d'enfans de troupe, qui soufflent dans leurs fifres de tout leur cœur, ajoutent à cette impression de la « nation armée. » Une fanfare clame de tous ses cuivres un air grave, d'accent religieux.

Ce sérieux combiné à la décision, nous le retrouvons, mon compagnon et moi, le dimanche matin, en nous rendant à l'office de la vénérable et pittoresque église de la Holy Trinity. Le carillon, un de ces carillons symphoniques comme à Saint-Paul de Londres, nous guide à travers le dédale des rues où s'étale le désert dominical. Et sur place, face au parvis, nous tombons sur ce spectable : un très vieux colonel, assisté du clergyman en costume d'officiant, devant ses soldats à la parade. Près d'eux, des colis de petits livres moleskinés, des Évangiles évidemment. Le vieux colonel en a reçu un des mains du clergyman, et a adressé quelques paroles à ses hommes, en le désignant de son index droit. Puis, un petit tambour a fait : *pan patapan,* et l'on a défilé, après que le clergyman a puisé dans le colis pour remettre un exemplaire du petit livre à chaque gradé. Le vieux colonel, le jeune clergyman saluaient les hommes; et, au dernier disparu, l'un et l'autre sont entrés dans la Holy Trinity, où l'office a commencé, la chaire étant drapée des couleurs nationales, ainsi que l'estrade où se lit la liturgie. Il y avait, dans l'assistance civile, des soldats. Mais non pas la garnison menée par ordre, en bloc, et entrant chez Dieu en faisant le pas de l'oie, comme je l'ai vu à Saint-Ulrich de Strasbourg peu avant la guerre. Foi, patrie et liberté, nous avons eu ce matin-là l'abrégé de l'Angleterre.

Le même jour, on nous a chuchoté la raison de notre retard, et cette morne attente a été éclairée d'un rayon soudain : deux très gros poissons, qui ne se pêchent qu'au canon, avaient été l'un abîmé dans les flots, l'autre capturé avec tout son équipage, la veille même, en rade de Hull... Comme toujours, l'amirauté était muette, et aussi les journaux. Mais on n'avait pu escamoter le défilé des prisonniers, conduits du port à la gare, et escortés entre autres de quatre marins anglais, naguère eux-mêmes prisonniers des Allemands sur le sous-marin, et qui maintenant chantaient leur plus joyeux « Tipperary! »

Nous avons manqué cette scène d'une heure et nous nous en consolons difficilement !

Enfin, enfin, le départ s'esquisse, le lundi matin 12. Ce sera pour le soir même, mais chut ! Nous mettons le point final à ce séjour forcé en invitant à déjeuner le jovial et cordial consul, un Écossais magnifique dont les soins nous entourent paternellement. Par lui, nous sentons ce qu'est et ce que sera la sauvegarde britannique. Les précautions les plus minutieuses sont prises, nous en aurons bientôt la preuve. On risque l'accident, naturellement, mais non la capture, pire pour nous que la mort. Un *shake-hands* vigoureux, un dernier toast patriotique et nous filons.

EN MER DU NORD

12-17 février.

Ce départ furtif, l'oublierai-je jamais ? Un chapitre de Rocambole. Je reverrai toujours, dans le brouillard « purée de pois, » l'arrivée déjà ténébreuse entre quatre et cinq heures, les glissemens dans les docks, l'isolement de nos personnes dans les baraques policières, notre acheminement individuel vers des contrôleurs soupçonneux, sous la lumière pauvre, le silence funèbre sur toute cette cérémonie, enfin notre « internement, » précédés d'un falot, sur un vague navire dont je ne sus le nom que le lendemain. Il ne doit pas être commode, fichtre ! de passer par ces grilles si l'on n'a la conscience nette. La guerre a d'ailleurs supprimé tout confort. Notre cher compagnon blessé, Gustave Cohen, est véhiculé au bateau sur une brouette à colis, d'ailleurs traité avec d'infinis égards, et nous aussi, quoique moins intéressans. A bord, dans l'unique « salon » si peu salonnier, on se regarde, on s'observe. On est douze. Aucun, évidemment, ne voyage sans motif grave. Pour ces douze, le navire fait son voyage risqué. Cela devient très attachant.

Quatre jours et demi dura le séjour sur le *Kirkham-Abbey*, pour effectuer un trajet qui ne prend pas tout à fait, en temps ordinaire, une demi-journée. On stoppa, on mouilla, et surtout on zigzagua, plus qu'on ne navigua. Les traversées d'Angleterre en Hollande variaient alors d'un à sept jours, suivant les ordres et contre-ordres. L'état des « routes » marines se signalant à mesure et autrement que par la télégraphie sans fil,

force était d'attendre, en mer même, les instructions orales apportées par les navires patrouilleurs. Je ne saurais donc décrire quel fut notre itinéraire, puisque tantôt nous longeâmes les côtes anglaises vers le Sud, tantôt fîmes halte en pleine mer, tantôt rebroussâmes chemin, jusqu'au jour où, rendus à heure fixe sur un point déterminé la veille au soir, nous pûmes filer en droiture sur l'estuaire de la Meuse et Rotterdam; tous ces va-et-vient furent faciles à observer grâce au temps admirable dont nous ne cessâmes de jouir, ce qui corrigea de pittoresque l'ennui pesant de ces incertitudes, l'agacement de ce bruit d'ancres incessamment déchaînées pour des stoppages subits. Et, grâce à ces lenteurs mêmes, reconnues depuis salutaires et nécessaires, s'imprima dans notre esprit une image vraie de cette guerre, vue sous un angle spécial, dont la force nous prit à un degré extrême.

Ce qui nous saisit par-dessus tout, c'est la puissance, de possession et de surveillance à la fois, exercée par l'Angleterre sur la mer du Nord. Impression profonde dès le début, et fortifiée par la suite, puisque nous n'avons pas traversé moins de quatre fois la mer du Nord en quatre mois, en des points différens, et toujours sur des navires anglais. L'Angleterre est là chez elle. Elle y domine : autant dire qu'elle y fait, et qu'elle y obtient ce qu'elle veut, étant bien entendu qu'elle ne s'intéresse pas également à tout, qu'elle ne peut tout également protéger, convoyer, et qu'il est des choses qu'elle abandonne à leur destinée. Mais on dresserait aisément la courte liste, croyons-nous, des entreprises qu'elle a voulu faire aboutir, et qui n'ont pas abouti. Sur cette mer du Nord, qui n'est plus un simple canal comme la Manche, la maîtrise anglaise s'étale avec un luxe de moyens qui offre à l'œil un spectacle incomparable, à l'esprit une incroyable sécurité. On se sentait « chez eux » sur ces eaux soi-disant tapissées en profondeur de sous-marins, et on était sûr que toute chose émergente un peu suspecte était perdue d'avance, sans avoir pu même esquisser son coup. Si nombreux, si vites étaient les navires enveloppant l'horizon de leur couronne sans cesse en mouvement; si variés de forme, d'allure, étaient ceux qui sillonnaient et fouillaient les rayons de ce cercle, sans parler de ces éperviers aériens qu'on voyait planer, guetteurs infatigables à l'œil perçant, prêts à fondre comme la foudre sur la proie découverte! En vérité, le spectacle

était si beau, si majestueux, qu'on avait envie de battre des mains, avec un regret et presque un remords de se sentir si peu menacé, et d'être si à son aise pendant qu'au loin ceux qu'on avait laissés au foyer étaient sûrement en peine des voyageurs!

C'est qu'en effet à nulle heure, soit de nuit, soit de jour, durant quatre journées et demie, notre bateau ne connut la solitude. Il était comme au centre d'une ronde, dont à tout instant se détachait telle ou telle unité, qui faisait vers lui cavalier seul. Les puissans mammouths de la défense maritime ne furent vus que profilés au loin; mais les échantillons de tout le reste défilèrent à portée, et parfois au ras du *Kirkham-Abbey,* ainsi que du convoi que nous avions ramassé en route. Car, en avançant, nous fûmes ralliés par d'autres, et nous prîmes comme la tête d'un « train » flottant de huit à neuf navires. Chalutiers noirauds, en nombre incalculable; torpilleurs de toutes catégories, les uns imposans, les autres minces et miroitans, qui semblaient annelés comme des vers; patrouilleurs aux virevoltes multiples, et aux formes quelconques; çà et là, l'aiguille fuselée d'un sous-marin anglais noir, venant respirer et coupant l'air de son rasoir fin et silencieux; cent autres rencontres, sous un ciel de lumière ouatée, par un calme d'huile, firent de certaines heures immobiles des heures d'admiration et de méditation intense. Le soir cependant, et une certaine nuit, et tout un matin, la basse auguste du canon faisait retentir son chant formidable. On se canonnait vers Zeebrugge; il dut même y avoir, du 13 au 15 février, plus que des bombardemens ordinaires. Les flammes lointaines des obus, telles des lueurs de bengale, animaient l'horizon nocturne, et des spectres de dreadnoughts furent aperçus à plusieurs reprises, comme ces bêtes hurlantes que fait entrevoir Virgile d'un mot évocateur lorsque son héros frôle l'île d'Æa. Un instant, l'espoir nous visita d'assister de loin à une bataille navale. Mais n'y en eut-il point? Silence...

Cependant, sur cette mer gardée comme un terrain de chasse, plus d'un détail témoignait encore des accidens récens. La mer du Nord, comme tant d'autres à cette heure, est un tombeau. Et, vu le peu d'épaisseur de la nappe en certains points, le tombeau n'est pas si profond que les cadavres des navires ne se signalent à la surface. Des mâts, çà et là, émergent

comme des appels de détresse : nous en voyons jusqu'à trois dans une seule matinée. Ailleurs, un navire norvégien, blessé, penche, s'emplit et sombre lentement. Des bouées sans nombre sont semées avec méthode, et jalonnent les routes praticables. Des appels, des signaux à tout instant. Plusieurs fois, nous côtoyons des champs de filets métalliques, pièges à sous-marins tendus en festons, et contournés de navires aux extrémités, flanqués d'autres navires-gardiens au centre, pour surveiller la passe, que l'on ferme le soir. Et toujours cette couronne mouvante de navires au loin, parfois trente-cinq de tous les calibres, en rond, à l'horizon. C'est par centaines qu'il faut compter les navires de guerre que nous avons aperçus, et des flottilles ou flottes entières. Les chalutiers armés zèbrent cette mer en telle abondance que je n'ose citer le chiffre fantastique (des milliers) qu'on m'a révélé. Quant aux cargos de commerce qui, paisiblement, nous ont croisés dans les deux sens en cornant au passage comme des autos qui se rencontrent, s'ils ne furent pas de six à huit cents, ils ne furent pas deux. Nous n'en revenions pas, tant leur multitude et leur tranquillité semblaient ignorer qu'il y eût un blocus sans merci.

Un autre détail nous frappa d'une vraie admiration. Un soir, que nous trompions mal l'ennui de l'attente, le cri d'une sirène et l'ordre de stopper nous redressa. Qu'y avait-il ? L'instant d'après, le stewart se précipitait vers un hublot mal aveuglé, et tirait soigneusement le store. Eh quoi ! ce rais de lumière, aperçu dans la nuit, par un vigilant patrouilleur, avait suffi pour nous valoir le coup de sifflet, l'arrêt, l'accostage, l'observation, et sans doute l'amende à qui de droit ! Et cela, en pleine mer du Nord, comme naguère en pleine rue de Londres ou sur un boulevard de Paris ! Nous fûmes pétrifiés.

Et, de même, le « communiqué » s'abattit un jour sur notre table, reçu directement de la tour Eiffel par notre « sans fil, » et ce communiqué était bon. Ce jour-là, le champagne coula, et l'on but à la France. Le Belge d'en face but à la Belgique, et nous fîmes écho. Et les quelques Hollandais qui faisaient groupe avec le Belge, discrètement, — on est neutre, — montrèrent par leur expression qu'ils adhéraient. Ceci nous fut un premier et léger indice.

Enfin, le lundi, après quelques heures d'une marche brillante au milieu d'une escorte plus empressée que jamais, nous

stoppions à l'estuaire de la Meuse, dans les eaux neutres. Première visite des douaniers. Le pavillon anglais est amené, les papiers vérifiés, la télégraphie sans fil décrochée et encoffrée. Un pilote hollandais nous dirige. C'est le pilote d'eau salée. Plus loin, grimpera le pilote d'eau douce. On avance, lentement, dans une brume qui s'épaissit à vue d'œil. Tout est bientôt envahi, et les sons, les appels s'amortissent : mais très visibles et inhospitaliers sont les énormes glaçons qui encaquent les pointes des jetées, des estacades, des bouées à phares et à cloches. C'est comme une cuirasse brisée, sale, peuplée de mouettes, dont les débris semblent doués d'yeux pour se jeter contre notre cargo à qui mieux mieux, et qui escaladent les uns sur les autres. Lourdement, pesamment, on manœuvre pour accoster, pour chasser, par des trappes d'eau, ces blocs qui barrent l'accès du quai. On frôle quatre navires allemands « neutralisés » là depuis la guerre, et dont la peinture se décolle. Et voici, à la fin des fins, la passerelle placée, et les fonctionnaires hollandais, pas élégans avec leur certaine casquette, mais exigeans et importans, et lents surtout, qui nous reçoivent. Ce quai désert, ces wagons abandonnés sur une voie sans lumière, ce noir, ce froid, c'est la première impression de Rotterdam. Partis le 2 février, il nous a fallu quinze jours pleins pour atteindre une ville où, de Paris, en temps de paix, on atteint entre le déjeuner et le dîner. Notre tâche va commencer.

LA HAYE

17-27 février.

Une heure après, nous sommes à la Haye.

Tout de suite, rien qu'au roulement du flot humain dans les rues passagères de la capitale, ce samedi soir 17 février, on sentait la nation soustraite à la guerre, et pourtant dominée par les préoccupations de la guerre. De nombreux uniformes militaires dans une population qui l'est si peu, un certain déploiement de police, des élémens étrangers visiblement nombreux; du flamand ou du français avec l'accent belge tranchant sur la langue nationale, enfin, la nature des affiches ou des enseignes disaient la guerre aux frontières, c'est-à-dire très près, car tout est près en Hollande. Mais l'abondance de l'éclai-

rage, l'animation et la gaîté de la foule, l'agglomération dans les cafés illuminés, et tous les visages, toutes les tables face à la rue et à son spectacle à travers les devantures de glaces sans rideaux, disaient la paix, et la paix encore dans l'abondance, dans le confort habituel. La Hollande vivait sa vie de ruche, mais dans un peu plus d'excitation, voilà tout.

Dès le lendemain matin, les premiers contacts étaient pris. Quoique notre mission fût tout amicale et n'eût rien de spécifiquement politique, des visites s'imposaient, dans les milieux officiels; elles furent toutes gracieusement accueillies, avec de ces nuances d'empressement qui ne trompent pas. Visiblement, on était bien aise de voir des Français qui, sans titre officiel, venaient connaître les sentimens de la Hollande pour la France et exprimer ceux de la France pour la Hollande. De ces derniers nous pouvions nous porter garans : une trop longue tradition d'estime et d'amitié existait chez nous envers le pays néerlandais, asile séculaire de la pensée et de la religion persécutées, pour que même la plus cruelle des guerres en eût sensiblement altéré l'essence. Mais étions-nous aussi sûrs des sentimens de la Hollande, et n'avions-nous pas à ce sujet quelque patriotique appréhension? Nous l'avions, il faut l'avouer. Cette appréhension fut vite dissipée. Dès qu'aucune méprise ne fut possible sur le but de notre voyage et l'esprit dans lequel il avait été conçu, on vint à nous les mains tendues. Le caractère de mon compagnon, représentant désigné de la Fédération des Églises protestantes de France, mon long passé universitaire, enfin nos attaches dans un pays où l'un de nous retrouvait même des demi-parentés, tout cela nous valut la confiance, avec la sincérité qu'elle entraîne à sa suite. Nous pûmes ainsi écouter, et répondre; distinguer le vrai son de la voix nationale, et ne pas nous méprendre; voir enfin, sous certaines apparences et certaines contingences accidentelles, le fonds permanent. Dans d'autres pays, visités par nous ensuite, nous pûmes avoir surtout à craindre d'être dupes; ici, il fallait surtout nous garder d'être injustes; bien comprendre, avant d'apprécier. Si la cordialité se doit aux amis, et l'équité même aux ennemis, comment ne pas prêter une oreille attentive, et bienveillante surtout, à de discrètes protestations inspirées par le désir d'être mieux jugés, par la conscience de n'avoir pas démérité? Comment n'être pas sensibles à des plaintes affec-

tueuses comme celles-ci : « On nous connaît mal chez vous. On y est enclin au soupçon envers le vrai sentiment de la Hollande. Un article injuste, une critique imméritée, nous a plus nui dans votre esprit que ne nous ont servis une conduite loyale et un attachement obstiné à des principes qui sont les vôtres. Il y a eu méprise sur notre compte. Et c'est votre faute. *Pourquoi ne venez-vous jamais chez nous?* Vous ne nous méconnaîtriez pas, si vous vouliez vous donner la peine de nous connaître. Mais vous vous êtes peu à peu retirés de nous. Vous vous êtes désintéressés de la petite Hollande, quitte à accueillir avec un peu trop de légèreté le moindre bruit défavorable. Ne tenez-vous aucun compte de notre situation, de nos difficultés? Pourquoi n'avez-vous pas une presse plus juste, mieux informée, celle que vous mériteriez d'avoir? Pourtant, malgré la méconnaissance dont nous sommes l'objet, nos sentimens sont pour la France. Vous vous en serez bientôt convaincus. Au reste, jugez-nous à l'œuvre. »

Ils n'ajoutaient pas, car ils ont la charité modeste : « Jugez-nous à nos œuvres. » Mais ces œuvres multiples, inspirées par une inépuisable générosité, pratiquées avec autant d'ardeur que de délicatesse, nous frappaient sitôt débarqués. Les plus nombreuses, et de beaucoup, avaient pour objet la nation belge, la voisine et la sœur. La détresse belge émut le tendre cœur de la Hollande d'une pitié qui se traduisit par les actes publics et privés les plus touchans. Par toutes les frontières méridionales, dans ces plats pays sans frontières, le flot des misères remonta, marée humaine qui inonda le pays et à laquelle l'âme hollandaise n'opposa point de digues. Pourtant, c'était un surcroît de population d'un quart environ, sinon davantage, qui venait déferler sur son étroit territoire : douze cent mille après Liége et Louvain, aujourd'hui plus de quinze cent mille. Et la Belgique n'épuisa pas la charité hollandaise. La Néerlande voulut aussi travailler pour la France. Elle donna, elle se multiplia, elle fournit des marraines aux prisonniers français, elle expédia des colis, elle saisit les occasions ou les provoqua. Notre arrivée coïncidait avec celle des petits enfans français, évacués, à travers la Belgique envahie, de la région de Lille et de Roubaix. Mme Allizé, la femme de notre ministre, allait les recevoir à la frontière de Rosendaal, le lendemain. Nous les visitions avec elle, quelques jours après,

dans le pavillon qu'on leur préparait au bois charmant de Wassenaar; mais le Comité qui avait gracieusement offert la présidence d'honneur à une Française était purement hollandais, composé de dames toutes Hollandaises de naissance, groupées autour de Mme la baronne Taets van Amerongen-Viruly; et il déployait dans son action la généreuse jalousie de sa belle initiative. Depuis, ces comités et ces œuvres d'enfans français se sont multipliés, à un degré qu'il ne convient pas que la France ignore.

Ardeur de charité, ardeur de dignité. L'une est génératrice de l'autre. Le peuple hollandais, qui paraît d'abord froid et gourmé, cache sous ces apparences une chaleur de sentiment et une passion incroyables. Aucune âme, je crois, n'est plus indépendante que la sienne. Sûr d'un écrasement bien plus rapide encore que celui de la Belgique en cas d'invasion, ce pays n'en a pas moins fait tous les gestes nécessaires pour la sauvegarde du sol national, de ce sol qui est lui-même une patiente victoire sur les élémens, sur les oppressions historiques. Malgré la grande nappe d'intérêts commerciaux qui a un peu, dans certaines villes d'affaires, noyé certaines de ses traditions et brouillé parfois les traits de sa physionomie, il a gardé sa conscience protestante, et il est imployable à la loi du plus fort. En voyant manœuvrer cette armée toute fraîche, improvisée depuis août 1914, et de bonne allure, ma foi, sous son uniforme réséda; devant toute cette civique application qu'une simple batterie d'artillerie lourde, du côté adverse, eût réduite à néant, je retrouvais en action le mot célèbre du Taciturne : « Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer. » Et j'ai réprimé un sourire trop facile devant certaines tranchées creusées par des novices, ou devant ces fils barbelés, plantés en pleins étangs, où se jouaient les sarcelles des chasses gardées.

Courage d'opinion enfin, et qui s'exprime à la hollandaise, c'est-à-dire sans violence, mais avec une ferme liberté. La presse n'est jamais « déchaînée, » aux Pays-Bas, parce qu'elle n'est pas enchaînée. Ou, si elle se déchaîne un peu, les tribunaux interviennent, et parfois avec une dureté qui a soulevé des protestations contre les condamnations d'un rédacteur du *Telegraaf*. Au fond, pays de tolérance et de libre examen, fidèle

à sa tradition séculaire. Modéré en paroles, mais net et délibéré dans ses idées. Incapable d'hypocrisie, comme, aussi, insensible à la flatterie intéressée, à l'avance obséquieuse. Honnête en un mot, et incapable du tartufisme politique dont se badigeonne le machiavélisme germain. Au fond, le tempérament le plus irréductible au tempérament allemand. Chez beaucoup même, à la lettre, l'horreur de l'Allemand. Ni la même mentalité, ni la même moralité : un antagonisme moral complet. Aussi les journaux parlent-ils clair et net. Il n'est que de les parcourir, pour sentir, à travers certaines prudences de termes, les principes résistans qui se font jour. Dès le premier moment, certains faits ont soulevé une telle indignation que le gouvernement s'en est fait l'écho. Ainsi l'arrestation des professeurs Pirenne et Frédéricq, dont il a été déjà parlé ici (1). Toute une presse, rédigée en langue française, est éclose depuis la guerre, et s'épanouit librement. Rien de moins neutre que ce qui s'imprime dans ce pays neutre. Voici la *Gazette de Hollande*, dirigée par M. de Gubernatis, en deux langues, français et anglais; voici *l'Écho belge*, dirigé par M. Charles Bernard, en français ; voici *Les Nouvelles*, « journal belge fondé à Maastricht en août 1914 par un groupe de journalistes liégeois ; » voici l'importante et même luxueuse *Revue de Hollande*, de M. de Solpray, etc. Tout cela se crie dans les rues de la Haye, se débite sur le « Plein, » s'étale aux devantures des boutiques côte à côte avec les journaux français, trop rares d'ailleurs, et venus, presque tous, en raison du blocus naval, par la Suisse et l'Allemagne... Ce détail seul en dit long sur notre absence aux pays neutres du Nord !

Ainsi, en quelques jours d'enquête sérieuse, d'ailleurs parfaitement guidés par nos amis français et hollandais, — sans parler de notre très distingué ministre à la Haye, — renseignés aussi par nos yeux et nos oreilles, nous connaissons assez notre terrain, et nous entrevoyons, à notre extrême joie, une Hollande assez différente de celle qu'on juge sur les boulevards, ou même dans les bureaux de certains journaux. Nous nous mettons aussitôt à l'œuvre, car le temps presse. Conférences, causeries, — voire prédications par mon compagnon, — visites nombreuses, interviews de journaux, tout nous sera bon, pour peu

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er septembre 1916, l'étude M. Maurice Gandolphe : *Enquête en Hollande*.

que nous puissions rappeler à chaque circonstance quelques-uns des « traits éternels » de la France.

Nous débutons modestement. C'est mon compagnon qui ouvre le feu devant un auditoire restreint, mais choisi, dans un vague petit local attenant à la salle *Diligentia*. Sa conférence sur le « réalisme » français, littéraire par son thème, morale et actuelle par sa conclusion, fait aussitôt apprécier son talent ferme, sobre, sa parole incisive et sûre. Au silence recueilli qui est celui des auditoires hollandais, succède, après la séance, une de ces chaleurs d'approbation émue qui disent l'adhésion profonde. Ce faible lot d'assistans renferme bien des unités de valeur, littérateurs, attachés de légation, comité d'Alliance française, dames haut placées dans la société de la capitale, et même à la Cour. Et aussitôt les encouragemens, les demandes : « Il faut des salles plus vastes, des annonces mieux faites; continuez, redoublez : nous amènerons nos amis, des amis de la France, et ils sont nombreux ici, allez! » En effet, la presse soulignait, appréciait avec une bienveillance croissante notre parole. Déjà on nous demandait dans plusieurs villes, où l'Alliance française a un Comité, parfois présidé par le pasteur wallon. M. Édouard Soulier se multipliait aussitôt à la Haye, où son activité produisait chaque jour des fruits plus nombreux.

J'en eus la preuve lors de ma première conférence, sur « la France d'après Michelet. » Une vaste salle de la Ruyterstraat, très fournie d'auditeurs; la légation de France, l'Alliance française, au grand complet; la sympathie la plus vive ne cessant pas un instant; et, pendant la « pause » (la conférence, en Hollande, se fait en deux parties et se coupe d'un entr'acte), un journaliste venant me demander le texte d'une citation de Montesquieu que la salle avait saluée d'une salve, contre son usage. Le lendemain, la belle parole de notre grand philosophe faisait le tour de la presse (1).

(1) *La Gazette de Hollande* du mercredi 28 février consacrait à cette soirée un long article, dont voici un extrait : « La salle entière éclata en applaudissemens lorsque le conférencier rappela cette phrase de Montesquieu qui, ayant dit qu'il fallait préférer sa famille à soi-même, et sa patrie à sa famille, poursuivait son idée en disant : « Si on me proposait une chose qui fût utile à mon pays, et qui « fût nuisible à l'Europe et à l'humanité, je la repousserais comme un crime! »

Et le journaliste hollandais poursuit à son tour : « *Cette France si belle, si idéaliste qu'a vue Michelet, est-ce la France du passé, ou bien, au contraire, la*

Ce premier contact avec le public hollandais, le mercredi 27 février, dissipait mes dernières appréhensions, et me convainquait d'une sympathie qui, par-dessus nos modestes personnes, allait à cette sublime « personne morale » qu'est la France, celle de Michelet, celle de 1917, la France éternelle, qui continue. Comment sa figure, même faiblement évoquée, n'inspirerait-elle pas de l'amour à un peuple généreux?

AMSTERDAM

Février-mars.

Après la Haye, capitale du monde officiel et de la Cour, me voici à Amsterdam, capitale de la vie hollandaise et de l'opinion. Journaux, affaires, mouvement intellectuel, tous les courans sont ici plus larges, plus forts; c'est l'Amstel. Une ville toute en ponts, en quais, en canaux concentriques, d'un pittoresque achevé, que j'admirerais beaucoup si j'en avais le loisir et si, par un fâcheux inconvénient de la saison, les brumes plus collantes ici qu'ailleurs, et la malaria qui flotte en permanence sur cet écheveau de canaux stagnans, ne rendaient trop fébrile la première acclimatation. Mais, en revanche, quel accueil partout! Le Français ne trouve ici que cordialité et bonne grâce, et surtout un universitaire, dans cette ville d'université, où le haut corps enseignant tient — comme par toute la Hollande d'ailleurs — une place prépondérante. L'événement qu'est le retour de Gustave Cohen, reprenant sa chaire à l'université comme officier réformé, blessé et croix de guerre, est tout à fait significatif. Dans la pension de la Tesselschadestraat où il est d'abord descendu, comme après dans la Van-Breestraat, c'est un défilé. Sa chambre de malade est fleurie d'azalées, de tulipes, et aussi de rubans tricolores. Les lettres, les cartes, les adresses d'étudians pleuvent. A toute heure, des visites, des questions émues, un attendrissement touchant chez ses collègues hollandais : on demande à voir la croix de guerre avec ses petites étoiles, à la toucher. J'assiste à ces scènes, aux récits du soldat de Vauquois, j'observe l'impression qu'ils font sur ces

France n'est-elle pas aujourd'hui plus belle et plus idéaliste qu'aux plus glorieuses périodes de son histoire ? » — Cette citation suffira à donner le ton des journaux hollandais, qui ne s'est pas démenti durant tout notre séjour, et n'a donné lieu à aucune note dissonante ou contradictoire.

professeurs graves, sur ces hommes de lettres, ces fonctionnaires : et je comprends que, si nos amis de Hollande se figuraient assez jusqu'ici l'âme de la France manifestée à la Marne, ils ne la sentaient pas encore directement. Maintenant, ils l'écoutent, ils la voient, ils la touchent. Et ils l'admirent. Ils n'osaient pas encore espérer pour nous. Et voici que notre espérance, mieux encore notre certitude, affirmée, démontrée par nous, les saisit, les enchante, les transporte. Ils ne demandent qu'à croire à la victoire de la France! Une fois dégagée de cette lourde oppression dont la propagande et la presse allemandes accablaient leurs esprits, les voilà heureux, fervens, applaudissans, et buvant les paroles d'espoir en levant vers nous des yeux humides. Je n'oublierai jamais la chambre de Gustave Cohen.

Mais je n'oublierai pas non plus la salle de cours, transformée en serre, où il reparut à mon bras devant ses étudians pour sa rentrée à l'université, ni ce « Cercle français, » son œuvre, où il fut acclamé par un auditoire déjà considérable quand il vint présider ma première conférence : nous ne savions comment avancer dans un massif de fleurs qui parlaient par tous leurs rubans. Et les séances suivantes virent grandir, s'afficher de plus en plus ce succès fait à la France. Quelle joie profonde, quelle fierté, même pour le cœur le plus modeste, de sentir l'amour de sa patrie grandir dans l'âme de l'étranger et de fraterniser avec lui dans cet amour! Ces impressions communiquées de proche en proche dans un pays où rien n'est « lointain, » et multipliées par les rencontres, les invitations, les attentions de toute sorte, devaient, en fin de compte, grâce au succès éclatant de mon compagnon à la Haye, aboutir à notre réception par LL. MM. les Reines, et à la grande manifestation française du 26 mars.

A Amsterdam, tout paraît avoir son centre, plus qu'à la Haye. Mon champ d'observation était plus étendu, plus varié, plus fécond. Il est vrai qu'en quelques semaines, coupées de légères absences, je n'ai pu tout voir, ni voir tout le monde; mais n'est-ce rien que d'utiles contacts, que des amorces sympathiques d'amitiés susceptibles de lendemain? Ce fut, certes, un honneur pour moi, et un privilège, de pouvoir maintes fois lier conversation avec des hommes tels que le savant doyen Böer, qui depuis la violation de la Belgique, a renoncé

à faire paraître ses travaux en langue allemande, perdant ainsi sa clientèle ordinaire de lecteurs; avec un docteur Treub, ancien recteur, correspondant de notre Académie de médecine, promoteur de l'hôpital néerlandais de Paris, et défenseur plein d'humour de nos idées françaises; avec un Franzen, médiéviste, qui, né d'un père allemand et d'une mère lorraine, citoyen allemand lui-même jusqu'à la guerre, s'est fait naturaliser hollandais par dégoût de l'Allemagne; avec un Logeman, professeur hollandais de l'Université de Gand, et expulsé par von Bissing pour n'avoir pas voulu coopérer à la « flamandisation germanique » de l'université belge, dont il était le loyal serviteur; avec un Boissevain père, le patriarche vénéré de la presse amsterdamoise, qui répondait en ces termes à mes remerciemens pour un article chaleureux visant la France : « Je suis de cœur et d'âme Hollandais, et pourtant la France est pour nous tous un sol sacré et aimé. Oh! comme je prie pour sa victoire! » Celui-là, descendant lointain de réfugiés, avait encore, il est vrai, du sang français dans les veines.

Mais combien de purs Hollandais pensent comme lui! Combien m'ont exprimé des sentimens analogues! Qu'il y avait souvent, même sans paroles précises, de sympathiques sous-entendus dans certaines poignées de mains! On se sentait ainsi en fraternité avec le très savant Kortewg, bien connu de notre regretté Darboux; avec les hommes du Comité « Hollande-France, » MM. van der Schalk, Bauer, Th. Boelen, et le très dévoué G. Walch; avec M. Vliegen, échevin de la ville d'Amsterdam; avec l'historien Kernkamp; avec l'excellent « lecteur » Gallas; avec le professeur Niermeyer, avec M. Vahlkoff, d'Hilversum, et avec tant d'autres! véritable élite intellectuelle, levain actif de la fermentation anti-allemande autour du noyau d'Amsterdam, sans parler d'autres élémens très agissans ailleurs. Et encore n'ai-je pu rencontrer ni l'éminent juriste van Embden, qui, après le torpillage de la *Lusitania*, envoya une démission retentissante à toutes les revues juridiques allemandes dont il était le collaborateur; ni l'énergique député van Hamel, digne neveu du célèbre professeur de Groningue, qui, dans sa revue hebdomadaire, l'*Amsterdammer*, jetait hardiment un cri d'alarme : « Hollande, prends garde! » après certain procès de presse où la magistrature de la Haye ne lui avait point paru assez indépendante.

Cas isolés, dira-t-on. Beaucoup moins qu'on ne pense. A côté, il y a les actes collectifs. C'en est un, certes, que la création de ces « Hollande-France, » comités fondés un peu partout dans les Pays-Bas pour répondre au comité « France-Hollande » de Paris, et pour faire passer la sympathie pour la France, de l'état platonique à l'état pratique. La brochure publiée, hier, par le « Comité exécutif de Nederland-Frankrijk, » sous la triple signature de notre grand ami J.-J. Salverda de Grave, du pasteur J.-L. Pierson, et de J. van der Elst, professeur au lycée libre de Groningue, est un acte singulièrement précis, en ce qu'elle met tous les points sur les *i*, pour ce qui concerne la diffusion possible, certaine, du livre français en Hollande, pour peu que nos éditeurs consentent à secouer l'antique routine (1). L'organisation de la *Ligue des pays neutres*, ligue pour la défense des droits des neutres contre les entreprises de la force, dont nous avons vu les premiers et très dignes manifestes, est un second acte. Et un certain *Club des patriotes*, qui s'ébauchait en mars dernier, en promettait un troisième. En marge, si les Alliances françaises savaient faire partout ce qu'elles peuvent faire, leur tâche serait mieux opérante. Quand on pense à tout ce qu'a pu faire un seul pasteur wallon, à Amsterdam ; à ce journal, le *Foyer wallon*, qu'il dirige et rédige encore du front où il se bat, et à cette petite maîtrise, dirigée par une femme de talent et de cœur (2), qui salua un jour notre entrée dans l'école par un chant admirable de *la Marseillaise*, avec une gerbe cravatée de tricolore! Mais une inertie fâcheusement colorée de discrétion a souvent laissé échapper ce qu'il suffisait de retenir. Partout, on nous a moins « pris » que nous n'avons laissé tomber. A nous la faute, la très grande faute. Et disons tout haut un patriotique *mea culpa*.

On comprend maintenant pourquoi, en face d'un monde officiel gourmé par fonction et neutre par politique du moindre

(1) *Le livre français en Hollande, enquête auprès des libraires et des directeurs de revues en Hollande*, par le Comité exécutif de « Nederland-Frankrijk, » (J.-J. Salverda de Grave, professeur à l'Université de Groningue; J.-L. Pierson, pasteur de l'Église réformée de Groningue — et J. van der Elst, professeur au lycée libre de Groningue). — Rapport adressé aux éditeurs français par l'intermédiaire du Comité « France-Hollande » à Paris (brochure de soixante pages, en trois parties.)

(2) Pourquoi ne pas nommer ce pasteur, et cette directrice? Au risque de gêner leur modestie, je désigne M. Giran et M[lle] Middelraad.

danger, s'est dressée toute une élite intellectuelle, ardente à affranchir sa pensée comme sa conscience, soucieuse de plus de fierté d'attitude d'abord, chez les descendans des anciens « Gueux de mer, » passionnément résolue ensuite à décoller de son âme les suçoirs de la pieuvre germanique. Car, à l'éclair des obus, elle a vu l'œuvre sournoise déjà accomplie, et elle a frissonné à la pensée de cet autre danger, le danger moral, pire encore que le premier. C'est cela qui lui fait chercher à tâtons la France dans la fumée de l'heure présente ; et, jusque hier du moins, la France était trop absente de chez elle. Absente de ses ports et de ses docks, passe encore, c'est la guerre ; mais absente de ses affaires, de son commerce, de ses échanges généraux, et cela depuis trente ou quarante ans, quelle faute ! et absente de ses librairies, de ses kiosques de journaux, tandis que l'Allemagne inonde le marché de sa presse, quelle fatalité pour nous ! Le peu que la Hollande sait de nous, elle l'apprend par nos ennemis ! Pourtant, un peu de vérité française filtre dans ces obscurs maquillages, et c'est à cette clarté qu'on se dirige vers nous. On sent la France éternelle sous la France actuelle, et comment l'une ne s'expliquerait pas sans l'autre. On sent que la Marne fut un autre Valmy, et d'une autre conséquence. On sent enfin que la victoire de la France sera celle des nations libres, et que sa défaite serait leur défaite. On ne le sent pas seulement, on le dit tout haut, on l'imprime. Une femme, Mlle Charlotte A. van Manen, fait précéder son livre sur l'*Épanouissement de l'Allemagne et l'hégémonie prussienne* (1), de ces lignes : « La Hollande naquit d'une lutte pour la liberté... Vivant dans cette même liberté enracinée, elle attend du vingtième siècle la liberté intérieure. *C'est donc par l'essence de sa nature même que la Hollande se sent une avec tous ceux qui aspirent au même idéal.* » Ces lignes ont été écrites pendant la guerre, en avril 1916.

Ainsi le désir de connaître mieux la France de ce temps, de se rapprocher d'elle, de lui témoigner admiration et reconnaissance tendres, est ce qui travaille en ce moment la Hollande, fidèle en ceci à toutes ses traditions d'indépendance, de haute culture, et de sympathie pour la civilisation latine. Car, malgré le voisinage des populations et des langues, elle est beaucoup

(1) (La Haye, Martinus, Nijhoff, 1916, traduction française). L'auteur est docteur en sciences politiques.

plus repoussée qu'attirée par le germanisme, et son tempérament est, en son fond dernier, irréductible au tempérament allemand.

De nous, elle n'a rien à redouter, ni l'annexion morale, ni la captation matérielle. Elle n'en attend que des élémens libérateurs. Seule, peut-être, des nations de l'Europe, elle nous aime pour des raisons uniquement morales, auxquelles les intérêts matériels ne font presque aucune contre-partie. Notre meilleur titre à ses yeux, c'est d'être ce que nous sommes, sans nous être donné la peine de l'attirer elle-même à nous. Ne serait-il pas temps de « reconnaître » par une juste réciprocité ce don gratuit de l'élite intellectuelle d'une noble nation? Nous qui n'avons pas eu assez de trompettes pour célébrer les gloires artistiques ou littéraires de Scandinavie, de Russie ou d'Allemagne, avons-nous eu seulement une flûte pour moduler l'éloge de Johan de Meester, qui est pourtant de la lignée directe de nos Goncourt et de nos Maupassant? Dans nos grands concerts, parfois si bizarrement panachés, avons-nous fait état, peu ou prou, soit de l'ancienne musique hollandaise, dont les airs sont parfois si pénétrans, soit de la moderne, qui s'apparente à la nôtre par plus d'un point? Dirai-je ma confusion d'avoir eu à « découvrir, » à Amsterdam, l'admirable compositeur, et combien passionné de la France et de sa musique, qu'est M. Diepenbrock? Faut-il ajouter que ce grand artiste, concentré, tendre et savant comme un César Franck néerlandais, a mis en musique des poésies de guerre de nos soldats (1), et que c'est en France seulement que cette musique antiallemande en tout sens est inconnue? Mais pendant que j'y suis, puis-je taire qu'aux côtés de M. Mengelberg (non pas inconnu de Paris, mais infiniment plus connu à Francfort) grandissent de jeunes chefs d'orchestre, tels que M. Evert Cornélis, qui brûlent d'exécuter plus souvent de la musique française? Dissimulerai-je que tout le mouvement musical hollandais est orienté vers la France, et que public, critiques musicaux (2),

(1) Notamment *Le Vin de la Revanche*, *Les Poilus de l'Argonne*, et *Debout, les Belges!*

(2) Le très distingué critique musical du *Handelsblad* d'Amsterdam, M. Mottijs Vermeulen, écrivait justement, le 8 mars 1917 : « La *Suite pastorale* de Chabrier résonne divinement dans sa naïveté et son jeu de couleurs variées. La *Suite algérienne* de Saint-Saëns est toute bruissante de mélodie et de rythme jeune. C'est de pareils ouvrages que nos jeunes compositeurs devraient apprendre

éditeurs enfin, réclament à grands cris une pâture qu'ils aiment, dont ils ont besoin, et que nous nous obstinons à lui refuser? Enfin, signalerai-je cet exemple qu'un certain soir de février, amené par un hasard au huitième concert de la Société *Diligentia* à la Haye, je fus ébloui, à la lettre, par l'exécution splendide de la *Symphonie fantastique* de Berlioz, dirigée par M. Johan Wagenaar, ainsi que par celle de trois morceaux de Debussy? A Paris même, j'ai ouï rarement des auditions aussi parfaites, aussi dépourvues de toute ombre de cabotinage instrumental. La Hollande musicale ne mérite pas moins d'être connue que la Hollande littéraire, certes! et tant d'autres Hollandes de nous Français trop peu connues... Et toutes ces découvertes me suggéraient bien des réflexions, lorsque, perdu dans le lacis des quais d'Amsterdam, je regagnais, le soir, le gîte où m'attendait quelque accès de malaria.

HOMMAGES A LA FRANCE

D'Amsterdam, à tout instant, je poussais des pointes çà et là, partout où la parole française était demandée. Ainsi faisait mon compagnon. Il allait de la sorte à Haarlem, à Deventer, à Nimègue, à Almelo, à Utrecht, etc., et montait en chaire dans plusieurs de ces églises wallonnes, si précieuses pour le maintien du souvenir français en Hollande. Notre séjour, très court dans le plan primitif, s'était allongé après le torpillage du *Copenhague* et la raréfaction des courriers. Au lieu de deux semaines d'arrêt, nous en étions maintenant à notre sixième semaine. Heureux retard, qui ouvrit à notre étude un champ imprévu, et amena les audiences accordées par LL. MM. les Reines, celle de la reine Wilhelmine le 19 mars, celle de la reine douairière le 26 mars, le jour même où la France devait être fêtée à l'occasion de nos modestes personnes, au banquet du Wittebrug, près la Haye. Il ne pouvait être

l'instrumentation claire, transparente, maîtresse d'elle-même, sans même parler de la poésie et d'un enthousiasme aussi simple que divin. Cette musique ne représente aucune philosophie, aucune sorte d'héroïsme, et moins encore l'héroïsme pédagogique (lisez *allemand*), mais rien que la beauté, l'amour, et l'art de la vie. »

A Rotterdam, on peut relever le nom des compositeurs ou des exécutans français qui se sont produits dans cette ville sur le catalogue qui a été dressé, en dernier lieu, par les soins diligens de M. P.-J. van Wijngaarden.

question, dans ces audiences, ni de politique, ni de guerre. Mais la longueur inusitée de ces entretiens, l'attention que la reine Wilhelmine mit à recevoir chacun de nous séparément et longuement, l'admiration chaleureuse qui fut témoignée de part et d'autre pour l'héroïsme de la France et pour le courage moral de ses femmes dans le sacrifice, montraient un hommage parti du cœur. La reine mit sous nos yeux une relique française de la famille royale, le « mémorial » manuscrit des Coligny, où le nom de Gaspard, l'amiral, est marqué à mainte page. La pieuse délicatesse d'un tel geste était bien faite pour nous toucher à l'endroit le plus sensible. Cette audience « privée » ne fut point mentionnée dans les journaux. Elle n'en fut pas moins connue et appréciée à sa valeur par notre entourage.

Partout, hors d'Amsterdam, les observations faites à Amsterdam se confirmèrent, se complétèrent. J'eus l'occasion de remarquer une fois de plus, à Leyde, ville d'université célèbre, quelle excellente langue parlent les professeurs hollandais chargés de l'enseignement français soit au lycée, soit à l'université comme « lecteurs. » M. Snyders de Vogel, qui m'introduisit auprès du public; M. Werkmann, qui m'accueillit à l'arrivée, me l'ont appris une fois pour toutes. A Utrecht, le président de l'Alliance française, M. le pasteur Genouy, était Français, et de la meilleure marque de nos terroirs du Midi; mais à Nimègue, entre notre président, M. Wieweg, et son dévoué secrétaire, M. Hovenkamp, mon admiration a recommencé. Elle a redoublé, à Rotterdam, lors d'une première et tout intime séance que m'avait demandée la présidente du Comité Hollande-France de cette ville : à ses côtés, en effet, je trouvais associés à la même œuvre de dévouement à la France un Johan de Meester, le grand écrivain hollandais; un Huib Luns, artiste réputé, et d'autres personnes familiarisées de tout temps avec nos idées, notre littérature, notre art. Et ce comité présidé par une dame (la seule, je crois bien, dans ce cas), avait récemment montré de quoi il était capable lors de cette « Exposition d'art français » qui voyagea l'année dernière en Hollande, et y prit les proportions d'un événement, événement souligné à la Haye par la visite de LL. MM. les Reines et du prince consort. La qualité supérieure de ce premier contact avec l'élément francophile de Rotterdam

m'avait laissé une impression trop vive pour que je ne fusse pas désireux de la renouveler.

Ma visite à Groningue venait d'ailleurs de mettre à leur comble mes joies de Français, puisque, — et ce mot dit tout, — j'y avais été reçu par Salverda de Grave.

N'était-il pas un des nôtres, cet homme si naturellement élégant de pensée, de verbe comme de geste, savant entre les plus savans, causeur entre les plus fins, plein d'esprit à la française, sachant sourire et sachant conter, cachant tant de fond et de sérieux sous sa grâce, d'ailleurs parlant une langue si souple, si familière et si châtiée à la fois que l'hôte français rougit de ses négligences et de ses à peu près? Un maître, enfin, et de la famille de nos Gaston Paris. J'étais sous le charme. Je compris à l'instant le pouvoir de rayonnement français d'un tel homme en Hollande. Car Salverda de Grave règne en Hollande sur tout l'enseignement français, à tous les degrés. Successeur à Groningue de van Hamel (dont le fils est élevé comme « Français » à Paris en ce moment), continuateur de son œuvre en Néerlande, ancien maître pendant près de dix ans de la reine Wilhelmine (ceci en dit long et porte loin), Salverda de Grave était bien jusqu'à la guerre président de l'Alliance française de Groningue, et dévoué parmi les plus dévoués. Mais cela ne lui a pas suffi depuis la guerre. Et c'est à son initiative, à son autorité, unique en son pays, qu'est due la constitution de ces Comités « Hollande-France » dont j'ai parlé plus haut. C'est à lui encore, à sa personne respectée, à ses fermes convictions et à son tact infaillible que revenait l'honneur de porter à la France l'hommage qui lui fut rendu le 26 mars. Ma simple conférence, donnée à Groningue, sous ses auspices, n'était que le prélude d'un acte qui allait bientôt autrement resserrer nos liens.

Le 26 mars, en effet, nos amis de Hollande fêtèrent la France, à l'occasion de notre mission, par un grand banquet en l'hôtel du Wittebrug, aux portes de la Haye. Cette manifestation, très insolite en Hollande, et toute privée qu'elle fût, n'en revêtit pas moins, tant par sa spontanéité, sa chaleur, que par la qualité exceptionnelle des convives, un caractère bien émouvant. Plus de cent vingt-cinq personnes, parmi lesquelles un nombre notable de dames, prirent place autour des tables fleuries, dans un décor de gala. Drapeaux français et drapeaux

néerlandais, — leurs couleurs sont les mêmes, — mariaient leurs plis. En face de la table d'honneur, le buste de la République française sur un socle, orné du monogramme R. F. Sur la blancheur des murs, nos devises, apportées du front à la Haye. En face de moi, celle de La Rochejacquelin : « Si j'avance, suivez-moi; si je recule, tuez-moi; si je tombe, vengez-moi ! » Dans une atmosphère d'enthousiasme, fraternisaient les représentans de tous les groupemens francophiles néerlandais, venus de Groningue, de Rotterdam, d'Amsterdam, d'Haarlem, d'Utrecht, d'un peu partout. C'étaient les « Hollande-France (1); » c'étaient les « Alliances françaises; » c'étaient les membres de la « Ligue des neutres, » confondus dans la même foi, la foi en l'idéal représenté par la France. Dès le début, Salverda de Grave, qui s'est encadré des deux délégués français, se lève et porte un double toast à S. M. la reine Wilhelmine et au président Poincaré, et fait exécuter le *Wilhelmus*, écouté debout, puis *la Marseillaise*, que toute l'assistance chante impétueusement, le verre tendu dans notre direction.

Tout le reste répondit à cette entrée. La joie dans tous les regards, l'effusion patriotique dans tous les propos. Nous saluons des visages amis, ceux qui nous ont accueillis les premiers à la Haye, MM. les pasteurs wallons et M. van der Berch van Heemstede, et l'infatigable M. Noyon, et le très distingué publiciste M. Mesritz, et le cher artiste Zilcken, et nombre d'autres, fonctionnaires, parlementaires, universitaires ou dignitaires, car la Cour même n'était pas tout à fait absente de la réunion. Au moment des toasts, Salverda de Grave, en quelques paroles sobres dont tous les mots portaient, dit pourquoi la Hollande professait hautement l'amour de la France et de ses principes, et déchaîna une tempête d'acclamations. M. Mesritz, au nom du principal organisateur, M. le docteur

(1) Voici quel était, en mars 1917, le noyau des Comités « Hollande-France, » d'après la circulaire du Comité fondateur : LA HAYE : MM. Henri Borel, van Bylandt, Byvanck, van Deventer, *trésorier ;* Mme de Meyier, M. Noyon, Mme la baronne Taets van Amerongen-Viruly, M. Zilcken. AMSTERDAM : MM. J.-Th. Bocen, Louis Israëls, van der Hoeven Leonhard, H. Treub, G. Walsch, Westendorp, A. Diepenbrock. GRONINGUE : MM. J.-A. Barrau, le pasteur J.-L. Pierson, Salverda de Grave, *président*. ROTTERDAM : MM. Huib Luns, Jehan de Meester, Mme A. van Wijngaarden-Boot, *présidente*. BUSSUM : M. Fr. van Eeden. MAASTRICHT : M. Houben. HAARLEM : M. Louis Raemaeckers. LEYDE : Mlle Serrurier. NIMÈGUE : M. J. Toroop. HILVERSUM : M. P. Walkhoff, *secrétaire*.

Kessler, empêché, exprima en nobles termes le désir d'une pénétration plus profonde des deux pays. Le sénateur van Kol, socialiste, dans une improvisation enflammée, prononça contre le militarisme allemand le réquisitoire le plus véhément que nos oreilles aient jamais entendu ; et tour à tour Johan de Meester, le professeur Niermeyer, M. Synders de Vogel, M. Sunier, un Suisse, et d'autres orateurs, abondèrent en speechs originaux, fervens ou verveux, dont le thème fut l'âme ou l'esprit de la France. Gustave Cohen, le blessé de Vauquois, fut l'objet d'une ovation. Comment répondre dignement à de tels propos? Mais notre émotion même était une bonne réponse. Nous promîmes en tout cas que celle à laquelle la Hollande reprochait une seule chose, d'être *la grande absente*, serait à l'avenir moins absente, et nous serrâmes toutes les mains qu'on nous tendait. Soirée à jamais ineffaçable de notre souvenir, où nous avons senti si profondément que l'amour de la France était vraiment une religion de l'humanité, et que, selon la parole fameuse reproduite, en tête de notre menu : « Tout homme a deux pays, le sien, et puis la France. »

29 mars-4 avril.

Dès le lendemain, nous devions nous tenir à la disposition d'un vaisseau-fantôme. Mais le fantôme ne parut pas. Il fallut l'attendre au port. De là une dernière étape, difficile à oublier, elle aussi : Rotterdam.

L'amitié d'une famille tout acquise à la France et dont les membres rivalisaient d'ingéniosité comme de générosité pour tout ce qui touche à notre pays, me procura cette joie, de parler à cœur ouvert, dans l'intimité d'un cercle choisi, non plus dans une salle, mais dans un salon, d'un poète et d'un patriote que j'ai infiniment aimé, mon ami Jean Lahor. Son *Pessimisme héroïque*, qui conclut sur le mot du Taciturne, et son admirable *Bréviaire d'un panthéiste* furent sentis et appréciés à leur prix. Je retrouvai là, dans un cadre d'art, de goût et de beauté comme on en trouve peu, même en Hollande, les amis récens, de Meester, Huib Luns, le pasteur Krop, et des amis nouveaux, dont le distingué consul français de Rotterdam, ainsi que d'autres personnalités, hollandaises ou alliées.

Après la conférence, ce fut la causerie avec les invités, les idées échangées, les contacts affermis, les souhaits réciproques,

la France, recherchée, aimée, apparaissant à tous les détours de la conversation. Une cinquantaine de personnes résumaient ici la société francophile de Rotterdam, très dirigeante, très agissante, malgré certains élémens un peu autres qui existent aussi dans une ville toute pénétrée par le commerce allemand. Néanmoins, même de cette ville il n'est pas hasardeux d'avancer que, si elle contient des élémens germanophiles, elle n'en contient pas d'*antifrançais*. Mon hôte, très renseigné sur son pays, m'affirme que même ceux qui en Hollande sont encore progermains ne sont à aucun degré hostiles à la France. « La France est partout admirée et aimée chez nous, » telle est sa conclusion. Et tout ce que nous avons vu, mon compagnon et moi, nous porte à y souscrire.

Cependant que nous attendons l'un et l'autre, à Rotterdam, le coup de téléphone du départ, le printemps essaye ses premiers sourires, et le soleil s'enhardit. Tout à coup, une autre Hollande se dévoile. Ce n'est plus le pays des brouillards, c'est celui de la lumière, de la magnifique lumière caressante, vaporeuse, célébrée par Fromentin. Son éclat doucement diffusé a quelque chose d'affectueux, de maternel. Au lieu de dessiner et de découper les choses, elle les enveloppe, les épouse, les caresse. Partout ce sont des Mieris, ce sont des Mesdag. D'une baie au Haringvliet, où j'admire avec mes hôtes les jeux du soleil couchant sur la Meuse, j'ai sous les yeux des Van de Velde en action, mais combien plus élargis et puissans! Ces derniers jours, dont chaque heure risque de n'être suivie d'aucune autre, se passent en contemplations, en conversations, en réflexions d'une douceur exquise. On repense à ces six semaines de préoccupations patriotiques, d'efforts, d'espoirs réalisés et dépassés. On se promet de mieux connaître ce peuple qui s'est révélé à nous si ami, si compréhensif, si proche de nous par l'âme, timide et même un peu gauche d'abord, puis si passionné, si enthousiaste, si tendre! Il faudra revenir. L'avant-goût qu'on emporte a trop de saveur pour s'en tenir là. On voudrait maintenant le parcourir... Mais on appelle au téléphone. Bien qu'on soit préparé au départ, on l'est moins à la séparation. Elle est pénible. Au revoir, chère petite Hollande! Quand l'auto démarre, on sent qu'on a laissé là quelque chose de son cœur.

S. Rocheblave.

FRAGONARD EN ITALIE

D'APRÈS LE JOURNAL DE BERGERET DE GRANCOURT

Tandis que l'Italie, tendue vers l'action et vers la victoire, dédaigne la visite des touristes et ne reçoit plus de ses amis que des missions militaires, il est curieux de relire les récits de voyages du passé. Quel contraste entre ces villes affairées et vivantes, vibrantes de toutes les passions de l'heure, et ces petites capitales du XVIII[e] siècle, cette Rome de Benoit XIV et de Clément XIII, où les compagnies distinguées qui s'y rendaient à courtes journées ne rencontraient que le plaisir des yeux et de l'esprit et l'agrément paisible d'une société choisie ! Les Parisiens sujets de Louis XV, dont nous allons évoquer le souvenir, diffèrent déjà beaucoup, par leurs goûts et leurs habitudes, des voyageurs que nous avons connus ; ils n'auront peut-être plus rien de commun avec ceux qui reviendront en Italie après la tempête.

Nous possédons, sous une forme inattendue, le journal de voyage au pays des arts d'un grand peintre français, ce Fragonard qui fut la fantaisie de son temps et en exprima toutes les grâces. On aimerait connaître directement les impressions et les observations d'un tel artiste, venant, en pleine maturité, revoir les cités qu'il aimait et où il avait passé dans le travail le plus fécond les plus belles années de sa vie. Mais l'ancien pensionnaire du Roi à Rome, devenu à Paris peintre recherché, accompagnait un financier opulent qui l'avait choisi pour guide, et c'est malheureusement le financier qui a tenu la

plume (1). Il faut, à travers beaucoup de niaiseries et un pédantesque fatras, retrouver les notes qui appartiennent à Fragonard ; on y parvient sans avoir à solliciter beaucoup le texte, car son influence est sensible à toutes les pages.

I

Avec son égoïsme un peu balourd et ses prétentions de mécène, ce n'était point un méchant homme que messire Pierre-Jacques-Onésyme Bergeret de Grancourt, trésorier général de la généralité de Montauban, associé libre de l'Académie royale de peinture et de sculpture, seigneur de Négrepelisse en Quercy et possesseur de la belle terre de Cassan en Parisis. Fils d'un fermier général fabuleusement riche, il collectionnait de bonnes peintures, dessinait à ses heures, grattait même la planche de cuivre, et daignait recevoir, en son hôtel de la place des Victoires, quelques artistes qu'il protégeait. Fragonard était des plus appréciés pour sa gaîté et son esprit et, le jour où Bergeret voulut consacrer ses titres d'amateur par le voyage classique d'Italie, il trouva tout naturel de lui demander de le suivre. Un peintre était nécessaire pour instruire le fils que le financier prenait avec lui, et pour le conseiller lui-même dans l'acquisition des œuvres d'art. Il pouvait, en outre, se fier à l'expérience de l'aimable Provençal, qui venait précisément de montrer, par ses dessins fournis à l'abbé de Saint-Non pour une grande publication sur les peintures d'Italie, que personne n'y connaissait mieux que lui les galeries, les palais et les églises.

Le voyage devait être long, et il se prolongea, en effet, jusqu'à onze mois. Bergeret ne décida Fragonard à quitter Paris qu'en lui offrant d'emmener sa jeune femme. Il note, à ce sujet, en son journal, des détails qu'il biffera lorsqu'on se sera brouillé : « M. et Mme Fragonard, peintre excellent pour son talent, qui m'est nécessaire surtout en Italie, mais d'ailleurs très commode pour voyager, et toujours égal. Madame se trouve de même, et comme il m'est très utile, j'ai voulu le payer de reconnaissance en lui procurant sa femme, qui a du talent, et en état de goûter un pareil voyage, rare pour une femme. »

Rien ne troublait la bonne entente du départ et l'on était

(1) *Bergeret et Fragonard. Journal inédit d'un voyage en Italie*, 1773-1774, publié par A. Tornézy. Paris.

tout au plaisir des projets faits en commun, lorsque fut attelée, place des Victoires, au matin du 5 octobre 1773, l'énorme berline où deux grands cochers en livrée s'assirent sur le siège. Les coffres contenaient des provisions de toutes sortes, des livres, des portefeuilles, et mille « inutilités » indispensables. Bergeret n'avait point oublié le papier à dessin pour les Fragonard. Ceux-ci trouvèrent la quatrième place occupée par une fort belle personne, Mme Vignier, qu'on leur présenta comme une gouvernante attachée au service de Monsieur. Le fils, Pierre-Jacques Bergeret, suivait dans son cabriolet, avec un cuisinier éprouvé, à la bourse bien garnie, grâce auquel les auberges les plus modestes ne devaient pas réserver de fâcheuse surprise. Tout était donc prévu et ordonné pour que le voyage fût commode, plaisant, profitable aux arts, et aussi pour que M. Bergeret de Grancourt fît en route le gros personnage.

La première étape fut à Orléans, qu'on vit au clair de lune, après un magnifique souper; le lendemain, on mangea d'excellentes perdrix à Vierzon; et, sans fatigue, les couchées étant bonnes et le cuisinier ingénieux, on arriva à Négrepelisse, ayant dessiné de beaux sites dans les montagnes du Limousin. Bergeret demeura quinze jours dans sa terre, et Fragonard y dessina, entre autres choses, le *Four banal* du bourg. On prit ensuite par Toulouse, Carcassonne et Nîmes, où l'on commença à « admirer les anciens Romains; » à Aix-en-Provence, on vit la galerie de tableaux du premier président d'Albertas et celle du marquis de Valbelle; à Marseille, on chercha aux bâtimens de la Santé le bas-relief de Puget, *la Peste de Milan*, qui s'y trouve encore; à Toulon, les chevaux de poste manquèrent, ce qui laissa visiter à loisir le port et la ville. Ce fut ensuite le plus beau pays du monde, « la vraie Provence couverte de vignes, d'oliviers innombrables, beaucoup d'herbes aromatiques, quelques orangers en plein vent, lauriers, grenadiers dans les haies, » avec des villes malpropres, « pleines de fumiers, et rendant autant de mauvaises odeurs que les chemins en rendent de bonnes par les différentes herbes odoriférantes. » Une de ces petites villes que Bergeret traite si mal apparut sur les hauteurs au pied des montagnes; c'était Grasse, pays natal de Fragonard et de sa femme; mais « le maître de la bande » ne se souciait aucunement d'allonger l'étape du jour en leur accordant le

plaisir de s'y arrêter. On coucha à Fréjus; pour franchir l'Estérel, on mit pied à terre aux côtes les plus pittoresques, et jusque-là tout fut à souhait.

A Antibes, où la voiture devait être démontée et embarquée, il fallut perdre quatre jours, à cause du gros temps qui commença et qui empêchait d'atteindre les felouques. « La mer en fureur, » se brisant sur les rochers au pied des remparts, faisait « des effets superbes » et « une quantité de tableaux admirables. » Arrivés par les bourrasques à San Remo, nos voyageurs durent y séjourner longtemps, n'ayant rien à voir que le *Palazzo* et le marquis de Grimaldi, gouverneur, qui vint visiter Bergeret en sa très mauvaise auberge. L'art du cuisinier fut d'un grand secours, et aussi les portefeuilles et le crayon. Le « docteur » de la troupe (ainsi Bergeret appelait Fragonard) fit une sépia de l'intérieur de la cuisine. La mer restant fort dure, ils continuèrent le voyage à dos de mulet, et mirent cinq jours pour parvenir à Gênes, par une route d'ailleurs merveilleusement accidentée, coupée de villes escarpées, que Frago « regardait en peintre. » On a un dessin de lui représentant la caravane chevauchant au bord de la mer.

Gênes intéresse Bergeret par ses beaux morceaux d'architecture italienne; mais les palais fameux lui semblent trop vantés, déserts, incommodes. Il tient à « contrôler une magnificence qui ne peut éblouir que les gens du pays, et qui n'est magnifique qu'à moitié... On trouve au bas du palais, qui est comme une portion du Louvre, un savetier : voyez quelle contradiction de magnificence! S'il fait nuit, il n'y a au travers d'un amas de colonnes qu'une triste lanterne; il faut aller chercher le seigneur et sa suite à la valeur d'un troisième. » Voilà un exemple des observations que Bergeret va tirer de son propre fonds sur les choses d'Italie. Le peintre lui en suggérera d'autres; mais le ton et la vulgarité de l'expression ne varieront guère. La compagnie s'arrêta particulièrement au Palais Balbi, où le marquis Spinola faisait construire un nouveau salon sur les plans d'un ami de Frago, l'architecte De Wailly, jadis son compagnon à Rome; un autre pensionnaire du Roi, le jeune peintre Callet, en peignait le plafond. Il y eut un dîner fort honnête chez M. de Boyer, envoyé de France; on alla voir passer le Doge en grand cortège, on entendit un oratorio à la *Madonna delle Vigne* et l'opéra-buffa, la veille du départ. Les

voyageurs reprirent la mer le 24 novembre, furent retenus par le mauvais temps à Sestri, et ne retrouvèrent qu'à Lerici la bonne berline des premiers jours.

A Pise, on recommença à se passionner pour les arts, mais, suivant les idées de l'époque, la cathédrale fut jugée d'un coup d'œil et dédaignée, pour son extérieur « gothique » et son intérieur « décoré sans goût. » Quelques peintures du Campo Santo trouvèrent grâce, à cause « des têtes qui ont beaucoup de vérité ainsi que des plis bien vrais, mais sans effet. » Le marquis de Barbentane, envoyé de France auprès du grand-duc de Toscane, se trouvait à Pise avec sa famille. Il inquiéta Bergeret sur le climat de Florence en décembre, et celui-ci décida de ne s'arrêter, pour cette fois, que vingt-quatre heures. Frago fit voir quelques églises, toutes « d'un goût simple, noble et éloigné absolument du colifichet de Gênes, » la cour du palais Pitti, qui a « un faux air du Luxembourg » et les jardins Boboli. On mit douze heures pour aller à Sienne, où le logis fut pris aux *Trois Rois*. Après un bon souper au coin du feu, on parcourut la ville, le falot allumé, et l'on observa que les maisons étaient « très hautes. » « Nous n'en verrons pas davantage, écrit Bergeret, dans cette saison froide et de jours courts; à notre retour, et par les temps chauds, nous en saurons davantage. »

Au reste, nos voyageurs sont pressés d'arriver à Rome. Après deux étapes encore, Radicofani et Viterbe, ils y entrent par la porte du Peuple, à la nuit tombée, le dimanche 5 décembre.

II

La première visite de l'ami et protecteur des arts, accompagné de son peintre, est pour le Palais Mancini, au Corso, que dirige M. Natoire, comme au temps où Frago y était pensionnaire. L'excellent homme leur fait les honneurs de la maison, des ateliers, des collections. Ils vont ensuite jeter le coup d'œil des nouveaux arrivans sur l'intérieur de Saint-Pierre, saluer le cardinal de Bernis, ambassadeur du Roi, et prendre une idée de la ville. Bergeret exalte, sans plus tarder, une admiration bavarde : « Que de palais, que de fontaines, que de places, que d'antiques! » Et le voici, les jours suivans, dès huit ou neuf heures du matin, à la disposition de son guide, voyant dans la même journée le Panthéon, Saint-André della Valle, le tableau

du Dominiquin à San Girolamo, le Palais Farnèse, le Gésu, qui l'émerveille, le Capitole, où toute l'antiquité des livres lui monte à la cervelle, le Campo Vaccino, le Colisée!

« On revient dîner ou souper à quatre heures, on parle de ce qu'on a vu, comme les chasseurs de leur chasse, et ceux qui vous conduisent bien vous annoncent que vous n'avez encore rien vu. C'est inconcevable! » Presque aussitôt, pour varier les impressions, Frago le mène à ses chères villas, où il a tant de fois dessiné et peint lors des belles matinées de sa jeunesse. Ce sont les jardins Borghèse avec leurs pins parasols, la villa Mattei avec ses chênes centenaires, la villa Panfili aux terrasses harmonieuses, la villa Negroni que domine Sainte-Marie-Majeure, ou la villa Médicis, qui règne sur Rome entière. Parmi ces architectures savantes et ces nobles ombrages, le financier jette des cris d'étonnement mêlés de puériles critiques, de jugemens à la Turcaret, qui doivent faire sourire l'artiste; mais celui-ci en souffre sûrement à la villa d'Este, où il a vécu quatre mois d'heureux labeur aux côtés de son ami Hubert Robert.

Le journal de Bergeret, avec ses observations et ses boutades, ses itinéraires et ses horaires fort précis, est assez curieux à feuilleter pour qui veut étudier la Rome des papes. Il nous rend la ville qu'on voyait encore avant les récentes destructions qui en ont définitivement changé le caractère. N'y cherchons que les renseignemens qui permettent de reconstituer la vie et les occupations de Fragonard. Le narrateur ne le nomme presque jamais, mais on le sent présent dans toutes ses journées et continuellement appelé au conseil. Il est seul consulté dans les galeries et les églises; pour les antiquités, il s'adjoint un jeune ami, l'architecte Pâris, un des plus aimables habitans du palais Mancini, qui prend ses conseils afin de remplir ses portefeuilles de dessins utiles. Le peintre et l'architecte savent diriger les visites de l'amateur chez ces marchands romains qui ont si tôt fait de circonvenir et de tromper l'étranger. Dès les premiers temps du séjour, Bergeret a couru la ville pour commencer des collections : « Ma matinée s'est passée à voir tous les graveurs en pierres et toutes sortes de pierres antiques, et aussi quelques marbriers qui sont d'une adresse singulière à tourner des vases de porphyre; j'ai vu aussi des marbres dont nous n'avons aucune idée par la beauté... J'ai été passer une

heure chez le fameux Piranèze, dessinateur et graveur, qui a un cabinet curieux de toutes sortes d'antiquités en marbre, vases, figures, tombeaux, et de matières précieuses; il en cède pour le plus d'argent qu'il peut; c'est un homme qui a fait des ouvrages immenses et curieux en gravure. » On est assuré de la présence de Frago dans ce cabinet de Piranesi, où il enflamme l'enthousiasme de Bergeret; et il est aussi aux Chambres du Vatican, pour expliquer à M. Jourdain émerveillé « que c'est là où se forment tous les habiles gens. »

Où il n'est point, c'est aux réceptions des cardinaux et des princesses romaines, aux *conversazioni* chez le cardinal de Bernis et chez sa nièce, la marquise de Puy-Montbrun, maisons de bon accueil pour les Français de distinction qui y font, dès l'arrivée, les relations dont ils ont besoin. Bergeret père et fils rêvaient d'y carrer glorieusement leur vanité; mais ils s'en dégoûtent vite, car, si les grands appartemens illuminés font un beau coup d'œil, les femmes sont cérémonieuses à l'excès, et les « avaleurs » de glaces et de limonade apportent un mortel ennui. Ce qui manque le plus dans ces réunions traditionnellement sévères, ce sont précisément les conversations alertes, à la française, et sur des sujets intéressans. Sans s'en apercevoir peut-être, le financier vient d'apprendre à les goûter en la compagnie de Frago. Il rentre au logis de la place d'Espagne, mécontent de sa journée, assurant ses compagnons qu'ils ont beaucoup mieux que lui employé leur temps, au dessin ou à la promenade, promettant ne les plus quitter et acceptant, bien entendu, dès le lendemain, d'autres invitations. Il y a des semaines où, presque tous les soirs, il dîne dehors, chez le cardinal de Bernis, qui le prie quelquefois un jour sur deux; chez le cardinal Orsini, locataire du palais Farnèse; ou chez l'abbé de Bayonne, auditeur de rote pour la France. Partout on retrouve les mêmes habits noirs et les mêmes soutanelles. Ce serait un peu monotone, si l'on n'avait les divertissemens du carnaval, les concerts de castrats, les cérémonies de la Semaine sainte, où l'on voit officier le Pape, et les « stations, » où l'on a l'honneur d'offrir le bras à Mme de Puy-Montbrun.

La vie de Frago est bien plus agréable en ses heures de liberté que celle du financier, dont il ne se prive point de railler les ridicules avec ses amis. Il muse et travaille à son gré; il retrouve les meilleurs souvenirs de son premier séjour

et des émotions d'artiste gravées dans son cœur fidèle. Il intéresse autant qu'il le peut sa jeune femme aux curiosités de Rome, aux usages du *popolino,* et on les entend rire ensemble aux courses des Barberi. Il arrive aussi au peintre de revêtir l'habit de gala, et le bailli de Breteuil, qu'il a connu jadis, lui réserve une place de choix au dîner que raconte Bergeret : « Nous avons dîné chez M. de Breteuil, ambassadeur de Malte, très amateur et curieux des arts de toute espèce. Il avait rassemblé une douzaine de personnes, tant amateurs que peintres et sculpteurs. Non seulement il a de quoi occuper par ses tableaux et portefeuilles, mais par les marbres précieux et pierres qu'il a été à portée de rassembler depuis quinze ans... Après le dîner jusqu'au soir, les portefeuilles de toute espèce ont fait notre amusement, et plus agréable que tous les opéras. »

Bergeret tient à mener à Rome l'existence de l'amateur instruit, dont son compatriote, l'ambassadeur de l'Ordre de Malte, lui offre un modèle accompli ; mais cette vie ne va pas sans fatigue. Il a des journées fort occupées. Le matin, il dessine avec son peintre, étudie les estampes achetées la veille, les pierres gravées et les empreintes de soufre qu'apportent des antiquaires empressés ; on lit aussi l'histoire romaine, les auteurs anciens, les guides ; on prépare sur le plan les promenades de la journée. A onze heures commence une promenade à pied, qui dure quatre ou cinq heures. D'ordinaire, le dîner est *alle tre,* en famille, à moins qu'on n'ait prié des élèves du Palais Mancini ou leur directeur avec sa sœur, mademoiselle Natoire. Parfois, Bergeret va entendre l'opéra ou l'opéra-buffa, mais, seulement pour s'y montrer, car il ne peut supporter longtemps la musique, et il rentre avant la fin du spectacle pour achever la soirée avec sa « bande. » Il a toujours à la maison quelques pensionnaires du Roi, et l'on devine le mouvement que met Frago en ces réunions, où ses jeunes confrères l'écoutent comme un maître et l'aiment comme un camarade. On ne s'ennuie point avec lui, même les jours de pluie, en prenant les glaces de Bergeret. « La pluie ne discontinuant pas, nous nous enfermons avec nos dessins, après avoir eu à dîner trois pensionnaires de l'Académie, avec lesquels la conversation n'a pas tari sur toutes les beautés qui sont dans Rome et sur les mauvaises choses que les peintres du pays et les architectes osent mettre à côté, car on ne peut voir dans le moderne une architecture plus désordonnée. »

Dès les premiers temps du séjour, Bergeret, endoctriné par Frago, a voulu se montrer l'ami des jeunes artistes, imiter cet abbé de Saint-Non qui fut si populaire parmi eux et dont on lui a beaucoup parlé. Il tient tout au moins à étaler sa magnificence : « Aujourd'hui, nous avons... donné notre concert dans le palais de l'Académie, ce que M. Natoire, directeur, a paru désirer. Cela a fait une espèce de conversation, mais coupée par beaucoup de musique; et comme l'endroit est vaste, on est maître de s'éloigner ou de s'approcher de la musique. L'assemblée a été fort nombreuse, avec rafraîchissemens et glaces dont M. Natoire a voulu faire les frais. Nous avions des voix claires, qui vont faire les femmes dans les opéras, qui commenceront incessamment, et qui ont chanté des ariettes fort agréables. »

Souvent, au matin, Bergeret va visiter les ateliers, y faire choix de quelque morceau; cette partie de sa vie romaine le satisfait pleinement, tant il a plaisir à croire qu'il est un connaisseur expérimenté : « Quand je dirai que je vois tous les jours quelque chose de nouveau, je ne peux être entendu que d'un amateur de peinture. Tantôt c'est un joli dessin, une galanterie que me font quelques pensionnaires de l'Académie, tantôt ma chienne blanche Diane, levrette délicieusement peinte par M. Vincent, pensionnaire du Roi, qui m'en a fait l'agréable surprise, tantôt un dessin nouveau par mon camarade de voyage M. Fragonard, quelquefois un morceau de porphyre précieux, à bon marché, ou autre marbre granite; souvent faisant de fréquens voyages inutiles, mené par un brocanteur, qui nous vante des tableaux ou curiosités, que nous jugeons infâmes dès le pas de la porte. Mais on dit qu'il faut tout voir, et à la fin on rencontre quelque chose. Je suis content de ma matinée; elle a été bien employée. »

Frago est parvenu à rendre régulières les réunions d'artistes qui lui plaisent tant, et bientôt elles ont lieu le dimanche, après la messe, vers dix heures : « Ce matin, note Bergeret, le 13 février, la « conversation » que j'ai établie a été fort nombreuse. Tous les gens d'art s'y trouvent, de l'Académie ou autrement. Elle est moins sérieuse que toutes les superbes « conversations » des palais; on en parle déjà et cela ne peut que me faire honneur. Il s'agit de chocolat et de limonade. » Les marchands prennent l'habitude d'y venir ce jour-là. Ils étalent leurs peintures ou leurs antiques; on les laisse pérorer et,

si la marchandise ne vaut rien, on les chasse avec des huées.

Rien n'est plus amusant à Rome que le dimanche de Bergeret de Grancourt, et l'on y voit bientôt tout ce qui se pique de pratiquer les arts ou de les goûter : « Le nombre d'artistes et gens à talens, architectes et autres, augmente. Les artistes anglais et étrangers s'y font présenter. Je me fais plaisir d'aller voir leurs ouvrages et portefeuilles et, quand ils ont du talent, il est impossible qu'il ne m'en revienne quelques dessins. Elle se passe toujours moins sérieusement que chez les grands et nous y jugeons bien des ouvrages qu'on s'empresse d'y apporter, ce qui rend notre conversation fort intéressante. J'en retiens ce jour-là quelques-uns à dîner, et le soir on se rassemble encore en petit nombre. Voilà la journée très complète pour nous. » La tradition de ces nobles réunions intellectuelles, en des maisons françaises, s'est toujours maintenue à Rome et s'y continue encore.

III

Les étrangers attendaient d'ordinaire, pour quitter Rome, le dimanche de la semaine de Pâques, qu'on nomme de *Quasimodo*. On voyait ce jour-là la cavalcade du Pape, se rendant à la Minerve sur sa haquenée blanche, et l'illumination fameuse de Saint-Pierre et de sa coupole. Nos Français partirent pour Naples le surlendemain, par la route de Terracine, et vinrent loger sur le quai, au meilleur endroit de la ville. « On ne peut avoir un plus beau réveil que celui de nos chambres à chacun; d'un côté la mer, tant qu'elle se peut voir, et vis-à-vis Portici et toutes les campagnes de l'autre côté de la mer, et d'un autre côté à notre gauche, la ville, et vis-à-vis le mont Vésuve. » Ce fut un séjour de près de deux mois, rempli de tous les agrémens que Naples offrait à des Français riches et bien accrédités. Le baron de Breteuil, ambassadeur du Roi, leur fit mille honnêtetés. Le bon Frago en eut sa part; mais il dut remplir sans retard sa corvée de *cicerone* aux palais, aux cabinets, aux églises, à Capodimonte. Il montra les Salvator Rosa, les Luca Giordano, les Calabrese, les Solimène, expliquant devant les fresques ou les toiles la manière de cette école napolitaine qu'il connaissait à merveille et pour laquelle un ancien voyage lui avait inspiré du goût. Il retourna avec un intérêt nouveau

au Musée royal d'antiquités installé alors à Portici, aux fouilles d'Herculanum et aux parties déblayées de la ville de Pompéi, où « ce sera, dit-il, une jouissance singulière de pouvoir un jour se promener dans toutes les rues. » Il fait déjà une observation intéressante sur cette découverte toute récente de Pompéi, qui excite la curiosité de l'Europe entière. Tous les meubles d'usage rencontrés dans les maisons ont été portés dans les cabinets du roi à Portici; n'aurait-il pas mieux valu en laisser quelques-uns, « qui auraient touché et intéressé davantage à leur place? » On sait qu'il a fallu attendre plus d'un siècle pour que ce souhait si raisonnable fût exaucé.

Bergeret voulut voir les travaux de Caserte, où l'on construisait un château immense, « fait pour être dans dix ans bien à peu près comme celui de Versailles et les jardins. » Mais Frago l'assura que cette énorme bâtisse était médiocre; l'escalier et le vestibule achevés présentaient « beaucoup de plans tourmentés et quantité d'angles fort baroques, lesquels sont garnis de colonnes et pilastres en beau marbre. » « Ces défauts, ajoutait-il, ne paraissent peut-être tels qu'aux gens qui aiment l'architecture raisonnée et sage; » les autres ne verront que « l'air de magnificence, » et tout le monde y applaudira, « par la raison qu'il y a dans ce pays-ci bien peu de connaissance et très peu d'artistes instruits. » Et comme on a montré à nos Français la provision de marbre pour faire les statues, ils constatent que les blocs sont fort maladroitement taillés et qu'on ne peut avoir plus mal à propos « massacré du marbre. » Au reste, « les talens par toute l'Italie sont bien engourdis et tous les métiers comme serruriers, artisans, sont encore dans la barbarie. » On voit quelles comparaisons viennent à l'esprit avec les beaux métiers d'art de France, qui arrivent à leur perfection précisément à ce moment du siècle.

La musique à Naples est des plus médiocres, sauf au théâtre florentin, où l'on entend celle du « Pichini, fameux compositeur, » qui est excellent. « Le roi de France lui fait une pension pour l'attirer à Paris, où il sera rendu dans juillet prochain. On y connaît déjà des fragmens de sa musique; il y a tout lieu de croire qu'il réussira... Ce sera une bonne acquisition que fera notre nation. Gare la secousse à la musique française! » La compagnie assiste à un concert chez Piccini lui-même et en sort enthousiasmée. Naples compte

aussi des savans considérables. Le Père Della Torre fait les honneurs de son observatoire et de son laboratoire de physique. Il vient dîner chez Bergeret, qui croit l'intéresser en lui montrant les microscopes, les télescopes et les lunettes qu'il porte dans ses bagages.

On fait des promenades en barque à six rameurs le long de la côte de Pausilipe. Dans l'antiquité, « cette côte était garnie de nombre de maisons délicieuses; » elle présente encore les restes des « délices de Lucullus, » dont parlent « les anciens auteurs. » Au reste, si la campagne napolitaine est riche et bien plantée, il n'y a point de jardins, ce qui étonne les voyageurs. Ils sont surpris surtout par l'animation des rues et la vie nocturne : « On ne peut rendre le mouvement de Naples; celui du peuple paraît innombrable, et ce n'est pas le commerce qui l'occasionne. La nuit est éclairée sans discontinuer par un mouvement de carrosses, dont chacun a au moins un flambeau et souvent trois portés par des volans ou coureurs, et tous les gens à pied se font éclairer. Nous n'avons rien de comparable à Paris dans nos plus grands mouvemens, excepté qu'à Naples, cela ne peut rouler que rue de Tolède, place del Castello et Strada Nuova, et à Paris on peut citer bien plus de quartiers en mouvement. » A Strada Nuova, sur le bord de la mer, on voit passer toute la société, vêtue « de nos étoffes d'or et d'argent de Lyon, » sur deux rangs « d'enfilade de carrosses parés comme une noce ; » et, bien entendu, M. Bergeret vient y montrer le sien.

Un peintre parisien nommé Volaire, dont la spécialité était de peindre des vues du Vésuve et qui s'empressait auprès des étrangers pour les leur vendre, vint alléger, par ses offres de service, la tâche de Frago. C'est lui qui guida la « bande » pour l'ascension du volcan et pour l'excursion de Pouzzoles, de Baïa et de l'antre de la Sibylle. Tous les textes anciens et les commentaires de l'érudition locale accompagnèrent nos Français dans ces lieux classiques. Ils furent curieux des coutumes populaires. On assista, par exemple, au miracle de saint Janvier et à la procession du *Corpus Domini*, « où il ne faut pas rire, il faut y aller avec prudence. » On écouta les prédications en plein vent, et aussi « les enfans de dix ans prêchant et parlant comme de grandes personnes avec tous les gestes et l'action possibles; » on en vit un s'installer « auprès d'une boutique de polichinelles, pour lui enlever ses pratiques et pour profiter de l'assemblée

toute établie. » Frago a traité plus d'une fois ce sujet des « petits prédicateurs. » Il a fait aussi des études de gens du port, de filles de Santa-Lucia, soigneusement datées de Naples.

Le monde occupait fort Bergeret; il fut invité plusieurs fois à dîner avec son fils par le prince de Francavilla, grand maître de la maison du Roi, qu'il avait eu l'honneur de recevoir chez lui à Paris. Il fréquenta la maison du chevalier Hamilton, ambassadeur d'Angleterre, dont les « conversations » de trois cents personnes avec jeu et musique étaient célèbres. On vit les Bergeret parader, à l'ouverture du théâtre San-Carlo, dans la loge de la princesse de Francavilla. « Les seigneurs du pays » les guettaient, paraît-il, « pour voir l'effet sur eux de cette salle si renommée et éclairée d'innombrables bougies vis-à-vis des glaces et des miroirs. » Ils jouèrent convenablement une admiration, qu'il fallut étendre à la musique, mais que leur goût français ne confirmait pas. Ils obtinrent la faveur d'être présentés au roi Ferdinand IV et à la Reine, à Portici, et ne manquèrent pas de prendre le grand deuil pour la mort de Louis XV, annoncée par les courriers du 26 mai. Frago, n'étant point homme de qualité, fut dispensé de coudre des « pleureuses » aux manches de son habit.

On dessina beaucoup à Naples chez Bergeret, pendant les jours de pluie, qui furent nombreux, et durant la réclusion qu'on trouva de bon ton de s'imposer aux premières nouvelles de la grave maladie de Louis XV. « Samedi, 21 mai. Nous nous abandonnons tous à dessiner beaucoup, n'étant pas convenable de nous présenter en public, ni n'en ayant envie dans un moment où nous sommes très inquiets... Nos portefeuilles se trouveront augmentés de ce genre de vie un peu retraité. » « Mercredi, 8 juin. Continuation d'orage et de pluie... Ce vilain temps m'a procuré des dessins charmans de la part de mes compagnons de voyage. » Les travaux personnels de l'amateur ne nous importent aucunement; ceux de Frago paraissent être la suite des compositions d'après La Fontaine, que Bergeret lui a demandées et qui serviront plus tard à illustrer une édition célèbre.

Les voyageurs passèrent, au retour, une quinzaine à Rome, firent, en trois journées, l'excursion classique de Frascati et des monts Albains, et virent l'étonnante fête de la Saint-Pierre, avec les illuminations, l'embrasement de la coupole et la *Girandola* tirée au château Saint-Ange. Aussitôt après, ils par-

tirent pour Florence et y séjournèrent moins de cinq jours, le temps de visiter en deux matinées « la fameuse galerie, » avec sa Tribune, ses antiques et ses deux cents portraits de peintres, d'aller deux fois à la comédie française établie depuis peu par le Grand-Duc, d'entrer au palais Riccardi, non pour la chapelle de Benozzo Gozzoli, que personne ne mentionne alors, mais pour le plafond de Luca Giordano, représentant l'apothéose de Cosme Ier. Il y a au palais Pitti des peintures « de grande réputation. » Les plus belles pour Bergeret sont *la Vierge à la chaise* et le plafond de Pierre de Cortone ; celui-ci surtout est admiré : « Quelle couleur et quelle grâce ! Par où commencer pour en faire l'éloge ? C'est une affaire de sentiment qui ne peut se rendre. » Ces élans assez touchans sont assurément inspirés par Frago.

Il a aussi annoncé à ses compagnons les merveilles de Bologne, alors la métropole de l'enseignement de la peinture. Les Carrache y règnent au milieu de leur école, et en sont les maîtres incontestés. Frago retrouve pour eux son enthousiasme juvénile ; Bergeret reste froid et déclare « bien bourgeois » les palais de cette ville comparés à ceux de Gênes. On quitte Bologne « par les plus beaux chemins et les plus beaux pays, les mieux cultivés. » On s'arrête à Cento, patrie du Guerchin, pour faire tirer le rideau devant ses tableaux dans les églises et les couvens. A Ferrare, il n'y a de remarquable qu'une œuvre du même Guerchin et à Padoue, comme chacun sait, rien n'est à voir. Giotto ni Mantegna n'existent pour les amateurs de ce temps ; Padoue n'est qu'une université et aussi le port d'embarquement sur la Brenta, pour les passagers de Venise. Les nôtres arrivent de nuit, par une lune fort claire, dans la ville de Saint-Marc et, bien qu'on ne nous le dise point, ce clair de lune du 18 juillet doit procurer à Frago quelque enchantement.

Les jours suivans, le spectacle des canaux et les surprises des gondoles amusent extrêmement ses compagnons. Mais lui, qui les guide et qui se met pour eux à la recherche de ses souvenirs, quelles impressions ressent-il ? C'est d'abord une désolation véritable de trouver en mauvais état, noircies, presque perdues, des œuvres qui, douze ans plus tôt, ont fait la joie de ses yeux et ravi son imagination de jeune peintre. Le témoignage de Bergeret est formel sur ce point : « A dix heures, je

m'embarque avec mon monde pour courir les églises. J'en suis peu content, parce qu'il faut voir les tableaux avant d'en juger, et presque tous ont poussé au noir, ou bien se sont tellement gâtés par l'humidité, que l'on ne peut les voir... Ce sont toujours des regrets de voir des tableaux de Véronèse, Tiepolo, souvent mal mis en ordre par l'humidité dans les églises... » Par bonheur, les beaux Tiepolo de la Fava et de Saint-Alvise, ceux du Palais Delfino, ceux du palais Labia surtout, sont encore dans leur fraîcheur; et Frago en explique la vive ordonnance, les harmonies dorées, met toute son ardeur, toute son âme à faire admirer cet art fraternel. Quelle fortune extraordinaire d'entendre à Venise Tiepolo exalté par Fragonard !

IV

On peut supposer que l'artiste et sa femme, après l'étape vénitienne, comptent rentrer enfin à Paris, comme il est convenu. Mais Bergeret s'est mis en tête d'aller voir la galerie de Dresde, et un voyage d'Allemagne s'ajoute au voyage d'Italie. En huit jours de route « assez vive, » plein d'accidens de montagne, de friponneries de maîtres de poste, d'incommodités aux barrières et aux douanes, en un mot « le plus vilain du voyage, » la bande arrive à Vienne et y séjourne une semaine. Les arts n'y sont point oubliés, quoique la ville « s'en occupe peu. » L'abbé Georgel, chargé des affaires de France en l'absence du prince Louis de Rohan, a procuré les facilités nécessaires « pour jouir des cabinets et y dessiner. » Il s'agit surtout de la bibliothèque de l'Empereur et du palais Liechtenstein, « riche en beaux Rubens et superbes van Dyck. » « J'en rapporte, dit Bergeret, des dessins faits par M. Fragonard. »

A travers la Bohême et la Saxe, où les ruines causées par l'artillerie du roi de Prusse ne sont pas encore relevées, on gagne Dresde. Cette ville fait exception en Allemagne, où « les arts sont endormis, » car l'Électeur tient à honneur de « se prêter à tout progrès. » Dans la jolie capitale des bords de l'Elbe, Frago redevient heureux et pardonne à Bergeret l'ennui du chemin. Pendant les dix jours qu'on y reste, il use avidement des trésors de la galerie et des facilités libéralement offertes aux copistes. Rubens s'y montre incomparable, et le nombre des petits maîtres flamands et hollandais est si grand

qu'on n'a pu les exposer tous; quatre cents tableaux sont à terre, attendant leur place, mais on peut cependant les étudier. Dès huit heures du matin, les Fragonard sont à leur chevalet, et Bergeret vient les voir : « Je suis retourné en carrosse aux galeries, où sont établis M. et Mme Fragonard dès le matin, pour y faire récolte de dessins... Il faut recommencer tous les matins à huit heures à revoir les galeries, et toujours elles sont nouvelles et remplissent très bien l'idée que nous en avions; et c'est une ressource inépuisable pour les gens d'art et les amateurs. L'un et l'autre perdent bien du temps en Italie, qu'il faut cependant avoir vue, mais plus légèrement, et de là se jeter dans les belles galeries de Dresde, Dusseldorf, Mannheim. » C'est du moins l'avis des Allemands que Bergeret enregistre. Il admire la réunion des cinquante pastels de la Rosalba, qui font « une collection bien aimable. » Frago fréquente les professeurs de l'Académie de peinture, qu'il juge fort bien organisée pour l'enseignement; elle a pour directeur un peintre français, Hutin, établi à Dresde depuis vingt-cinq ans, et l'un des meilleurs professeurs est Giovanni Casanova, « frère de celui qui est à Paris. »

Cette fois, l'expédition touche à sa fin; nos voyageurs se hâtent vers la France, dans la bonne berline, « qui a fait bien des cent lieues et à laquelle il ne manque rien. » Ils remarquent l'heureux aspect de la campagne et des villes dans la région de Fulda, de Francfort, de Darmstadt; ils s'arrêtent quelques heures à Mannheim, pour voir une dernière galerie de tableaux. Le 8 septembre, ils couchent à Strasbourg, en terre du Roi, et quelques jours après arrivent à Paris, harassés, ravis et brouillés.

La mésaventure était inévitable. Ce retour de Frago au pays qui avait formé sa jeunesse aurait pu être délicieux, s'il l'eût fait librement, avec des compagnons de son choix. Il goûta d'abord les agrémens matériels du voyage, et compta sur la souplesse de son caractère pour en esquiver les difficultés. Mais on peut deviner, à l'éclat qui le termina, qu'il ne tarda pas à souffrir. Il aurait fallu, en effet, d'après les conventions du départ, supporter sans faiblir les volontés, caprices, goûts et dégoûts de M. Onésyme Bergeret, écouter ses dissertations artistiques, expliquer les édifices sacrés et profanes, faire les achats, croquer, dessiner ou peindre aux ordres d'autrui; et tout cela, quand on est Frago, devient à la longue assez pénible.

Il y a eu aussi des « piques » de femmes, qui ont achevé de tout gâter. A l'approche de la séparation, le ménage ne se contient plus. L'aigreur est assez forte pour que Bergeret efface en son journal tous les éloges, déclare qu'il a été trompé, qu'il était « avec des gens faux. » Il se repent surtout de s'être « trop enthousiasmé » pour les connaissances du peintre, qui sont « de peu de ressources à un amateur, étant noyées dans beaucoup de fantaisies. » Jolies fantaisies de Frago, si subtiles et si sages, l'ingratitude qui vous accable est surtout faite de sottise.

Cette grande colère tenait aussi à un malentendu sur la propriété des portefeuilles de Fragonard, que le voyage avait largement garnis. Celui-ci avait accepté d'être le guide et le maître à dessiner de Bergeret, mais il entendait reprendre ses propres études. L'autre, en les réclamant, voulait avoir fait non seulement le beau voyage, mais la belle affaire. Il y eut, dit-on, procès ou menace de procès. Bergeret préféra payer, trop heureux de conserver, même à gros prix, les productions d'un talent qu'il ne dédaignait qu'en paroles.

La réconciliation ne tarda guère. Bergeret, étant devenu veuf, épousa la belle gouvernante qu'il avait menée en Italie, et la demoiselle Vignier, devenue la seconde Mme Bergeret, se plut à revoir ses compagnons de voyage au château de Cassan, où son mari l'avait installée. Fragonard, désormais « l'ami Frago, » fut reçu à mainte reprise, avec sa famille, dans cette riche demeure, au bord de l'Oise, proche la forêt de l'Isle-Adam, où Balzac recueillit plus tard le souvenir d'étranges prodigalités du financier. Il lui arrivait, paraît-il, d'illuminer pour lui seul ses pittoresques jardins et de se donner à lui-même une fête somptueuse ; puis, « ce bourgeois Sardanapale était revenu d'Italie si passionné pour les sites de cette belle contrée que, par un accès de fanatisme, il dépensa quatre à cinq millions à faire copier dans son parc les vues qu'il avait en portefeuille. » Que sont devenues les merveilles de Cassan ? qu'en reste-t-il dans les terres dépecées par la Révolution ? et quelle part avait pu prendre Fragonard à ces fantaisies originales, qui rappelaient aux voyageurs leur chère Italie ?

PIERRE DE NOLHAC.

LE RETOUR

L'auteur de ces pages, historien, professeur, écrivain distingué, a été blessé aux Éparges. Il a perdu l'odorat, le goût, les trois quarts de l'acuité visuelle. Nous avons pensé qu'un tout particulier intérêt s'attachait à ces notes émouvantes où un combattant d'hier, cruellement éprouvé, analyse son effort de réadaptation à la vie.

LA RUE

Septembre 1915.

Le soleil emplit tout l'espace et, quand je sors du hall immense de la gare, quand j'arrive sur l'hémisphérique place de Roubaix, il fait sourdre la joie du granit des pavés, des trottoirs asphaltés, de la masse bruissante des arbres et de la foule dense.

Je m'arrête; j'hésite; je ne comprends pas.

Cette ville qui m'apparaît subitement presque insouciante, gaie, amoureuse, élégante, pleine de rumeur ensoleillée, est-elle la même que j'ai quittée quinze mois plus tôt, grave, calme et si belle? Comme tout change! Comme l'état d'âme des hommes modifie un décor matériellement semblable! Ces façades percées géométriquement de fenêtres, ces larges rues, ce boulevard, ces grilles, ces hauts murs teints en noir par la fumée et le temps sont pareils aux façades, aux rues, aux murs de 1914 dont ma mémoire a conservé l'image précise. Et cependant je les reconnais à peine, car les êtres qui les peuplaient sont partis ou ont changé moralement, et la vapeur des âmes qui monte sous le soleil déforme les choses comme l'air chauffé.

*
* *

Je reviens triste, faible, et cette vie bruyante où je baigne d'un coup m'étreint d'une douleur mauvaise. Je reviens le cerveau rempli d'images de souffrance, le cœur meurtri de la douleur des autres et du martyre des choses, le corps usé par un effort excessif; je revois malgré moi les villages détruits, la terre saccagée, éventrée, les ambulances, les hôpitaux et leurs misères physiologiques, les blessures affreuses, les maladies, l'enfer des souffrances morales; j'entends encore le crépitement du long brasier de douleurs, qui, brûlant de la mer à la Suisse, arrête l'ennemi devant son mur de feu, et je me demande par quel sortilège tous ces êtres qui m'entourent ignorent qu'on souffre et qu'on meure près d'eux et pour eux.

Le vent apporte jusqu'ici les échos de la bataille, mais on s'y est accoutumé. Par une adaptation progressive, ces femmes, ces hommes jeunes et vieux ont accepté la guerre, source d'ennuis petits ou grands, de petites gênes ou de larges gains, ils n'y songent pas plus qu'on ne songe à la pluie, — quand il fait beau.

L'insouciance, la densité même de cette foule me font mal. J'ai l'impression d'arriver après un long temps révolu dans un monde nouveau. Les mœurs m'en seraient étrangères, mais ne me déconcerteraient pas plus que ces voix qui sonnent légères dans l'air tiède. Je n'aperçois pas les visages; l'énigme des sons n'en est que plus pressante, et je voudrais dire à tous ces êtres dont la joie malséante m'étourdit : « Vous ne devriez pas rire. »

LA MAISON

La voici, renfoncée et maussade.

Voici le vaste porche et la cour misérable où cent fenêtres regardent le vide morne; devant moi l'escalier vieilli, déroule ses murs crayonnés et déteints et ses marches usées qui penchent vers la rampe.

Je monte lentement, et, au tournant, apparaît sans paillasson la double porte rouge, veinée de noir, où les deux boutons de cuivre et la plaque du verrou de sûreté mettent trois taches de jaune terni.

Mon cœur bat plus vite. Subitement ces planches peintes prennent pour moi toute leur valeur de symbole. Je les ai jadis

ouvertes tant de fois; le bonheur, le malheur les franchirent tour à tour; et je leur suis reconnaissant de m'avoir protégé, naissant à la vie, en me donnant les heures de solitude sans lesquelles on ne se connaît pas. Mais maintenant j'hésite; une crainte légère m'effleure devant l'huis clos depuis plus d'un an, car j'appréhende une désillusion pareille à celle qui m'a secoué devant la place populeuse; dans l'ombre de cette porte, dix ans de mon passé sommeillent, ou mieux, dix ans du passé d'un homme qui fut moi.

***

La clef tremble un peu dans ma main. Je tâtonne avant de trouver l'entrée de la serrure, car j'ai perdu cette exactitude automatique du geste qu'on acquiert après mille reprises. Le pène résiste à ma pression; il ne me cède qu'à contre-cœur, comme à un étranger dont on se méfie.

Et j'entre enfin. J'entre dans une ombre qu'atténue un faible jour filtrant sous les lattes des volets. L'air me semble lourd, moisi, et tendu de toiles d'araignées; il est dense, froid, humide et fade ainsi qu'un air de caveau; les murs qui ont désappris la lumière se couvrent dans la demi-obscurité d'une blancheur de léthargie, et suintent l'abandon et la vie ralentie. La poussière a pu s'étendre à son aise. Elle recouvre tous les objets d'un même manteau de demi-deuil, et semble ouater le silence.

Les pendules éteintes grandissent la tristesse morne de la demeure abandonnée. Je me souviens de ce qu'elles y mettaient autrefois de vie ardente et régulière; machines presque humaines, activeuses de pensée, créatrices de travail et berceuses de rêve, elles donnaient son rythme à ma vie.

***

Elles sont mortes maintenant, comme sont morts tant d'objets usuels : robinets aux caoutchoucs séchés dont la vis tourne, mais où l'eau ne passe plus, tuyaux engorgés, cheminées pleines de suie, gaz et lumière coupés.

J'avance et retrouve partout, dans chaque pièce, la même indifférence froide. Je me heurte à des portes fermées à clef, et j'ignore où sont les clefs, et cette idée me vient que je suis chez un autre. Je me sens oublié des choses, qui jadis se prêtaient dociles à mes mains et venaient comme apprivoisées

se placer juste à leur portée, car j'avais, par habitude, le sens exact des distances relatives et leur proportionnais mes mouvemens.

J'ouvre avec peine une fenêtre ; je repousse ses volets, et, d'un coup d'aile, effarouchée, l'ombre qui sommeillait dans la pièce depuis plus d'une année s'envole avant que les vantaux, tournant sur leurs gonds, aient atteint le mur extérieur. Une lumière blafarde entre, hésitante, et s'accroche à la blancheur jaunie des murs, aux journaux dépliés, étalés sur les meubles, aux cuivres, aux baguettes dorées des cadres ; devant moi, dans un angle de la pièce, derrière ma table de travail, le fauteuil un peu repoussé en arrière et tourné à gauche donne l'impression qu'un être vient de se lever, de le quitter; et, sur la table même, une enveloppe, fermée de cinq cachets de cire rouge, et portant cette mention : « Testament, 2-3 août 1914, » complète l'impression funèbre qui se dégage de la maison, et m'affirme que, quoi que je pense ou fasse, une part de moi est bien morte, là-bas, au champ de douleur et de gloire.

LA LUMIÈRE ATTÉNUÉE

Les jours passent, et me prouvent de plus en plus que je suis autre et que le monde est différent du monde où j'ai vécu jusqu'à mon départ.

Physiquement d'abord. Il s'estompe devant mes yeux atténués. Adieu, les fêtes de la lumière, ses jeux étincelans où je me complaisais. La chanson des couleurs qui montait des choses, étouffée par le mal, n'arrive plus jusqu'à moi qu'en bribes.

Assis dans la pièce que j'aime, au milieu des meubles familiers, je songe devant leurs masses imprécises, assombries, à toutes les joies qu'ils me donnèrent. Ici, entre les deux fenêtres, le chiffonnier d'acajou, couvert de marbre noir, dresse son tas d'ombre aux contours incertains. Les entrées des serrures, les anneaux des tiroirs ne m'apparaissent même pas, et cependant quelles éclatantes et subtiles audaces de soleil doivent danser sur le satin de son bois, poncé, verni par les hommes, et luisant de la glissade des années!

Même fadeur de la table-bouillotte et du bureau Louis XVI. Leur ardente couleur fauve, rousse et veinée, les éclats de lumière dans les cuivres usés sont éteints. Éteints encore les

barreaux brillans des chaises lorraines, claires comme des glaces, et les dorures du dos des livres, les étoffes des sièges, les teintes si douces du poirier, si solides du chêne, si chaudes du merisier. Les vieilles reliures du XVIIIe siècle, leurs rouges, leurs verts à peine ternis, leurs ors immuables s'enveloppent d'un nuage gris, et les fleurs, enfin, brodées, tissées, peintes ou vivantes, ont l'air saupoudrées de cendre.

***

Les visages, eux aussi, sont éteints.

Lorsqu'on sait qu'on peut descendre par les yeux dans les âmes, lorsqu'on aime à suivre les bonds de la pensée dans les mouvemens parfois imperceptibles du visage, il est dur d'entendre à deux mètres de soi un être vous parler comme du fond d'un brouillard. Tous les traits, si connus soient-ils, s'enchevêtrent. Les contours des joues, du nez, du menton, invisibles à faible distance, sont si flous quand on se rapproche qu'on les dirait fondus, étalés en taches affadies, dégradées, mélangées par leurs bords, et, pour peu qu'une figure s'inscrive dans un fond clair, elle s'y mêle et disparaît presque.

Ces visages indistincts me semblent loin de moi, et j'imagine parfois que je leur téléphone... Éloigné, isolé au milieu des hommes, je viens d'éprouver la plus grande douleur peut-être qui m'ait assailli depuis mon retour : nous étions deux, et nous parlions, et, sur un mot, j'ai deviné qu'on souriait en face de moi d'un sourire indulgent et tendre, que j'aime et ne reverrai plus.

LE SOUVENIR DE L'ODEUR

J'étais sorti. Il a plu. J'entendais les larges gouttes tomber brutalement sur le sol, et, oubliant que je ne sentais plus, j'ai largement humé l'air.

Vous souvenez-vous de la forte odeur de la terre mouillée au printemps? Elle est grasse, profonde, emplit les narines et vous comble de joie, car elle semble une promesse des floraisons prochaines. Vous souvenez-vous des parfums qui, l'été, vers le soir, chargent l'air de leur ardeur puissante et sombre? Vous souvenez-vous?...

J'y songe sans relâche. Je voudrais les imaginer, les recréer exactement en esprit, et suppléer ainsi par le souvenir au vide de la sensation présente; mais plus je m'acharne à les préciser, plus ils me fuient et s'amincissent. En vérité, je ne sais plus; et c'est une chose navrante. Je me heurte à l'oubli comme une mouche à une vitre, et comme elle je m'acharne, monte, m'écarte et m'élance vainement. Je ne sais plus...

Tout se conjure pour exaspérer mon regret. J'ai retrouvé hier deux petits flacons que je conservais depuis des années, bien qu'ils fussent vides, car ils gardaient trace des parfums jadis contenus. J'aimais à les respirer de temps à autre, puisque, à la seconde, ils évoquaient en mon esprit des images jadis précieuses. Je n'ai pu discerner leur odeur ; elle est restée morte pour moi, comme celle des fleurs, aux couleurs déjà éteintes, comme celle de la mer qui, elle aussi, me hante, comme d'autres encore indicibles...

Ma recherche impuissante, si douloureuse en soi, est par ailleurs lourde de menaces. Je me demande : « Une sensation qui n'est plus nourrie s'atrophie-t-elle, jusqu'à disparaître? Si ma vue déjà déclinante s'évanouissait entièrement, deviendrais-je à la longue incapable de me souvenir des couleurs, comme je suis incapable d'imaginer les parfums? » J'accepte la disparition du goût, ce petit supplice renouvelé le long du jour; je consens à ce que tout ce que je bois et mange soit fade et ne se différencie que par le tact; mais je ne m'habituerai jamais à la perte de l'odorat, à l'atténuation de la vue, puisque les sensations passées s'estompent. En respirant le sol mouillé par l'averse, un seul souvenir se reflète en moi, le souvenir d'une joie qui m'est désormais interdite et me devient inexplicable.

LE TRIOMPHE DU SON

Les impressions terribles que voilà! — Elles vous investissent, vous étreignent, vous étouffent. J'ai la sensation que je manque d'air parce que de hauts obstacles sont entassés entre le monde extérieur et moi. Je me sens enfermé en moi-même par la rupture de trois des cinq sens qui me rendaient compte de l'univers, et m'en trouve diminué, comprimé comme un corps à l'intérieur duquel on ferait le vide. Une angoisse me serre le cœur devant le rétrécissement de ma vie murée; la

même sensation d'étouffement, d'emprisonnement me revient sans trêve, et j'imagine que je suis déjà mort un peu.

Malgré les soins et le repos, je sens une lassitude immense de la machine. J'ai la perception nette de la formidable dépense de force faite en quinze mois de guerre et je devine une usure si décisive de l'organisme que je me demande par quel miracle il fonctionne encore. Un poids me maintient cloué à ma chaise, je voudrais ne pas bouger, demeurer allongé, inerte, longtemps, malgré toute l'humiliation qu'inflige la faiblesse de muscles autrefois joyeusement entraînés.

*
* *

Mais voici qu'à la longue, à petits coups, l'espoir renaît. La vue, le goût, l'odorat sont toujours rebelles, mais le tact et l'ouïe se développent insensiblement, tentent de les suppléer; je commence à juger des subtilités du toucher, et l'infini des nuances du son se révèle.

Le soir tombe ; l'ombre envahit la pièce, mais je n'y prête pas attention. Le calme apparent de cette fin du jour est si rempli de sons divers que mon oreille discerne et suit à peine leurs ondes ennemies, emmêlées.

Un meuble craque ; l'aiguille des secondes trotte menu sur ma montre au milieu d'un petit bruit métallique où l'on perçoit les vibrations contractées du ressort ; et, souveraine de la demeure assoupie, paisible et un peu dédaigneuse, la pendule noir et or bat largement la mesure.

Paisible et précise, hachant le temps sans relâche, sans défaillance, implacable, elle laisse peser sur qui l'écoute le poids de son exacte cruauté. Son rythme monotone, impérieux, pareil au rythme d'une faux, limite les secondes et les abat et semble redire le même lieu commun : « Celle-ci est morte, tuée par moi, et celle-ci, morte à son tour, a disparu ; songes-y bien. Les heures brèves, dont tu disposes, s'évanouissent; songes-y bien. La mort approche, à pas égaux, inexorable. Apprends à croire. Emploie ta vie... » Les secondes à peine nées disparaissent pour l'éternité, et la leçon régulière de ce pendule transmise à mon esprit par l'oreille, est infiniment plus grave que les avertissemens de l'aiguille transmis, jadis, par mes yeux, s'il leur plaisait.

*
* *

Dehors, le vent souffle en rafales, tourbillonne, et comme un chien bondit autour de la maison en quête de l'issue où l'on se coule, il va, vient, saute, donne de la voix, revient, couvre un instant le bruit de l'horloge, s'engouffre dans la cheminée et secoue rudement les tôles de la trappe qui vibre.

Les arbres du jardin plient dans la tempête et frissonnent de toutes leurs feuilles bruissantes. J'imagine les deux cyprès, ployés à droite, à gauche, balayant l'ombre de leur pinceau plaintif; j'entends le glissement en cercle des feuilles mortes qui tournent au souffle du vent, et le bruit de la pluie dans la terre et sur les vitres, et sur le mur, et sur les toits des hangars et le tronc noir des arbres; je perçois le son mat des gouttes qui s'écrasent sur le rebord de zinc de la fenêtre, le son plus gras de celles qui tombent sur le sol, et le grésillement de la terre qui les boit.

Le son se transforme parfois en vision. Tel bruit de goutte d'eau me fait voir d'autres gouttes accrochées aux fils de fer des tranchées et chassées par le vent le long de ces fils. Des appels de trompe passent dans l'air; une porte se ferme; un sifflet de locomotive troue le rideau de pluie et d'ombre; le bruit lointain d'un train qui passe au bord de l'eau se transpose en une image des lumières; je « vois » en esprit des wagons qui se reflètent dans le fleuve et s'éloignent et confusément vous invitent au voyage. Le grondement des lourdes roues pleines s'atténue et se perd dans le vent qui déchire et disperse les appels venus de la ville et noie le son jeune d'une cloche perçue, puis inaperçue et perdue enfin dans la mêlée des bruits.

*
* *

Et pierre à pierre le mur s'écroule qui murait mon âme au fond de moi. Les sons se suppléent les uns les autres. Mes relations avec le monde extérieur se rétablissent, différentes, transposées, mais presque aussi fréquentes qu'autrefois. Il y a différence de nature, mais non différence d'intensité, entre la masse de mes perceptions de naguère et d'aujourd'hui. Ma respiration se fait plus libre, et je me sens renaître comme une plante dont les racines arrachées, mutilées, pénétreraient à nouveau dans la terre.

DISCORDANCES

Comme on entend mal, quand on voit trop bien!

L'œil fait tort à l'oreille, et la distrait, et détourne d'elle mille perceptions subtiles.

Comme on voit mieux une âme quand on l'écoute au lieu de la chercher dans les reflets d'un visage! On farde ses joues et ses yeux, — mais on ne farde pas sa voix. On a si peu l'habitude de la surveiller, de la truquer, — lorsqu'on le tente, on y parvient si mal, — que l'artifice éclate à l'oreille attentive. L'hypocrisie d'un être se décèle dans sa voix et dupe vos yeux, mais, par ailleurs, la voix révèle aussi les manies de l'âme, et, prenante, vous la montre enthousiaste et oublieuse.

Cette remarque faite, j'ai appris à écouter, comme déjà à espérer et à attendre, à vivre et à mourir. Et maintenant, je juge d'instinct les êtres par l'ouïe mieux que je ne les jugeais jadis d'un regard.

⁂

Vous qui parlez en ce moment, sans défiance, loin de mes yeux et si près de moi, comme vous redouteriez mon silence, si vous pouviez deviner mes pensées! Je vous aperçois moins, mais vous *entends* bien davantage, et votre voix me livre en un instant le secret de votre âme vraie que mon œil charmé par votre visage n'avait jamais pu pénétrer. Il me semble que vous n'êtes plus vous-même et que l'être que voilà m'apparaît pour la première fois.

Qui êtes-vous, vous que je retrouve après vingt mois d'absence, et pourquoi être si différente de l'image que je gardais? Je sais que je vous juge maintenant, à votre insu, telle que vous êtes; mais là n'est pas la seule raison de la discordance naissante de nos âmes.

Peut-être me suis-je tracé de vous, en esprit, durant ces jours si longs, une image factice; mais peut-être aussi avons-nous évolué l'un et l'autre, loin l'un de l'autre, et dans une atmosphère différente. Je me suis tellement modifié, et vous avez si peu l'air de vous en rendre compte!

*
* *

C'est là qu'est le danger : un petit drame se joue entre nous sans que vous en ayez l'impression. Votre défaut de compréhension nous disjoint, malgré mes efforts, et vous vous entêtez à traiter de lubies ce qui est transformations profondes de l'esprit. La guerre m'a conduit à une revision des *valeurs* que vous vous refusez à admettre; vous souhaitez tout prendre légèrement, et cette insouciance qui nous ruine dissociera encore demain des milliers d'êtres.

LA NUIT VIENT...

Souple, douce, insinuante, la nuit aux gestes lents approche ; elle se glisse muette et grise et d'abord humble, puis se hausse, emplit l'espace et l'assombrit; elle enveloppe la colline, et les grands arbres nus, le jardin vide et la vieille maison, et les yeux qu'elle embue et l'âme qu'elle endeuille.

Tout se voile et l'être sans défiance est pris à ce jeu triste; tout s'éteint; les choses paraissent s'éloigner et décroître; la voix sourde de la ville immense qui s'étale au bord du fleuve semble plus anonyme encore dans le soir.

*
* *

J'ai agi tout le jour, non par goût de l'action, mais pour ne plus penser à ceux que j'ai laissés là-bas. J'ai voulu oublier leurs souffrances que je ne partage plus, la mort qui les guette, les larmes et les étreintes du départ, et j'ai goûté un peu de paix dans le tourbillon salutaire de la vie...

Mais, sous ton poids, nuit souple et froide, l'heure présente et mon repos factice sombrent. Tout le faux décor dont je m'entourais, tout l'air truqué que je respirais, se volatilisent; ce qui est, fuit sous mes doigts...

Je sens le danger et veux me défendre du mal que tu vas me faire. Je saisis au passage un fait d'aujourd'hui, une image présente, un visage entrevu quelques heures plus tôt, une parole dite, une douleur même, ou la tâche que je veux m'imposer demain... Je m'y cramponne, et tout s'effrite, fond, s'évanouit.

*
* *

Voici tout le passé qui monte... Je ne peux plus lutter; mon

âme est prisonnière... Les rets du passé grave l'enveloppent et la pressent... Prisonnière, abandonne-toi.

. . . .

Mes amis, où êtes-vous? Dans quelle boue sanglante souffrez-vous à cette heure? Domy, Fauqué qui pleuriez comme des enfans quand je partais pour l'hôpital, vivez-vous encore, et qu'a-t-on fait de vous?

Mes amis, j'ai peur de chaque courrier qui me rapportera peut-être la lettre que je vous envoyais deux mois plus tôt, timbrée de la mention trop claire : « Le destinataire n'a pu être atteint en temps utile. » Je vous ai laissés sur l'Yser et vous sais maintenant à Verdun... Mes amis, je tremble pour vous, je tremble pour toi, Herbin, pour toi, Boncan, mon frère au gai courage, car je n'ai plus que vous... Tant d'autres, vous le savez, sont morts!...

Guasco, Péguy, Pascal, Thilloy, Delrue, Mikelidi, Givord... je ne vous reverrai jamais. Vos visages familiers que j'évoque semblent me dire malgré toute la bonté dont l'au-delà les auréole : « Pourquoi vis-tu encore, toi?... Nous autres sommes couchés, mutilés, dans la terre, et nos pauvres corps s'y dissolvent, tandis que *tu vis*.

« Tu vis!... Comprends-tu bien tout ce que cela veut dire? Tu peux agir, penser, créer, si tu en es capable...

« Te souviens-tu des longues causeries, où notre esprit s'aiguisait et jouait, le soir, certains soirs semblables à ce soir-ci? Nous étions gais de toute notre jeunesse, hardis et fermes de toute notre force, heureux et grandis de tout notre espoir.

« Maintenant, de cette troupe si vivante, toi seul subsistes... Pourquoi vis-tu?... Viens nous rejoindre. »

***

Pêle-mêle la foule des morts se presse sous mes paupières closes. Voilà Lemercier que je n'avais pas vu depuis les Éparges, et qui me jette au passage son regard aigu de peintre... Voilà Aussière aux yeux brillans et bons, l'ami rare dont la guerre me sépara, qui, follement, enviait mon sort de combattant, tandis qu'il était au dépôt, et qui mourut à Zillebeke, après deux jours de front, d'un obus en pleine poitrine. Il vient à moi, me prend la main et me dit sur un ton de doux reproche : « J'ai disparu si près de toi!... Pourquoi m'as-tu laissé partir, moi qui t'aimais? »

Les voilà tous, maintenant, amis et simples camarades ou compagnons... Je n'aurais jamais cru qu'ils fussent si nombreux... Celui-là est Gérard, mon capitaine des Éparges, dont les nerfs furent ébranlés au point qu'arrivé au dépôt, sortant de l'hôpital, sa blessure guérie, il s'est tué d'une balle dans la tête... L'étrange histoire! cet homme qui a échappé à la mort, qui a supporté la plus effroyable tension nerveuse qu'on puisse imaginer, qui nous a conduits à la mort, a donné la mort, nous a menacés de mort, a bravé la mort et rusé avec elle et l'a crainte parfois à en mourir, meurt maintenant qu'il semble lui avoir échappé... Comment l'a-t-elle rejoint?... Par quel détour subtil a-t-elle ressaisi sa proie?...

Qui prendra-t-elle demain?

***

Ma vie fut faite jadis d'amitié. J'aimais à sentir autour de moi des âmes dont le rythme approchât du mien... Ce soir je rappelle cette amitié des disparus.

Qui donc me libérera d'eux et de l'abîme où ils m'attirent? Quelle main se tendra vers moi pour arrêter ma chute qui s'active? Je plie sous le vide de mes jours d'un coup privés d'amis, comme une plante privée d'eau; j'ai peur de ma solitude; j'ai le dégoût d'agir; immobile, j'attends que la grande paix de la nuit m'aide à vaincre le mal qui me tourmente, j'attends que son apaisante rosée mouille mes yeux, car la douceur des larmes solitaires sauve des bras des morts qui se tendent vers vous.

LA FOULE

La crainte m'enferma d'abord dans la maison. Je redoutais cette foule inconnue à laquelle je m'étais heurté lors de mon retour. Qu'aurais-je été faire, amoindri et dolent, au milieu de sa gaieté insouciante?

Puis j'ai perçu le danger de l'isolement, la fausseté du monde factice où le passé me poussait à vivre. J'ai senti qu'il fallait faire un pas vers la ville et qu'elle était autre, peut-être, que mon esprit ne l'imaginait... J'ai voulu savoir. Je suis parti seul; et de cette première sortie je reviens le cœur plein de joie.

J'ai d'abord hésité; inquiet, je n'avançais qu'avec prudence;

mais très vite j'ai compris que l'air que je respirais était baigné de douceur et de sympathie grave. J'avais cru être seul et j'ai deviné autour de moi des centaines d'amis ignorés.

Qui dira, en ces jours, la pitié, la bonté de la foule anonyme, l'immense impression de douceur maternelle qui vous enveloppe, quand, faible, vous vous abandonnez en toute confiance à la force de ses flots mouvans?

Je vais mon chemin. J'approche d'un obstacle que je n'aperçois pas. Une main m'arrête aussitôt et me guide. On m'aide sans un mot, simplement, avec tact et bonté, et partout je sens autour de moi la même sollicitude. Des pas s'attachent au mien, s'arrêtent quand je m'arrête indécis, au bord d'un trottoir, et je sens peser sur moi des regards protecteurs, attentifs, qui surveillent la rue où je vais m'engager, m'entourent, et me suivent.

Je me risque jusqu'à prendre le « métro » et, dès l'entrée, un bras se passe sous le mien, une main inconnue prend mon billet, me guide dans le dédale des escaliers et des couloirs; les portillons des quais s'ouvrent d'eux-mêmes, à mon approche, comme les portes des wagons; on m'aide à monter en voiture et une « place assise » se trouve toujours libre, quelque dense que soit la foule. Les hommes et les femmes me sont reconnaissans de l'occasion que je leur donne involontairement d'être bons et parmi ceux qui me rendent service, il en est qui me disent merci.

*
* *

Admirable impression d'identité. — Ces hommes et ces femmes m'accueillent vraiment avec une douceur fraternelle, et leurs gestes si simples disent à mi-voix leur gratitude et leur amour pour tous ceux que le mal accabla.

Ces êtres communient dans un même sentiment, car ils sont proches les uns des autres; la masse des étrangers a disparu; les Français maintenant ont la majorité dans une foule parisienne; on est entre soi; on pleure des mêmes douleurs; on tressaille des mêmes espoirs...

*
* *

Cependant la lumière se fait en moi; je sens qu'à vivre abstrait du monde je me serais étiolé, tandis qu'à descendre

dans la foule je reverdis, je refleuris. Et une voix me dit : « Rien n'est solide de ce qui ne pousse pas profondément ses racines dans la masse. L'œuvre que tu tenteras doit être étayée par cette masse et sa durée sera fonction de ses assises.

« Enracine-toi. — Que ton âme soit en communion avec l'âme de cette foule. Comprends-la, sens-la, devine-la, suis-la dans ses souplesses, dans ses abandons et dans ses colères ; sache saisir son esprit et son humeur, car cette humeur et cet esprit collectifs sont des phénomènes profonds et sans âge, semblables au bruit de la forêt et de la mer. Tu dois te plonger en elle pour faire œuvre humaine et vibrer avec elle, comme tu dois plonger dans la nature et trembler au vent avec les feuilles des arbres.

« Et quand tu te sentiras enraciné profondément, quand au sein de ton âme ouverte et réceptive tous les échos de cette masse retentiront, alors laisse aller ton rêve, lâche-lui la bride et monte sans crainte, de toute ta force et les yeux pleins d'étoiles... Accueille les chimères d'avenir, les espoirs fous, que demain peut-être réalisera ; monte aussi haut que tu le pourras, monte jusqu'à être seul, sans vertige, car ta base est nourricière, large et solide. »

LA PREMIÈRE CLASSE

Octobre.

Le jour est clair et doux. La vaste place que le vent balaye à l'ordinaire du Panthéon à Sainte-Geneviève est paisible ; ses maisons entourent un air immobile. C'est l'heure où les enfans vont en classe. Par petits groupes, ou seuls, sans hâte, ils passent. Et suivant ces gais porteurs de livres j'arrive à mon tour devant la vieille caserne où j'enseignais avant la guerre,... jadis !

Que ce temps est lointain ! Que ce retour est émouvant !... Je franchis le porche, la cour, et longe les couloirs où traînait autrefois une odeur complexe de poussière humide, de cuisine, de papier et de serpillère. J'arrive enfin dans ma classe, et me souviens, et restitue lentement ce que je vois mal : les hautes fenêtres grillagées, le plafond aux poutres apparentes, les bancs alignés sagement, les becs de gaz portant sur l'oreille leurs abat-jour cabossés. Sous ma main le pupitre de ma chaire se hausse, zébré d'entailles, usé au bord inférieur par le frottement des coudes.

*
* *

Ils sont entrés. Ils gagnent leurs places, un peu émus de ce retour, pleins de gaieté et de vie, mais contenus par l'image douloureuse de la guerre qui, soudain, leur apparaît... Et quand ils se sont tous assis, je sens monter, à la fois, vers mes yeux tous ces yeux d'enfans qui regardent, grands yeux clairs, pleins de curiosité et d'émoi, débordant de confiance attendrie, belles lumières dont l'intelligence et la caresse enveloppent mon âme d'une douceur de printemps.

Ils sentent, ils comprennent, bien qu'enfans : j'en suis sûr. Ils ressentent confusément les souffrances supportées pour eux par ceux du front ; ils devinent que jamais une masse de douleurs pareille n'a été entassée sur le monde, que jamais on ne vit tant de beaux espoirs flétris ; ils comprennent un peu que *leurs* soldats, confirmés dans la foi française et humaine, se sont grandis par leurs actes aux yeux de l'univers, mais les ont grandis eux-mêmes, en même temps.

Et le cours commence simplement, après trois mots de bienvenue. Suivant le programme, le maître parle de la France qu'il doit expliquer et décrire, et la classe l'écoute de toutes ses oreilles, comme s'il s'agissait d'un être vivant. La formation géologique du sol, ennuyeuse autrefois, intéresse aujourd'hui comme un conte de fée ; ils voient, au cours des âges, la chair des plaines se former autour du squelette des montagnes,... tout paraît clair à ces petites âmes parisiennes habituées à vivre dans l'enthousiasme neuf de la passion ardente et sincère de cette colline pensive des Écoles, où depuis bientôt mille années rêvent des jeunes hommes.

ANDRÉ FRIBOURG.

SCÈNES DE LA RÉVOLUTION RUSSE

V[1]

KORNILOFF CONTRE KÉRENSKY

22 août/4 septembre.

Une foudroyante nouvelle nous arrive : Riga tombe, Riga est tombée; bientôt suivie d'une plus foudroyante encore : le généralissime Korniloff marche contre Pétrograd.

C'est ainsi que les événemens renchérissent sur les événemens, les catastrophes sur les catastrophes dans cet extraordinaire pays russe où tout apparaît démesuré, formidable, chaotique, inattendu et incohérent. Les matières en fusion dans le creuset et ce creuset lui-même sont tellement hors des proportions habituelles qu'ils dépassent notre puissance de vision et confondent notre entendement. Aussi, rien ne s'y achève, n'y prend figure définitive; tout y demeure à l'état d'ébauches, ébauches grandioses mais déconcertantes, — jeu interrompu de Titans versatiles et incomplets.

Hier, de la gare de la Baltique à l'île de Basile, un vent d'épouvante soufflait à travers les rues de la capitale, précurseur des hordes germaines dont la perte de Riga faisait pressentir la menace; aujourd'hui, au lieu des Allemands attendus, ce sont les Russes qui arrivent, conduits par Korniloff... Aussitôt, clameurs nouvelles... L'exode commencé s'arrête; on refoule

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 1er juillet, 1er août et 1er septembre.

dans la ville ceux qui en partaient déjà; la foule qui envahissait l'entrée des gares se heurte à celle qui en sort; on s'interrompt de bourrer malles et valises de ce que l'on a de plus précieux; on quitte la maison pour se joindre aux groupes sur les places publiques. La curiosité succède à la crainte. On s'arrache les éditions spéciales des journaux; on court à la *Rouskaïa Volya*, fertile en dépêches sensationnelles : « Korniloff est à Longa... Korniloff a envoyé son ultimatum au gouvernement provisoire... ses premiers cavaliers ont atteint Gatchina... » On se regarde; la même pensée est sous tous les fronts : pour qui prendra-t-on parti?... Inquiétant dilemme... La révolution bénévole, la révolution indulgente qui permettait de tout penser et de tout dire a fait son temps. Une autre est survenue qui commence à écouter aux portes. Goutchkov est arrêté; Pourichkiévitch va l'être... D'autres, beaucoup d'autres encore le seront... L'étudiant tourne les yeux du côté de la forteresse Pierre-et-Paul et se tait; le soldat, méfiant, hoche la tête et prend le chemin de sa caserne; le marchand circonspect écoute, et passe... On prendra parti plus tard. D'abord, il faut savoir...

Savoir quoi?... Qui a raison? Non, mais qui l'emportera... Selon toutes probabilités, c'est pour celui-là que la majorité prendra parti. A cette heure, tout dépend de l'attitude du gouvernement. Qu'il ait une minute de faiblesse et il est perdu. La masse suivra le plus fort...

A l'ultimatum du général Korniloff demandant pleins pouvoirs pour constituer un nouveau gouvernement, M. Kérensky a répondu en intimant au généralissime l'ordre de résigner son commandement et de quitter l'armée. Puis il a proclamé la ville et le district de Pétrograd en état de siège. En hâte, les Soviets, celui des ouvriers et soldats, comme celui des paysans, se réunissent : on oublie la famine, chaque jour plus menaçante, la marche des Allemands, dont le pas retentit, là-bas, sur la chaussée de Pokoff et le long des collines boisées de la Courlande; il faut parer au danger le plus proche. Le palais de Tauride, le palais Marie reprennent leur figure mystérieuse et tragique des grands jours; la foule stationne, anxieuse, sous les fenêtres et devant les péristyles... Les Conseils siègent toute la nuit. Le résultat de ces délibérations est que pleine liberté est laissée au président du Conseil. Les ministres démissionnent : Kérensky est dictateur.

Pendant ce temps, les Finlandais, qui ont pavoisé en l'honneur de la chute de Riga, adressent au gouvernement provisoire leur ultimatum d'indépendance ; les maximalistes essayent une fois encore de profiter du tumulte pour imposer à la Russie un gouvernement de leur choix ; Savinkof, — initiative redoutable ! — distribue aux ouvriers dix mille fusils : les délégués des voies et communications s'en vont en hâte couper les voies ferrées aux abords de la capitale ; le général Kaledine, hetmân des Cosaques, menace de couper celles de Pétrograd à Moscou si le gouvernement n'accepte pas l'ultimatum de Korniloff ; une délégation de Cosaques, la touffe de cheveux gonflant sous le képi, traverse la ville au galop de ses chevaux pour offrir son concours à un règlement pacifique du conflit.

Et, comme c'est jour de fête religieuse, des sons de cloches ébranlent l'air au-dessus de la ville en fièvre, les portes des églises s'ouvrent, assaillies par une foule qui cherche à se libérer de son angoisse ; et, sur le fond d'or des iconostases, on devine les signes de croix des femmes agenouillées sous le geste des prêtres bénissans.

Et voici que, au delà des murs de la cité, de cette Longa subitement entrée dans l'histoire, la voix de Korniloff s'élève, invitant tous ceux qui croient en Dieu à prier dans les temples pour le salut de la patrie...

Imaginez, si vous le pouvez, ce tragique latent sur lequel chaque heure, chaque seconde, greffe un tragique nouveau !...

Tout à coup, du haut de sa puissance agrandie, Kérensky déclare *urbi et orbi* Korniloff traître à la patrie et à la révolution !... Parole terrible, excommunication majeure qui suspend sur la tête d'un homme — l'une des valeurs les plus éminentes de la Révolution russe — la menace de tomber le premier sous le coup de cette peine de mort dont il a si instamment demandé le rétablissement.

Aussitôt, et comme si pour la première fois l'acte accompli lui apparaissait avec ses redoutables conséquences, Korniloff s'arrête. Les deux... — faut-il écrire : adversaires ? — non : les deux héros s'affrontent ; l'un, entouré de ses Cosaques de la Division Sauvage, et debout sur ses étriers ; l'autre, campé sur le piédestal que, vivant, la révolution lui dressa. Situation inouïe, rivalité unique dans l'histoire des peuples !

Car, chacun de ces deux hommes — et il n'est pas possible

d'en douter — aime profondément et désespérément son pays!... César sur le Rubicon cède à son ambition; Napoléon à Saint-Cloud obéit à sa fortune ; Korniloff à Longa — entre les Allemands et Pétrograd! — est poussé par le désir éperdu de sauver coûte que coûte sa patrie en péril.

C'est pourquoi, et avant même que la cause soit entendue, il est permis d'en appeler devant le monde et devant l'histoire de la terrible sentence implicitement contenue dans la formule de Kérensky.

LE PASSÉ D'UN GRAND CHEF DE GUERRE

A Kiew, à Pétrograd et ailleurs, j'ai recueilli, bribe à bribe, sur les lèvres de ceux qui furent ses soldats, l'histoire — encore incomplète — de ce grand chef de guerre. Plus tard, je l'ai vu lui-même à l'œuvre, à Pétrograd, pendant la Révolution.

Né en 1870, fils d'un paysan cosaque, gardeur de chèvres dans les steppes de Sibérie, descendant hypothétique des compagnons d'Iermak (1), mais descendant direct du héros de Sébastopol, l'amiral Korniloff, l'ex-généralissime des troupes russes garde sur son masque hâlé les stigmates d'un passé fier, d'une jeunesse libre et d'une vie vouée à l'action. De taille moyenne, musculeuse, il a un peu du Mongol dans la coupe légèrement oblique de ses yeux, dans ses pommettes un peu saillantes sous la maigreur du visage. Pourtant, il est ce que les Russes désignent sous le nom de « tchisto rouskii, » un Russe pur. Ses yeux petits, étroits et noirs, au regard perçant, ont le plus souvent une expression triste. Physiquement, — — Napoléon ayant prouvé au monde qu'on peut être un grand homme sous une petite taille, — il répond assez bien au portrait que, dans un de ses articles, le *Dienn* traçait d'un futur et possible dictateur (2).

Fut-ce tandis qu'il courait les steppes, jeune garçon déjà intrépide, mais encore insouciant de l'avenir? Ne fut-ce pas plutôt alors qu'élève au corps des Cadets de Sibérie ou à l'École d'artillerie Mikhaïlowskoïé, il se laissait entraîner par ses compagnons à ces beuveries proverbiales où des femmes au teint

(1) Cosaque qui conquit la Sibérie et l'offrit à Ivan le Terrible, grand-duc de Moscou.

(2) Voyez la *Revue* du 1er septembre 1917.

basané, aux robes traînantes, à fleurs rouges, viennent chanter et divertir les jeunes gens? Une tzigane lui prédit qu'il mourrait à soixante-trois ans. Fataliste, comme tous ceux qui ont vécu en face des grands espaces, dans une étroite communion avec la nature, le jeune officier crut aux paroles de la bohémienne, et le général s'en souvint. Cette confiance en sa destinée, jointe à sa nature énergique, lui conférèrent un courage, une intrépidité à toute épreuve.

Pendant la guerre russo-japonaise d'abord, où il gagna la croix de Saint-Georges et l'épée d'or; pendant la guerre de Chine ensuite, la chance lui fut fidèle. Elle lui resta attachée au cours de la Grande Guerre. L'invulnérabilité du général Korniloff devint proverbiale parmi les soldats. « *On snaït Kourinoié slovo* (il connaît le mot de la poule), » disaient-ils; ce qui est, parmi eux, une façon d'exprimer la foi d'un homme en son étoile. Dès le régiment, sa réputation prenait une ampleur et une saveur de légende. On citait des cas où il avait été miraculeusement épargné par la mort.

Un jour, pendant l'automne de 1915, étant déjà général, il entrait avec deux autres officiers dans un petit enclos précédant une église. Un shrapnell éclate à quelques pas, tuant l'officier qui le précédait et celui qui le suivait, sans qu'il en retirât une égratignure. Une autre fois, il se tenait debout, causant avec un soldat qui portait à la main sa gamelle pleine de « cacha » fumant. Un morceau de shrapnell tombe dans l'ustensile, en enlève le fond... Le soldat fixe silencieusement des yeux effarés sur son général.

— Eh bien! mon ami, lui demande Korniloff avec le plus grand calme, qu'as-tu? Est-ce que pour une telle bagatelle ton « cacha » serait perdu?

Les officiers de son entourage disaient de lui qu'il ne se considérait vraiment sous le feu que si un obus éclatait sur son bureau, lui enlevait une assiette des mains ou tombait au beau milieu de la soupe!

— Tout le reste n'est rien, disait-il, et ne vaut pas même d'être mentionné!

Aussi ses soldats l'avaient-ils surnommé le Héros sans Peur, le Cœur de Lion et, plus tard, lorsqu'il tomba entre les mains des Autrichiens, on parlait encore, dans les camps, de l'Aigle prisonnier dont on escomptait le retour.

LA DIVISION SOUVAROV

D'abord général d'une division d'infanterie, le général Korniloff fut placé, dès l'année 1915, à la tête de la célèbre division Souvarov. Sous ses ordres, elle devint une armée incomparable, renommée par toute la Russie pour son endurance, son intrépidité, sa capacité dans l'action. Il menait lui-même son bataillon à l'attaque, faisant flotter autour de ses hommes une atmosphère de tranquillité et de sang-froid.

« Chacun d'eux passe par l'école de Korniloff! » disait-on en parlant des braves de la 48ᵉ division (division Souvarov).

Ce n'était pas seulement une école de bravoure. Par tous les moyens possibles, Korniloff tâchait de développer dans le soldat russe, naturellement intelligent et malléable, l'initiative militaire. Entre autres paradoxes, il aime celui-ci : « Si tu veux apprendre une chose, commence par l'enseigner ! » Avant chaque opération, il appelait plusieurs de ses soldats, leur ordonnait de réfléchir à la façon dont il conviendrait de procéder pour prendre telle place, occuper telle hauteur.

— Où placer l'artillerie? De quel côté commencer l'attaque? Quel régiment envoyer le premier ?

Cette manière d'agir produisait parmi les soldats une féconde émulation pour les choses militaires, mettait en relief les plus hardis, ceux qui, au besoin, peuvent remplacer les chefs tués ou blessés, les futurs héros qui seront cavaliers de Saint-Georges, ceux dont on pourra faire un jour des sous-officiers. Mais surtout, elle établissait entre les soldats et leur chef une intimité, une concordance de pensées telles que, de son propre aveu, il est arrivé à Korniloff de trouver dans les conseils de ses soldats de nouvelles et utiles inspirations. Le général Korniloff n'a pas attendu les Soviets pour démocratiser l'armée. Il l'a fait, non en cherchant à abaisser l'officier au rang du soldat, — et même au-dessous ! — mais en élevant peu à peu le moral du soldat jusqu'à lui. Ainsi, bien loin de nuire à la discipline, de désagréger l'armée, son système en augmentait la force et la valeur combative en créant entre officiers et soldats une estime réciproque et une plus grande confiance.

Korniloff aimait et pratiquait encore un autre paradoxe : « Nous sommes trop faibles pour nous défendre, » disait-il. En

toute occasion, il préférait l'offensive qui fouette le soldat et le vivifie, à la défensive qui use sa patience et le déprime moralement. C'est ainsi qu'après quelques semaines de présence sur le front, il a réussi, par son exemple, au moins autant que Kérensky par sa propagande verbale, à déclencher avec Broussiloff l'offensive de juillet 1917, dans une armée dont presque tous les élémens étaient pourris jusqu'aux moelles par la pernicieuse propagande des Soviets.

Les détails ne nous sont pas encore parvenus sur l'attitude de Korniloff pendant cette glorieuse, puis désastreuse offensive de 1917, mais nous pouvons l'imaginer en nous reportant à celle qu'il eut en 1915 pendant la terrible retraite des Carpathes que son héroïsme et celui de la 48e division empêchèrent de se changer en déroute. Son rôle d'alors est trop peu connu. Il convient de le rappeler en ces heures tragiques. En voici un des plus émouvans épisodes, tel que l'a raconté le général Papovitch Lapovatz, qui en fut un des héros et des témoins :

« C'était à Ivla. Le général était sûr que notre manœuvre réussirait et que nous reculerions en bon ordre. Ayant invité tous ses officiers dans une petite chaumière, sur la chaussée qui mène à Doukla, il ouvrit sa carte et commença à prendre ses dispositions. Tout le monde se taisait. Tout à coup, le général se retourna et dit :

« — Oui, la situation est mauvaise... Mais qu'y faire ? Peut-être, avec beaucoup de sang-froid, en sortirons-nous...

« Nous étions pleins de courage et cependant le frisson de l'épouvante nous pénétrait jusqu'aux os. Quel soldat, même parmi les plus intrépides, n'a senti passer un jour sur lui ce vent du désastre ? Ce n'était pas la mort que nous redoutions, mais la déroute...

« Quand il ne resta plus d'espoir, le général Korniloff prit avec lui deux régimens et occupa Ivla, en face du front allemand. La bataille commença. Les obus pleuvaient comme grêle sur l'héroïque régiment sans réussir à le faire plier... Nous entendions au loin la canonnade à l'arrière. Nous étions cernés de tous côtés. Un courrier arriva, à cheval, me dire que le général me demandait. En route, j'appris que notre premier rang n'ayant pu supporter ce feu d'enfer commençait à reculer, que la moitié de nos chevaux étaient tués et que notre artillerie subissait de grandes pertes. Je trouvai le général Korniloff à

son observatoire. Ce point était à deux cents pas en avant de la première ligne. Il n'y avait là qu'une tranchée occupée par une compagnie. On y était sous le triple feu de l'artillerie, des fusils et des mitrailleuses. Le général fouillait l'horizon avec une longue-vue. Quel que fût le danger, on ne pouvait s'empêcher d'admirer ce sang-froid, cette figure impassible, ce dédain absolu de la mort. Je m'avançai. Le général me donna la main et me dit tout bas :

« — Nos affaires ne sont pas bonnes; nous sommes entourés.

« Puis il ajouta :

« — Nous n'avons tout de même pas de chance !

« C'était la première fois qu'une pareille expression sortait de sa bouche.

« Elle me bouleversa, mais je restai ferme.

« Tout l'emplacement, depuis Khirovo jusqu'à Ivla, était submergé sous l'artillerie. La chaussée était complètement détruite : chevaux morts, caissons renversés, voitures abandonnées barraient la route. Ivla brûlait.

« Plusieurs bataillons avaient été envoyés en renfort aux premières lignes. Un instant, l'ennemi s'était arrêté, mais bientôt l'artillerie recommença à taper dans nos premiers rangs, détruisant tout. Nos régimens recommencèrent à se retirer. Le général Korniloff, se tournant vers nous et se lançant en avant le premier, cria :

« — Allons ! Allons ! vite ! Il est nécessaire de les retenir.

« A grand'peine, et sous un terrible feu, nous arrivâmes au bord de la route. Espérant couvrir un peu nos malheureux régimens déjà bien éclaircis, nous les dirigeâmes de l'autre côté. Cet endroit était déjà atteint par le feu des mitrailleuses. La masse des troupes, avec le général Korniloff en tête, s'était jetée sur la chaussée. Le tir les y rejoignit. Avec d'énormes pertes nous revînmes à notre première place, un peu moins exposée. Le général, blessé à la main gauche qu'il soutenait de sa main droite, donnait des ordres.

« — Nous sommes entourés, dit-il fermement, mais il est indispensable d'occuper Doukla.

« Comme on lui répondait que Doukla était cerné, peut-être pris, son fatalisme reprit le dessus et il répondit :

« — Advienne que pourra !

« Puis, de sa main droite indemne, il tira un carnet de sa poche et y nota des ordres. »

La veille du jour où il fut fait prisonnier, Korniloff sortit de l'isba avec sa casquette enfoncée sur les yeux, sa pèlerine ouverte... A travers on voyait briller sa croix blanche de Saint-Georges. Il regardait tranquillement devant lui en tapotant de sa cravache les hautes tiges de ses bottes. Il était toute vaillance et sérénité... On aurait pu croire qu'il n'avait qu'à dire : « Tout va bien ! » Quand il ne resta plus un seul officier, il continua à tapoter ses bottes avec la même tranquillité apparente, et c'est avec cette belle maîtrise et sans rien laisser deviner de ce qui se passait en lui, qu'il fit connaître aux soldats le tragique de la situation. Quand il fut tombé, blessé, entre les mains des ennemis, la division Souvarov, se souvenant de ses leçons, réussit malgré tout à s'ouvrir un passage.

Prisonnier au château Esterhazy, puis à l'hôpital de Kersek, le général Korniloff n'eut qu'une pensée : s'évader pour aller remettre son épée au service de sa patrie.

Chez les Autrichiens, les officiers prisonniers sont séparés des soldats et soumis à une surveillance plus sévère. Le général prit un uniforme de soldat et réussit à se faire transférer dans un camp. Ayant fait toutes les observations possibles et pris tous les moyens à sa disposition pour assurer sa fuite, il s'évada du camp avec un soldat tchèque. Pendant les deux premières journées, les fuyards réussirent à voyager en chemin de fer. A Buda-Pesth, ils passèrent la nuit dans un *Postoyali-i-Dvor*, vaste cour publique où l'on remise les voitures et les chevaux. La cour était pleine de soldats. Sans perdre contenance, Korniloff se mêla à eux. Il se coucha auprès d'un soldat allemand et entreprit avec lui une conversation qui se prolongea assez tard. Finalement ils s'endormirent côte à côte. Le lendemain, avant le branle-bas matinal, le général quitta le *Postoyali-i-Dvor* et se remit en route. Il fallait gagner à pied la frontière roumaine. Il s'était procuré des vêtemens civils et passait inaperçu, grâce à sa parfaite connaissance de la langue allemande.

Cependant, lui et son compagnon faillirent une fois être découverts. On tira sur eux : le Tchèque fut tué; le général échappa à la poursuite.

Pendant vingt jours il dut cheminer à pied, le plus souvent

à travers bois, sans autre guide que sa carte et sa boussole. Au bout du sixième jour, il ne lui restait presque plus de vivres et comment s'en procurer ?... Il n'avait plus d'argent et la moindre imprudence pouvait le faire découvrir. Sa tête avait été mise à prix. On était en été, il ramassa les fraises des bois, les baies qui poussent sur les buissons et s'en nourrit, comme les oiseaux! Parfois il tombait sur l'herbe exténué de fatigue et de faim. Sa vaillante nature morale le soutenait. Il arriva en Transylvanie. Là, il ne cacha plus sa nationalité, raconta qu'il était un soldat russe évadé des prisons autrichiennes. Les paysans lui ouvraient leurs chaumières et pourvoyaient à sa subsistance. Enfin, après vingt jours de marche, le 15 août 1916, au jour même de l'alliance entre la Roumanie et les peuples de l'Entente, le général Korniloff, vêtu en paysan, franchissait la frontière roumaine, à l'embouchure de la Rivière Noire, près de Tourn-Séverine. Un berger roumain le conduisit aux gardes-frontières. Il déclina ses nom et qualité, et on le fit conduire à Galatz. A la gare de cette ville, le héros de la campagne des Carpathes fut salué par le général roumain, commandant les troupes de la ville, accompagné de son état-major. Les jeunes filles de la ville lui offrirent des fleurs. Un bateau spécial le conduisit à Réni où il fut l'objet des mêmes ovations.

LA DIVISION SAUVAGE

Évadé des prisons autrichiennes, le héros des Carpathes, l'Aigle délivré, alla se présenter à la Stafka. Le tsar lui donna cette fois le commandement d'une armée, non moins farouche, mais plus intrépide encore que la division Souvarov : la Division Sauvage. Non seulement à cause du rôle qu'elle joue dans la tragique aventure actuelle, mais à cause d'elle-même, elle mérite d'être présentée. Quelle autre que cette étrange et passionnante armée pouvait convenir au désormais légendaire Korniloff?

J'ai connu la Division Sauvage au Caucase. J'en ai aussi rencontré des élémens sur le front Sud de Galicie. Elle a combattu en Pologne, dans les Carpathes, partout où la mort a pris les formes les plus désespérées, les plus grandioses, les plus pathétiques.

Il faut avoir parcouru le Caucase, de la rivière d'Anapa aux

portes de Derbent, passage des antiques exodes, avoir franchi les sauvages défilés du Daghestan, longé les farouches vallées de la Koura, mesuré de l'œil ces pics altiers que le vol même de l'aigle n'atteint plus, pour se faire une idée de ces guerriers, venus des lointains les plus reculés de l'histoire, au type de beauté parfaite affiné par des siècles d'indépendance. Ce sont eux, peut-être, que voulaient signifier les Grecs ingénieux par ces terribles guerriers que le royal laboureur, ennemi de Jason, voyait surgir du sol de la Colchide après y avoir semé les dents du dragon! Leur origine est plus vieille que l'histoire; leur liberté aussi! Leurs « aouls » inaccessibles, villages fortifiés sur des crêtes de pics, les mirent à l'abri de tous les jougs. Même lorsqu'au commencement de la seconde moitié du XIXe siècle, la Russie eut contraint à la soumission un de leurs plus grands cheikhs, Chamyl, ils continuèrent à vivre librement dans leurs montagnes, ignorant leurs maîtres et ne voyant dans le tsar qu'un cheikh plus lointain.

Pourtant, lorsque les buccins de la guerre eurent réveillé les échos du Caucase, leur instinct guerrier se révéla. Cavaliers nés, ces montagnards sautèrent en selle et, guidés par leurs mollahs, entraînés par leurs joueurs de flûte, ils dévalèrent des hauteurs pour courir sus à l'ennemi.

Alors, sur tous les sentiers de la montagne, on put faire d'étranges et romanesques rencontres : çà et là, sur un cheval aux formes effilées, à la robe sombre et portant haut la tête, un parfait cavalier chevauche, monté sur une haute selle asiatique. Sous le papakh (bonnet) aux poils roux, on aperçoit de grands yeux d'aigle, un nez aquilin, des lèvres fines aux coins recourbés. La cartouchière pleine barre en croix la tcherkeska (tunique) aux longs pans. Le bachelik (1), rouge ou blanc flotte doucement sur le dos du cavalier, la carabine est posée sur son épaule, canon renversé.

Qu'un chef le rencontre et lui demande :

— Où vas-tu?

— A tel village, répondra le cavalier.

— Sais-tu comment te rendre là-bas?

— Pas du tout.

— Alors, que feras-tu?

(1) Sorte de capuchon à longs pans, coiffure nationale des Circassiens.

— Sois tranquille ; je ne te demanderai pas mon chemin!

La discipline ordinaire n'est pas le fait de cet homme; mais il en a une à lui, spéciale, qui est de ne jamais reculer devant l'ennemi. « De l'aoul à la marche et de la marche au combat, » telle est dans toute sa simplicité tragique son ordre de route. Il ne redoute ni le vent, ni la pluie, ni le soleil, ni la neige. Contre eux, il a sa bourka, en poils de chameau, dont on éprouve la qualité en la posant debout, évasée comme une cloche, sans qu'elle fasse un seul pli. C'est son manteau, sa couverture, son lit, sa tente... quelquefois aussi son bouclier. Alors, il la déploie comme une aile d'aigle et s'élance abrité par elle contre l'ennemi épouvanté.

Nous avons rencontré tout près du front, à la lisière d'une forêt, un petit cimetière avec des stèles de bois à noms musulmans : Ahmed, Abdallah, Ibrahim...

— Ce sont ceux de la Division Sauvage, dit un officier. Ils sont toujours couchés par groupes. Tous sont parens. Si on blesse Ahmed, Ibrahim l'emportera : si on tue Israïl, Idriss le charge sur son épaule... Vivans ou morts, on ne peut laisser ses frères entre les mains de l'ennemi. On en doit compte, là-bas, aux mères, aux épouses ou aux fiancées qui attendent dans l'aoul!

Leurs cheveux sont coupés ras, sauf sur le devant de la tête et une épaisse touffe dépasse un peu leur bonnet. C'est par là sans doute que Mahomet les saisira pour les introduire en paradis.

Un de leurs régimens traverse la petite station où notre train est garé depuis plusieurs jours, à quelques verstes seulement du front. Ils sautent à terre et vite se groupent à l'orée du bois. Le joueur de flûte s'assied sur un tronc d'arbre. Il a le visage sombre d'un ascète, la peau tannée comme un parchemin. Il possède cette fière beauté musulmane qui persiste même après que l'âge a ravagé les traits. Il gonfle ses joues, et ses yeux errent dans le vague tandis que les doigts, agiles et longs, courent sur la flûte. Mélancolie de ces airs millénaires qui me rappellent l'Afrique et que Loti entendit aux lèvres des bergers persans! Comme sur les plateaux du Maroc ou sous les chênes de la Kabylie, des hommes se sont groupés autour du musicien et frappent des mains en cadence. Leurs mines sont graves et recueillies. Il ne s'agit pas ici d'un divertissement, mais d'un rite. Puis, un homme se lève, sort du groupe. Il est jeune; à peine si un mince duvet brun ombrage sa lèvre.

Il a la sveltesse inquiétante et la taille longue que l'on remarque aux éphèbes des manuscrits persans. La main droite lancée en avant, la gauche ramenée à la hauteur de l'épaule, le coude faisant saillie, il exécute le rapide mouvement de pieds de la lesghienne. La corbeille de fruits des Canéphores posée sur sa tête ne tomberait pas, tant son mouvement est mesuré et son équilibre sûr. On oublie la guerre, on rêve de beauté grecque ou asiatique... Mais, tout à coup, le danseur saisit son poignard, le fait tournoyer, et en un instant crée autour de lui une atmosphère sauvage où l'on respire la guerre et l'odeur du sang. Imaginez ces nuits romantiques, dignes des Tarass Boulba, des cheikhs et des émirs : la flûte dominant le ronflement voilé du tambourin, et un, deux, trois, dix danseurs qui se lèvent, sous la lune ou autour des feux de bivouac!...

Parfois c'est une autre scène : la *djiguitofka*. Tous ces hardis cavaliers sont *djiguitis!* C'est leur fierté et leur noblesse. Ils ne connaissent que deux choses : la guerre et la djiguitofka. Tous les autres soins, soins matériels — et par conséquent avilissans — sont laissés aux femmes, aux faibles, considérés comme inférieurs. La *djiguitofka* c'est la fusion du cavalier avec le cheval. Monter en courant sur la nerveuse bête lancée au galop; tomber de la selle et y remonter sans effort, se cacher sous le ventre de sa monture et de là, invisible, presque invulnérable, viser son ennemi et le tuer, exécuter les tours d'adresse et de voltige les plus inouïs, les plus prestigieux, les plus fantastiques, sans que l'homme ni le cheval perdent haleine; enfin, s'élancer en une course passionnée coupée de cris de victoire : telle est la *djiguitofka*, sœur de la fantasia africaine!

KORNILOFF ET LA RÉVOLUTION

La Révolution russe trouve Korniloff à la tête de sa Division Sauvage. Sa valeur militaire jointe à ses idées libérales bien connues le font choisir comme gouverneur militaire de Pétrograd. La tâche est rude. Sur aucune garnison peut-être, le virus anarchique contenu dans l'ordre n° 1 n'a agi comme sur la garnison de Pétrograd (1). La situation militaire est grave : la fonte des glaces, la concentration de la flotte allemande dans

(1) Pour l'ordre n° 1 et ses résultats sur le moral des troupes, voir les numéros précédens de la *Revue*.

les parages de Libau, font redouter une tentative de débarquement sur les côtes baltiques, suivie d'une marche vers la capitale. Bien qu'ils aient déjà été dits, il faut revenir sur ces faits. Ils éclairent la psychologie du généralissime et expliquent son acte. L'armée est en pleine anarchie. La belle tenue des troupes a fait place à l'indiscipline; leur ancienne ardeur au combat s'est éteinte sous le flot des paroles faussement pacifistes qui coule des lèvres des bolche-wiki. On discute dans les casernes, on discute sur les places publiques. Il n'est pas une tribune sur laquelle ne se profile la silhouette d'un soldat, enveloppé dans les plis du drapeau rouge. La salle Catherine, au palais de Tauride, est envahie par leurs Comités. On y boit, on y mange, on y dort, on y délibère. Une sorte d'orgie militaire se traîne dans toutes les tchaïnayas (maisons de thé populaires) de Pétrograd.

De plus, la révolte des matelots de la Baltique n'est pas encore apaisée. Cronstadt, qui détient 80 officiers dans ses casemates et refuse de les soumettre à la justice du gouvernement provisoire, est en pleine révolte. La Finlande, dont les sentimens germanophiles ne sont plus un mystère pour personne, demande son indépendance. Le plan des champs de mines qui gardent l'entrée du golfe de Finlande a été dérobé pendant les troubles chez l'amiral Népérine assassiné : les vaisseaux ont subi des avaries sérieuses... la capitale, sans défense, est menacée d'un désastre, si les Allemands réalisent leur plan de marche en avant.

Et, tout à coup, la situation intérieure déjà si tendue s'aggrave. C'est le moment de la campagne entreprise contre « les annexions et contributions, » contre les traités secrets dont on demande la divulgation. Le gouvernement provisoire, dominé par les Soviets, est sans force. Ce sont les clubs qui gouvernent et, dans les clubs, les plus hardis, non les plus sensés. Les beaux jours vont commencer pour les Zinovieff, les Stekloff, les Lénine, partisans de l'Allemagne.

La note de Milioukoff, ministre des Affaires étrangères, aux gouvernemens alliés, provoque la manifestation du 5 mai contre le gouvernement provisoire. Les soldats sortis de leurs casernes se sont massés sous les fenêtres du palais Marie. Au milieu de cette scène d'intimidation, Korniloff paraît. Sa taille semble grandie. Ses yeux lancent des flammes. Dans un élan d'intense

et persuasif patriotisme, il harangue les soldats, leur montre le danger que court la capitale, les conjure de rester fidèles à leur devoir qui est la défense de la patrie menacée.

Le lendemain, les journaux publient son poignant ordre du jour : « Soldats, entre les Allemands et nous il ne reste que la barrière chaque jour diminuée des glaces de la Baltique... » Puis, pour rassurer la capitale que ces sinistres prévisions peuvent avoir troublée, il ordonne un défilé solennel des troupes à travers les places et les rues de la ville. Celles-ci s'y refusent sous prétexte qu'elles n'en ont pas reçu l'ordre du Conseil!... Quel général eût pu tenir devant une telle offense et une aussi intolérable infraction à la discipline?

Les actes d'indiscipline isolée n'étaient pas moindres que ceux d'indiscipline collective. A l'École des ingénieurs, où il alla visiter le 2e régiment de mitrailleurs qui y était cantonné, pas un des soldats, assis ou couchés dans les cours et les vestibules, ne daigna modifier son attitude au passage du général!... Korniloff, découragé, écœuré, fit parvenir sa démission au gouvernement provisoire et sollicita son renvoi sur le front.

Il l'obtint. Si une fraction de l'armée peut être sauvée, pensait Korniloff, c'est celle du front, démoralisée, il est vrai, par les comités militaires, par les journaux, par la propagande maximaliste, mais restée en contact plus direct avec ses officiers et n'ayant pas encore, comme celle des grandes villes, perdu tout à fait l'ancien pli.

DE L'OFFENSIVE DE JUILLET A LA PRISE DE RIGA

Un sursaut de dégoût était monté aux lèvres de ceux-là même qui avaient été les plus ardens défenseurs de l'armée, et les plus actifs propagandistes de l'idée révolutionnaire. Ils en avaient assez de ces soldats, de ces *tavorischtchis* (camarades), comme on les appelait maintenant, qui déambulaient par les rues de la ville, les vêtemens en désordre, la cigarette ou l'insolence à la bouche, confondant la liberté avec la licence, la veulerie avec le pacifisme, la démagogie avec l'éloquence. Les Cosaques, anciens instrumens de la réaction tsariste, ayant dès les premières heures de la révolution fait cause commune avec le peuple, proclamaient hautement leur intention de continuer la guerre, d'aider le gouvernement provisoire à rétablir l'ordre,

à réveiller dans les âmes le patriotisme étouffé sous les phrases creuses des secrets alliés de l'Allemagne. Un grand élan se manifesta. Des civils, des *voyenni-tchinovniks* (fonctionnaires militaires), des soldats, consciens du danger que la défaite sur le front ferait courir à la jeune liberté, formaient ces héroïques régimens de volontaires que l'on a désignés sous le nom de *Bataillons de la Mort*. Kérensky entreprenait sa campagne sur le front. Des régimens d'officiers, composés surtout de ces praportchicks, sortis des rangs du peuple, fleur de la jeunesse révolutionnaire, quelques-uns fils des anciens martyrs du tsarisme, allaient se faire tuer pour entraîner l'armée dans leur sillage glorieux. On put croire que la Russie se ressaisissait! Les premières victoires de Korniloff, aidé de ces braves troupes, firent fleurir l'espérance au cœur des Alliés. La Russie avait vaincu l'anarchie, vaincu l'apathie de ses armées, elle allait se relever glorieuse, prête à consolider par la victoire extérieure la dure et difficile conquête de ses nouvelles libertés.

Ce n'était qu'une belle, mais brève illusion due aux efforts combinés de Kérensky et des chefs d'armée. Korniloff l'avait compris depuis longtemps : l'action verbale de Kérensky ne pouvait constituer qu'un palliatif; tant que le mal ne serait pas coupé dans sa racine, les mêmes causes continueraient à produire les mêmes effets.

En outre, le ministre de la Guerre, influencé par le Conseil des délégués ouvriers et soldats, venait de signer la fameuse « Déclaration des droits du soldat, » dont la publication avait, disait-on, provoqué la démission du ministre Goutchkoff. Cette « déclaration » en dix-huit articles fut précédée d'un Appel du Comité exécutif du Conseil :

« Camarades-soldats !

« Depuis deux mois nous attendions que nos droits obtenus par la révolution aient force de loi. Vous êtes libérés du tsarisme. La révolution vous a tous rendus égaux. Le soldat est devenu citoyen. Toute différence, hors des rangs, est abolie entre officiers et soldats. L'article XII de la Déclaration des droits du soldat dit que le salut militaire n'existe plus (votée le 11/24 mai, annoncée par un ordre du jour de Kérensky à l'Armée et à la Flotte). Désormais un citoyen-soldat peut saluer ou ne pas saluer qui il voudra. Vive le soldat-citoyen conscient!

La discipline de l'armée existera par la libre volonté du citoyen-conscient et non par un salut imposé! »

On a vu comment s'était manifestée, à l'arrière et sur le front, cette discipline nouvelle, instaurée « par la libre volonté du citoyen-conscient! » Elle avait causé les massacres d'officiers dans toute la région baltique et à Pétrograd; amené la perte de Tarnopol, de Cernovitz et de Stanislau; découvert le flanc de l'armée roumaine obligée de redoubler d'héroïsme et condamnée à consentir d'énormes sacrifices pour ne pas être entraînée dans la déroute de l'armée russe. Enfin, elle allait causer la perte de Riga.

Soyons justes envers tous. Les communiqués russes nous ont appris que sur divers points du front, au cours des attaques qui entraînèrent la chute de Riga, des régimens ont fait preuve d'un grand courage. Pour retarder la marche victorieuse de l'armée allemande, ils ont contre-attaqué vigoureusement, sacrifiant leur vie afin de permettre aux troupes russes d'exécuter leur retraite en bon ordre et à l'abri de leur feu. Honneur à ceux-là! Aussi bien, nous savons ce qu'il y a de réel courage, de vivace héroïsme dans l'âme du soldat russe. Les armées qui, sans reculer d'un pas, ont tenu pendant plus de deux ans les troupes de Hindenburg en haleine, auront toujours droit à notre gratitude. Ce n'est pas elles que Korniloff accusait. Aucun des patriotes russes, aucun des amis de la Russie ne s'y est trompé. La démoralisation de l'armée, la défaite sur le front du Sud, la perte de Riga sont le résultat de la politique des Soviets. Cela ressort très clairement de l'ultimatum adressé à Kérensky par le généralissime Korniloff, exigeant non seulement la formation d'un gouvernement nouveau formé de trois dictateurs et dont il ferait partie, mais la dissolution de tous les Soviets.

Korniloff n'est pas arrivé d'un seul coup à cette extrémité douloureuse. Pendant de longs jours il négocie avec Kérensky, tâche d'entraîner le grand ministre dans la voie des réformes nécessaires, montre la déliquescence de l'armée entraînant celle de la Russie, réclame l'autorité dont il a besoin, insiste pour que soit rétablie la peine de mort.

Kérensky temporise. Il a à compter avec les Soviets. Il promet que le projet de rétablissement de la peine de mort sera porté devant le gouvernement provisoire. On le sent tiraillé entre son désir d'établir des mesures qu'il juge indispensables

et la crainte de provoquer de nouvelles difficultés intérieures en passant par-dessus la résistance des Conseils. Aussi bien la dualité du pouvoir que Kérensky lui-même a contribué à créer, en renouvelant dès le premier jour de la révolution l'ancien « Conseil des délégués ouvriers » qui fonctionna pendant l'éphémère révolution de 1905, et auquel on a adjoint les délégués des soldats, fut un bâton bien dangereux dans les roues de son char. Ce n'est qu'à force d'habileté, de concessions, de persuasion éloquente et aussi de sincérité patriotique qu'il arrive à maintenir l'équilibre. L'accord qu'il a réussi à créer entre un gouvernement qui n'a pas force de loi et les factions qui le dominent, reste factice et éphémère.

Korniloff en a jugé ainsi. Homme de guerre et homme d'action, il réalise sa pensée en actes. Partisan de la révolution, il ne l'est pas de ses excès et les déteste. Au besoin, il estimerait qu'avant la révolution il y a la Russie à sauver. D'ailleurs, il professe — ses ordres du jour en sont la preuve — que sauver la Russie, c'est sauver la révolution. Il ne comprend pas sous le nom de « conquêtes révolutionnaires » tout ce qui est désordre, licence, indiscipline, anarchie. C'est cela, et non pas la liberté, qu'il a voulu extirper de l'armée russe.

. . . .

1/14 septembre. — Les cloches des églises se sont tues, un autre bruit leur succède : la fusillade des Cosaques poursuivant à travers les rues la fuite des maximalistes, semeurs de discordes et profiteurs de troubles.

Le bruit court que le général Korniloff a offert de se rendre sous certaines conditions. Le gouvernement provisoire n'admet qu'une reddition pure et simple, encore qu'il y ait dans son sein plus d'un homme faisant des vœux pour le succès du général... Kérensky, nommé généralissime, marche contre son ancien collaborateur, à la tête des armées révolutionnaires de Pétrograd... La foule se prononce pour lui, la suprême tentative de l'ex-généralissime semble vouée à un échec certain...

Pourtant, le programme de Korniloff, dicté par des circonstances dont le pathétique dépasse tout ce que le monde avait pu prévoir, aurait peut-être assuré le salut de la Russie!...

MARYLIE MARKOVITCH.

AUX RÉGIONS DÉVASTÉES

II [1]

LES RENAISSANCES

Aux régions méthodiquement dévastées par les Allemands, il est arrivé que, plusieurs fois, les arbres, sciés au ras du sol, tout près des racines, et renversés par un coup de vent après la retraite des Barbares, tenaient encore, par une dernière fibre, à la terre nourricière où s'alimentait, comme à une source cachée, leur vie profonde. Blessés méchamment, atteints jusqu'aux moelles par une espèce de chirurgie meurtrière, mais encore animés par un reste de sève, ils s'obstinaient à ne pas mourir. Leurs branches, étendues sur la glèbe natale, dans l'herbe renouvelée par le cours régulier des saisons, sous le ciel illuminé de clartés neuves, ont refleuri au printemps dernier. Cette floraison merveilleuse et quasi surnaturelle, n'était-ce point l'annonce des renaissances prochaines, une première réponse aux abominables desseins de nos ennemis, qui avaient cru abolir pour toujours, dans le tragique décor d'un pays ravagé par leurs exécrables méthodes, le travail et la vie? Le printemps et l'été de 1917 se sont épanouis sur des arbres abattus, sur des ruines qui déjà se relèvent, en des âmes qui renaissent à l'espérance...

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

LE RÉVEIL DE LA TERRE

Noyon.

C'est samedi, jour du marché. Un beau soleil de juillet, rayonnant dans le ciel bleu, sans nuages, répand sa resplendissante lumière sur les tours de la cathédrale, sur les toits d'ardoises des vieilles maisons, sur les pavés de la place du Marché-au-Blé. Cette place, longtemps déserte, dépeuplée par le terrorisme des Allemands et par leur système de réquisition à outrance, reprend peu à peu ses anciennes habitudes. C'est là que, de temps immémorial, les ménagères de Noyon avaient coutume de faire leurs provisions pour toute une semaine. Le marché du samedi, sans préjudice des grosses foires de septembre et des fêtes patronales, attirait au chef-lieu de ce riche canton beaucoup de marchands et une multitude d'acheteurs. Noyon possède, au fond de ses vallées, au penchant de ses coteaux, les plus florissans vergers et les plus fertiles potagers de toute la contrée. Le terroir de la « montagne de Noyon, » comme on dit en ce pays peu accidenté, offre aux maraîchers une abondante ressource de travail et de profit. C'est un terroir de petite culture, très lucrative, où l'habitant n'a pas besoin de faire beaucoup de chemin hors de son logis, ni de perdre de vue la fumée de son toit familier. Au seuil des immenses plaines du Vimeu, du Santerre, où l'horizon des grandes cultures s'étend à perte de vue, jalonné çà et là par la silhouette d'un moulin à vent, les jardins de Noyon, sur les rives verdoyantes de la Verse et de la Divette, offrent aux yeux du voyageur un paysage limité à souhait, où la nature et l'homme peuvent vivre dans une sorte d'intimité quotidienne, autour des monumens de pierre qui racontent les fastes historiques ou légendaires du diocèse de saint Éloi. Mais, tandis que la domination allemande s'appesantissait sur la ville, la folle végétation de l'ortie et de la ronce envahissait les enclos jadis fertiles, aux abords des faubourgs, Le va-et-vient des hotteurs de raisins et des cueilleurs de pommes avait cessé depuis longtemps d'animer les chemins creux, au fond des vallons boisés. De sorte que le marché du samedi avait été supprimé par la *Kommandantur*. Un des premiers soins de notre haut commandement, agissant d'accord avec les autorités

civiles et d'après l'avis de la municipalité, fut de le rétablir, dès que la reprise du travail permit à la population de recouvrer, avec son indépendance nationale et son statut social, la liberté de ses transactions commerciales.

Aujourd'hui, grâce à l'initiative de l'armée, ce coin de Picardie, où l'on sent le voisinage de l'Ile-de-France, a retrouvé, sinon toute sa prospérité, du moins une bonne part de son aménité ancienne. Non seulement nos soldats territoriaux se sont mis à l'œuvre, sous la direction du génie, pour la réparation des maisons endommagées par l'ennemi au moment de sa retraite, mais encore un rapport, daté du 20 mai 1917, et qu'on veut bien me communiquer, constate qu'à cette date, aux environs de Noyon, « cinquante-deux hectares étaient déjà ensemencés, » et que « tous les jardins potagers ont été bêchés et semés. »

Le recommencement de la culture maraîchère dans la zone reconquise n'est qu'une partie de l'œuvre qui fut entreprise par l'armée, dès l'heure où nos troupes ont repris possession des secteurs dévastés par l'ennemi. Les statistiques les plus récentes nous apprennent que la grande culture, aux environs de Noyon, occupe une contenance de douze cents hectares. On a semé de l'avoine, du trèfle, de la luzerne, du sainfoin. On a planté des pommes de terre. Douze hectares ont été prévus pour l'orge, seize pour les betteraves. Enfin, il y a cent hectares de prairies artificielles, et quatre-vingt-dix sont ensemencés en seigle. Mais, hélas! neuf cents hectares sont restés incultes, faute de main-d'œuvre agricole.

Le commerce urbain s'est relevé plus vite que les métiers champêtres. A Noyon, dès le 30 avril, cent trente-sept boutiques ou magasins étaient déjà ouverts. Actuellement, on en compte cent quarante-cinq. Lorsqu'on passe sur la place de l'Hôtel-de-Ville et dans la rue de Paris, on remarque une animation que le retour des habitans, non moins que la circulation des permissionnaires en partance pour l'intérieur ou pour le front, accroît de jour en jour et presque d'heure en heure. Plusieurs hôtels ou restaurans sont rouverts. Les patrons des tables d'hôte ont du pain en quantité, de la viande fraîche, du vin blanc ou rouge, du fromage, des fruits. Le trafic, dont les résultats sont immédiats, rapidement tangibles, n'impose pas à l'homme ces longues patiences dont les travailleurs de la terre sont coutu-

miers. Le commerçant, derrière son comptoir, n'attend pas longtemps son bénéfice. J'apprends qu'à Ham, dès le 25 juin, le commerce était si prospère que les nouvelles demandes d'installation commerciale ont été refusées, le maire de la ville, M. Gronier, estimant que les commerçans actuels suffisent amplement aux besoins des habitans rentrés dans leurs foyers.

Le réveil de la terre sera beaucoup plus lent. Cette terre a tant souffert! N'oublions pas que, d'après les dernières enquêtes de l'armée, le nombre des arbres fruitiers coupés dans les trois départemens de l'Oise, de l'Aisne et de la Somme dépasse 80 000. Le travail des officiers chargés de l'expertise agricole dans les régions dévastées a donné des évaluations précises sur les pertes subies, sur le bétail disparu, sur la dépréciation du sol, résultant soit de la culture épuisante pratiquée par les Allemands, soit du dommage causé par une trop longue jachère.

On me montre une carte où, par les soins de l'état-major de l'armée, l'état actuel des localités en territoire reconquis est retracé avec une émouvante exactitude. Les villages complètement détruits sont marqués en rouge. Il faudrait suivre, pas à pas, sur le terrain, les douloureux itinéraires et les poignans pèlerinages où nous sommes attirés par ces points rouges qui ressemblent à une traînée de sang...

Chemin faisant, à travers la campagne ensoleillée et verte où règne sur de vastes espaces le silence des solitudes abandonnées, un jeune officier m'expose le plan d'action qui fut élaboré par l'armée, au moment même où l'état-major, en reprenant possession d'une terre libérée, dut s'occuper à la fois de la préparation des opérations militaires et de l'organisation du pays ravagé. Double tâche, qui réclamait des volontés résolues et clairvoyantes, autant que des esprits tout ensemble hardis et prudens. Il s'agissait, en effet, de ravitailler d'urgence une population en détresse, de pourvoir partout au plus pressé, de soulager des misères matérielles et morales qui ne pouvaient pas attendre, bref d'improviser un régime de paix en faisant la guerre, et d'administrer en combattant, comme on fait aux colonies.

— L'occupation ennemie, me dit ce jeune officier, avait faussé toute la vie sociale, administrative et économique du territoire libéré. Il fallait, dans toute la mesure du possible,

rendre à cette partie de la France une existence régulière et normale. Nous nous sommes mis tout de suite à la besogne, en réglant, dès le 25 mars, la division provisoire de la zone au point de vue des affaires civiles. Le but à atteindre, c'était d'aider l'autorité civile à rendre au pays reconquis son cadre social, administratif, économique. L'armée s'est employée à cette œuvre par tous les moyens en son pouvoir. Elle a fait de l'organisation en marchant...

— Système Lyautey?

— Parfaitement. Les leçons du grand maître sont présentes à notre esprit. Plusieurs d'entre nous, ayant eu l'honneur de servir sous ses ordres, n'ont qu'à s'inspirer de ses exemples. Vous aurez une idée de la complexité du problème qui s'offrait à nos efforts, quand je vous aurai dit que nous avons dû classer d'abord par un triage nécessaire les réfugiés étrangers au pays, et qui ne pouvaient y trouver leur subsistance; assurer ensuite le ravitaillement des habitans restés sur place; enfin, prendre dans les communes encore habitées toutes les mesures de police et d'administration prévues par les règlemens ou commandées par cette situation exceptionnelle. Au chef-lieu de chacun des secteurs que nous avons circonscrits en suivant, autant que possible, le tracé des anciennes divisions administratives, réside un officier supérieur qui dépend directement de l'armée, et qui est en rapports permanens avec les autorités civiles. Ce délégué de l'armée assure la subsistance de la population jusqu'à ce que l'autorité civile soit en mesure de pourvoir au ravitaillement. Assisté d'un délégué de la préfecture et de plusieurs officiers chargés du triage des évacués, de l'expertise agricole ou des précautions sanitaires, disposant des moyens de transport ou de liaison que peut lui fournir l'armée, il traite les affaires civiles au nom de l'autorité préfectorale. Dès que cette autorité trouvera le moyen d'assurer le règlement des affaires, l'officier supérieur, délégué dans ces fonctions temporaires d'administrateur de territoire, restreindra progressivement son action, mais il restera sur place, étant, au point de vue militaire, major de cantonnement. Nous avons voulu éviter toute complication et adopter, en tout, les solutions les plus simples et les plus pratiques.

— C'est toujours le système Lyautey.

— J'insiste, reprit mon obligeant interlocuteur, sur les

principes du régime que nous avons organisé dès le premier jour de la réoccupation des régions libérées. C'est, avant tout, un régime de transition, destiné à préparer le retour des autorités préfectorales et municipales. L'emploi des moyens militaires est destiné au rétablissement progressif des autorités administratives. Nous sommes en campagne, face à l'ennemi. Nous ne perdons pas de vue notre but principal. Nous voulons qu'à proximité des lignes, notre action militaire prépare le moment où le territoire reconquis sera rendu tout entier à son régime normal...

Tandis que ces explications me sont données en termes d'une clarté très précise, l'auto traverse, à vive allure, l'étendue de pays dévasté qui sépare Noyon de Roye. La route est toute droite. Sur les tronçons des arbres centenaires qui bordaient d'une double rangée de branches et d'ombrages la chaussée rectiligne, et qui ont vu passer le grand Condé allant vaincre les Impériaux à Lens, un reste de sève a fait pousser des feuilles vertes. La verdure a reparu partout dans la plaine. Les foins, coupés par des équipes de soldats et de civils, ont été fanés par les femmes des villages voisins. Les habitans commencent à rentrer çà et là, dans les secteurs Oise-Nord et Somme-Ouest. 300 habitans sont revenus à Sermaize ; 392 à Lagny ; 208 à Candor ; 180 à Écuvilly ; 24 à Margny-aux-Cerises ; 32 à Champien. Mais Roiglise, commune située à trois kilomètres de Roye, n'a récupéré qu'un seul chef de famille, M. Thiébaut, agriculteur.

L'agriculture était, avant la guerre, l'occupation presque unique des habitans de la commune de Roye. En effet, sur les 1 555 hectares que contient la superficie de cette commune, 1 469 étaient cultivés en froment, avoine, luzerne, sainfoin, seigle, fourrages annuels, betterave à sucre. Les jardins et les vergers occupaient 64 hectares. Dans toute la commune, il n'y avait pas une friche. Il s'agit maintenant d'effacer les traces de l'invasion dans cette commune agricole, qui fut si prospère. C'est une rude tâche, et qui demandera des années de labeur. Roye, qui comptait avant la guerre 4 515 habitans, n'en a plus que 850, le reste ayant été refoulé par l'invasion ou emmené en captivité par les envahisseurs. Les industries agricoles ont été détruites par les Allemands qui, au moment de leur retraite, ont inutilisé savamment, par un sabotage méthodique, tous les

outils et toutes les machines qu'ils avaient sous la main. Les principales sucreries et plusieurs centaines de maisons, désignées parmi les mieux bâties, ont été pillées, minées ou incendiées en même temps que l'hôtel de ville et l'église Saint-Pierre. Nombreux étaient les troupeaux et les bêtes de somme que possédaient les agriculteurs de Roye et qui ont été pris ou tués.

C'est ainsi que Roye est peut-être l'endroit où l'on peut le mieux étudier sur place l'effort de reconstitution qui, peu à peu, relève les ruines, soulage les peines, ramène l'espérance en des âmes longtemps désespérées. Arrêtons-nous donc à Roye. Entrons dans la petite maison qui sert de bureau et d'agence au commandant, chef du secteur Somme-Ouest. Cet excellent officier nous reçoit dans la pièce étroite où il travaille, entouré de cartes et de plans. Une expression de bonté un peu triste est peinte sur son visage affable et grave. Ses yeux ont vu tant de misères, que sa parole serait impuissante à en retracer tout le détail. Il nous présente ses collaborateurs. L'officier de triage, à qui l'on a confié le soin de constater les infortunes, de classer les demandes, d'assurer les secours d'urgence aux évacués, et aussi de préserver la sécurité publique par l'éloignement discret des indésirables, est un ancien sous-préfet, très dévoué à sa tâche, tout préparé à résoudre des questions d'administration, de police ou d'assistance qu'il connaît de longue date. L'officier chargé de l'organisation et de la surveillance des travaux agricoles est un agriculteur dont le domaine rural, situé non loin d'ici, fut ravagé par les Allemands. On ne reprochera pas au commandant du secteur Somme-Ouest de méconnaître le principe de l'utilisation des compétences.

La main-d'œuvre civile est malaisée à trouver dans cette contrée où le retour des exilés se fait par lentes étapes. Cette main-d'œuvre, en tout cas, manque d'outils et d'attelages. C'est pourquoi, dès le 10 mai, par l'initiative des autorités militaires, on a procédé, sur une des places publiques de Roye et pour la première fois dans la zone reconquise, à une vente de chevaux réformés, parfaitement capables de servir à la culture de la terre. Les chevaux présentés ont été vendus à un prix moyen supérieur à 500 francs. Les agriculteurs, éleveurs et entrepreneurs de transports étaient seuls admis à cette vente. Les maquignons en étaient formellement écartés. Le 18 mai, une deuxième vente de chevaux réformés de l'armée, au nombre

de 47, permit à plusieurs cultivateurs de remplacer leurs attelages disparus et de reprendre le travail interrompu par les rapines de l'ennemi.

... Sur la route de Nesle, redevenue praticable, aux abords de Carrépuis, de Réthonvillers, de Marché-Allouarde, villages à peu près détruits, où cependant les habitans commencent à rentrer, on rencontre à présent des véhicules qui transportent des familles, tirés au grand trot par des chevaux qui ont fait la campagne de la Marne ou celle de l'Yser et qui sont encore très résistans. Vision rapide, qui remet du mouvement et de la vie dans ce paysage longtemps inanimé...

Halte au bord d'un champ où le seigle a poussé, malgré d'inextricables enchevêtremens de fil de fer barbelé. Une équipe de prisonniers allemands fait la moisson, sous la surveillance d'un territorial débonnaire. Ce sont, en majeure partie, des Saxons. L'un d'eux, qui est Prussien, hésite avant de déclarer sa nationalité. Le cantonnement de ces prisonniers n'est pas loin du champ où ils travaillent. C'est un local très proprement tenu, convenablement abrité, muni de couchettes, pourvu d'une cuisine dont le *Küchemeister* en bras de chemise n'a vraiment pas l'air malheureux. J'imagine que les pauvres gens du pays picard, lorsqu'ils reviennent des camps de déportation de Holzminden, de Parchim, de Rastadt, de Zwickau, ne manquent point de comparer les cantonnemens français avec les geôles brunswickoises, mecklembourgeoises, badoises, saxonnes, où ils ont tant souffert.

Autour de Roye, entre l'Avre et la Somme, s'étend la riche plaine appelée Santerre (*sana terra*), la Beauce picarde, formée d'un sous-sol crayeux et d'une assise de limon qui invite l'activité humaine à se spécialiser, pour ainsi dire, dans les travaux des champs. C'est un pays fait à souhait pour d'éternelles *Géorgiques*. On connaît peu de contrées où la nature et l'humanité se soient mieux adaptées l'une à l'autre par l'action séculaire d'une mutuelle influence. Cette terre de labour a fait des laboureurs. Ceux-ci n'ont jamais cessé de façonner la glèbe pour obtenir d'elle le plus fructueux rendement. Aussi n'est-on pas surpris de voir la vie agricole se réveiller déjà, malgré les dévastations de l'ennemi, dans cette plaine, longtemps privilégiée, où les scènes champêtres ont pris un aspect imprévu.

Avisant une de ces machines, qu'on appelle des moisson-

neuses-lieuses, et dont le travail mécaniquement rapide a remplacé le rythme antique de la faucille, l'officier agriculteur qui a bien voulu m'accompagner et me guider en cette visite à la terre qui renaît, me fait remarquer le caractère composite du tableau que nous avons sous les yeux.

— A cette moissonneuse-lieuse, me dit-il, sont attelés des chevaux « civils, » si j'ose ainsi parler. C'est un militaire français qui, monté sur la haute sellette, conduit l'attelage. Et c'est un prisonnier boche qui ramasse les gerbes.

Un sergent territorial, qui sert sous les ordres de l'officier agriculteur, est descendu de sa bicyclette pour nous donner des renseignemens, et nous allons vers une ferme où l'on veut nous faire assister à la rentrée des foins. Nous traversons plusieurs villages, ruinés de fond en comble : Biarre, qui n'était peuplé que d'agriculteurs, et où les rapatriés, en rentrant, ne retrouvent plus que des maisons écroulées, des pommiers coupés; Cressy-Omencourt, où l'on voit des arbres gisans, des toitures crevées... Mais voici la charretée de foin, annoncée avec joie, comme une sorte de nouveauté très curieuse et rare dans le pays, par le brave sergent territorial. Nous la suivons, le long d'une petite rivière ombragée de saules. Elle s'engage dans un chemin creux, bordé de talus où les coquelicots ardens font flamboyer au soleil leurs corolles rouges, comme pour célébrer le retour du travail et de la vie dans ce paysage désolé où l'absence des hommes aggrave le silence de tant de choses qui semblent inertes et mortes... Enfin la lourde charge de foin odorant s'arrête devant le portail d'une grange. Le conducteur de l'attelage, que nous ne pouvions pas voir, met pied à terre. C'est un « bleuet » de la classe 1918. Sous son képi neuf et son uniforme couleur d'horizon, avec ses bonnes joues rebondies et fraîches comme une pomme d'api, ses yeux d'azur candide, son air honnête, doux, précocement grave, l'enfant-soldat, armé pour la défense du sol héréditaire, et de tout le domaine idéal des ancêtres, se repose, à la noble manière des paysans de France, en travaillant. Il sait, il sent, il prouve que, dans les heures décisives que nous traversons, deux grands devoirs s'imposent à tous les Français : travailler ou combattre. Ce combattant de demain est un travailleur d'aujourd'hui. Trois de ses camarades l'attendent, fourche en main, devant la grange. Ils ont quitté la capote bleue pour mieux besogner. Nu-tête, le teint hâlé par

le chaud soleil de l'époque des fenaisons et par le vent qui souffle sur la plaine du Santerre, ils semblent presque revenus aux tranquilles occupations de la paix. Toutefois, la discipline militaire a déjà rythmé les mouvemens de ces recrues de dix-huit ans, qui portent si gentiment leur joli nom de « bleuets. » Rien n'est plus touchant que le geste spontané qui, sans apparence d'effort ni de raideur automatique, rectifie la position en présence des officiers, esquisse avec de paisibles outils un mouvement de « garde à vous, » et marque le respect, d'une façon toute française, sans exclure l'affection. Amicalement, familièrement, d'un ton volontiers paternel, on les interroge. Ils aiment à parler de leurs villages, de la famille récemment quittée. Ces petits paysans, venus de loin, les uns de Bretagne, les autres de Normandie, tous habitués, dès leurs premières années d'apprentissage, aux travaux champêtres qui occupent les intervalles de leurs exercices militaires, appartiennent à des bataillons d'instruction, nouvellement formés, et se préparent à la guerre, snns oublier ce qu'ils ont appris au foyer rustique où ils ont grandi parmi des laboureurs. Ainsi leur nouvelle existence, loin du clocher natal, ne les a pas déracinés. Leur présence est un bienfait pour la région où ils cantonnent. Je ne suis pas étonné d'apprendre que plusieurs communes renaissantes ont demandé le secours de ces bras jeunes, vigoureux et vaillans. Le maire de Cannectancourt, localité située sur la ligne de Noyon à Montdidier, vient d'adresser au quartier général une pétition, signée de tous les membres du conseil municipal, afin d'obtenir que la commune, située dans la zone des étapes, soit comprise dorénavant dans la zone de l'armée. Les habitans sont désireux de profiter de la main-d'œuvre agricole et des soins médicaux que leur assure l'armée, ainsi que de la sécurité locale et des facilités de circulation que procure une police bien faite.

L'armée, en effet, ne manque pas une occasion d'apporter son aide fraternelle aux populations ramenées dans cette région par le retour à la terre. Tout ce que l'on aperçoit au passage, en traversant ces campagnes longtemps meurtries et désormais convalescentes, multiplie et précise la rassurante vision de cet appui donné sans cesse à la société civile par la sollicitude des chefs et par l'amitié des soldats. Voici des artilleurs qui ont attelé au timon d'une moissonneuse-lieuse leurs forts chevaux,

habitués à traîner des canons. Plus loin, la silhouette d'un laboureur en képi se dessine sur le siège d'un tracteur en marche à travers champs.

— Nous sommes encore ici, me dit mon voisin d'auto, dans la zone des cantonnemens de repos. Et vous voyez l'usage que nos soldats font de ce repos. En allant dans la direction de Saint-Quentin, nous traversons maintenant le secteur Somme-Est, puis nous entrons dans le secteur Aisne-Nord. Là nous verrons comment, jusque dans la zone de l'avant, les corps d'armée, sans cesser de combattre, trouvent le moyen d'organiser, autant que cela est possible, l'existence normale et le travail régulier des habitans qui ont eu le courage de rentrer dans leurs villages démolis ou incendiés.

Déjà dans la commune d'Ognolles, jonchée de ruines, 144 habitans sont revenus. On compte 438 retours à Ercheu, 240 à Esmery-Hallon, où 206 maisons furent incendiées par les Boches. Un comité américain a distribué aux rapatriés une première provision d'outils de jardinage : bêches, pioches, binettes, râteaux. 43 charrues, détériorées par l'ennemi, ont été réparées dans la forge civile de Saint-Sulpice et dans les ateliers militaires de Ham. 75 charrues ont été réparées, à Guiscard, par les maréchaux ferrans des régimens de cavalerie. Mais combien ces chiffres, témoignages certains d'une bonne volonté sans cesse en éveil, paraissent, hélas! insuffisans, lorsqu'on regarde, à perte de vue, tous ces hectares à défricher...

L'ABRI

Autour de Saint-Simon.

— Voyez, me dit le commandant du secteur Aisne-Nord, voyez ce qu'ils ont fait de la plus belle exploitation agricole de la commune d'Aubigny.

Aubigny, commune champêtre, était justement fière des fortes bâtisses que ses habitans avaient alignées sur de larges routes, au milieu des belles prairies du Vermandois, à quinze kilomètres de Saint-Quentin. Pays d'herbages, Aubigny nourrissait des troupeaux nombreux. Les mémoires de la Société académique de Saint-Quentin nous apprennent qu'en 1844 une des fermes d'Aubigny possédait à elle seule 1 240 moutons. Les statistiques récentes devaient donner des chiffres à peu près

aussi considérables, si l'on en juge d'après les dimensions des établissemens de M. Geneste, agriculteur-propriétaire à Aubigny. Ces établissemens, granges, écuries, hangars, disposés autour d'une maison d'habitation élégante et spacieuse, étaient construits en briques et en pierres. Ces pierres, ces briques, disjointes par la poussée des explosifs, ou brûlées par les liquides enflammés des incendiaires, ne sont plus qu'un amas de décombres, précipités au bord du chemin désert, dans la solitude et dans le silence du village, qui ressemblerait à une sorte de Pompéi rustique, s'il n'était ranimé, de temps en temps, par la présence d'une équipe de territoriaux, par la silhouette équestre de quelque gendarme en tournée ou par le rapide passage d'un motocycliste en liaison.

Toutefois, à travers l'éparpillement de ces ruines calcinées par le feu, encore toutes noires de fumée, on distingue ou l'on devine le plan, la disposition extérieure et l'aménagement intérieur de ce grand et beau logis où les Allemands n'ont pas laissé une poutre en place ni une muraille debout. Par ces traits épars, on reconstitue en imagination la vie agricole et pastorale qui faisait hier la prospérité de ce pays. Cette ferme modèle était un agrandissement et, pour ainsi dire, une modernisation de la demeure habituelle des paysans de Picardie, telle qu'on peut l'observer en parcourant les vallées de la Bresle, de la Somme, de l'Authie, de la Canche, sur un espace qui a pour limites approximatives la lisière des forêts de Thiérache, les confins des pâturages normands, les bornes des charbonnages du Nord, du Pas-de-Calais et les bocages voisins de Boulogne-sur-Mer.

— Lorsqu'on rebâtira, sur toutes ces ruines, l'abri humain, me dit un de mes interlocuteurs, il faudra éviter avec soin d'adopter un type de construction uniforme, dessiné sur un papier administratif, dans les bureaux, loin d'ici, hors de la vue des lieux qu'il s'agit de repeupler par la réinstallation des exilés et des déportés. Ceux-ci tiendront d'autant plus à leurs particularités coutumières, à leurs traditions locales, à leurs habitudes de famille et de province, qu'ils auront souffert plus longtemps d'une cruelle nostalgie. Évitons qu'ils soient dépaysés dans leur propre pays. Certains projets, que l'on propose, çà et là, avec d'excellentes intentions, ne laissent pas d'inquiéter ceux qui ont étudié sur place les différens aspects d'un problème

dont la solution exige autant de prudence que de hardiesse et non moins de psychologie que d'expertise en l'art de bâtir. La demeure de l'homme n'est pas seulement un gîte pour le corps humain. C'est un monument, humble ou magnifique, petit ou grand, riche ou pauvre, mais dont la forme est toujours modelée par l'idéal d'utilité ou de bonheur que conçoit, sous l'influence de la terre et du ciel, l'âme humaine en quête de travail et de repos. Il faudra, ici comme ailleurs, que les bâtisseurs des maisons neuves s'inspirent des nécessités locales qui, de siècle en siècle, ont maintenu les dispositions essentielles du logis rustique et du domaine agricole en pays picard. Ce pays, fertile en grains, a toujours exigé de vastes granges, surtout à l'époque où les moissonneurs d'ici n'avaient pas encore pris l'habitude d'amonceler les gerbes en meules dans les champs. Aussi voyons-nous que le plan naturel de la ferme picarde comporte toujours deux granges, dont les larges fenêtres à auvens donnent directement sur le chemin, afin de faciliter la rentrée des récoltes. La porte charretière est située entre ces deux granges. Les charrettes n'entrent dans la cour qu'après avoir été déchargées. On évite ainsi l'encombrement. Les étables sont d'ordinaire à droite de cette cour, les écuries à gauche, la maison d'habitation est au fond. Ainsi l'œil du maître ne perd jamais de vue le va-et-vient du personnel et du bétail. Les bêtes, qui coûtent cher, et dont la perte est une ruine, sont aisément surveillées. Pour le pansage des chevaux, pendant les journées sombres et brèves des hivers pluvieux, on n'a que deux ou trois pas à faire, dans la cour, le long des bâtimens, sur un trottoir qui est toujours sec, étant protégé par l'avancée d'un toit qui surplombe. Le jardin s'étend derrière la maison et se sépare des pâtures par une haie... C'est ainsi que, dans la ferme picarde, tout se tient et se touche. Il n'y a point d'espace perdu, ni de terrain négligé, ni de force gaspillée. C'est bien l'œuvre d'une race attachée à la terre, fidèle au sol natal, patiente en ses entreprises, volontiers âpre au gain parce qu'elle est infatigable au labeur, et qui souffre tragiquement d'avoir vu le fruit de tout son travail accumulé périr dans les flammes et s'anéantir dans la plus stupide et la plus abominable destruction.

— Tenez, reprend le commandant, voici un autre exemple de *Kultur* germanique. Les Allemands avaient fait des semailles dans les champs d'Aubigny, de Dury, de Villers-Saint-Chris-

tophe. Ce qui prouve, soit dit en passant, qu'ils n'avaient pas l'intention de s'en aller si vite... Eh bien, regardez ce qu'ils ont fait, avant de partir, pour saboter la récolte.

On distingue très nettement, sur le sol, entre les épis, une balafre irrégulière qui écorche la glèbe. Ils ont manœuvré, en rond ou en zigzag, une charrue dont le soc a creusé cette profonde déchirure entre les sillons. Sabotage odieux et absurde, qui d'ailleurs n'empêche pas le commandant et ses hommes de faire la moisson et de mettre le blé en javelles, dans l'intervalle des batailles.

Ce n'est pas tout. Plusieurs maisons d'Aubigny ont été rebâties par la troupe. Des baraquemens ont été construits pour servir d'abri provisoire aux cent dix habitans qui sont revenus à leurs foyers. L'abreuvoir a été désinfecté, ce qui n'est pas une besogne facile, les équipes sanitaires étant souvent obligées de se munir de masques pour éviter l'asphyxie en procédant à l'assainissement de tout ce que les Allemands ont souillé de leurs immondices. Après qu'on eut pris cette précaution et d'autres mesures, non moins prophylactiques, l'école d'Aubigny a pu être rouverte, le 15 juillet, et recevoir une soixantaine d'enfans, y compris ceux de la commune de Villers-Saint-Christophe.

Cette commune, située à dix-sept kilomètres de Saint-Quentin, fait partie du district actuellement administré, avec le concours de l'autorité militaire, par M. le sous-préfet Dupin. Ce fonctionnaire très dévoué, très actif, aura fort à faire. Dans l'arrondissement de Saint-Quentin, on compte déjà 3 820 maisons entièrement détruites. Le chiffre de celles que l'on peut considérer comme réparables ne dépasse pas 314. Voilà de l'ouvrage pour les pouvoirs publics et pour l'initiative privée. On s'est mis au travail, très vaillamment, mais la tâche est immense.

— Voulez-vous des chiffres? me dit M. Dupin, tirant de sa poche un carnet. Avant la guerre, le canton de Saint-Simon en Vermandois (lieu d'origine du célèbre auteur des *Mémoires*) comprenait une superficie de 11 564 hectares de terres cultivables. Aujourd'hui, le chiffre des hectares en état d'être ensemencés dans ce canton, est de 9 200. Dans le canton de Vermand, les communes de Fluquières, de Roupy, de Douchy, de Beauvois, de Foreste, de Germaine, d'Étreillers, de Francilly, d'Holnon, totalement ou partiellement ruinées, ont vu cepen-

dant revenir des travailleurs : 4500 hectares, dans ce canton, sont rendus à la culture. Le canton de Moy peut cultiver 2700 hectares, répartis dans les communes d'Hinacourt, de Gibercourt, de Ly-Fontaine, de Benay, de Remigny, Cerizy, Urvillers, Essigny-le-Grand.

Hélas! tous ces jolis noms de villages français ne désignent plus que des monceaux de décombres ou des traînées de cendres. Les 147 habitans qui sont rentrés à Villers-Saint-Christophe ont trouvé leur mairie et leur maison d'école complètement brûlées. Il n'en reste plus que des amoncellemens de briques noircies. Tandis que je regarde ce décor funèbre, où maintenant il n'y a plus de vivant qu'un beau tilleul, plein d'oiseaux, le sous-préfet me raconte l'histoire de cette commune pendant l'occupation ennemie. Le fonctionnement des services de la mairie a été assuré, jusqu'à la rentrée du maire, M. Roussel (rapatrié le 10 juin), par une jeune femme, Mme Cochet, qui s'est acquittée de l'office de « mairesse » avec une intelligence et un zèle au-dessus de tout éloge.

Tugny-et-Pont, Jussy, Maucourt.

C'est ici l'endroit le plus ravagé de toute cette région malheureuse. La route s'allonge à travers un désert où nos soldats ont improvisé, çà et là, des gourbis, des « cagnas, » autour desquels ils essayent de faire pousser quelques plants de pommes de terre ou de haricots. Pas un arbre, pas un mur debout. Bray, Happencourt n'existent plus. Aussi n'est-on pas étonné de voir que cet endroit fut choisi, comme un lieu de prédilection, par la société anglaise des « Amis, » association d'ouvriers volontaires qui, sous la présidence de M. Edmund Harvey, se sont consacrés au soulagement des pauvres gens que l'invasion des barbares a laissés sans abri. Sur l'immense fronde bataille où fut gagnée la victoire de la Marne, les « Amis » ont déjà édifié plus de six cents maisons provisoires. Deux de ces hommes, admirablement bons et actifs, se sont fixés à Tugny-et-Pont, où ils travaillent présentement pour donner un gîte au maire de la commune.

Tugny et Pont sont deux villages qui ne forment qu'une seule localité, dans une vallée, entre la Somme et le canal de Saint-Quentin. Un port, sur ce canal, permettait aux nombreux agriculteurs de cette commune d'expédier facilement les pro-

duits de leur travail. Maintenant, les habitans sont partis, ne trouvant plus un toit pour s'abriter, autour de leur église minée et de leur cimetière profané. Les Allemands se sont acharnés particulièrement sur la propriété du maire, M. Goguet, dont ils ont cassé la vaisselle avant de faire sauter sa maison. Les « Amis » ont nettoyé un large espace, d'où ils ont soigneusement extrait les fragmens de porcelaine brisée, les morceaux de charpente, les éclats de pierre que l'explosion avait projetés de tous côtés. C'est sur cette aire, bien aplanie, qu'ils vont établir les fondemens bétonnés, ajuster les pièces de leur maison démontable. Pour le moment, ils sont les seuls habitans du village, avec quelques territoriaux, cantonnés dans les environs, et qui viennent, à l'occasion, leur donner fraternellement un coup de main. L'un des « Amis » que nous rencontrons parmi les ruines de Tugny, est un grand jeune homme au visage rasé de frais, aux yeux clairs et doux, au teint bruni par le soleil et par le vent. Les présentations sont vite faites. Il s'appelle M. Trow, son camarade se nomme M. Robinson et nous donne tout de suite, comme lui, un solide *shake hand.* Tous deux sont en tenue de travail, nu-tête, les manches retroussées. Ils ont des bras musclés et nerveux, assouplis et durcis par l'habitude des sports et du travail. Et pourtant, ce ne sont pas des ouvriers professionnellement manuels. Les « Amis » se recrutent plutôt dans les professions libérales, parmi les intellectuels du Royaume-Uni. Ces honnêtes gens estiment que la plus belle forme de l'intelligence, c'est l'amitié.

De quel cœur ils travaillent pour procurer au maire de Tugny le moyen d'exercer ses fonctions municipales! Ils ont voulu commencer par là. D'abord, la résurrection de la commune rurale, parce qu'elle est le prolongement de la famille, et parce que la réintégration du maire dans l'exercice régulier de sa magistrature paternelle fait revenir, par une conséquence très souvent constatée, les paysans fugitifs au pays abandonné.

— Rien de plus juste, observe un officier. Toutes les fois que le maire est rentré, surtout s'il ramène sa famille, les autres familles suivent le mouvement, et la commune se reconstitue par la vertu de l'exemple. A Hyencourt-le-Petit, dans le canton de Nesle, l'exemple du maire, qui est venu s'installer seul dans une cave de son ancienne demeure, a provoqué le retour d'une dizaine de ses compatriotes, qui maintenant réparent les murs

troués, recouvrent les toitures avec des morceaux de tôle ondulée, déblayent les jardins. L'armée encourage ces initiatives, et les comités de secours ont été sollicités de venir en aide à ces braves gens.

Flavy-le-Martel... On dirait qu'un cyclone a passé sur cette cité jadis prospère. Cinq usines sont complètement détruites. La plupart des maisons se sont écroulées dans les flammes.

A Jussy, destruction complète ordonnée par le grand état-major allemand. De cette cité ouvrière, agricole, industrielle, il ne restait pas pierre sur pierre, brique sur brique, lorsque nos troupes ont repris possession de ce terrain après le départ des Boches en retraite sur Saint-Quentin.

Sous la conduite d'un général qui a vu ses hommes au travail et qui est fier de les commander là comme au feu, nous admirons de tout cœur ce qu'a fait, en un court espace de temps, sur ce sol criblé de fissures, encombré de gravats, un régiment d'infanterie territoriale. Les pionniers de ce régiment ont dû procéder d'abord à un difficile travail de déblaiement. Grâce à leur infatigable patience, la grande route qui, venant de Soissons, passant par Montescourt-Lizerolles, Essigny-le-Grand, atteint les faubourgs de Saint-Quentin, est désormais ouverte au va-et-vient des automobiles de l'armée. Le long de cette route, dans cette ville morte où pas un habitant n'est revenu, il y a déjà des maisons neuves prêtes à recueillir les exilés. N'ayant point de ciment, les soldats rebâtisseurs ont pétri de la terre glaise pour jointoyer leurs moellons et leurs parpaings. Ils ont ingénieusement arrangé des abris pour les chevaux. Ils ont dessiné des jardinets, établi même des installations hydrauliques, avec des appareils de distillation. Le général nous fait remarquer, en passant, une tonnelle sur une terrasse :

— C'est là, nous dit-il, que les sous-officiers d'un des bataillons de ce régiment prenaient leurs repas. Je l'ai inaugurée avec eux. Ils sont partis. Mais ils ont parfaitement appliqué le principe du général Lyautey : quand on arrive quelque part, s'y installer comme si on devait y rester toute sa vie.

Le Français, même lorsqu'il change volontairement de place, garde toujours la nostalgie de la stabilité. A plus forte raison est-il désireux de retrouver son coin de terre natale, lorsqu'il en a été chassé par la misère ou arraché par la violence. Dans certains villages, complètement détruits, les rapatriés

préfèrent vivre au fond de leurs caves plutôt que de s'éloigner de leur cour, de leur jardin, de leur champ. L'armée s'occupe de procurer à ces proscrits que rien n'a pu déraciner, des baraquemens provisoires qu'ils pourront installer sur l'emplacement même du logis disparu.

Maucourt, dans le canton de Guiscard, nous montre des chalets tout neufs, dont les planches vernies brillent au soleil parmi les ruines. Ici l'autorité militaire a été puissamment aidée par une initiative qui prouve que, dans cet office d'assistance aux malheureux et de consolation des affligés, la meilleure solution est presque toujours découverte d'emblée par les lumières spéciales du cœur féminin. Mme Carraby, veuve du célèbre avocat, et sa fille, Mme la comtesse Jacques de Chabannes-La-Palice, ont formé le noble dessein de rendre aux pauvres gens de ce village aboli par l'ennemi le courage de travailler, et le goût de vivre, en leur donnant la satisfaction de retrouver leurs habitudes d'autrefois, le milieu familial et l'horizon accoutumé.

Une transition est ménagée entre les souvenirs d'hier et les espérances de demain. Aujourd'hui, l'exilé retrouve son petit domaine rustique. Il ne perd pas de vue les limites de son champ, de son jardin, de sa cour. A l'abri d'une maison de bois, solidement, élégamment montée, et qui fait songer à ces refuges où, sur les côtes battues par la tempête, on recueille les naufragés, il se repose, il se ressaisit, il se prépare aux jours meilleurs, il compte sur les saisons prochaines, réparatrices du passé...

Voici déjà, dans la lumière d'un été radieux, des enfans qui jouent parmi les fleurs. Adoptés par une tutelle aussi prévoyante qu'attentive et douce, ils ne sont plus orphelins. Rendus à la mère-patrie, ils se sentent désormais, — et pour toujours, — sous la protection de la grande famille française.

LES AMES

Dans la journée du 10 février 1917, les habitans de Montescourt-Lizerolles, commune située à quatorze kilomètres de Saint-Quentin, reçurent l'ordre de se tenir prêts à être évacués pour une destination inconnue. Quelques instans à peine leurs étaient accordés pour faire leurs préparatifs, dire adieu à leur

foyers et se munir des objets nécessaires à cette émigration forcée. La commune de Montescourt-Lizerolles avait été particulièrement éprouvée pendant tout le temps de l'occupation ennemie. Frappée d'une forte contribution sous un prétexte mensonger, livrée aux exactions et aux caprices d'un reître subalterne, nommé Ludwig et d'un certain baron von Gemmigen, elle avait été vaillamment défendue par son maire, M. Sébline, sénateur et conseiller général du département de l'Aisne.

Agé de soixante-dix ans, malade, pouvant d'ailleurs rester à Paris ou aller à Bordeaux pour y exercer son mandat de sénateur, M. Sébline jugea, dès le commencement de la guerre, que son département, son canton, sa commune, avaient besoin de lui, et que sa place était au milieu de ses compatriotes menacés par l'invasion. Donc, il revint à Montescourt-Lizerolles, « dans la pensée de se rendre utile en soutenant le courage des habitans (1). »

Ayant généreusement élevé la voix pour soutenir les droits et les intérêts dont il avait la charge, M. Sébline fut emprisonné jusqu'au paiement de la contribution infligée à sa commune par l'exigence des envahisseurs. Le capitaine Ludwig, de Potsdam, commandant de place, lui dit, à ce propos :

— Je n'aurai égard ni à la situation, ni à l'âge, ni à la santé. Si vous continuez, je vous ferai fusiller. »

M. Sébline continua... Il continua de prodiguer aux pauvres gens de sa commune, dans toute la mesure de ses forces déclinantes, l'exemple de sa constance inébranlable et de son intrépide fermeté. Puisqu'on souffrait autour de lui, sa souffrance lui parut être l'accomplissement d'un devoir. Sa grande douleur, c'était d'assister, trop souvent impuissant, à des scènes de révoltante violence. Dès le mois d'octobre 1914, par ordre supérieur, la *Kommandantur* organisa l'enlèvement de tous les hommes qui semblaient en état de servir. Ces malheureux, empoignés brutalement dans leur domicile ou dans les champs, étaient enfermés dans une geôle et de là expédiés en Allemagne.

(1) Déposition faite, le 25 juillet 1917, par Mme Sébline. Le procès-verbal de cette déposition nous a été communiqué par M. Georges Payelle, premier président de la Cour des comptes, président de la Commission d'enquête instituée par décret du 23 septembre 1914 en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens.

Leurs femmes restèrent plus d'un an sans recevoir d'eux la moindre nouvelle.

A partir du mois de janvier 1917, surtout au moment où les Allemands virent échouer définitivement leurs manœuvres de paix, leur fureur se manifesta par toutes sortes de consignes, aussi féroces que stupides, exécutées avec une espèce d'automatisme machinal. Tous les arbres du jardin de M. Sébline furent abattus, et la *Kommandantur* prit plaisir à préparer sous ses yeux la mine qui devait faire sauter sa maison avec le reste du village.

Condamné à la déportation, au delà du Rhin, au moment où il quitta sa demeure, quelques officiers allemands, debout sur le perron, ne purent s'empêcher de le saluer, la main à la casquette.

— Messieurs, dit-il, chacun sert sa patrie comme il le peut; moi, j'offre à mon pays ma vie et mes souffrances. Vive la France !

Sa présence fut un réconfort pour les malheureux qui, courbés, trébuchant, frissonnant de froid et de faim, sous un ciel gris, piétinant la boue et la neige, suivaient en un long convoi, escortés par une double file de baïonnettes, le chemin de Flavy-le-Martel.

Ce fut la dernière journée d'une existence consacrée tout entière au bien public, et dont les momens suprêmes sont beaux et douloureux comme l'agonie d'un martyr. Les Allemands n'eurent pas honte de tourmenter jusqu'au bout ce vieillard mourant. Ils le forcèrent à rester, de dix heures du matin à sept heures du soir, en gare de Flavy-le-Martel, dans un wagon de marchandises, sur un banc de bois. La température était glaciale. Le malade avait froid, grelottait, ne se plaignait pas. Ainsi que M[me] Sébline, qui voulut partager avec lui les affres de ce long supplice, il n'avait pu prendre aucun aliment depuis l'instant du départ. Enfin, par une nuit noire, le wagon où il se trouvait fut accroché à un train en partance. On stoppa en gare d'Aulnois. Ensuite le train fut refoulé à un kilomètre en arrière. Sommé de descendre et de franchir à pied cette distance, M. Sébline avait à peine fait dix pas qu'il tomba, sans que les quatre hommes qui l'escortaient, baïonnette au canon, fissent le moindre geste pour le relever. Une veuve qui habitait près du chemin de fer, avec son fils et son frère, le recueillit

dans sa maison, malgré les soldats allemands qui disaient : « Pas de pitié !... Il marchera. » Il rendit aussitôt le dernier soupir. Avertis, le curé de la paroisse et le maire de la commune firent le nécessaire pour que le défunt eût des obsèques dignes de lui. Toute la population d'Aulnois y assista.

***

Je recueille ainsi d'admirables exemples de la résistance opposée par les populations picardes à l'envahisseur. De cette résistance les exemples abondent, diversement probans, tous également dignes de remarque et de respect.

— A Quesmy, me dit un colonel qui a fait ses preuves dans les tranchées d'Alsace, l'institutrice, Mme Pellequair, restée seule au foyer, son mari étant au front, assure le fonctionnement des services de la mairie. Surveillant tout, réglant tout, défendant, autant qu'elle le peut, en toute rencontre, les intérêts de la commune et de ses infortunés habitans, elle tient tête à la *Kommandantur*, dont elle affronte et dédaigne doucement, intrépidement les menaces. Elle s'est acquittée de ses fonctions municipales, — fonctions dangereuses, comme vous savez, en pareil cas, — pendant plus de deux ans. Survient le moment du départ des Allemands, une retraite qu'elle a prévue par ses indices certains, et dont elle a noté soigneusement les préparatifs. Pendant les dernières heures de l'occupation, cette jeune femme, au risque de s'exposer à l'attention d'une police soupçonneuse, dont les représailles étaient toujours terribles, observe les mouvemens de l'ennemi, remarque la direction des troupes en marche, les emplacemens du matériel de guerre et les dispositions des batteries. De sorte que le chef du détachement français envoyé en reconnaissance et à la poursuite reçoit d'elle les plus précieux renseignemens. De pareils services civils et militaires méritaient bien une récompense, qu'elle a obtenue sur mon rapport. Nous avons profité de la présence d'un régiment cantonné à Quesmy pour remettre à cette vaillante Française, devant la garde assemblée, la Croix de guerre, que son mari obtenait d'ailleurs, presque en même temps, sur le front.

— N'oublions pas, ajoute un capitaine, Mlle Dru, qui, dans la commune de Maucourt, a fait preuve du plus grand dévouement, et a fourni une active collaboration aux autorités militaires.

— Il y a aussi, ajoute un autre officier, l'institutrice de Lagny, Mlle Bourdon, qui a fait tout le ravitaillement civil de sa commune, et qui a sauvé les archives de la mairie.

Quoi de plus touchant que d'entendre ces hommes si braves parler ainsi des braves gens qu'ils ont retrouvés dans les régions libérées, et auxquels, étant bons connaisseurs en fait de courage, ils veulent rendre d'abord un hommage motivé?

Maintenant il faut songer à l'avenir. Il sera d'autant plus consolant, que nous aurons travaillé davantage, dans le présent, à en préparer les bienfaits libérateurs. On a remarqué que les familles nombreuses sont les plus promptes à reprendre leur place sur le sol des régions dévastées. Elles deviennent des centres d'attraction. Leur présence ramène la vie dans le désert et rend la parole aux solitudes silencieuses. Pour leurs enfans, les écoles se sont rouvertes dans les communes de Suzoy, de Marest-Dampcourt, de Rethonvillers, de Marché-Allouarde, de Dury, d'Aubigny, de Grandru. L'armée a fourni des instituteurs militaires à plusieurs communes, notamment à Commenchon, dans le canton de Chauny, à Beaumont-en-Beine, à Ugny-le-Gay, à Caumont. Il faut que les écoles soient partout rouvertes, et qu'aussi les églises rebâties puissent offrir un refuge idéal aux âmes en détresse, un asile spirituel aux âmes encore tendres et neuves. Toutes ces pauvres âmes, violemment dispersées par les tourbillons d'une effroyable tempête, reviennent au nid, à tire d'aile, comme des oiseaux blessés. Pour elles, la raternité française fonde des œuvres excellentes. La « Renaissance des foyers détruits par la guerre » vient d'étendre aux villages libérés de l'Oise, de la Somme et de l'Aisne le bienfait matériel et moral d'une action organisée depuis longtemps déjà dans les départemens de Meurthe-et-Moselle et des Vosges. Le « Bon Gîte » est une œuvre essentiellement rurale, qui se propose, en donnant du mobilier aux familles éprouvées, de faciliter et d'encourager le retour aux champs et la culture de la terre. Le Comité de l' « Abri, » fondé en temps de paix pour distribuer des secours de loyer au moment du terme, a décidé, pendant la guerre, que les meubles fournis a l'œuvre pourront être emportés par les réfugiés au moment de leur retour aux foyers reconquis. Le « Secrétariat français des villages libérés, » les associations de « l' Aisne dévastée, » de « la Somme

dévastée, » le Comité du « Village reconstitué » se sont mis à l'ouvrage, et travaillent de tout cœur à la tâche immense, avec le concours puissant de l'amitié américaine, qui n'a pas attendu l'alliance effective et l'union des armes sous les plis du drapeau tricolore et de la bannière étoilée, pour prodiguer, sur place, à nos compatriotes malheureux les touchans témoignages du plus ingénieux dévouement.

Ce qui est déjà fait, grâce à l'action concordante des pouvoirs publics et de l'initiative privée a donné de bons résultats. Ce qui reste à faire par le moyen des secours matériels, et aussi par l'aide morale, par le réconfort, par la consolation, exige un effort infatigable et un zèle sans limites. Le sort de la France envahie aura des répercussions dans toute la France. Si les rapatriés ne pouvaient pas s'enraciner de nouveau à la terre natale, cette terre deviendrait une lande inculte, et les déracinés iraient porter à l'intérieur du territoire français l'amertume de leur mécontentement et des fermens de désordre. La question nationale et la question sociale sont inséparables dans ce drame dont le dénouement dépendra du retour de chacun au foyer par des étapes dont voici la suite naturelle : installation dans des abris provisoires; ameublement sommaire; fourniture d'outils agricoles; assainissement des puits et des fontaines; enlèvement des projectiles enfouis dans les champs; recherche des limites de la propriété et du droit de chacun (1); apport de la main-d'œuvre, avances faites aux éprouvés en attendant la liquidation des indemnités prévues; reconstruction des maisons; reconstitution des familles et des communes autour de l'église, de l'école, de la mairie.

L'armée a donné l'exemple, avec les moyens dont elle dispose et dans toute la mesure où peut agir une armée en campagne. D'accord avec les autorités civiles, dont elle prépare et favorise partout le rétablissement d'un régime régulier, elle a formé les cadres d'une organisation vivante où peuvent se coordonner tous les efforts et toutes les initiatives de ceux, de celles qu'anime le généreux désir de collaborer à la grande œuvre de résurrection et de renaissance où se dessinent déjà, malgré les deuils et au-dessus des ruines, les traits immortels de la France de demain.

GASTON DESCHAMPS.

(1) A Frénèches, Sermaize, Frétoy-le-Château, Crisolles, Lassigny, Avricourt Candor, Margny-aux-Cerises, etc., l'état civil et le cadastre ont disparu.

REVUE LITTÉRAIRE

LA « MODERNITÉ » DE BOSSUET (1).

La modernité de Bossuet, c'est le titre du célèbre discours prononcé à Rome, au palais de la Chancellerie pontificale, en 1900, par Ferdinand Brunetière ; et c'est aussi le sujet d'un récent *Bossuet*, tout à fait remarquable et dont Brunetière eût approuvé sans doute la principale idée. Bossuet, dit Brunetière, « c'est le guide et c'est le maître, c'est le conducteur d'âmes, c'est le directeur d'esprits, c'est le penseur dont les leçons n'ont pas cessé ni jamais ne cesseront d'être actuelles, d'être vivantes... Il nous arrive trop souvent, à nous autres Français, d'ensevelir nos morts fameux dans le linceul de leur propre gloire ; ils ne nous deviennent pas précisément indifférens, mais nous ne vivons pas avec eux dans cette intimité quotidienne, étroite et familière qu'à défaut même de la religion, l'amour de la patrie devrait suffire cependant à entretenir. » Et M. Dimier : « ... Un génie que quelques-uns se sont amusés à nous dépeindre comme étranger à nos préoccupations, comme enseveli dans les temps révolus. Aucun n'est plus actuel, parce qu'aucun n'est plus sage, et la résurrection de la France le saluera comme un de ses maîtres. L'admiration qu'on lui vouait dans le passé aura pour suite illustre les bienfaits que nous tirerons de lui dans l'avenir. » D'ailleurs, je ne dis certes pas que M. Dimier doive à Brunetière le sujet de son livre ; et la comparaison des formules trouvées par l'un et par l'autre n'aboutit pas à diminuer l'originalité d'un livre qui est assurément original et de la meilleure manière, par la spontanéité intelligente de

(1) *Bossuet*, — « ouvrage honoré d'une lettre de Mgr l'évêque d'Arras, » — par M. Louis Dimier (Nouvelle Librairie nationale).

la doctrine et la force intime de la conviction. Mais enfin, Brunetière et M. Dimier sont d'accord. Cependant, M. Dimier traite Brunetière comme l'ennemi de sa pensée. Ce qui le fâche, c'est que Brunetière ait appelé Bossuet « poète lyrique. » Et l'on se souvient, en effet, que l'auteur de *l'Évolution des genres* croyait apercevoir dans l'éloquence de la chaire les commencemens du lyrisme contemporain. Cette théorie n'est pas indiscutable; et de même, au surplus, que Darwin présentait l'évolution comme une hypothèse d'histoire naturelle, Brunetière ne donnait-il pas son évolution des genres pour une hypothèse d'histoire littéraire, hypothèse qui l'a tenté d'abord et à laquelle il semble avoir été près de renoncer plus tard? En tout cas, « poète lyrique » n'est pas le seul nom qu'il donne à Bossuet; et l'on fausse incroyablement sa thèse en prétendant qu'il nous offre un Bossuet joueur de flûte. M. Dimier tolère mal qu'il ait reproché à Bossuet, qui se querelle avec les protestans, quelque « impatience, » et de l' « irritation, » de la « passion, » trop de sensibilité à la critique : « nous aimerions mieux, dit Brunetière, que Bossuet n'eût pas senti la piqûre. » Vous aimez mieux qu'il l'ait sentie? Ou bien vous estimez qu'il ne l'a point sentie? Eh! dites-le! Mais, si Brunetière n'épargne pas à Bossuet toute objection, c'est précisément qu'il ne l'a point enseveli dans le passé, qu'il le considère comme vivant, comme le maître des idées que nous avons à débattre et comme le garant de nos disciplines. S'il n'avait vu en lui qu'une attrayante figure d'autrefois, il eût noté tout simplement les traits de la physionomie; et il n'eût pas regretté comme un défaut l'impatience de Bossuet, ni d'autre part son extrême douceur qui l'empêche d'égaler saint Augustin : plutôt, il se fût réjoui de découvrir, en ce docteur, ces marques pittoresques d'une âme très vite alarmée. Mais il ne s'agit pas de ces petites et jolies choses. Les controverses de Bossuet sont importantes : car nous y sommes engagés, nous et les principes de nos croyances, nous et les principes de notre activité. La controverse de Bossuet, relative au quiétisme, par exemple, cette querelle qu'il eut avec Fénelon, « porte plus loin qu'un spectacle, elle a pour nous des conséquences pratiques : dans les péripéties qui la signalent, ce sont des raisons qui opèrent, ce sont des doctrines qui sont en jeu, et ces doctrines sont de celles qui dictent des actes. » Qui dit cela? M. Dimier. Et Brunetière, contre « Voltaire et sa séquelle » fort amusés de voir les deux prélats en bisbille touchant le silence intérieur, le pur amour et l'acte continu : « Mais quoi! si, par hasard, l'*acte continu* mettait en question la liberté de faire ou de ne pas faire?

si le *pur amour* supprimait les motifs d'agir ou de ne pas agir? et si le *silence intérieur* anéantissait le pouvoir d'exécuter ou de n'exécuter pas ?... C'est de toute la morale qu'il y va, et de toute l'existence. » M. Dimier blâme enfin Brunetière d'avoir, pour ainsi parler, manié Bossuet comme « la chose et la propriété du critique. » Mais, oui, certainement, si le critique n'est point ici un amateur de belles phrases et de splendide poésie, un historien curieux; s'il est un homme qui demande à sa lecture une leçon de vérités ; s'il démêle avec lui la règle de sa conduite et la teneur même de sa certitude! Or, lisez-le : « Quand je me suis mis à l'école de Bossuet... » et non pas du tout : quand j'ai fait ma rhétorique sous Bossuet... « rempli que j'étais des idées de mon temps et des leçons de mes maîtres, j'ai résisté, et j'ai résisté longtemps. Puis, dans cette fréquentation, j'ai trouvé et, chaque fois que j'y reviens, je retrouve tant de bon sens, tant de génie, tant d'autorité, tant de probité intérieure que j'ai fini par me laisser faire ; et je crois que quiconque de vous renouvellerait la même expérience, aboutirait au même résultat. » La modernité de Bossuet, la voilà, si Bossuet peut être aujourd'hui, et s'il doit être aujourd'hui convertisseur et directeur de conscience ; au moins, si la leçon de Bossuet continue d'être efficace et, l'œuvre de Bossuet, notre école.

Laissons la polémique de M. Dimier contre Brunetière : elle n'est pas juste. Et suivons le conseil de M. Dimier qui, sur le point d'examiner la querelle du quiétisme, nous conjure de n'être pas attentifs « aux personnes, » mais bien au fond du débat. Les uns, remarque-t-il, prennent parti pour Bossuet, les autres pour Fénelon, parce qu'ils sont amis de Bossuet ou de Fénelon ; mauvaise méthode : occupons-nous du quiétisme.

Occupons-nous de Bossuet. M. Dimier caractérise le génie de Bossuet, son activité, son enseignement. Il étudie, en Bossuet, l'orateur, l'historien, l'humaniste, le philosophe, l'homme de cour, le théologien, le directeur de conscience et l'évêque, le défenseur de l'orthodoxie et le politique. Tous ces chapitres sont extrêmement pleins ; et pleins de Bossuet : l'auteur ne cherche pas à paraître et plutôt cherche à n'être pas là. Vous le découvrez, mais seulement à cette façon qu'il a de se sacrifier, façon qui certes n'est pas commune chez les critiques. Il préfère Bossuet ; et c'est Bossuet qu'il nous livre. Même, il préfère à Bossuet les idées de Bossuet. Contrairement à l'usage qui, depuis Sainte-Beuve, s'est répandu, et s'est développé jusqu'à un excès dont Sainte-Beuve n'a peut-être pas toute la respon-

sabilité, il a réduit à peu de chose la vie de Bossuet, le portrait de ce grand homme et les anecdotes de sa destinée. Une fois seulement, il se risque à cette enquête : et c'est à propos d'une légende ridicule, ce prétendu mariage que Bossuet, dans sa jeunesse, aurait contracté avec la très singulière M[lle] de Mauléon. Cette anecdote-ci n'était pas négligeable, si les malveillans pouvaient l'utiliser contre Bossuet, partir de là pour dénigrer Bossuet, pour le déconsidérer, pour déconsidérer du même coup les idées auxquelles cet écrivain dévoua son zèle et son génie. L'anecdote ne vaut rien : M. Dimier montre la nullité des argumens qui l'accréditeraient. Après cela, et la calomnie supprimée, voici l'enseignement de Bossuet.

Or, un certain nombre de penseurs qui, au siècle dernier, eurent de l'influence, nous ont arrangé un Bossuet tel que, si c'était là Bossuet, nous n'aurions pas affaire à lui. Éloquent; mais Démosthène aussi fut éloquent : et nous n'avons guère à lui emprunter, pour nos croyances ni pour notre conduite à présent. Ce Bossuet, qu'on nous invitait à regarder comme un type très singulier d'ancien régime, on l'avait éloigné de nous et reconduit à son époque. Ses idées? Les idées de son temps : un temps si étonnamment différent du nôtre, qu'il appartenait à l'histoire et, si l'on veut, à l'archéologie ou, peu s'en faut, à la paléontologie. Ce Bossuet, c'était un échantillon très distingué d'une faune abolie, la merveille d'un terrain désormais recouvert par d'autres couches. Un théologien! Vous n'avez pas envie de causer, peut-être, avec un théologien?... Qu'est-ce que la théologie? demande M. Dimier. « Le point où les notions les plus hautes auxquelles l'esprit puisse s'élever commandent la pratique de la vie: d'une part, la théologie touche à cette partie de l'antique réflexion des sages que nous appelons métaphysique; en même temps, la règle des mœurs en sort. » Mais, répliquent les embaumeurs de Bossuet, les mœurs ont évolué, la pratique a changé depuis deux siècles que sa voix est morte et son ardeur éteinte.

Pour démontrer que ce changement de nos mœurs nous sépare de Bossuet, nous le rend à jamais étranger, l'on insiste sur son « absolutisme, » et l'on oppose à une telle manie d'affirmer, d'infliger son opinion, la nouvelle et précieuse liberté de la pensée. Prenez garde, répond M. Dimier : Bossuet recourt à l'autorité de l'Église et recourt à l'autorité du bon sens, mais toujours sans dommage aucun pour la raison. « Partout, nous voyons qu'il examine, discute, apporte des preuves ; il n'y a pas chez lui de sortes de conclusions qu'il n'ait soin d'expliquer à l'intelligence... » Alors, est-il absolutiste? Il l'est,

comme ceci : « Bossuet enseigne que tout n'est pas opinion dans les affirmations auxquelles les hommes s'attachent. Il y a, selon lui, des vérités, il y a des certitudes fondées, établies de façon à n'être mises en doute que par la mauvaise foi ou par l'ignorance. Ni à l'une ni à l'autre de ces deux causes d'erreur, Bossuet n'admet que le vrai soit sacrifié. Supposé qu'il s'agisse du vrai en des matières de grande conséquence pratique, il s'ensuivra que les pouvoirs publics auront le devoir de le défendre. » C'est, dira-t-on, la raison même ; ou bien l'on dira que c'est la théorie même du despotisme. Voyons un peu la théorie du libéralisme parfait. M. Dimier la trouve chez un de nos plus vains orateurs qui, un jour, célébrait comme la plus belle conquête des temps modernes le droit de se tromper de bonne foi. L'auditoire, là-dessus, applaudit ; et la bonne foi dans l'erreur semble une espèce de sainteté digne d'éloges. Pourtant, l'erreur, commise de bonne foi, n'est pas moins une erreur ; et les idées ont des conséquences de fait : et les idées fausses, les pires conséquences. Un calculateur qui aurait l'intime conviction que deux et deux font cinq, ou trois, serait de bonne foi, s'il enseignait aux petits enfans, le long des chemins, que deux et deux font cinq ou trois ; de mauvaise foi, s'il enseignait, l'imposteur, que deux et deux font quatre : son imposture vaudrait mieux, néanmoins, que sa probité folle. Un citoyen qui serait persuadé qu'en temps de guerre il faut livrer sa patrie à l'ennemi serait de bonne foi, s'il la livrait : il vaut mieux qu'il ne la livre pas. C'est une absurdité, de recommander à l'estime et l'amitié des multitudes l'erreur sincère. Seulement, vous aurez donc à choisir, entre les opinions, celles qui sont des vérités ? Cela ne vous effraye-t-il pas ? M. Dimier concède que l'on peut épiloguer sur le choix des vérités qu'il faut, à une époque déterminée, garantir contre toute contestation : « quant au principe, il est certain. »

Le principe que pose M. Dimier n'est pas douteux, en effet. Chaque époque a maintenu ses idées, et non pas ses idées de hasard, mais bien ses idées indispensables, que les circonstances l'obligeaient à préserver et sans lesquelles tout se détraquait. J'ajoute qu'on exagère aussi le changement qui, d'une époque à l'autre, modifie les conditions de l'existence. Il y a du changement : le changement n'est pas tel qu'il aboutisse à une nouveauté complète. On exagère la mobilité humaine ; et l'on oublie d'observer ce que l'humanité a de permanent. Les évolutionnistes ont popularisé une étrange notion de perpétuel devenir, qui fait que nous n'osons plus nous établir en aucun moment de la durée. Nous anticipons les lendemains et les sur-

lendemains. Nous ne demeurons plus et nous sommes campés, un peu comme des bohémiens en voyage et qui n'ont pas le loisir d'une installation. Bossuet nous enseigne ce qu'il y a, dans notre destinée, de permanent. Regardez-y : ce qu'il y a de permanent, c'est, dans notre destinée, le principal.

Cependant, vous admettez, dira-t-on, la différence des époques. Votre M. Dimier lui-même, qui interroge Bossuet sur les problèmes de notre temps, — sur les problèmes de tous les temps, et du nôtre! — dit : « à une époque donnée, et dans certaines circonstances. » Eh! bien, parmi les écrivains et les penseurs de l'ancienne France, il n'en est pas un qui, plus que Bossuet, nous apparaisse comme un homme du passé, qu'on peut « admirer dans son cadre, » mais non pas tirer de son cadre et imaginer vivant au milieu de nous : un magnifique portrait de famille française, un ancêtre glorieusement suranné, que vous auriez tort de ressusciter en esprit ; car il n'a rien à vous dire et vous n'avez rien à lui dire !... L'un des argumens qui servent à prouver que Bossuet n'est pas du tout moderne, c'est la prétendue placidité de Bossuet. Sainte-Beuve le définit « l'âme la moins combattue qui fût jamais. » Et l'on oppose à tant de tranquille assurance le trouble infini de nos esprits et de nos cœurs. L'âme la moins combattue qui fût jamais? M. Dimier répond : « C'est ne pas songer que l'âme qui triomphe garde pour elle le secret de ses combats... » Alors, aucune âme triomphante n'a, dira-t-on, si bien gardé le secret de ses combats : et nous avons pris, de nos jours, une telle habitude et un tel goût de l'indiscrétion, touchant les âmes et leurs moindres alarmes, que le silence nous a l'air de ne rien cacher. M. Dimier cite néanmoins quelques passages de Bossuet d'où il appert que ce docteur n'a point méconnu les délices du monde, — « ces délices, ces doux changemens, cette variété qui égaie les sens, ces égaremens agréables où ils semblent se promener en liberté ; » — ce n'est point assez dire ? eh! qu'attendez-vous que dise davantage un évêque parlant à ses ouailles? il ne méconnaît pas et ne dissimule qu'autant que les convenances l'y engagent l'attrait du péché : « ces douceurs et ces complaisances, et tout ce qu'il ne faut pas penser en ce lieu et répéter dans cette chaire. » Ces mots-là tremblent assez bien, frissonnent assez bien, ne sont pas d'un être dur et insensible. Ces mots encore sont de Bossuet : « la malheureuse alliance du plaisir et de l'habitude ; » et ces mots : « nous n'avons en notre pouvoir ni le commencement de l'inclination, ni la fin de l'habitude. » Et puis, relisez ou lisez tout le *Traité de la concupiscence :* et

l'âme la moins combattue qui fût jamais vous semblera très finement informée de tout l'émoi possible.

La vérité, c'est qu'il domptait son émoi, fût-ce le plus difficile à dompter, celui de l'intelligence. Il avait le génie de mettre en ordre ses idées : on perdait son temps à croire qu'on le surprendrait en état d'incertitude. Le très savant et subtil Pierre-Daniel Huet, qui menait une terrible campagne contre les cartésiens, lui adressait, un jour de l'année 1689, son dernier livre, la *Censure*, en latin, *de la philosophie cartésienne*. Or, il soupçonnait Bossuet, — dit-il dans ses mémoires ou *Commentaire*, en latin, *des choses ayant trait à lui*, — de « favoriser » cette philosophie, et même de se mêler à des réunions de cartésiens. C'est ce qu'il ne manqua pas d'insinuer, dans la dédicace du livre où il attaque « une doctrine qui a eu le bonheur de vous plaire. » Cette doctrine, dans la préface de la *Censure*, il la dénonce comme contraire à la religion. « Je veux croire, pour ma satisfaction, répond Bossuet, que vous n'avez pas songé à lier ces choses ensemble. Mais la foi, dans un chrétien, et encore dans un évêque qui la prêche depuis tant d'années sans être repris, est un dépôt si précieux et si délicat qu'on ne doit pas aisément se laisser attaquer par cet endroit-là en quelque manière que ce soit... » Conséquemment, il va dire ce qu'il pense de la philosophie cartésienne. Il y a, dans cette philosophie, des élémens qui contredisent à la religion : Bossuet les improuve. Et il y a, dans cette philosophie, des argumens très utiles contre les athées et les libertins, argumens qui d'ailleurs sont déjà dans Platon, dans saint Augustin, dans saint Anselme, quelques-uns même dans saint Thomas : sont-ils devenus mauvais, depuis que Descartes les a formulés ? « Au contraire, je les soutiens de tout mon cœur, et je ne crois pas qu'on les puisse combattre sans quelque péril... » Est-ce là le tout du cartésianisme : du mauvais que l'on écarte et du bon que l'on adopte ? Non : « Pour les autres opinions de cet auteur, qui sont tout à fait indifférentes... » Indifférentes à la religion... « comme celles de la physique particulière et les autres de cette nature, je m'en amuse, je m'en divertis dans la conversation; mais, à ne vous rien dissimuler, je croirais un peu au-dessous du caractère d'évêque de prendre parti sérieusement sur de telles choses. Voilà, monseigneur, en peu de mots, ce que je crois sur Descartes. » Et voilà comment les malices de Pierre-Daniel Huet n'ont point embarrassé Bossuet, lequel n'avait pas attendu ce défi pour ranger ses opinions touchant Descartes et les cartésiens.

M. Dimier cite le commencement de cette lettre, non la fin. C'est la

fin qu'il avait à commenter, ces dernières lignes où les adversaires de Bossuet, — ou, si l'on veut, les partisans d'un Bossuet tout à fait suranné, — trouveront la preuve de son mépris pour la science. De quel ton parle-t-il de la physique ! Et, par physique, il entend les sciences qui traitent de la matière inanimée ou animée, la physique proprement dite, la physiologie et le reste. Petites choses ! un divertissement, le thème d'une conversation badine ! petites choses qui ne valent pas l'intérêt sérieux d'un évêque !... Notre époque ayant la prétention, l'orgueil et la glorieuse manie d'être, avant tout, scientifique, et d'avoir inventé les sciences et de les avoir, ou peu s'en faut, menées à la perfection, Bossuet qui dédaigne la science n'a rien à démêler avec notre époque. Il est de l'âge théologique ; et nous sommes parvenus à l'âge scientifique ; n'essayez pas d'amener au terrain quaternaire un défunt du terrain tertiaire. Est-ce que Bossuet méprise la science ? Il dit surtout qu'elle n'est pas son affaire, à lui évêque, à lui gardien fidèle et promoteur des idées morales et religieuses. Il ne la condamne aucunement, à la condition qu'elle soit séparée de ce qui n'est point à elle. En d'autres termes, Bossuet distingue la science et la religion. S'il préfère la religion, s'il la considère comme plus importante, on a tort de s'en étonner ; peut-être aussi n'a-t-on pas raison de le blâmer. Cette distinction nette qu'il établit, sans ménagement de nulle espèce, entre la science et le reste, j'avoue qu'elle n'est pas du tout de notre époque. L'un des caractères de notre époque, c'est le mélange de la science et du reste. Un petit nombre de nos contemporains seulement veillent à éviter cette confusion, veillent à ne pas saluer comme la révélation de tout l'univers une ingénieuse découverte de nos savans. Ceux-ci ont beau se défendre d'aller à des conclusions métaphysiques : on les entraîne, et, s'ils ne marchent pas, on les devance. Le darwinisme est devenu, malgré Darwin, un système de philosophie générale : et, si les observations de Darwin gardent leur valeur, il n'y a guère de système philosophique plus aventuré que le darwinisme. Il ne paraît pas, maintenant, beaucoup plus solide que le bernardinisme : il continue pourtant de nuire et dans la morale, et dans la politique, et dans la sociologie et dans tous les domaines où on l'a introduit, où il n'avait que faire, où Darwin ne l'envoyait pas. De nos jours, lorsque Pierre Curie eut découvert le radium et les principes de la radio-activité, il supplia les badauds et les philosophes de ne point abuser des hypothèses qu'il formulait, de n'en point mésuser, de ne pas les lancer au hasard et partout. Depuis lors, on a vu la radiologie se constituer

à l'état de science particulière; elle a rendu de grands services: elle n'a pas modifié les problèmes de la philosophie. Et, si l'on y regarde, aucune découverte scientifique, parmi les plus célèbres et parmi celles qui marquent le plus de génie, de la part des savans, n'a modifié, au cours du siècle où la science a le plus magnifiquement travaillé, les problèmes de notre destinée, ou même l'économie de notre bonne activité ici-bas. Le problème religieux, pour revenir à Bossuet, n'a subi, des progrès de la physique, nulle atteinte. Ce que la science a modifié, ce n'est pas les problèmes de la religion : c'est l'attitude où se tiennent les gens à l'égard de ces problèmes, s'ils ont imaginé que la science a démenti la religion. Mais elle ne l'a point démentie. Alors, si le problème religieux, malgré les apparences, demeure intact, si pareillement les problèmes de l'ordre philosophique et moral se posent en réalité pour nos contemporains tout de même que pour les contemporains de Bossuet, Bossuet n'a pas tort de traiter la science comme étrangère à lui, évêque, et d'y trouver son passe-temps; et nous avons besoin de lui plus que jamais pour qu'il nous enseigne à ne pas embrouiller ce qui est distinct. Le brouillamini de la science et du reste, l'un de nos pires travers, Bossuet le condamne : et, de cette manière, il n'est pas un homme de notre temps. Mais il a raison de le condamner : et de cette manière, sa leçon clairvoyante serait profitable à notre temps.

Vous l'appelez l'âme la moins combattue qui fût jamais. Appelez-le aussi l'âme la mieux ordonnée qui fût jamais. M. Dimier, du reste, a raison de noter que l'ordre ne se fait pas tout seul et que la paix suit les combats. Il nous est précieux de savoir que notre maître a combattu. C'est que nous sommes bien romantiques. C'est, en outre, et plus dignement, que les conclusions magistrales nous imposent davantage, si nous apprenons qu'elles n'ont pas négligé les objections, qu'elles les ont prises à partie et dûment réduites avant de régner. Les adversaires de Bossuet n'en doutent pas, et, pour l'écarter de notre sympathie, le stratagème consiste à lui faire un personnage et peu sensible et peu intelligent.

Peu sensible? Et, par exemple, on cite l'âpreté de sa polémique si longue, si acharnée, avec le très doux Fénelon. Mais oui! Seulement, avez-vous lu Fénelon et la correspondance de ce rêveur étrange et de Mme Guyon? C'est une étonnante folie. Cette folie était périlleuse; elle était, pour l'intégrité de la foi et même pour la bonne santé de la religion, la menace la plus inquiétante. Le génie séduisant de Fénelon donnait à cette absurdité beaucoup de crédit. Tourner la ferveur

à la démence était le résultat redoutable. Bossuet se fâche; et il use de polémique. « Pourquoi la lui refuserait-on? demande M. Dimier. Les Pères eux-mêmes l'ont exercée; et ne voit-on pas ceux qui l'en reprennent s'extasier tous les jours sur la polémique d'un Pascal ou même d'un Beaumarchais? Il serait singulier que la défense du dogme et des mœurs fût privée d'une arme qu'on accorde sans difficulté à l'intrigue et aux partis, et que ce qui chez les uns passe pour saillie heureuse, pour trait de tempérament gaulois, ne fût chez cet évêque de forte souche française, dressé aux plus solides écoles de la dialectique et de l'éloquence, qu'un abus! » Bossuet peu sensible? Mais, le jour qu'il apprit la mort de Turenne, « M. de Condom pensa s'évanouir, » écrit Mme de Sévigné. Et, le soir qu'il fut appelé au chevet de Madame qui se mourait, M. de Condom s'évanouit deux fois : les malins ont vite insinué qu'il était amoureux de Madame. Les contemporains parlent de sa bonté, de sa tendresse. Et il y a l'histoire de ce Tréville, un mondain converti au jansénisme et qui avait une rigueur de néophyte. Bossuet disait : « Il n'a pas de jointures. » Et Tréville de riposter : « Il manque d'os! » Ceux qui l'ont connu lui ont quelquefois reproché son peu de rudesse.

Inintelligent? On l'a dit. C'est un lieu commun du badinage critique, depuis un quart de siècle. M. Anatole France met un de ses prélats comiques « bien au-dessus d'un Bossuet. » Il est convenu que Bossuet n'a fait que prêter un beau langage et, de nos jours, peu émouvant aux banalités de la philosophie ordinaire et de la religion courante. M. Dimier concède, et sans chagrin, que Bossuet « ne tire son mérite d'aucune découverte philosophique » et n'est pas « de la famille des philosophes inventeurs. » D'ailleurs, il ne dédaigne pas les philosophes inventeurs et nous supplie de ne pas croire qu'en matière philosophique « l'invention s'égare inévitablement. » Par exemple, dit-il, Descartes invente la preuve de l'âme et de son immatérialité : c'est une acquisition tout aussi valable et tout aussi réelle qu'une nouvelle préparation chimique. Mais l'invention n'est pas le tout de la philosophie; aujourd'hui principalement. Il en est de la philosophie comme du langage. Et l'on vante à bon droit les écrivains de certaines époques anciennes, qui ont enrichi le vocabulaire. Ils n'avaient à leur disposition qu'un vocabulaire pauvre, insuffisant; et soit qu'ils recourussent aux idiomes étrangers pour leur emprunter les élémens de ce qui leur manquait, soit qu'ils eussent le don de combiner les syllabes que leurs voisins adopteraient, ils ont avec bonheur augmenté les ressources de la littéra-

ture. Il ne s'ensuit pas du tout que le talent d'écrire consiste à enrichir le vocabulaire, à forger des mots. Bien au contraire! Un moment arrive où les langues seraient bientôt riches à l'excès et où le talent d'écrire consiste à employer moins de mots qu'il ne s'en présente. Quant aux idées, il a fallu, jadis, qu'on sût les trouver et qu'on les multipliât. Certes, on les a multipliées. Nous ne manquons pas d'idées. Nos inventeurs nous en ont donné plus qu'il n'était indispensable, et prudent même, d'en avoir. Elles ne sont pas toutes de la meilleure qualité; nous en avons d'excellentes, nous en avons d'absurdes. Il y a très longtemps qu'on a dit que nulle idée n'est assez ridicule pour n'avoir pas un instant aguiché quelque philosophe. Cela remonte à quelques siècles : après quoi, de nouvelles idées sont entrées dans la circulation. Bref, si nous sommes sages, nous ne réclamons plus de nouvelles idées. Que réclamons-nous? L'art de les classer ; l'art de choisir, parmi elles, les meilleures ; et l'art de supprimer les autres. Est-ce la négation de la pensée? Pas du tout! C'est la condition de la pensée. L'habile jardinier n'est pas l'ennemi du règne végétal, s'il ôte l'herbe mauvaise et favorise le légume ou la fleur. Et Bossuet n'est pas l'ennemi de la pensée, s'il a le génie, non de semer à tout hasard des graines inconnues, mais de rendre l'esprit pareil à un bon terreau où prospèrent les vérités utiles et agréables.

Le semeur de toutes idées, je l'accorde, est plus romanesque. Et nous étions si romanesques, tout récemment! Aucune idéologie ne nous semblait trop aventureuse. Les systèmes les plus bizarres nous ont enchantés, les plus différens de toute réalité; mais, la réalité, nous en faisions très peu de cas. Elle nous gênait, pour les fantaisies de notre dialectique : aussi avions-nous de subtils raisonnemens qui l'anéantissaient et, ainsi, préservaient la liberté de nos chimères. Il est à remarquer pourtant que cette mode passait, avant la guerre, et que la jeune génération française qui préludait ne goûtait plus ces charmantes folies. Cette jeune génération, — maintenant elle est au feu; maintenant, elle a subi son épreuve et de telle façon qu'elle a montré sa valeur et sa volonté, — la profusion des idées et leur confusion ne l'amusaient pas, la désobligeaient. Le désordre mental, qui ravissait la plupart de ses devanciers, l'irritait : et elle eut, assez tôt, — si hâtivement que de vieux idéologues renommés l'accusèrent d'impertinence, — elle eut de vives paroles à l'égard de ces anarchistes. L'anarchie intellectuelle lui déplut, la dégoûta. Elle le dit et eut l'occasion de prouver que l'ordre et la discipline française n'étaient pas, pour elle, de vains mots. Cette jeunesse a désormais de l'autorité.

Cette jeunesse ne méprise pas, en Bossuet, le génie de la vérité.

Le génie de la vérité, — si, ajoute M. Dimier, « si ce qu'enseigne l'Église catholique est la vérité. » Posez au moins la question de savoir si ce qu'enseigne l'Église catholique est ou non la vérité, quand vous lisez Bossuet, quand vous jugez Bossuet! M. Dimier pose la question, la résout par l'affirmative; et, l'eût-il résolue par la négative, ce serait encore le vif intérêt, la signification très importante de son livre, d'avoir traité la question que pose l'œuvre qu'il étudie. Il réagit fort à propos contre un certain abus de la méthode historique. On nous a dit, et sans mentir, que nous devions, pour juger le passé, tenir compte des temps et de leur particularité. Nous expliquons tout le passé comme un ensemble de phénomènes très singuliers dont nous cherchons les causes. Nous réussissons à composer une image des temps révolus, sans doute ressemblante ; et l'on nous conseille de n'y plus toucher, car elle est fragile. Nous avons le sentiment du passé; nous l'avons, et avec une justesse quasi récente. Nos ancêtres n'avaient pas le sentiment du passé : ils vous le peignaient de la couleur contemporaine. Ils n'avaient pas non plus le sentiment de l'étrangeté dans l'espace ; et les Ottomans de *Bajazet* ne sont pas des Ottomans plus que les Romains ou les Grecs de *Britannicus* ou d'*Iphigénie* ne sont véritablement Romains ou Grecs. Plus exactement, nos ancêtres avaient coutume de noter, dans les pays lointains ou les époques anciennes, ce qui rapprochait d'eux les types divers de l'humanité. Nous sommes devenus attentifs aux différences, lesquelles ne sont pas négligeables. Mais, si nous ne voyons que les différences, le résultat, c'est que nous supprimons, entre nous et les autres époques de l'humanité, toute communication. Le chef-d'œuvre de la nouvelle méthode historique sera, par exemple, un Bossuet si parfaitement Louis XIV et pittoresque à merveille, si distant que nous n'oserons pas l'aborder, le consulter et le sommer de nous répondre : il a cependant à nous dire ce qu'il a tenu pour la vérité. Prenons garde, l'histoire, avec sa plus délicate méthode, est chargée de ressusciter le passé. Prenons garde qu'elle ne le tue. Elle le tue, elle l'achève, si elle supprime toute familiarité aisée et vive entre nous et les maîtres de notre pensée qui, autrefois, ont préparé les jours que nous vivons. Elle nous prive de nos pères : et nous avons besoin d'eux.

André Beaunier.

REVUE MUSICALE

LA MUSIQUE MILITAIRE

La musique militaire, 1 vol., par Michel Brenet. (Collection des *Musiciens célèbres*. Librairie Renouard. Henri Laurens, éditeur; Paris, 6, rue de Tournon.)

« Dans la beauté des sons réside une mystérieuse puissance, à laquelle obéissent les foules. » Ainsi commence un petit livre qui vient à point, dans les jours où nous sommes, et il commence bien. Au cours de l'histoire, et de l'histoire universelle, les foules, ou mieux ces troupes ordonnées, disciplinées et guerrières qu'on appelle des armées, ont constamment prodigué les preuves et les exemples de cette obéissance collective à l'étrange et souverain pouvoir des sons. En outre, le fait seul qu'il existe et qu'il exista toujours une « musique militaire, » c'est-à-dire une musique associée au mouvement, à l'action par excellence, suffirait pour contredire et ruiner certaine doctrine philosophique « qui reproche à l'art des sons d'exercer une influence dissolvante » sur notre sensibilité « relâchée et détendue; » qui l'accuse d'y amener « une réduction progressive de l'énergie motrice » et le « lent évanouissement de nos facultés de résistance, » en créant « un état affectif pur, très peu propice à l'action, mais singulièrement propice au rêve. » Ainsi la musique militaire est l'une des formes ou l'un des genres musicaux les mieux faits, non seulement pour justifier, mais pour glorifier la musique en général, la musique « en soi. »

L'unique objet de ce petit livre n'est pas la musique considérée comme représentation de personnages ou de scènes de guerre, celle

que, l'an dernier, nous avons ici même étudiée, mais la musique militaire proprement dite; au lieu de l'image, ou de la figure, nous ne regarderons en elle aujourd'hui que la compagne et l'auxiliaire des soldats.

« Josaphat, qui ne voyait aucune ressource contre l'armée effroyable de la ligue des Iduméens, des Moabites et des Ammonites, soutenus par les Syriens; après avoir imploré le secours de Dieu et en avoir obtenu les assurances certaines par la bouche d'un saint prophète, comme il a été remarqué ailleurs, marcha contre l'ennemi par le désert de Thécua et donna ce nouvel ordre de guerre : « Qu'on « mît à la tête de l'armée les chantres du Seigneur, qui, tous ensemble, « chantassent ce divin psaume : Louez le Seigneur parce qu'il est bon, « parce que ses miséricordes sont éternelles. » Ainsi l'armée change chœur de musique ; à peine eut-elle commencé ce divin chant, que les ennemis, qui étaient en embuscade, se tournèrent l'un contre l'autre et se taillèrent eux-mêmes en pièces ; en sorte que ceux de Juda, arrivés à une hauteur vers la solitude, virent de loin tout le pays couvert de corps morts, sans qu'il restât un seul homme en vie parmi les ennemis, et trois jours ne suffirent pas à ramasser leurs riches dépouilles. Cette vallée s'appela la Vallée de la Bénédiction, parce que ce fut en bénissant Dieu qu'ils défirent une armée qui paraissait invincible. Josaphat retourna à Jérusalem en grand triomphe, et, entrant dans la maison du Seigneur au bruit de leurs harpes, de leurs guitares et de leurs trompettes, on continua les louanges de Dieu, qui avait montré sa bonté dans la punition de ces injustes agresseurs. »

Parmi les exploits de la plus vieille musique militaire, notre érudit confrère aurait pu citer la victoire, en quelque sorte musicale, que Bossuet rapporte ainsi, magnifiquement (1). Il s'est contenté d'emprunter d'autres exemples, plus connus, et, pour ainsi dire, classiques, à l'histoire d'Israël ou de l'Égypte, de la Grèce ou de l'Assyrie.

En son état primitif et barbare encore, il semble bien que la musique militaire ne se soit proposé rien d'autre que d'effrayer l'ennemi par des cris, des menaces, et par le fracas d'engins grossiers et bruyans. Mais bientôt elle s'éleva à de plus nobles emplois. Elle se reconnut capable, non seulement de régler des mouvemens, de signifier des commandemens de guerre, mais aussi, et peut-être surtout, de soutenir, d'exciter le courage des combattans. Sensible à

(1) *Politique tirée de l'Écriture sainte;* livre IX, chap. IV, première proposition.

l'intelligence des soldats, elle ne le fut pas moins à leur âme. Ainsi, de semeuse d'épouvante qu'elle avait été d'abord, elle devint conseillère, bien plus, créatrice de vaillance, d'enthousiasme et d'héroïque ardeur.

Les plus anciens instrumens de la musique militaire (chez les Juifs, les Grecs et les Romains, puis au début du moyen âge) furent les instrumens à vent : la trompette (de plusieurs espèces), la corne, qui devint le cor et l'oliphant. C'est le contact avec les Sarrasins qui fit connaître aux soldats de Charles Martel et de Charlemagne, puis aux Croisés, les instrumens à percussion : les tambours et les *nacaires*. Ces derniers — ancêtres des timbales — avaient la forme de bassins de cuivre, joués par paires et à cheval. « Le tumulte qu'ils menaient, » écrit le bon Joinville, « estoit une épouvantable chose à ouïr et moult estrange pour des François. »

Alors, comme au temps, par Bossuet rappelé, des batailles et des victoires de Juda, il arrive quelquefois que l'armée « change en chœur de musique, » en chœur tout ensemble militaire et religieux. A Bouvines, le psaume *Domine Deus, qui docet*, entonné par un chapelain du roi de France assisté d'un de ses clercs, fut continué durant le combat. Le jour de l'embarquement de saint Louis, selon le récit de Joinville encore, aussitôt qu'hommes et chevaux furent tous entrés en la nef et que la porte en eut été « reclouse et estouppée, » le clergé, debout au « chasteau » du navire, commence de chanter à haute voix, le *Veni, creator Spiritus*, tandis que les mariniers « faisaient voile de par Dieu. »

Les siècles suivans, siècles d'art et de guerre, ne pouvaient manquer de favoriser le développement de la musique militaire. La trompette en devint bientôt l'instrument par excellence. De plus en plus sonore, ornée d'un « pennon, » ou banderole de satin ou de damas, enguirlandée de franges, de houppes, de tresses de soie ou d'or, éclatante aux yeux comme aux oreilles, elle était pour les uns et les autres l'emblème du commandement. On compta jusqu'à cinquante-quatre trompettes dans le cortège de Louis XI entrant à Paris après le sacre. Mais celles du Roi seules avaient licence de sonner, et quelques-unes étaient d'argent.

Historique, ou peut-être légendaire, certain tambour fut, dit-on, fait d'une matière plus rare. Zizka, le fameux chef des Hussites, aurait ordonné qu'on le tendît de sa peau, se flattant par là de mettre, jusqu'après sa mort, les ennemis en fuite. Tambours et trompettes, batteries et sonneries, celles-là pour les fantassins, les autres pour

les troupes à cheval, se partagèrent ainsi longtemps la musique militaire (1). Les fifres y furent ajoutés, vers le xvi[e] siècle, par les régimens étrangers, notamment par les Suisses (2). A signaler encore, en fait d'instrumens locaux, certaine grosse caisse dite « bedon » ou « bedondaine, » introduite chez nous par des mercenaires de Grèce ou d'Albanie ; plus tard, sous Louis XIV, une sorte de grand coquillage, qu'embouchaient, en souvenir de leur pays, des miquelets pyrénéens ; enfin le populaire *bag-pipe*, qui, dès l'époque de la Renaissance, inspirait aux régimens d'Écosse la même ardeur dont il les enflamme encore à nos côtés, aujourd'hui.

Avec le nombre et la variété des instrumens, s'accroissait peu à peu la beauté de la musique. Le riche répertoire de l'art polyphonique en fournissait les thèmes innombrables. Et même, dans les grandes circonstances de la vie civile, ou civique, cérémonies religieuses, entrées royales, tournois ou concours, les « bandes » militaires ne manquaient pas d'intervenir, et les musiciens de guerre devenaient musiciens de fête. Alors, écrit éloquemment notre confrère, alors, « comme un sang jeune et chaud, la musique coulait dans les veines du monde. »

Le grand siècle — c'est le xvii[e] siècle que nous voulons dire — n'était pas pour en rompre, ou seulement en retarder le cours. On voit, à cette époque, ou plutôt on entend se multiplier, sur des rythmes divers, batteries de tambours et sonneries de trompettes. Michel Brenet cite, parmi les premières, l'*Entrée*, simple et double, la *Marche*, l'*Assemblée*, le *Ban*, la *Diane*, la *Chamade* et l'*Alarme*. Quelques-unes des autres se nommaient le *Bouteselle*, « à l'*Estendart* » et le *Cavalquet*. De cette dernière, le thème s'est conservé jusque sous Napoléon, et le souvenir, ou l'écho, s'en retrouve même dans certaine marche encore usitée aujourd'hui. C'est du règne de Louis XIV que date, non pas seulement chez nous, mais dans le reste de l'Europe, qui nous imitait alors en toute chose, la réglementation de la musique militaire. Autant que des ordonnances, des restrictions étaient parfois nécessaires, certains officiers ne craignant pas d'entretenir à trop grands frais et de leurs deniers, la musique de leur régiment. Aussi bien, en cela comme en tout, le Roi donnait l'exemple, et pour la beauté, pour la splendeur, même musicale, de sa maison

(1) Le petit livre de Thoinot Arbeau (Jehan Tabourot), l'*Orchésographie* (1588), contient de nombreux détails sur le tambour français et les diverses façons d'en jouer, ou « d'en battre. »

(2) Voir également l'*Orchésographie*.

militaire, il lui plaisait de ne rien épargner. Les musiciens du temps, y compris un Lulli, ne dédaignaient pas de composer pour l'armée des airs de marche, voire de simples batteries de tambour. Dans l'orchestre militaire, une place d'honneur était alors réservée aux timbales. On cite un régiment qui n'en possédait pas moins de deux paires, enlevées à l'ennemi. Le « timbalier, » dit un document contemporain, « doit être un homme de cœur et chercher plutôt à périr dans le combat que de se laisser enlever avec ses timbales... Il doit avoir un beau mouvement de bras, et l'oreille juste, et se faire un plaisir de divertir son maître par des airs agréables dans les actions de réjouissance... Il n'y a pas d'instrument qui rende un son plus martial que la timbale, principalement quand elle est accompagnée de quelques trompettes. »

On le voit, « la fiancée du timbalier » n'avait pas fait un mauvais choix. Il semble que les compositeurs du XVIIe siècle aient deviné quelle expression, quelle éloquence même, cent cinquante ans plus tard, le plus grand, le plus héroïque des musiciens donnerait aux timbales. Dès l'andante de sa première symphonie, Beethoven les accorde comme on ne l'avait pas fait encore. Il essaye en quelque sorte leurs notes solennelles. Il les prépare à leur fonction, à leur dignité prochaine. Dans la quatrième symphonie, il déploie leur magnificence sombre. Au cours du premier morceau (seconde reprise), la merveilleuse rentrée du thème principal se prépare, se développe et s'achève sur un roulement de timbales tel que jamais on n'en avait entendu. Mais surtout, c'est dans l'*adagio* que rayonne la beauté singulière d'un dessin, ou d'une « figure » de timbales. Ici, pas même un roulement : un simple accent, un appui régulier de la dominante sur la tonique. Cet accent, lorsque les timbales l'empruntent à d'autres instrumens, prend un caractère de gravité sans pareil. Çà et là, tandis que chante une mélodie auguste, les timbales interviennent. C'est elles qui semblent rythmer de leurs pulsations puissantes le cours d'une sereine pensée et d'une vie heureuse; elles qui creusent le plus avant l'abîme mystérieux du rêve, et l'abîme aussi d'une âme, la plus profonde peut-être d'où s'exhala jamais un soupir.

Le XVIIIe siècle a produit, en la personne de Maurice de Saxe, un grand soldat mélomane. L'auteur des *Rêveries sur l'art de la guerre* prétendait même reconnaître une certaine analogie, au moins étymologique, entre le terme de « tactique » et le mot allemand « Takt, » qui signifie mesure. La musique, à son avis, était bien plus qu'un « ornement militaire. » Il la tenait pour un élément d'ordre, de mouvement

et d'action, voire de succès. « Faites-les marcher (les troupes), en cadence, voilà tout le secret. Avec cela, vous ferez marcher vite et lentement, comme vous voudrez; votre queue ne traînera jamais, tous vos soldats iront du même pied; les conversions se feront ensemble avec célérité et grâce ; les jambes de vos soldats ne se brouilleront pas, et vos soldats ne se fatigueront pas. » Ailleurs : « Que dira-t-on, si je prouve qu'il est impossible de charger vigoureusement l'ennemi, sans cette cadence? »

Les musiciens du XVIIIe siècle ne méprisèrent pas non plus le genre auquel un Lulli s'était intéressé. Haendel écrivit une marche de régiment et Favart n'estimait pas indigne de Gluck une composition de cette espèce. Soucieux, comme son aïeul, de l'éclat et du progrès de la musique militaire, Louis XV prescrivit à plusieurs reprises une révision générale des batteries et sonneries de l'infanterie et de la cavalerie. En 1762, le maréchal de Biron, colonel du régiment des gardes françaises, obtint du Roi la permission d'élever au double le nombre de ses musiciens et de faire supporter par le Trésor la dépense nécessaire, qui ne s'élevait pas à moins de 24 000 livres par an.

Un écrivain militaire de l'époque, le lieutenant-général comte Turpin de Crissé a beau protester contre le succès croissant de la musique aux armées, en France, hors de France, le goût public est le plus fort. La Cour elle-même raffole des concerts donnés en plein air, les soirs d'été, sur la terrasse de Versailles, par les bandes de musique de la garde française et de la garde suisse. Le divertissement en est offert aux hôtes princiers du château, comme le comte du Nord (grand-duc Paul de Russie). A Paris, les « sérénades militaires » attirent la foule sur le boulevard. « La musique des gardes françaises, » écrit Mercier dans son *Tableau de Paris*, « imprime au régiment une distinction qui le fait chérir. » Nous ne parlerions pas autrement aujourd'hui de la garde républicaine. Les mêmes musiciens concourent au *Te Deum* chanté à Notre-Dame pour fêter la déclaration de l'indépendance des États-Unis. Enfin leur réputation mondaine est si grande, que leur colonel se voit obligé de les laisser aller, par petits groupes, « exercer leurs talents dans toutes les maisons honnêtes où ils étaient désirés. »

La Révolution consacre la faveur de la musique militaire. Elle en fait non seulement la compagne et l'auxiliaire de ses victoires, mais l'ornement de ses fêtes civiques. Un jeune officier, Bernard Sarrette, fonde une école de musique militaire qui ne tarde pas à

devenir le Conservatoire de musique et de déclamation. Les Gossec, les Catel, les Lesueur et les Méhul contribuent à la création d'un riche répertoire de marches, ouvertures, pièces et cantates patriotiques. La musique est de toutes les cérémonies, comme elle est de toutes les batailles. « A Valmy, » raconte un soldat musicien, « au moment où le feu était le plus animé, le fils du duc d'Orléans, surnommé le général Égalité (le futur Louis-Philippe), vint au milieu de notre musique et nous dit : « Musiciens, il y a assez longtemps que l'on joue *Ça ira*, jouez-nous donc Ça va. » A l'instant, nous nous mîmes à jouer et toutes les musiques en firent autant. Mais cela ne dura pas longtemps, car le morceau était à peine commencé, que deux des musiciens étaient blessés et un tué, ce qui fit bien vite cesser la musique. »

Quant aux œuvres composées par les maîtres cités plus haut pour les solennités nationales, plus d'une mériterait encore aujourd'hui l'attention, l'admiration même. Il n'en est pas moins certain qu'à l'apparition et comme au souffle seul de nos deux hymnes héroïques par excellence, *le Chant du Départ* et *la Marseillaise*, la musique d'alors, au moins la musique militaire, s'est tout entière et pour jamais évanouie (1).

L'espace nous manque pour suivre plus loin, et jusqu'à nos jours, le progrès, ou l'évolution du genre. Ni le Premier Consul, ni l'Empereur ne s'y montrèrent indifférens. Signalons au moins, sous l'Empire, la proscription tacite des refrains révolutionnaires et de *la Marseillaise* elle-même, que remplacèrent généralement des « timbres » alors populaires, d'innocens vaudevilles, ariettes ou chansons.

La période de calme inaugurée par la Restauration détourna quelque peu la musique militaire de sa destination primitive. Elle se fit elle-même pacifique, et c'est pour l'agrément tout esthétique d'auditoires civils, ou bourgeois, qu'elle multiplia désormais ses tranquilles concerts. Mais, pour être ainsi devenue plus modeste, elle n'en demeura pas moins bienfaisante. Et même, par son progrès technique, grâce à des exécutions plus fréquentes, au nombre ainsi qu'au talent accru des exécutans, il arriva que ses bienfaits s'étendirent. Longtemps, bien longtemps avant la création de nos orchestres du dimanche, elle entra comme un élément salutaire, précieux, dans les habitudes et dans les plaisirs de la foule. L'usage s'établit peu à peu d'instituer des concours entre les diverses bandes militaires de la France et de

(1) Sur la musique de ce temps-là, consulter l'ouvrage très complet de M. Julien Tiersot : *Les fêtes et les chants de la Révolution française;* 1 vol. Hachette, 1908.

l'étranger. Chacune des Expositions universelles qui se renouvelèrent périodiquement pendant le siècle dernier servit d'occasion à ce genre de fêtes ou de festivals, qualifiés parfois, — et non sans raison, — de « monstres. » Alors se créa le genre, assurément discutable, des « sélections, » « fantaisies, » « pots-pourris, » « sur les motifs » des opéras les plus fameux et non pas toujours les meilleurs. Une fois pourtant, une seule, sous le gouvernement de Juillet, un musicien de génie, Berlioz, écrivit spécialement et sur commande officielle, pour un orchestre militaire qui ne comprenait pas moins de deux cents instrumentistes, une de ses œuvres, et non la moindre, la *Symphonie funèbre et triomphale*. Elle était destinée à célébrer le dixième anniversaire de la Révolution de 1830, tout en accompagnant la translation des restes des victimes dans le monument qui venait de s'élever à leur mémoire sur la place de la Bastille. Berlioz a défini lui-même l'idée et le programme de la vaste composition :

« Rappeler d'abord les combats des trois journées fameuses, au milieu des accens de deuil d'une marche à la fois terrible et désolée, qu'on exécuterait pendant le trajet du cortège; faire entendre une sorte d'oraison funèbre ou d'adieu adressé aux morts illustres, au moment de la descente des corps dans le tombeau monumental, et enfin chanter un hymne de gloire, l'apothéose, quand, la pierre scellée, le peuple n'aurait plus devant les yeux que la haute colonne surmontée du génie de la liberté aux ailes étendues et s'élançant vers le ciel, comme l'âme de ceux qui moururent pour elle. »

Malgré la grandeur du programme et celle de l'œuvre, ou plutôt peut-être à cause de cette grandeur même, l'exécution et le succès trompèrent cruellement l'espérance du maître. Dans le tumulte et le désordre de la rue, dans le bruit de la foule, sa musique se perdit et, de son propre aveu, « il n'en surnagea pas une note. »

. . . .

La place, encore une fois, nous est trop mesurée pour suivre jusqu'aux dernières pages du livre de notre confrère l'histoire de la musique militaire. Chacun de nous, rien qu'en interrogeant sa mémoire, y pourrait ajouter un chapitre particulier, un choix de souvenirs personnels et toujours chers. La musique militaire! Sur « le Cours » ou « les Allées » de nos villes de province, dans nos jardins parisiens, « à l'âge où l'on est écolier, » que de jeunes cœurs français elle a fait battre! Mais elle n'a pas charmé seulement notre enfance lointaine. Nous lui devons de plus récentes et non moins vives impressions. Étrangère, que dis-je! ennemie autrefois, désormais amie

et fraternelle, n'est-ce pas hier que la musique de la Garde Royale anglaise est venue chez nous et par nous se faire applaudir! Au grand soleil de juin, un jour dans l'enceinte charmante et fleurie du Petit-Palais, un autre jour, — concert plus étonnant encore, — au pied de la colonne impériale, « c'était merveille de le voir, merveille de l'ouïr, » l'orchestre aux tuniques écarlates et chamarrées d'or, d'où jaillissaient tour à tour l'hymne britannique et le nôtre, double promesse d'une seule victoire.

Plus vieilles de quelques années, mais toujours vives, que d'émotions patriotiques la musique militaire, la nôtre, ne nous a-t-elle pas données! Un soir entre autres, — nous croyons en ressentir encore la grave et presque religieuse douceur, — un soir, c'était au Luxembourg. Dans le jardin italien à demi, à demi français, classique deux fois, devant le vieux palais florentin, entre les parterres de glaïeuls et de roses trémières, sur les terrasses et sous les platanes de la fontaine, partout ici notre enfance a couru, partout a travaillé, flâné, rêvé notre jeunesse. Jardin des écoliers et des étudians, des poètes, des artistes et des amoureux, on y respire plus de vie et de beauté qu'en tout autre ; il semble qu'un air plus subtil et plus imprégné de souvenirs y forme des sons plus capables de nous attendrir. La garde républicaine, « la garde, » va jouer devant un nombreux et modeste auditoire. D'humbles gens surtout le composent. Ils causent entre eux, gentiment. « Moi, dit un ouvrier, j'ai une heure de chemin pour *venir à la musique.* » Et voici qu'elle vient à eux, à nous. L'heure est délicieuse. Une vapeur lilas s'élève entre les marronniers. Les premières feuilles de platane tombent sur l'eau du bassin. Quelquefois un ramier traverse le cercle sonore. Le saxophone soupire la touchante élégie de Massenet : « La Troyenne regrettant sa patrie. » Nous écoutons les soldats de France jouant de la musique française devant un public français. Alors, l'âme de notre pays se mêle à notre âme, son cœur bat avec notre cœur. Au lieu de la captive antique, nous croyons en entendre d'autres, nos sœurs de Lorraine et d'Alsace, pleurant, comme la Troyenne, leur patrie perdue...

Qui nous eût dit alors qu'elles la retrouveraient demain!

A propos de ces souvenirs, évoqués ailleurs, M. Camille Saint-Saëns nous écrivait naguère :

« Vous parlez de votre joie d'entendre de la musique française devant un public français. Or, je trouve, moi, qu'il y a dans ces concerts beaucoup trop de musique étrangère.

« Le public qui vient là, qui fait « une heure de chemin pour

venir à la musique, » n'a pas d'exigences spéciales. Il ne vient pas là, comme au Châtelet, pour montrer sa transcendance artistique. Il vient naïvement et prend de confiance ce qu'on lui donne. Il vient écouter, dans la musique militaire, la voix de la Patrie... Je ne demande pas, croyez-le bien, que la musique étrangère soit bannie des programmes, mais qu'elle n'y soit pas, comme elle l'est trop souvent, prépondérante...

« S'il est naturel que l'on joue Wagner dans les grands concerts (1), devrait-il figurer dans les concerts militaires, lui, l'insulteur de la France vaincue !

« Il y a quelques années, on célébrait à Pézenas des fêtes en l'honneur de Molière. Un ministre y assistait. Tout à coup, au plus beau moment de cette cérémonie essentiellement nationale, éclate la Chevauchée des Walkyries. Je ne pus contenir l'expression de mon étonnement. « Eh ! bien ! Quoi? me dit le ministre. Est-ce que ce « n'est pas beau? » — D'abord, ce n'était pas beau : privée de la partie vocale, mutilée dans ses développemens, la chevauchée n'est plus belle. Il ne reste de beau que le thème, et ce n'est pas assez. »

A quoi M. Saint-Saëns ajoutait : « Ma protestation n'eut d'autre effet que de me brouiller avec le ministre. »

Il nous plaît d'espérer qu'à l'avenir, une telle raison de protester ne nous sera plus fournie. Souhaitons également qu'après la guerre, nos musiciens, et non les moindres, ne dédaignent pas d'écrire des œuvres originales, et nationales, pour nos musiques militaires. Celles-ci ne sont point indignes de cet honneur. Que désormais chaque forme de notre art nous soit chère, et même sacrée. Que chacune soit appelée à célébrer un jour, — qui luira bientôt, — le salut et la gloire de notre patrie. Aussi bien, la musique elle-même, la musique militaire, y aura concouru. Pour les soldats-musiciens, comme pour leurs frères, il sera juste que l'honneur suive la peine et l'égale. Celle-ci ne leur est point épargnée. On lit dans un document anglais du XVe siècle : « Tous les capitaines doivent avoir des tambours et fifres, et des hommes pour s'en servir, qui soient fidèles, discrets et ingénieux, habiles à se servir de leurs instrumens et versés dans plusieurs langues, car souvent ils sont envoyés pour parler aux ennemis, sommer leurs forts et leurs villes, racheter et conduire des prisonniers, et porter divers autres messages... S'il arrive que ces tambours et fifres tombent entre les mains de l'ennemi, ni présens ni violences

(1) Cette lettre était écrite en 1907.

ne doivent les porter à révéler les secrets qu'ils peuvent connaître. »

Si les musiciens anglais pouvaient jadis être désignés comme parlementaires, les nôtres, aujourd'hui, sont affectés au service, autrement périlleux, de brancardiers. L'un d'entre eux, — une jeune clarinette blessée, — nous écrivait cet hiver : « On a beaucoup critiqué la musique. D'aucuns n'ont voulu voir dans les musiciens, qui ne portent pas le fusil, que des « embusqués du front. » Assurément, le danger, pour le musicien-brancardier, est moindre que pour le combattant. Il ne charge pas à la baïonnette, il ne va pas à l'attaque. Mais tout de même il doit aller, venir, toutes les nuits, dans la zone des obus et des balles. Il faut qu'il porte le blessé, à deux, à quatre, dans les endroits difficiles, et dans la nuit. Il y en a de terribles, des nuits, surtout dans les secteurs agités, quand la pluie tombe, amenant la boue. Alors, ça devient épouvantable. Il faut vivre ces heures-là. On ne peut imaginer les souffrances, physiques et morales, du blessé et des brancardiers qui le portent. Dans la plaine crevassée... quand le vent soufflant en tempête pousse les gros nuages qui cachent les étoiles, il faut aller à l'aventure, sans autre signe pour se diriger que les fusées qui s'élèvent de temps en temps, et dont la lueur subite, aveuglante, force à se cacher, à se tapir, immobile. Les obus tombent. L'angoisse étreint le cœur, à la pensée de s'égarer... Puis les chutes finissent par briser le courage. Tantôt c'est le vide, soudain, sous les pieds, d'un trou d'obus où l'on disparaît. Tantôt c'est l'enlizement. Que de heurts douloureux, affreux, pour le blessé !... J'ai connu certains secteurs de la Somme, où le transport d'un blessé, d'un seul, exigeait, rien que pour la partie du trajet réservée aux musiciens, quatre heures, quatre heures d'efforts continus, et si intenses, qu'ils brisaient les constitutions les plus robustes... Non, jamais on ne saura mettre trop en relief le mérite des musiciens-brancardiers, dont le rôle nocturne, passif, demeure ignoré de beaucoup. »

. . . .

Faisons nôtre cette conclusion. Aussi bien, elle peut suffire. Nulle autre ne répondrait mieux au sujet comme au titre de notre brève étude. Dans l'héroïque et secourable mission des soldats-musiciens, dans l'alliance, sur le champ de bataille, de la charité et de la musique, il y a pour celle-ci, pour ceux-là, un titre d'honneur, mais caché, une part de gloire, mais obscure. Il est d'autant plus juste qu'elle ne leur soit pas refusée.

Camille Bellaigue.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Dans cette fuite des événemens où le fait efface le fait, comme, dans une mer furieuse, la vague recouvre la vague, les hommes et les choses sont emportés d'un tel mouvement qu'il est presque impossible d'en suivre ou d'en fixer tous les temps et d'en tracer un tableau qui soit à la fois exact et complet. Ce ne sont pas seulement les morts qui vont vite. L'histoire court. Il est vrai, pour notre malheur, que, depuis plus de trois ans, elle n'est faite que de morts. Cependant la guerre elle-même, l'action proprement militaire, par momens, paraît piétiner et stagner. Nous venons de traverser un de ces intervalles. Les Allemands, après leur poussée sur Riga, semblent s'être arrêtés : hésitent-ils ou se préparent-ils? Est-ce de leurs desseins qu'ils ne sont pas sûrs, ou de leurs forces ? Ils suspendent leur marche sur le front roumain, qu'ils dégarnissent, soit que l'héroïque résistance d'une armée qui a été magistralement reprise leur ait fait payer trop cher un succès d'où ils n'espèrent plus tirer assez, soit que la pensée de Pétrograd ait chassé de leur esprit le rêve d'Odessa. Sur l'Isonzo, le San Gabriele est toujours disputé en d'âpres et incessans combats : Vienne défend là le double chemin de Laybach et de l'Adriatique. Chez nous, sur le front tenu par les troupes françaises, on n'a guère signalé que des canonnades et des escarmouches : ainsi sur l'Yser, sur l'Aisne, sur la Meuse. Sous Verdun, pourtant, nous avons enlevé le bois le Chaume et la crête du bois des Caurières : le Kronprinz impérial en a témoigné son dépit par des contre-attaques dans le grand style, qui n'ont jamais manqué de tourner à notre avantage. Sauf entre Langemarck et Hollebeke, où les soldats du général Gough ont pénétré de quinze cents mètres dans les lignes allemandes, faisant trois mille prisonniers, nulle part, cette quinzaine, n'a tonné un coup éclatant.

Mais, ne craignons pas de le redire, la guerre, et surtout une pareille guerre, ne se fait pas uniquement par les armes. Ne craignons pas non plus de le répéter : des quatre facteurs qui contribuent à en mesurer et à en assurer les chances, aucun n'est négligeable, mais le moins négligeable de tous, parce que c'est lui qui règle ou embrouille, permet ou empêche le jeu des trois autres, est le quatrième : le gouvernement. Nous ne l'avons pas caché : de bons juges, des maîtres de la critique politique, ont cru découvrir dès le début, dans les gouvernemens de l'Entente, *una certa fiacchezza*, quelque chose de « flasque, » une certaine mollesse, une certaine faiblesse. Il est juste de reconnaître que, dans le camp ennemi, on a fini par faire la même constatation, ou une constatation qui revient au même. Si l'on y est resté plus longtemps sans s'en apercevoir et sans s'en plaindre, c'est d'abord à cause de l'avance qu'une offensive préméditée durant un demi-siècle avait conduit et presque contraint à prendre ; c'est peut-être aussi à cause d'une inclination naturelle à trouver bien tout ce qui est fait par ceux en qui l'on aime à incarner l'infaillibilité de l'État omnipotent; peut-être encore à cause de la rigidité des institutions et de la rigueur des lois ou de la force des habitudes, dont la première ôte les moyens et la seconde ôte l'envie de récriminer. Mais aujourd'hui, dans l'Europe centrale, comme dans les pays de l'Entente, on a vu où était le point faible, et qu'il était précisément en cet endroit si délicat : partout, des deux côtés, on cherche des gouvernemens, le gouvernement qu'il faut à la guerre. L'Empire allemand, mécontent de M. de Bethmann-Hollweg, n'est que très médiocrement satisfait de M. Michaelis. L'Autriche est passée du comte Clam-Martinitz au chevalier de Seidler, en qui il est visible qu'elle ne se repose pas. La Hongrie, après s'être arrachée à la volonté tyrannique de M. Étienne Tisza, n'a pu que flotter de la jeunesse un peu neuve du comte Maurice Esterhazy à l'expérience un peu mûre de M. Wekerlé. En Italie, M. Boselli se heurte ou se frotte aux difficultés que rencontra avant lui M. Salandra, quoique l'un ait transmis à l'autre, en la personne de M. Sonnino, l'élément de permanence et de continuité. En Angleterre, le Cabinet Lloyd George n'est plus le Cabinet Asquith, ni même le premier cabinet Lloyd George : la sortie de M. Henderson a failli en compromettre l'équilibre. En France, comptons. Nous avons eu deux ministères Viviani, deux ministères Briand, et il s'en est fallu d'un rien que nous eussions deux ministères Ribot. Avec le ministère Painlevé, que nous avons, cela fait sept. Nombre sacré : puissions-nous enfin avoir un gouvernement !

Nous le méritons : des six ministères précédens, pas un n'a été renversé par un geste des Chambres, pas un n'est tombé par le refus délibéré d'une opposition. Cette opposition, à ne rien dissimuler ni déguiser, n'a pas manqué de naître et de les gêner, sourde ou criarde selon les heures ; mais ils ont eu constamment la majorité contre elle, et, de l'un à l'autre, ils se sont légué le secret de s'en débarrasser, en l'absorbant. Non, et c'est ce qui vaut d'être noté, ce ne sont pas les caprices du Parlement qui, du ministère Viviani au ministère Ribot, ont entretenu ou aggravé à notre détriment l'espèce de paralysie ou d'ataxie gouvernementale qui résulte d'une perpétuelle instabilité : tous, sans exception, se sont défaits par une opération intérieure ; ils n'ont pas été démolis, ils se sont désagrégés ; du dedans, pas du dehors : l'instabilité du gouvernement est venue des ministères mêmes, ou de certains ministres mêmes ; inutile de citer des noms : l'ordre chronologique les évoquera.

Quoi qu'il en soit, M. Malvy ayant donné sa démission, par suite de circonstances sur lesquelles il serait oiseux de revenir, M. Ribot pensa que l'occasion était bonne de remanier son ministère et, en le rajeunissant, de lui rendre la vigueur qu'il n'avait plus. Il crut qu'il suffirait, pour en faire un gouvernement, de changer quelques personnes, et fit dire qu'il ne comptait pas appeler plus de quatre ou cinq nouveaux collaborateurs. « La nécessité de ne pas entraver le fonctionnement des services et les exécutions de toutes les œuvres de guerre » l'avait porté, en effet, à ne pas se séparer de la plupart des anciens ministres, « notamment des trois ministres de la Défense nationale et du ministre des Finances. » C'était, d'un certain point de vue, la sagesse même. Le dimanche matin, nous avions donc, sur cette base, un ministère reconstitué. M. Ribot demeurait président du Conseil, M. Painlevé ministre de la Guerre, M. Albert Thomas, ministre de l'Armement et des Fabrications. Avec eux demeureraient au moins M. Chaumet, M. Thierry. Pour le reste, on s'arrangerait.

Seulement, M. Ribot, tandis qu'il échafaudait cette construction plutôt fragile, en matériaux qui, presque tous, s'ils n'étaient pas usés, avaient déjà servi, n'avait pas pris garde à la réunion qu'avait tenue, avant même l'ouverture officielle de la crise, le parti socialiste, ni à l'ordre du jour où ce parti avait consigné le plus clair de ses confabulations. Quand on dit « le plus clair ! » Mais enfin, le plus substantiel, le plus positif de la motion était que le parti socialiste se réservait de discuter s'il continuerait ou non de prêter

son homme ou ses hommes, le nombre qu'il en prêterait, le taux, payable en concessions à ses doctrines, formules ou turlutaines, auquel il les prêterait; et qu'il désignait, pour cette négociation, cinq plénipotentiaires, dont il semble que M. Renaudel se soit fait le porte-parole et le porte-plume, derrière M. Albert Thomas qui, s'inclinant, confirmait qu'il ne pouvait qu'obéir aux décisions de son parti.

Repoussé par les socialistes, M. Ribot se résigna, vraisemblablement sans douleur, à faire sans eux son ministère. Il était environ trois heures. A la fin de l'après-midi, la liste était arrêtée, et M. Albert Thomas, remplacé pour ainsi dire hiérarchiquement par son sous-secrétaire d'État, M. Loucheur. La brèche était bouchée, le navire calfaté; il allait flotter. Mais, à huit heures, M. Painlevé, au sortir d'une visite d'adjuration à M. Albert Thomas, n'ayant point réussi à le fléchir, « venait informer M. Ribot qu'à son tour il croyait devoir se retirer, parce qu'il estimait qu'on ne pouvait former le Cabinet sans la participation des socialistes. » Alors, M. Ribot « remercia tous les membres qui avaient répondu à son appel et déclara qu'il renonçait à poursuivre plus longtemps ses négociations, laissant à un autre le soin de former un ministère. »

Cet autre était tout trouvé. Dans la journée du lundi, M. Painlevé se mit en campagne. Le mardi, à l'aube, il touchait au but; en cet instant, de nouveau les Cinq arrivèrent. Ils avaient encore un papier, et beaucoup plus long, qui occupe une colonne entière de *l'Humanité*. Ce sont des encyclopédistes ; mais comme, d'autre part, ils ne sont point gens à se nourrir de théorie pure, et perdent rarement la carte, quand ils eurent acquis l'impression que M. Painlevé ne répugnait pas à leurs indications, à leurs directions, dans « l'ordre diplomatique, l'ordre militaire, l'ordre économique, l'ordre de la vie intérieure, » ils vinrent au fait et demandèrent : « Avec quels hommes ? »

Ce fut la pierre d'achoppement. Sans se dépenser en efforts superflus, M. Painlevé avait recueilli les débris de la combinaison Ribot, et premièrement M. Ribot lui-même, qui lui paraissait aussi indispensable aux Affaires étrangères que, la veille, à M. Ribot, M. Paul Painlevé avait paru indispensable à la Guerre. Dans l'ensemble, le ministère Painlevé-Ribot n'était qu'une réplique, qu'une transposition du ministère Ribot-Painlevé, et c'est à cette reproduction, que, par rancune de leur défaite dans l'affaire des passeports pour Stockholm, les socialistes se refusaient à coopérer. Leur

exclusive, lorsque MM. Albert Thomas et Varenne la portèrent pour la seconde fois, était dirigée moins contre le nouveau que contre l'ancien président du Conseil. Sous cet anathème, le premier mouvement de M. Painlevé fut de renoncer, comme avait, par son propre départ, renoncé M. Ribot ; mais le premier mouvement n'est pas toujours le bon. M. Paul Painlevé fut rejoint et retenu par des amis; dans le calme conseil de la nuit, il écouta la voix de sa conscience; elle lui ordonna de faire quand même son cabinet, et, le mercredi, il le fit.

Il le fit sans les socialistes, ainsi que M. Ribot avait voulu faire. Là-dessus, la malignité a aiguisé ses flèches. Pourquoi ce qui était impossible pour M. Painlevé, avec M. Ribot comme président du Conseil, a-t-il cessé de l'être pour le même M. Painlevé, avec M. Painlevé lui-même ? Il y en a qui se sont gaussés de cette apparente incohérence. Mais M. Painlevé n'en avait pas moins fait son ministère, et nous l'en louerons. Sincèrement, sans ironie, nous le louerons de n'avoir pas versé, ainsi qu'on pouvait le craindre, dans un excès « d'esprit de géométrie. » On a dans la mémoire la phrase de Pascal : « Ce qui fait que des géomètres ne sont pas fins, c'est qu'ils ne voient pas ce qui est devant eux, et qu'étant accoutumés aux principes nets et grossiers de géométrie, et à ne raisonner qu'après avoir bien vu et manié leurs principes, ils se perdent dans les choses de finesse, où les principes ne se laissent pas ainsi manier... » M. Painlevé, au contraire, a bien vu ce qu'il avait devant lui, et il a su ne pas « traiter géométriquement les choses fines. » Félicitons-l'en, et surtout félicitons-nous-en.

Épiloguerons-nous, après cela, sur la composition même du cabinet? L'examinerons-nous tête par tête, et chaque homme par rapport à la fonction? Nous récrierons-nous devant le nombre inusité des ministres? Eh ! bien, oui, ils sont trente : quinze titulaires, quatre honoraires, onze sous-secrétaires d'État. On en a vu passer, selon les nuances changeantes du jour, au gré des minutes fugitives, d'une spécialité à une autre, qui est fort différente. Mais ce sont peut-être les lois du genre, et, en tout cas, ce sont les mœurs du régime. Parmi les quatre ministres sans portefeuille, dont s'échauffe tant la bile socialiste et radicale-socialiste, figurent M. Louis Barthou, qui fit voter la loi de trois ans, et c'est une injustice réparée, MM. Léon Bourgeois, Paul Doumer, Jean Dupuy, et c'est de l'activité ou de l'expérience utilisées. Dans beaucoup d'autres, qui sont encore peu connus, on ne saurait refuser de placer au moins des espérances. Assurément,

comme dit Guichardin, « il y a chez les princes, même grands, très grande disette de ministres bien qualifiés. » Évidemment aussi, il est plus difficile d'en trouver trente de cette sorte que d'en trouver dix, et d'en trouver dix que d'en trouver un. Cependant des hommes peuvent être la monnaie d'un homme ; l'essentiel est qu'il y en ait un qui les persuade et les oblige de faire bourse commune. Qu'ils s'y soient mis à trente, peu nous importe, s'ils nous procurent, dans la quatrième année de guerre, le gouvernement auquel la France aspire, et auquel elle a droit par sa vaillance, par sa patience, en un mot : par sa vertu.

Un gouvernement national. Nous l'appellerons ainsi, s'il l'est par ses intentions et par son action, sans nous attarder à remarquer qu'une moitié de l'opinion en est exclue, qui est une moitié de la France, et qui, quoiqu'on ne pèse point les parts du sacrifice, n'est pas celle qui a le moins donné. Peu nous importe encore : nous ne demandons que d'avoir un gouvernement, nous ne demandons pas d'en être. Que la guerre soit menée à la meilleure fin, à la seule bonne, par un « gouvernement de gauche, » s'il faut, pour l'y mener, en tendant au dernier cran toutes les énergies, un « gouvernement de gauche, » nous ne regarderons pas de quelle main il les tend. Nous verrons après, lorsqu'il ne sera plus impie et funeste de discuter, lorsqu'il s'agira non plus de ne pas mourir, mais de recommencer à vivre. Après, nous ferons tout pour ne point vivre comme nous avons vécu, parce que nous voyons clairement et nous n'oublierons pas de quoi nous avons failli mourir. Jusque-là, il n'est pas d'autre vie que de vaincre ; pour vaincre, que de s'enfermer irréductiblement dans l'idée de chasser l'invasion ; pour être sûr de la chasser, que de ne pas laisser, par l'espionnage, la trahison, les compromissions louches et les basses manœuvres, détremper l'âme française ; pas d'autre règle que d'avoir une politique de guerre, et de n'en pas faire d'autre ; pas d'autre objet que d'être un gouvernement de guerre, c'est-à-dire d'unir et de tenir unie dans la guerre toute la nation, de ne gouverner pour personne que pour la France, ni contre personne que contre l'ennemi.

Avoir une politique de guerre, être un gouvernement de guerre, gouverner pour la France, ou simplement être un gouvernement et gouverner, c'est employer au mieux les merveilleuses ressources, les réserves inépuisables de la France, ne pas souffrir qu'il en reste d'enfouies, qu'il y en ait d'ignorées, de dédaignées, de perdues, de gâchées. C'est avoir de l'ordre, faire de l'ordre, être un ordre. C'est être une

pensée et une volonté. A cette hauteur, il n'y a plus ni « d'esprit de finesse, » ni « d'esprit de géométrie. » Il y a l'esprit, ou il n'y a rien. Mais il ne se peut pas qu'il n'y ait rien. Le mot du chancelier Oxenstiern à son fils : « Allez voir, mon enfant, par combien peu d'esprit le monde est gouverné, » ce mot est faux. Par trop peu d'esprit, le monde n'est pas gouverné. M. Painlevé tiendra à honneur de démontrer en mathématicien que trente ministres font un gouvernement. Sa déclaration le promet, dans le sentiment qu'il faut, avec l'accent qui convenait. Nous souhaitons, et nous attendons, que ses œuvres le prouvent.

Les puissances occidentales ont d'autant plus l'obligation de s'assurer, pour le triomphe de leur cause, cette suprême chance de la guerre, que, depuis six mois, et peut-être davantage, si l'on ne s'arrête pas à la surface des choses, elle manque tout à fait à leur grande alliée d'Orient. Depuis six mois au moins, la Russie a trop de gouvernemens pour avoir un gouvernement. C'est l'anarchie par *panarchie*, où tout le monde commande, personne n'obéit et personne n'est obéi. On avait salué comme une libération la jeune audace de Kerensky ; on aimait voir en lui le régénérateur, le réorganisateur ; on ne lui ménageait pas les comparaisons, Carnot, Danton, d'autres encore: d'acharnés adversaires du pouvoir personnel, subitement convertis par la nécessité, faisaient en sa faveur appel à la dictature. Deux ou trois fois, le bruit a couru qu'il l'avait assumée, et l'on en eût été heureux, non point à cause de la dictature, mais à cause de la possibilité d'ordre. Pour dire le vrai, la dictature de Kerensky apparaissait purement oratoire, et telle quelle, on la sentait toute tournée, par inclination ou par faiblesse, contre le péril réel ou imaginaire de la réaction, de la contre-révolution, contre des ombres, plus ou moins consistantes ou inconsistantes, de complot ; molle et désarmée en face du péril trop réel, immédiat, présent et pressant, du délire révolutionnaire, internationaliste, pacifiste, défaitiste et germanisé. Et l'on voyait si bien poindre le conflit de Kerensky avec Korniloff qu'on les avertissait: ce n'était pas trop, pour la tâche écrasante et presque surhumaine qui allait s'imposer à eux, qu'ils fussent tous les deux et que tous les deux ne fissent qu'un.

Mais, à ce moment déjà, ils faisaient deux, et le duel allait s'engager. Le 1er ou le 2 septembre, Korniloff invitait Kerensky à tenir les promesses qu'il lui avait faites, et de prendre d'urgence toutes les mesures, — y compris le rétablissement de la peine de mort, — pour restaurer la discipline au front et étouffer la propagande criminelle à

l'arrière. Malgré les protestations du Soviet de Pétrograd, qui, lui, réclamait par des votes réitérés l'abolition définitive de cette peine, Kerensky annonçait publiquement que le décret serait rendu et exécuté. Mais les « maximalistes » ne se décourageaient pas, et même c'était l'instant que des hommes relativement modérés choisissaient pour émettre l'avis « qu'il faut laisser la liberté de discussion aux amis de Lénine, » et qu'ainsi l'on pourra, par raison raisonnante, les faire convenir de leur erreur. Un déluge de bavardages ; délicieuses après-midi du Palais de Tauride et du Palais d'Hiver ; noble occupation pour les oisifs dont le club est le seul travail, pour cette bande qui se proclame « le peuple, » et qui ne fait rien. Tous les Soviets de Russie font chorus à celui de la capitale ; plus de peine de mort au front, encore moins à l'arrière : l'armée et la nation s'en tireront comme elles pourront. Dans cet instant si grave, « le gouvernement provisoire, remarque le *Times*, perd son temps en de futiles querelles. » L'armée n'est plus ravitaillée. Il faut bien que Korniloff s'en tire comme il peut, et ce que le gouvernement ne fait pas, qu'il le fasse lui-même.

Animé par les Soviets, et peu à peu envahi par la même hantise, le gouvernement frappe à coups redoublés sur le fantôme de la contre-révolution ; il proclame la République ; il fait arrêter deux grands-ducs et une grande-duchesse, l'héritier désigné *in extremis* par le Tsar déposé, le grand-duc Michel tout le premier ; il les enferme à Gatchina, d'où il les ramènera, pour plus de sûreté, à Pétrograd. Les extrémistes saisissent le bout du fil et l'étirent et l'allongent : ce Korniloff, qui prétend que l'armée se batte, et qui veut la remettre, à tout prix, en état de se battre, n'est-il pas l'agent, l'instrument de la réaction ? Étaler au jour les méfaits, dévoiler les tares de l'ancien régime, semble être ce qu'il y a de plus urgent. On livre à la publicité la correspondance secrète de l'Empereur allemand et du Tsar, peu honorable pour l'un et pour l'autre, mais où l'un se révèle comme un corrupteur sans foi ni loi, et l'autre seulement comme un « faible ; » les télégrammes, — de la part de l'un impudens, imprudens de la part de l'autre, — de « Willy » et de « Nicky. » Aux élections municipales de Pétrograd, les « maximalistes » gagnent trente sièges. Sur ces entrefaites, la prise de Riga a pourtant remué les plus insensibles. Il n'est pas jusqu'aux *Izvestia*, organe du Soviet, qui ne s'écrient : « Assez de discours. Agissons ! » Le « Comité central de la flotte de la Baltique » lui rappelle, par un manifeste, qu'il se pourrait qu'elle eût des devoirs à remplir. Kerensky lance un ordre du jour et forme,

avec les généraux Alexeïeff, Roussky, Broussiloff, Radko Dmitrieff, une sorte de Conseil militaire ; mais peut-être y aurait-il autre chose à en faire que de les faire parler. La menace allemande sur Pétrograd a l'air de se dessiner : on songe à évacuer la ville, à transférer le gouvernement à Moscou. Cependant les Soviets hurlent de plus belle à la contre-révolution. On suspecte, on emprisonne, on exile. Et, au front, la discipline, l'ordre et le travail à l'arrière, ne se rétablissent toujours pas.

Le 11 septembre, nous apprenions que, sur une sommation de céder le pouvoir qui lui avait été apportée par le député Lvoff, ex-procureur du Saint-Synode, comme venant de Korniloff, mais tout ensemble désavouée dans les termes et reprise à son compte par le généralissime, Kerensky venait de destituer Korniloff ; puis, coup sur coup, que Korniloff refusait de remettre son commandement, qu'il rompait avec le gouvernement provisoire, que les Cosaques, après avoir offert leur médiation, prenaient parti pour ce fils de cosaque ; que, soutenu par le général Kaledine, ataman des Cosaques du Don (on sait que les Cosaques ne sont pas seulement des cavaliers, et leur chef, un chef militaire), par Klembowsky, son successeur à la tête des armées, par Loukomsky, son chef d'état-major, il entraînait contre Pétrograd cette fameuse « Division sauvage » qu'il avait illustrée et qui l'avait illustré. Une fois de plus, Kerensky lançait une proclamation, ajoutait à sa dictature le titre de généralissime, dissolvait son ministère ou le resserrait en une sorte de directoire, recevait les assurances de fidélité de la flotte de la Baltique, des maximalistes, des minimalistes, de certains cadets, et de certains autonomistes mêmes comme Bologoff, le délégué de la Rada d'Oukraine. Le Soviet condamnait Korniloff au nom de la légalité, de sa légalité, ce qui serait savoureux, s'il n'y avait tant de sujets de tristesse, et Kerensky décrétait d'accusation, outre Korniloff, les généraux Denikine, Loukomsky, Markoff, Kisliakoff, l'écrivain militaire connu, le colonel Clerget, le ministre de la Guerre du premier gouvernement provisoire, M. Goutchkoff. Quelles armées étaient sûres ? Lesquelles étaient rebelles ? Et, dans chaque armée, quelles troupes ? Dans chaque troupe, quels soldats ? En toute cette décomposition, la main allemande fouillait et creusait.

On pouvait redouter le pire. On était au bord de la guerre civile. La guerre se retournait et retombait de la frontière sur l'intérieur. Kerensky, dictateur et généralissime, rassemblait les régimens loyaux et marchait à la rencontre de Korniloff. Partout, de tous les Soviets,

essaimaient des comités de Salut public, qui ajoutaient au trouble sans ajouter à la sécurité. Dix mille fusils étaient distribués à la partie de la population de Pétrograd la plus capable et la plus désireuse de s'en servir. Les avant-gardes de Korniloff se montraient à quelques lieues de la ville, jusque dans ses faubourgs. L'alerte fut chaude, mais brève. Dès le 15, alors que la position de Kerensky paraissait, de loin, éminemment précaire, on annonçait que « tout espoir de conciliation n'était pas perdu, » que Korniloff était sur le point de se soumettre, que ses troupes, éclairées par les Conseils d'ouvriers et de soldats, l'abandonnaient, que le chef d'état-major Alexeïeff était allé le chercher à son quartier-général, enfin que sa soumission était faite.

C'est tout ce que nous savons, mais nous ne savons pas tout, et même ce que nous savons, nous le savons mal. Nous ne pouvons guère que poser des questions. Qu'est-ce que Kerensky, ayant fait ce qu'il a fait contre Korniloff, va faire maintenant contre des Comités devenus d'autant plus encombrans et entreprenans qu'ils se figurent avoir sauvé la révolution ? Qu'est-ce qu'il va faire de leurs motions et de leurs injonctions ? Il y en a de presque raisonnables, mais il y en a plus encore d'insensées et de ruineuses. Qu'est-ce que cette « Assemblée démocratique » à recrutement étroit qui se prépare, en attendant la Constituante qu'on semble à présent vouloir hâter; la Conférence de Pétrograd ne va-t-elle pas prendre le contre-pied de la Conférence de Moscou ? Qu'est-ce que ce ministère resserré, ce Directoire de cinq membres? Quels sont ses pouvoirs ? Qu'est-il au juste par rapport à ce qu'on nommait le gouvernement provisoire? Mais d'abord où en est-il, vis-à-vis des généraux qui ont provoqué, et conduit le mouvement ? Quelle attitude va-t-il tenir, quelle politique va-t-il adopter envers eux ? Kaledine est-il toujours ou n'est-il plus ataman des Cosaques du Don ? Ces Cosaques, s'étant recueillis à Novotcherkask, sont-ils ou ne sont-ils pas apaisés? Quant à Korniloff lui-même, « l'affaire, comme on l'a dit, est-elle liquidée ? » Est-il exact que Korniloff, tout en voulant forcer la main au gouvernement, ait donné l'ordre de ne jamais, en aucun cas, tirer sur les troupes de Kerensky; et que, Kerensky, tout en condamnant l'acte violent de Korniloff, le reconnaisse fondé en ses motifs? Bien d'autres questions se poseraient, par surcroît, mais voici celle où nous en voulions venir : Kerensky et Korniloff, d'accord au point de départ, ne pourraient-ils se retrouver d'accord au point d'arrivée ?

Nous en formons ardemment et profondément le vœu. Il paraît

qu'en Russie, on a reproché à la presse française de s'être déclarée pour Korniloff contre Kerensky. Elle n'avait et elle n'a à se déclarer ni pour l'un ni pour l'autre. Nous sommes tout simplement pour la restauration de la discipline dans l'armée, de l'ordre dans le pays, pour la reconstitution de la puissance russe. Nous n'avons pas eu de paroles d'amertume ou de colère, parce que nous connaissons l'âme de ce peuple, et que Tolstoï nous a enseigné qu'il ressuscite de son péché. Mais, si les affaires russes ne regardent que la Russie, les affaires de l'Entente regardent les Alliés. On se plaît à constater que la diplomatie s'en préoccupe, et qu'elle en a donné un signe, au plus fort de la crise, en proposant ses bons offices.

Elle peut le faire en conscience, sans indiscrétion, puisqu'elle s'adresse à une alliée, c'est-à-dire à une partie de nous-mêmes. La diplomatie allemande n'est pas si scrupuleuse ; elle mêle cyniquement les neutres à ses machinations, au risque de brouiller l'univers entier. Elle y a du reste à peu près complètement réussi, mais contre l'Allemagne. Il n'y a pas un mois que la Chancellerie impériale accordait à la République Argentine une indemnité pour le torpillage du *Toro*, et, sous de certaines conditions, des sauf-conduits pour ses navires. Or, dans la huitaine suivante, le secrétaire d'État de la Confédération américaine, M. Lansing, publiait trois dépêches interceptées du ministre allemand à Buenos-Aires, le comte de Luxburg, qui se résument dans cet avis : « A l'avenir, ne coulez plus de bateaux argentins, ou coulez-les sans laisser de traces. » Une telle exhortation aurait été directement « câblée » de subordonné à supérieur, que c'eût été déjà charmant, mais il y a mieux ou pis, car M. de Luxburg l'a fait parvenir à Berlin sous l'innocent couvert de la légation suédoise. Voilà pourquoi la République Argentine a remis ses passeports à l'envoyé de l'Empereur et se disposait à rompre avec l'Empire. Même histoire au Mexique, histoires semblables dans l'Uruguay et à Costa-Rica.

La Suède, au cours de ces trois années, ne s'est pas fait faute de marquer à l'Allemagne une neutralité parfois très bienveillante. On a pu dire que, par son zèle ou sa docilité, elle s'était mise dans une situation qui n'est pas sans analogie avec celle de la Grèce ; et sa reine même, si elle n'est pas la sœur du roi de Prusse, en est la cousine. L'ancien président du Conseil, M. Hammarskjöld, l'ancien ministre des Affaires étrangères, M. Wallenberg, le ministre en fonctions, l'amiral Lindman, et, derrière eux, tout le parti conservateur suédois, et, autour d'eux, la Cour, et la Couronne au-dessus

d'eux, n'ont jamais trouvé que c'était trop. Mais, aujourd'hui, la Suède se fâche, et elle le dit dans ses élections. Elle le dit à son gouvernement, et, s'il le faut, elle le dira à d'autres. Elle s'indigne qu'on ne lui offre, après l'avoir compromise dans une aventure déshonorante, que des excuses du bout des lèvres pour « les désagrémens » que la publication de M. Lansing lui a causés.

Ainsi remontent du passé les vieilles scélératesses, et tout se paie. En arrivant au ministère, M. de Kühlmann, ayant vu de ses yeux que l'Empire n'avait plus une faute à commettre, plus une sympathie ou une indulgence à perdre, s'est efforcé d'inaugurer cette école toute nouvelle, une diplomatie allemande aimable. Mais avant lui, le plus spirituel des Allemands, M. Zimmermann, avait semé, de par le monde, trop de témoignages de son savoir-faire ; et, dans le bureau voisin du sien, il retrouvait M. Haddenhausen qui, assure-t-on, s'était appelé, à Bucarest, M. von den Bussche, — le von den Bussche des caisses d'explosifs et de microbes. — Ces torpillages moraux ont « laissé trop de traces. » Guillaume II a dit que l'Allemagne avait fait la guerre lorsqu'elle s'était sentie « encerclée » de jalousie. Elle fera la paix lorsqu'elle se sera sentie encerclée de mépris.

Cela commence. Le ton de la réponse à la Note pontificale s'en ressent. Chacun des deux complices plaide, selon son talent et sa position, les circonstances atténuantes. L'empereur Guillaume jure hypocritement : « Je n'ai point voulu ce carnage qui me désole. » L'empereur Charles gémit : « Comment l'aurais-je fait si je n'étais pas né? » Ce sont des agneaux. L'un cherche à attendrir le Souverain Pontife, l'autre à enguirlander le cardinal secrétaire d'État. Mais ils ne seront vraiment touchés de la grâce que sous la baguette du Grand Pénitencier.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

, la
gou-
n'on
ono-
ns »

aie.
que
ou
oute
plus
nde,
du
lé, à
sses
trop
erre
paix

s'en
t sa
jure
le. »
étais
uve-
Mais
e du